

مركز الأخبار

« Epargne-Placements » / « L'Economie »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14887 - 7 F

MARDI 8 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

En disant « non » à l'Espace économique européen

La Suisse prend ses distances à l'égard de la CEE

Divisée et isolée

EN rejetant, dimanche 6 décembre, le traité instituant l'Espace économique européen, les électeurs suisses ont conforté un « euroscepticisme » dont on avait pu, après le « non » suisse, constater la force lors du référendum sur Maastricht en France et dans les divers sondages réalisés sur ce thème en Allemagne et en Grande-Bretagne. Ce résultat, déploré en chœur par tous les partenaires de la Suisse au sein de l'AELE, risque de faire école dans le petit Liechtenstein, et influencer l'attitude de voisins autrichiens qui devront se prononcer sur leur adhésion à la CEE.

Géographiquement située au cœur de l'Europe, dépendante économiquement de ses échanges avec les pays de la CEE, la Confédération a prêté défiance à ce qui coûte le statut exceptionnel que l'histoire lui avait légué depuis la défaite de ses troupes à Marignan. Sa neutralité, sa réserve en politique extérieure, lui ont permis de se tenir à l'écart de la guerre et de prospérer.

La grande majorité des dirigeants du pays avaient compris que les bouleversements intervenus en Europe ces dernières années avaient été une bonne preuve de sa raison d'être à l'« exception suisse ». Si ce « superbe isolement » ne lui avait pas trop mal réussi jusqu'ici, la Suisse se retrouve aujourd'hui menacée d'immobilité dans une Europe en mouvement. Cela fait longtemps que le système bancaire helvétique n'est plus le seul à assurer la sécurité et la stabilité en cette crise économique atteignant maintenant un pays jusqu'ici épargné par la récession et le chômage.

En refusant de se rapprocher de la Communauté européenne, les électeurs suisses ont également porté un coup sévère à ce consensus qui permettait une coexistence plutôt harmonieuse entre des citoyens de langues et de cultures différentes. La « votation » du 6 décembre a révélé une divergence profonde entre des Romands massivement favorables à l'Europe, et des Allemands qui - à l'exception notable des Bâlois - ont fourni les gros bataillons du refus.

La situation suisse est encore loin d'être comparable à celle de la Belgique, mais on a semé les germes d'un ressentiment qui pourrait s'accroître avec les effets économiques négatifs de l'isolement. Pour des raisons différentes, l'Allemagne et l'Italie ont servi de repoussoir aux électeurs suisses parlant la langue de ces pays. Le désir de marquer sa différence avec le puissant voisin allemand est une constante dans les cantons allemands depuis la seconde guerre mondiale. Le spectre de l'Italie en proie au « malgoverno », à la Mafia et à la corruption a incité les Tessinois à se réfugier plus que jamais dans le giron protecteur de Berne.

Les partisans suisses d'un rapprochement avec la Communauté ne désespèrent cependant pas totalement. Certains pensent même que le détour par l'EEC ne sera plus nécessaire, et qu'une adhésion directe à la CEE s'imposera bientôt. Mais d'autres, comme le précisait un éditorialiste de Zurich, « les chiens auront mordu les trainards ».

M0147 - 1208 0 - 7.00 F



Prenant leurs distances à l'égard de la Communauté européenne, 50,3 % des électeurs suisses et 16 cantons sur 23 ont rejeté, dimanche 6 décembre, l'adhésion de leur pays à l'Espace économique européen, rassemblant les pays de la CEE et de l'AELE, à compter du 1^{er} janvier prochain. Le scrutin a révélé l'opposition entre des Romands, favorables à l'intégration européenne, et une majorité allemande qui y est hostile.

BERNE

de notre correspondant

La Suisse reste décidément pareille à elle-même, recroquevillée sur ses certitudes et rebelle au vent du large, du moins dans sa partie de langue allemande. Désavouant à la fois le gouvernement, l'essentiel de la classe politique, des

milieux économiques et de la presse, les électeurs ont refusé par référendum, dimanche 6 décembre, l'adhésion au traité sur l'Espace économique européen (EEE) prévoyant, à partir du 1^{er} janvier prochain, un marché unique entre les Douze de la CEE et les Sept de l'AELE.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Lire la suite page 4

Allemagne : Munich contre le racisme

300 000 personnes ont formé, le 6 décembre à Munich, une chaîne contre le racisme et l'extrême droite. Par ailleurs, le gouvernement et l'opposition sont parvenus à un accord restreignant le droit d'asile.

Lire page 32 l'article d'HENRI DE BRESSON

Folie hindouiste à Ayodhya

La destruction d'une mosquée par une foule déchaînée pourrait préfigurer de nouvelles émeutes intercommunautaires

AYODHYA

de notre envoyé spécial

Les astrologues avaient fixé midi et quart, le dimanche 6 décembre, comme l'heure propice pour commencer la cérémonie rituelle. Elle consisterait à jeter des poignées de terre sur l'espace devant servir de fondations au temple de Rama. Assis en tailleur dans leurs longues robes safran, les sadhous, ces moines de l'hindouisme, atten-

daient patiemment. Le « dérapage » tant redouté en Inde a eu lieu dix minutes avant, à 12 h 05.

Depuis un moment déjà, des « pélerins » défilaient en hurlant le long des fragiles barricades en bambou, érigées pour contenir une foule estimée à 200 000 personnes. Mais tout a vraiment commencé quand un groupe de jeunes a brisé le premier cordon policier, débordant le service d'ordre. Un autre détachement a

escaladé les grilles de la porte de la mosquée de Babur, enjeu de cette mobilisation. Alors les pierres volaient. La police décampe. C'est la ruée.

Même les organisations extrémistes hindoues avaient pourtant tenu à montrer leur détermination à éviter tout dérapage, incitant leurs ouailles à la retenue. On avait essayé de les convaincre de respecter la loi.

BRUNO PHILIP

Lire la suite page 6

L'opposition et les primaires



Lire nos informations page 7

Discrètes prud'homales

Les syndicats s'efforcent de vaincre l'indifférence des électeurs appelés aux urnes le 9 décembre

par Jean-Michel Normand

Si l'on en juge par le peu d'écho qu'elles ont jusqu'à présent suscité, les élections prud'homales risquent fort de laisser indifférents une bonne partie des quelque millions d'ouvriers (salariés français et étrangers des entreprises de droit privé, chômeurs et employeurs) appelés à se rendre aux urnes mercredi 9 décembre. Chacun en convient : si des records de participation sont battus, ce sera à la baisse. Pourtant, ce scrutin, placé en porte-à-faux entre le référendum européen de septembre 1992 et les législatives de mars 1993, n'a rien d'une consultation secondaire.

Mercredi, il ne s'agit pas seulement de question d'indiquer une préférence syndicale. Il s'agit d'abord de vaincre l'indifférence et de faire vivre une justice unique en son genre, dont la légitimité repose en premier lieu sur l'élection au suffrage universel de conseils où siègent à parité des juges représentant les salariés et des juges représentant les employeurs. Malgré leur dénomi-

nation anachronique - l'origine de cette institution fondée au dix-neuvième siècle remonte en fait au treizième siècle, lorsqu'il fallut trancher les litiges commerciaux entre producteurs et marchands - les prud'hommes sont au cœur de la vie sociale.

Chargés de trancher les litiges individuels du travail, qu'il s'agisse des licenciements, des rémunérations ou des sanctions disciplinaires, leur activité ne cesse de croître (160 000 affaires nouvelles en 1982, 195 000 en 1990), et ils sont parvenus, bon an mal an, à maintenir la durée moyenne de jugement en dessous de dix mois. De plus en plus sollicités par les cadres, il leur faut également statuer sur des affaires d'un type nouveau, comme les clauses abusives de non-concurrence ou les licenciements pour « perte de confiance », dont la législation n'a pas su prévoir l'émergence. Or, si les salariés demandent plus fréquemment justice aux prud'hommes, ils se mobilisent de moins en moins pour en désigner les membres.

Lire la suite page 26

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 760 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Australie-Nélande, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Inde, 1,20 \$; Italie, 2,20 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 15 KSE ; Suisse, 1,80 FB ; USA, 1 \$; USA (Hawaï), 2,80 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Yoshikazu Sakamoto

« L'Asie paraît stable parce qu'elle vit encore sur l'héritage de la guerre froide »

« Comment percevez-vous la difficile construction d'un ordre international post-guerre froide ? »

« L'ère post-guerre froide me paraît un « désordre ordonné ». Une combinaison paradoxale de stabilisation du cadre global et de désordre dans la substance même de ce nouvel ordre. Globalement, le monde est devenu plus homogène (unipolarisation militaire, extension de l'économie de marché capitaliste à l'ensemble du globe ou presque, diffusion universelle des nationalismes et globalisation de la démocratie). Mais se sont multipliés les nouveaux conflits.

« Ainsi, comparé à l'état antérieur où deux puissances rivalisaient, le danger d'un conflit généralisé a certes diminué et, en cela, le monde paraît plus stable. De bipolaire, il est en outre devenu unipolaire sous la suprématie militaire hégémonique.

« Cependant, bien que les plus puissants, les États-Unis ne sont pas omnipotents : leur hégémonie se traduit par une impuissance relative à faire régner un ordre général. La guerre du Golfe a montré que cette superpuissance a besoin du soutien financier des autres nations pour mener sa guerre ; quant aux conflits régionaux (Yougoslavie par exemple), ils révèlent également son impuissance. De ce point de vue, le monde est plus instable : autrefois, la rivalité entre les États-Unis et l'URSS les poussait à intervenir dans les conflits régionaux, voire à imposer une certaine discipline. Autre élément d'instabilité : la montée des nationalismes qui rend la question de l'identité nationale plus complexe, voire impossible à gérer dans les termes dans lesquels elle s'était posée jusqu'à présent.

« Par comparaison à l'Europe, l'Asie ne vous semble-t-elle pas plus instable ? »

« Superficiellement, oui. En Asie, la guerre froide et les conflits idéologiques se poursuivent. La droite japonaise s'est, par exemple, opposée à la visite de l'empereur en Chine en partie parce qu'il s'agit d'un pays communiste ; au Cambodge, les forces en présence se réclament d'idéologies opposées comme d'ailleurs les deux Corées. En outre, n'existe pas dans cette partie du monde un cadre régional, un forum de concertation. Il n'y a rien ici de comparable à la Communauté européenne ou à l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA). Il prévaut, par ailleurs, parmi les nations asiatiques un moindre sens d'appartenance à une communauté. L'hétérogénéité des racines culturelles, les stigmates de la guerre froide et aujourd'hui des inégalités dans le développement, qui engendrent des phénomènes de dépendance et de domination, en sont les raisons principales.

« Aussi l'intégration se fera-t-elle moins en fonction d'une dynamique régionale propre que comme réaction de défenses face aux constructions européennes ou nord-américaines. L'Asie paraît donc stable parce qu'elle vit encore sur l'héritage de la guerre froide. Le jour où il y aura une libéralisation en Chine, se posera de manière aiguë la question du Tibet. Quant à la Birmanie, elle peut devenir demain une Yougoslavie. Les conflits manifestes ou latents sont là : Timor, la frontière sino-russe, Sri-Lanka... »

« Voyez-vous des conflits se dessiner entre les trois grands pôles de l'ère post-guerre froide : États-Unis, Europe et Japon (Asie) ? »

« Coopération et interdépendance accrues conjuguées à des frictions ne semblent en schéma plus probable. En revanche, il me semble que ces trois pôles sont en train de constituer une sorte d'oligarchie mondiale dominant le reste de la planète, qui assiste impuissante à l'émergence du nouvel ordre qu'ils imposent. A terme, le grand problème sera de remédier à une disparité croissante entre Nord et Sud.

« Quel est l'impact de cette globalisation du monde sur la démocratisation ? »

« Deux phénomènes récents sont sans précédents. Les globalisations de la démocratie et du système capitaliste. L'homogénéisation de l'économie mondiale, à la suite de la chute des régimes socialistes, est, à première vue, un facteur de stabilité. Mais cette économie reposant sur le principe de la libre concurrence n'a plus de contre-modèle. Elle règne sans partage précédemment à un moment où, ironiquement, la situation économique aux États-Unis montre que les Américains, dont le système d'exporte, et qui sont donc « vicieux », sont aussi victimes de ce

Professeur honoraire de l'université de Tokyo et actuellement directeur de l'Institut de recherche sur la paix internationale Meigaku (PRIME), de l'université Meiji Gakuin, l'un des plus anciens établissements privés chrétiens au Japon, où il enseigne les relations internationales, M. Yoshikazu Sakamoto (né en 1927) se situe dans la ligne des intellectuels progressistes du lendemain de la guerre.

Une école de pensée où se côtoient libéraux et marxistes, qui fut personnifiée par l'éminent historien des idées M. Masao Maruyama, chez qui l'approche historique se conjugue à un empirisme empreint d'un fort souci éthique. Une école qui non seulement marque toute une génération mais demeure une des ossements de la pensée contemporaine.

Actif lors des grandes luttes populaires de 1960 contre la reconduction du traité de sécurité avec les États-Unis, M. Sakamoto fonda alors un groupe d'études des questions internationales qui s'emploie à sensibiliser l'opinion publique. Fortement impliqué dans le mouvement de désarmement pacifiste, M. Sakamoto participe également à plusieurs organisations académiques en Europe et aux États-Unis.

Créé en 1986, PRIME, qui travaille sur les différentes formes de violence, de pauvreté et d'injustice sociale ainsi que sur

leurs remèdes, fait partie de ce tissu dense de groupements et de mouvements civiques qui constituent sur l'archipel une alternative au discours dominant.

Collaborateur régulier de différents journaux et revues, M. Sakamoto est l'auteur d'une

libre marché. La menace n'est plus rien d'autre que l'institutionnalisation de la domination d'une ethnie sur des minorités. D'autre part, récentes expressions d'ethno-nationalisme se sont révélées autodestructrices. Au cours des années 60, le nationalisme était considéré comme la voie de l'émancipation des peuples opprimés. Aujourd'hui, le nationalisme a des implications négatives qui pourraient déboucher sur une remise en cause du principe d'autodétermination : celui-ci entraînerait des réactions en chaîne de minorités de plus en plus infimes réclamant le même droit.

« D'une manière générale, cette globalisation de l'économie néolibérale a pour conséquence une aggravation de la disparité entre les riches et les pauvres à l'intérieur des États, mais aussi entre les nations du Nord et du Sud. Les pays en voie de développement n'ont plus l'URSS comme levier pour obtenir davantage d'aide des nations riches, moins généreuses peut-être, qui soucieuses de contre l'influence communiste. C'est là un facteur d'instabilité potentielle.

« Le second phénomène est la globalisation de la démocratie. Même les régimes qui ne pratiquent pas la démocratie s'en réclament ou justifient leurs pratiques non démocratiques en invoquant une période de transition. La situation est différente de celle des années 30 : Hitler n'a jamais dit que le nazisme était une transition vers la démocratie. Aujourd'hui, on légitime des pratiques non démocratiques par une hypothétique démocratie future. Mais les mots ne doivent pas dissimuler les réalités. Il faut, à mon sens, dépasser la notion d'État lorsque l'on parle de démocratie. Même si un pays est démocratique par le fonctionnement de ses institutions mais qu'il tire profit des « ajustements structurels » invoqués par les régimes autoritaires du Sud pour exploiter à son avantage main-d'œuvre et matières premières, il ne s'agit pas là d'une véritable démocratie. La rhétorique des pays riches sur la démocratie n'est pas dénuée d'hypocrisie. Nous rejoignons le problème précédent. La situation présente nous invite à repenser d'une manière globale l'idée de démocratie.

« L'une des grandes tendances de l'ère post-guerre froide est le réveil des appartenances (nationalisme, ethno-nationalisme, corporatisme), c'est-à-dire de forces centrifuges. Simultanément, l'internationalisation du capital fait écarter les limites des États et agissent comme des forces centrifuges. Envisagez-vous une aggravation de ces tendances et, à terme, une dislocation entre l'unité politique et l'unité culturelle ? »

« Il y a effectivement une diffusion quasi universelle des nationalismes. En un sens, c'est un phénomène légitime après l'écrasement de telles aspirations sous la chape soviétique. Mais ce réveil conduit aussi à des micro-nationalismes et à l'oppression par les États-nations de minorités qui, soudain, revendiquent identité et autonomie. D'une part, il est vrai que cette résurgence des micro-nationalismes contribue à une démythification de la notion d'État-nation,

révélant que l'État-nation n'est rien d'autre que l'institutionnalisation de la domination d'une ethnie sur des minorités. D'autre part, récentes expressions d'ethno-nationalisme se sont révélées autodestructrices. Au cours des années 60, le nationalisme était considéré comme la voie de l'émancipation des peuples opprimés. Aujourd'hui, le nationalisme a des implications négatives qui pourraient déboucher sur une remise en cause du principe d'autodétermination : celui-ci entraînerait des réactions en chaîne de minorités de plus en plus infimes réclamant le même droit.

« La situation nous invite à repenser l'idée de démocratie »

« Il faudra donc repenser la notion d'autodétermination sur la base d'une seule nation et s'orienter vers une autodétermination collective (incluant plusieurs nations), faisant place au pluralisme multiculturel. En d'autres termes, dissocier effectivement l'État culturel de l'État politique dont la souveraineté sera par conséquent réduite. Le fédéralisme peut être une solution, ou l'autonomie locale. L'État ne peut recouvrer sa légitimité qu'en se transformant en une structure souple, caractérisée par une reconnaissance du pluralisme des identités et des appartenances.

« Comment se pose la question du nationalisme au Japon ? »

« De manière différente. Il y a toujours eu au Japon un nationalisme caché qui relève de l'ethnocentrisme. Il a pris deux formes : « passive » (société fermée à l'extérieur) ou « agressive » (reconstitution à l'étranger d'un cocoon nippon : golfs réservés aux Japonais en Angleterre par exemple). Aujourd'hui, il y a moins un réveil du nationalisme qu'une politisation de celui-ci à la faveur d'une prise de conscience de l'émergence du Japon comme « grande puissance ».

« Cette politisation du nationalisme résulte de deux évolutions : interne (l'aspiration à dépasser le stade de puissance économique) et internationale (réduction de la dépendance à l'égard des États-Unis avec la disparition de la menace soviétique ; déclin de l'économie américaine qui rehausse d'autant la puissance de celle du Japon ; changement dans la hiérarchie des composantes de la puissance : de militaire elle devient plus économique). Le danger potentiel de ce néonationalisme tient à son éventuelle utilisation

aux dépens d'autres nations. L'évolution du rôle du Japon sur la scène mondiale, comme de son autoperception, intervient au moment où le monde change et cherche de nouvelles orientations. Cette double évolution complique la quête des Japonais d'un rôle international et de l'affirmation de leur identité. Le Japon n'a jamais résolu le dilemme : appartenir à l'Asie ou à l'Occident. Longtemps il fut le seul pays d'Asie à être « occidentalisé ». Aujourd'hui, d'autres nations asiatiques (les « petites dragons ») avancent sur la même voie, rendant la question plus pressante : où se situe-t-il ?

« Comment percevez-vous la situation en Europe et plus particulièrement les réactions négatives que suscite une intégration dont le principe semble acquis ? »

« A mon sens, le malaise vient des déséquilibres induits par l'intégration régionale. Entre des États, se profile le risque d'une suprématie de fait de l'Allemagne. A l'intérieur de ceux-ci, bien que le grand capital soit déjà transnational, les secteurs non compétitifs de la société (petit commerce et paysannerie), protégés par l'État, se demandent si l'« État » supranational pourra remplir la même tâche. A moins que l'Europe intégrée démontre qu'elle offre de meilleures protections que l'État classique, il y aura des résistances et un repli furtif sur le nationalisme, les appartenances ethniques pouvant servir de détonateur.

« Derrière ce malaise, se pose plus fondamentalement la question du rôle de l'État. Auparavant, celui-ci était censé veiller à la sécurité militaire. Il était à la fois protecteur et exigeant, demandant aux citoyens de sacrifier leur vie à sa défense. La fin de la guerre froide a réduit le rôle de l'État en tant que protecteur de la sécurité militaire et les citoyens ont commencé à le considérer comme protecteur d'une sécurité économique et sociale sans qu'en contrepartie ils soient prêts à se sacrifier pour lui. Il est soumis simultanément à une double pression : par le haut, de la part d'une instance supranationale et, par le bas, de la part des citoyens qui réclament décentralisation et protection.

Cette situation n'est pas réservée à la seule Europe. On s'oriente inévitablement vers une instance internationale centralisée des structures de gouvernement. Mais simultanément se font jour des revendications d'identités parcellaires (ethniques) qui poussent à la fragmentation.

« La crise de la Yougoslavie n'est-elle pas symptomatique du caractère insipide de ces mécanismes de sécurité transnationaux ? »

« Il ne faut pas confondre les niveaux. L'OTAN ou les Nations unies n'ont pas vocation première de résoudre des conflits survenant

à l'intérieur d'une nation. Ils sont là pour agir en cas de conflit entre États souverains ou pour prévenir l'escalade d'un tel conflit. Si, demain, Pol Pot déclenche une guerre au Cambodge, les Nations unies seront placées devant un dilemme : concéder leur incapacité à se résoudre ou, bien mieux, des opérations de combat d'autant plus délicates que, dans une guerre, il est difficile de distinguer les civils des combattants. Des actions qui, en tout état de cause, n'entraînent pas, théoriquement, dans le cadre de missions de paix. Derniers ces problèmes institutionnels se pose celui de l'égoïsme des grandes puissances : elles ne sont pas concernées tant que leurs intérêts ne sont pas menacés.

« L'Asie risque de connaître aussi de tels conflits. Dans cette hypothèse, que se passe-t-il dans une région où la sécurité repose essentiellement sur des alliances bilatérales avec les États-Unis ? »

« Il en ira de même. La première question (les États-Unis auront-ils la compétence d'agir ?) se double d'une autre, plus fondamentale : auront-ils la volonté de le faire ? Il n'y a pas de pétrole en Birmanie et personne ne s'occupe (et vraisemblablement ne s'occupera) de ce malheureux pays.

Plus profondément se pose la question de la capacité d'une nation qui se réclame de l'autodétermination à régler ses problèmes internes. Dépendre de l'intervention internationale pour résoudre ses conflits est le symptôme de la faillite de la revendication à l'autodétermination.

« La possibilité pour le Japon de faire participer ses troupes aux missions de paix des Nations unies est une évolution importante. Estimez-vous qu'il soit en train de devenir une « puissance ordinaire » ? »

« Les hommes politiques qui ont soutenu le projet de loi sur l'envoi de troupes à l'étranger ont fait valoir que le Japon devait sortir de son « isolationnisme pacifique » et assumer des responsabilités. Je pense que, si le Japon doit sortir de son isolationnisme, ce n'est pas en envoyant des troupes à l'étranger mais en accordant plus d'attention à l'extérieur et en particulier aux pays du Sud. Le Japon s'internationalisera en se préoccupant davantage des questions de démocratisation et de droits de l'homme dans le reste du monde.

« Or nous sommes confrontés à une carence grave : les Japonais ont perdu la notion de l'intérêt général. Au cours de la guerre, cette notion a été monopolisée par l'État auquel devaient être sacrifiés tous les autres intérêts. En réaction, après la défaite, les Japonais ont nourri un grand scepticisme à l'égard de l'État et se sont repliés sur les espaces privés (la famille et l'entreprise). Quant à l'arène politique, elle est dominée

moins par des partis que par les clans, dont le moins que l'on puisse dire c'est que les luttes de pouvoir l'emportent sur l'intérêt général. Il manque, enfin, au Japon une institution publique non étatique telle que l'Eglise. Cette absence ne se fait pas seulement sentir sur le plan de l'organisation mais aussi de la base spirituelle à un engagement. Le bouddhisme joue certes un rôle, notamment dans les organisations non gouvernementales œuvrant en faveur de l'aide au Sud, mais il n'est pas assez mobilisateur pour imposer l'idée de solidarité transnationale. Là, réside la véritable insularité nipponne.

« Les Japonais ont perdu la notion d'intérêt général »

« L'Occident fut plus tonitruant que le Japon pour dénoncer la répression en Chine en 1989. Mais nombre de pays, à commencer par la France, firent preuve par la suite d'un « réalisme à complicité lorsque leurs intérêts économiques furent en jeu. N'y a-t-il pas là une hypocrisie d'État tout aussi condamnable ? »

« On a dit que « l'hypocrisie est un tribut payé au Bien par le Diable ». Au moins, ont été affirmées des valeurs que l'on ne peut ignorer. Dans le cas du Japon, les politiciens n'ont même pas eu à faire preuve de cette hypocrisie car l'opinion publique est largement indifférente. Là est la racine du problème. Une évolution se dessine néanmoins chez une minorité de la jeune génération qui, libérée de l'économisme de ses parents, réagit davantage en citoyens animés par des valeurs universelles.

« Le rapprochement entre la Chine et le Japon, symbolisé par la visite de l'empereur, se traduira-t-il par une domination sino-japonaise de la région, assurant sa stabilité ? »

« Je ne suis pas sûr que l'objectif premier de la Chine soit la stabilité de la région. Pour les dirigeants de Pékin, un monde multipolaire est synonyme de risques de conflit. Ainsi, je ne pense pas que la stabilité soit acquise. Les Chinois ont tiré une leçon de la guerre du Golfe : seule une modernisation de leur potentiel militaire leur évitera de devoir passer sous les fourches caudines des États-Unis. Le nationalisme chinois, certes compréhensible, combiné à des ambitions de grande puissance, risque davantage de se traduire par une opposition avec un Japon en passe de devenir une grande puissance.

« A court terme, le renforcement de la marine chinoise a pour conséquence une accélération de la course aux armements dans la région : en Indonésie, à Singapour ou en Malaisie. Sans voir de crise immédiate, je ne suis pas très optimiste pour le futur.

« On dit souvent que le Japon n'a pas de « message » pour le reste du monde, sinon son pragmatisme. Qu'en pensez-vous ? »

« Le Japon a un rôle à jouer : offrir une alternative aux deux grands modèles, celui effondré du socialisme et celui, qui commence à douter de lui-même, de la démocratie libérale capitaliste. L'influence de la social-démocratie scandinave sur les pays de l'Europe de l'Est est révélatrice de cette quête de modèles. Le Japon peut devenir – non assurément tel qu'il est aujourd'hui – une source d'inspiration sur trois plans : une puissance qui repose moins sur des moyens militaires qu'économiques ; un système socio-économique qui conjugue initiative privée et responsabilité sociale ; une industrie accordant une plus grande importance à l'écologie. Mais cela requiert des responsabilités politiques que nous n'avons pas. Un exemple : le Japon est le premier fabricant mondial de batteries solaires. Celles-ci permettent aujourd'hui d'alimenter des pompes donnant de l'eau à certains villages reculés d'Afrique. Seulement, ce ne sont pas les Japonais qui les ont fournies, mais des Canadiens et des Allemands qui nous les ont achetées. C'est regrettable mais symptomatique.

Propos recueillis par PHILIPPE PONS



Bois 00/92

ÉTRANGER

L'intervention internationale en Somalie

De l'océan Indien à la Californie en passant par l'Europe, de 36 000 à 40 000 militaires d'une vingtaine de pays, dont près de 30 000 Américains, étaient mobilisés, dimanche 6 décembre, dans le cadre de l'opération «Rendre l'espoir». Le secrétaire américain à la Défense, M. Dick Cheney, a indiqué que les premières unités américaines devaient arriver en Somalie «au début de la semaine», on se refusant à donner une date précise.

Quatre unités logistiques de l'US Navy, chargées d'aménager les infrastructures nécessaires au déploiement des militaires américains, ont été chargées de se préparer samedi. Ces quelque 2 000 hommes, qui s'ajoutent au total d'environ 28 150 annoncés vendredi par le chef d'état-major américain Colin Powell, sont tous spécialisés dans la construction. Leur arrivée doit correspondre à celle de trois navires partis de la base américaine de Diego Garcia, dans l'océan Indien, et chargés de matériel de construction, d'équipements divers et de vivres. Avant même l'annonce officielle de l'opération, le Pentagone avait ordonné au milieu de semaine dernière l'envoi vers la Somalie d'un navire de ravitaillement Jack-Lincoln, chargé de 600 tonnes de véhicules et de matériel. Le porte-avions américain Ranger, qui croisait dans le Golfe depuis septembre, fait également route vers la Somalie, avec quelque 70 chasseurs-bombardiers et 5 500 hommes à bord.

Les premiers à débarquer devaient être les 1 800 marines qui croisent déjà au large de la Somalie, ainsi que les soldats français venus de Djibouti, dont le premier détachement devait être prêt à partir lundi, selon le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe. Ils rejoindront les 500 «casques bleus» pakistanais présents à Mogadiscio depuis septembre. Ces derniers ont ouvert le feu pour la première fois vendredi, tuant un jeune Somalien armé qui empêchait la sortie de camions de vivres.

L'Iran a critiqué samedi cette opération, «préjudiciable à la paix» qui «risque de déboucher sur de nouvelles interventions américaines dans d'autres parties du monde», selon la radio officielle, pour laquelle l'administration américaine a voulu «rétablir son image humanitaire ternie par son inaction en Bosnie-Herzégovine». En Jordanie, les députés des Frères musulmans ont dénoncé dimanche l'intervention américaine, qu'ils ont qualifiée d'«agression sauvage aux desseins hypocrites».

En France, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a expliqué qu'on n'avait pas voulu laisser les États-Unis jouer les gendarmes du monde et qu'on avait voulu pour que l'opération se déroule sous l'égide des Nations unies. «Il ne faut pas qu'une nation, sous prétexte qu'elle est plus forte qu'une autre, s'arroge le droit d'aller faire le gendarme, de remettre de l'ordre», a-t-il dit à Europe 1. M. Dumas a nié qu'il

ait fallu attendre la volonté américaine pour susciter la mobilisation. «La volonté qui s'est exprimée en premier est bien celle de la France (...). J'ai toujours dit : «La France sera présente mais il est indispensable que ce soit la communauté internationale qui chapeaute tout cela», a-t-il ajouté.

Invité du journal de 20 heures de France 2, samedi 5 décembre, M. Pierre Joxe, ministre de la Défense, a souligné qu'on «pense à tous les pays, comme le Mozambique, le Liberia, certaines régions de la Birmanie, de la Nouvelle-Guinée, où la situation est parfois dix fois pire» avec «dix fois plus de morts, dix fois plus de personnes déplacées» qu'en Somalie. Affirmant qu'il n'est «pas amer», M. Joxe a toutefois demandé : «Essez que la situation de la Somalie peut être réglée par des interventions militaires? Non. Par des interventions humanitaires? Non. Elle ne peut évoluer qu'en raison d'une évolution politique, c'est-à-dire le retour d'une certaine sécurité et l'instauration d'institutions démocratiques».

M. François Léotard a estimé, dimanche 6 décembre sur TF1, que l'intervention de la force multinationale en Somalie est «une opération trop médiatique pour être honnête», même si, «bien sûr, il faut la faire». On oublie qu'il y a des Somalis ailleurs dans le monde, pas de caméra, a expliqué l'ancien président du PR. En Bosnie, soixante mille enfants à Sarajevo vont mourir dans les deux

mois qui viennent et il n'y a plus un soldat qui peut passer.

M. Raymond Barre a déclaré, le même jour sur France 2, que l'envoi de troupes en Somalie est «un progrès dans la vie internationale», mais qu'une telle opération ne peut être envisagée dans l'ex-Yugoslavie en raison de la différence de «nature» entre les deux situations. «En Somalie, il s'agit de mettre un terme à des opérations de banditisme sauvage tandis que dans l'ex-Yugoslavie, c'est un affrontement d'ethnies qui ne sont pas décidées à trouver un règlement à leurs problèmes», a observé l'ancien premier ministre. Avant de s'ajuster pour un droit d'ingérence ponctuel dans des situations humanitaires intolérables, autant je crois, que dans le cas de la Yougoslavie, tous les gouvernements ont une attitude raisonnable.

M. Dominique Voynet, porte-parole des Verts, a déclaré, de son côté sur Radio communautaires juifques (RCJ) que les Verts sont favorables à l'intervention militaire en Somalie. «Il était tout à fait urgent de mettre un terme au scandale qui se déroulait sous nos yeux que constitue le détournement massif de l'aide humanitaire», a-t-elle indiqué. M. Voynet a estimé que cette opération ne relève pas «du droit d'ingérence humanitaire» mais qu'elle consiste à remédier à «l'absence de gouvernement» dans ce pays. (AFP, Reuters.)

Le calme règne à Mogadiscio mais les pillages se multiplient en province

MOGADISCIO
de notre envoyé spécial

«Deux fois par jour, je monte sur ma terrasse et je scrute l'horizon, puis le ciel, mais toujours rien. Pas le moindre signe de leur arrivée». Le colonel Jim Cox, commandant en second du contingent de l'ONU à Mogadiscio, ne s'offusque pas outre mesure d'être tenu dans l'ignorance totale du débarquement des 1 800 marines positionnés au large de la capitale. «C'est une opération militaire et son programme doit rester secret».

Quelques rares indications ont toutefois filtré de la conférence des Nations unies sur la Somalie à Addis-Abeba (le Monde daté 5-6 décembre) : le déploiement des forces de la coalition se déroulera en trois phases, jusqu'à la mi-janvier ; la durée totale de l'intervention ne devrait pas excéder trois mois. Mais des incertitudes subsistent quant à la méthode. Est-ce que la mission des soldats étrangers ira au-delà de l'acheminement des vivres ? Ou s'agit-il d'un «check-point» ? Quelques tirs d'armes lourdes ont retenti par deux fois ces derniers jours du côté de l'aéroport. Un habitant du quartier attribue ces accrochages à «la nervosité des Hawda (un des clans) devant la perspective d'être bientôt privés de l'aéroport et de ses revenus».

Le calme de la capitale contraste avec les nouvelles alarmantes en provenance de l'arrière-pays. Les Organisations non gouvernementales (ONG) ont évacué partiellement Baidoa, devant la multiplication des pillages. Les centaines de combattants concentrés sur la ville sont-ils en partance vers le front de Bardera ? Reviennent-ils du front pour profiter des derniers instants d'anarchie ? Toujours est-il que Care a dû interrompre ses distributions dans les villages alentour et que le pont aérien menace d'être interrompu. Dans la ville de Merca, Médicins sans frontières a aussi réduit son personnel. «On ne

sentait pas comment ils peuvent réagir à l'arrivée des Américains», affirme Nicolas de Metz, le coordinateur de l'organisation à Mogadiscio.

A Mogadiscio, le débarquement de la presse a commencé. Les prix de location des voitures, des gardes de sécurité et des interprètes s'envolent, les possibilités d'hébergement sont supérieures à celles des ONG se font rares. Les habitants de Mogadiscio Nord regardent avec envie les milliers de dollars déversés au sud, de l'autre côté de la «frontière». Les Somaliens ont déjà vécu cela en août, lors du premier raz-de-marée médiatique, mais cette fois les Américains sont davantage présents. Et l'on sent les habitants en quelque sorte fléchir à l'idée d'être «occupés» par les GI's, qu'ils respectent infiniment plus que les «casques bleus» pakistanais, présents depuis septembre, mais inactifs en raison de leur mandat limité.

A l'annonce du débarquement américain, le prix de la kalachnikov est brusquement tombé de 700 000 à 300 000 shillings somaliens (environ 70 dollars). Les propriétaires ont vendu en masse. Puis l'indice du marché est remonté légèrement. Pour Abdoulkader, un ancien étudiant devenu marchand d'armes «par nécessité», l'explication est simple : «La reprise des combats dans le Nord, du côté de Galcaio, a relancé la demande». Assis derrière son comptoir, dans une ruelle du marché de Boco, il rêve de «retourner à l'université pour devenir médecin». Si les Américains arrivent, il fera sa boutique, un état de bois et de tôles où pendront des guirlandes de munitions. Mais il cachera ses armes dans son jardin au cas où les ventes reprendraient un jour. Car «l'intervention américaine ne signifie pas que la paix soit enfin acquise».

JEAN HÉLÈNE

limité qui s'imposait», ajoute un membre des Nations unies. Mais cette conférence a aussi accusé la mise à l'écart du général Aidid et de son Alliance nationale somalienne (ANS), qui avaient refusé d'y participer. L'homme fort de la Somalie est aujourd'hui isolé politiquement, et affaibli sur le terrain par des dissensions d'origine clanique ou par des revers militaires. Il a réaffirmé dimanche qu'il accepterait les Américains à bras ouverts. Mais ses partisans rappellent qu'il souhaite toujours la création d'une force de police somalienne.

Le marché des armes en baisse

Le calme règne à Mogadiscio. Pour la première fois depuis trois semaines, un convoi de vivres a pu quitter l'aéroport. Chargés de tonnes de vivres, les camions de l'Organisation américaine Care ont traversé la ligne de démarcation sans encombre, après l'habituel droit de péage au «check-point». Quelques tirs d'armes lourdes ont retenti par deux fois ces derniers jours du côté de l'aéroport. Un habitant du quartier attribue ces accrochages à «la nervosité des Hawda (un des clans) devant la perspective d'être bientôt privés de l'aéroport et de ses revenus».

Le calme de la capitale contraste avec les nouvelles alarmantes en provenance de l'arrière-pays. Les Organisations non gouvernementales (ONG) ont évacué partiellement Baidoa, devant la multiplication des pillages. Les centaines de combattants concentrés sur la ville sont-ils en partance vers le front de Bardera ? Reviennent-ils du front pour profiter des derniers instants d'anarchie ? Toujours est-il que Care a dû interrompre ses distributions dans les villages alentour et que le pont aérien menace d'être interrompu. Dans la ville de Merca, Médicins sans frontières a aussi réduit son personnel. «On ne

Le retrait des bandes armées

Suite de la première page

Il s'agit d'une considérable intervention armée à l'extérieur, conduite par les États-Unis, pour sauver de la famine des centaines de milliers d'Africains - une première.

En fait de repli sur «l'Amérique d'abord» - souhait de nombreux démocrates, - M. Clinton inaugurerait son mandat par un difficile exercice de stratégie diplomatique. Les obstacles sont évidents, même si les experts du Pentagone et du

sûrs de distribution de l'aide : deuxième phase, censée intervenir «quelques mois» plus tard, la force d'intervention cède la place à des «casques bleus», éventuellement appuyés par un contingent de marines qui resteraient en «réserve» au large des côtes somaliennes.

Le sentiment général est que M. Clinton aura à cœur de rapatrier le plus vite possible les troupes américaines. Si elle approuve massivement une opération coup de poing justifiée par l'urgence de la

des l'espoir» (1) pourrait être plus lourde encore. A en croire nombre d'analystes, un «précédent» a bel et bien été créé, et qui va compter à l'heure de l'après-guerre froide. Comme M. Bush n'a pas jugé devoir vraiment s'en expliquer, il reviendra à M. Clinton de dire, écrit l'éditorialiste du Washington Post, si «la Somalie» même les États-Unis sur la route d'Haiti, du Liberia et de la Bosnie, et dans le cas contraire pourquoi. Autrement dit, le prochain président, lié par le «précédent» somalien, devra expliquer quels sont les critères de l'intervention humanitaire à l'extérieur : à partir de combien de morts, à quel niveau de difficultés stratégiques, etc.

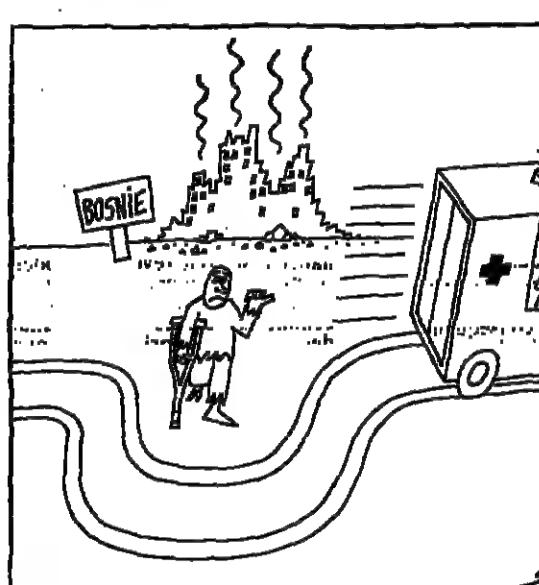
Il ne s'agit pas de projeter la puissance américaine pour «contenir» celle de l'URSS, mais de le faire pour soulager les misères du monde. Il appartient au prochain président de définir à quelles conditions l'Amérique est prête à jouer «Police secours» sur les théâtres sanglants de l'après-guerre froide (Yougoslavie, Arménie, etc.) et à faire office de SAMU dans les drames à répétition du tiers-monde.

Secrétaire d'Etat par intérim, M. Lawrence Eagleburger s'est refusé, dimanche à la télévision, à définir «le cadre global d'une politique d'intervention humanitaire post-guerre froide». Pour lui, il n'y a pas d'engagement américain au-delà de la mission de secours menée en Somalie, «pas de nouvelle politique», mais une politique qui doit se décider «au cas par cas». Le drame somalien est spécifique, du fait de l'ampleur du désastre et de la possibilité d'y remédier.

Bombardé de questions sur la différence de traitement entre la Bosnie et la Somalie, il a expliqué : dans le cas somalien, les États-Unis ont la certitude, avec des moyens relativement limités, «de pouvoir faire la différence, c'est-à-dire de sauver des centaines de milliers de vies humaines» ; dans le cas de la Bosnie, «il faudrait engager des centaines de milliers d'hommes, ce qui représenterait un coût monumental, pour un résultat qui n'est même pas garanti».

ALAIN FRACHON

(1) Plutôt que «Rendre l'espoir», traduction littérale de «restore hope» que nous avons utilisée dans nos éditions datées 6-7 décembre.



Un corps expéditionnaire de près de 36 000 hommes

Près de 36 000 hommes, dont une majorité de soldats américains, participent, ou pourraient participer, à partir de lundi à l'opération «Rendre l'espoir» en Somalie.

Participation déjà acquise :

- États-Unis : 28 000 hommes, avec une avant-garde de 1 800 marines ;
- France : «plus de 2 000» soldats, dont des unités de la légion étrangère ;
- Italie : environ 2 000 hommes (parachutistes et commandos) ;
- Canada : 900 hommes ;
- Belgique : 550 parachutistes ;
- Égypte : entre 600 et 750 hommes ;
- Émirats arabes unis : entre 700 et 900 soldats ;
- Mauritanie : 300 hommes ;
- Pakistan : un contingent de 500 «casques bleus» est déjà déployé à Mogadiscio depuis septembre, le commandement a offert des affectifs supplémentaires.

Participation envisagée :

- Koweït : déploiement d'une «force symbolique» dont la taille n'a pas été précisée ;
- Maroc : Rabat est prêt à envoyer un contingent dont le volume reste à déterminer ;
- Nigeria : l'envoi de troupes a été promis, sans plus de précision ;
- Tunisie : le gouvernement a annoncé «sa disposition à participer» ;
- Turquie : de 400 à 500 soldats, sous réserve de l'approbation du Parlement.

Plusieurs autres pays, dont la Grande-Bretagne et le Japon, ont promis une aide logistique ou financière.

C'est la 9^e division d'infanterie de marine (DIMA), en garnison dans l'ouest de la France, avec son PC à Nantes, qui devrait fournir le complément des forces. Le général Delhomme est, depuis mai 1991, l'adjoint «opérations» du général qui commande la 9^e DIMA.

Au total, l'opération «Oryx» devrait réunir, toutes unités confondues, 2 000 soldats français.

Deux officiers généraux ont été désignés pour prendre la tête du contingent français en Somalie, dans le cadre de l'opération «Oryx» - nom donné à une antenne d'Arabie - qui s'intègre à la mission allée sous commandement américain. Il s'agit du général de brigade René Delhomme, qui commandera les éléments français, et du contre-amiral Hubert Foillard, actuel «patron» de la zone maritime en océan Indien, qui sera chargé des contacts avec le commandement américain sur le terrain.

Les éléments précurseurs français devaient arriver mardi 8 décembre en Somalie. Ils viennent des régiments stationnés à Djibouti, ils seront précédés sur le 13^e demi-brigade de Légion étrangère (DBLE), sur le 5^e régiment interarmes d'outre-mer (RIAOM) et les détachements locaux de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT) équipés d'hélicoptères.

Si vous avez aimé Beyrouth...

Parmi les très rares voix qui se sont fait entendre contre l'opération, celle de l'ambassadeur des États-Unis au Kenya, M. Smith Hempstone (un ancien journaliste), a tenu le plus d'écho dans les médias. «Si vous avez aimé Beyrouth, écrit-il à ses supérieurs, vous allez adorer Mogadiscio... et de prédire aux forces américaines un enfer de guérilla urbaine et de terrorisme islamiste».

Les dirigeants américains répliquent en observant qu'ils s'en tiennent le plus strictement possible au schéma prévu : première phase, la force d'intervention met de l'ordre, «achète» les armes lourdes des factions s'il le faut, établit des réseaux

Le Vatican organise une conférence, en Zambie, sur les réfugiés africains. A l'initiative du Vatican, pour la première fois se tiennent jusqu'au mercredi 9 octobre à Lusaka, en Zambie, une conférence internationale sur les réfugiés. Des évêques, des responsables laïcs d'Eglises, des représentants d'associations caritatives d'une vingtaine de pays africains participent à cette rencontre. Parmi les 18 millions de réfugiés recensés dans le monde, les plus nombreux sont africains. C'est «la plate honteuse de notre époque», a récemment commenté un document de la commission pontificale Justice et Paix (le Monde du 3 octobre 1992). (AFP.)

L'ÉTAT DU MONDE 1993

annuaire économique et géopolitique mondial

Le seul annuaire qui offre un diagnostic à la fois politique et économique sur tous les États du monde.

- Un bilan de l'année pour les 225 États et territoires de la planète, y compris les républiques de l'ex-URSS et de l'ancienne Yougoslavie.
- 260 articles inédits, rédigés par plus de 100 spécialistes. • 80 pages de statistiques, 12 000 données mises à jour. • 46 pages de cartes, 90 bibliographies thématiques, un index de plus de 2 000 entrées. • Les dessins de Plantu.

Le Dossier de l'année : La nouvelle donne de l'économie mondiale.

LA DÉCOUVERTE

EUROPE

Le « non » de la Confédération helvétique au traité sur l'Espace économique européen

La Suisse prend ses distances à l'égard de la CEE

Suite de la première page

La ratification de cet accord, qui nécessiterait la double majorité du peuple et des cantons, a été rejetée par à peine 50,3 % des voix, mais par seize cantons sur vingt-trois. Plus encore que ne le laissent prévoir les sondages, le pays s'est retrouvé scindé en deux, les cantons francophones approuvant largement l'EEE alors que la Suisse alémanique et le Tessin s'y opposaient. Témoignant à sa manière de l'importance de l'enjeu, la participation a atteint 78,3 %, un taux exceptionnel pour la Suisse et sans précédent depuis 1947.

C'est un dimanche noir pour l'économie helvétique, pour l'emploi, pour les parisiens de l'ouverture et pour la jeunesse, a affirmé le chef du département de l'économie, M. Jean-Pascal Delamuraz, en commentant ces résultats devant la presse. Visiblement dépit, il n'a pas dissimulé les « désagréments » que ne manquera pas d'entraîner ce refus : « Il en résultera une diminution progressive de notre économie par rapport à nos partenaires communautaires. »

De son côté, le président de la Confédération, M. René Föllmer, autre cheville ouvrière de la politique d'intégration, en tant que chef de la diplomatie helvétique, a constaté, d'un ton désabusé : « Nous avons assisté à une rupture grave entre les autorités et les principales associations économiques, d'une part, et le peuple et les cantons d'autre part. Le divorce entre les cantons romands et, à quelques heureuses exceptions près, le reste de la Suisse, est un réel sujet de préoccupation. »

En tout cas, ce scrutin aura sensiblement accentué le traditionnel fossé entre francophones et germanophones. Les six cantons de langue française ont en quelque sorte plebiscité l'EEE, à commencer par Neuchâtel à 80 %, suivi par Vaud à 78,3 %, Genève à 78,2 % et le Jura à 77,2 %. Fribourg et le Valais se sont

montrés en peu plus réservés avec respectivement 64,9 % et 55,8 % de « oui », mais tous deux sont des cantons bilingues. Comme dans le canton de Berne, où la minorité francophone s'est également prononcée en faveur du « oui », la ligne de démarcation entre partisans et adversaires de l'EEE se confond partout avec les frontières linguistiques.

En Suisse alémanique, les deux exceptions ont été les deux demi-cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne qui ont voté « oui » à raison de 55,4 % et de 53,2 %. Ainsi, toutes les régions limitrophes de la France auront approuvé le traité. Quant au Tessin, de langue italienne, il a refusé l'EEE par 61,3 % des voix.

En Suisse alémanique, le « non » aura fait ses meilleurs scores dans les cantons de montagne et du centre du pays, avoisinant parfois les 75 %. Des clivages sont également apparus entre régions rurales et urbaines, le « oui » l'emportant dans des villes comme Zurich, Berne et Lucerne. D'ailleurs, les deux cantons les plus peuplés se sont aussi révélés les plus divisés. Par exemple, celui de Zurich a rejeté l'EEE par 51,3 % des voix tandis que dans celui de Berne on a dénombré 52,4 % de « non ».

S'il convient de nuancer le refus de la Suisse alémanique, ce scrutin n'en laisse pas moins un goût amer en Suisse romande où la déception le dispute au désarroi. Exodés, certains jeunes ont exprimé des signes de ras-le-bol à l'égard des Suisses allemands. Inquiets pour l'avenir, les gouvernements romands se sont concertés afin d'examiner les moyens de développer la coopération avec les régions frontalières. Ils ont aussi constaté que les cantons aux plus forts taux de chômage ont été les plus favorables à l'intégration.

Mais, déjà, les responsables politiques préconisent la modération pour ne pas jeter de l'huile sur le feu. « Si l'on veut construire, il ne faut pas démolir la Suisse, qui est une maquette de l'Europe », a déclaré

M. Guy-Olivier Segond, membre du gouvernement genevois et l'un des plus ardents défenseurs de l'intégration. « L'adhésion est inévitable, a-t-il ajouté. Il faudra négocier en même temps que des pays comme l'Autriche et la Suède et non dans dix ans. »

Dans les milieux économiques, comme pour la plupart des partis, des syndicats et du patronat, l'heure est à la consternation, mais les avis divergent sur les remèdes à apporter. A l'instar des syndicats, le Parti socialiste estime que la Suisse a intérêt à poursuivre ses négociations avec la CEE afin de pouvoir se prononcer une nouvelle fois sur l'intégration dans quelques années.

Dans ce concert de doléances, M. Christoph Blocher, chef de file des adversaires de l'EEE, pavait, tout en se gardant d'un triomphalisme excessif, « Je ne parle pas de victoire, a-t-il indiqué. Ce n'est pas un match de football que nous avons joué ces dernières années. La question était sérieuse. Il faudra maintenant faire autrement, faire mieux que la lourde Communauté européenne. Ce n'est pas en s'alliant à des pays rencontrant de plus grandes difficultés que nous trouverons des solutions à nos problèmes. »

Toutes les options restent ouvertes

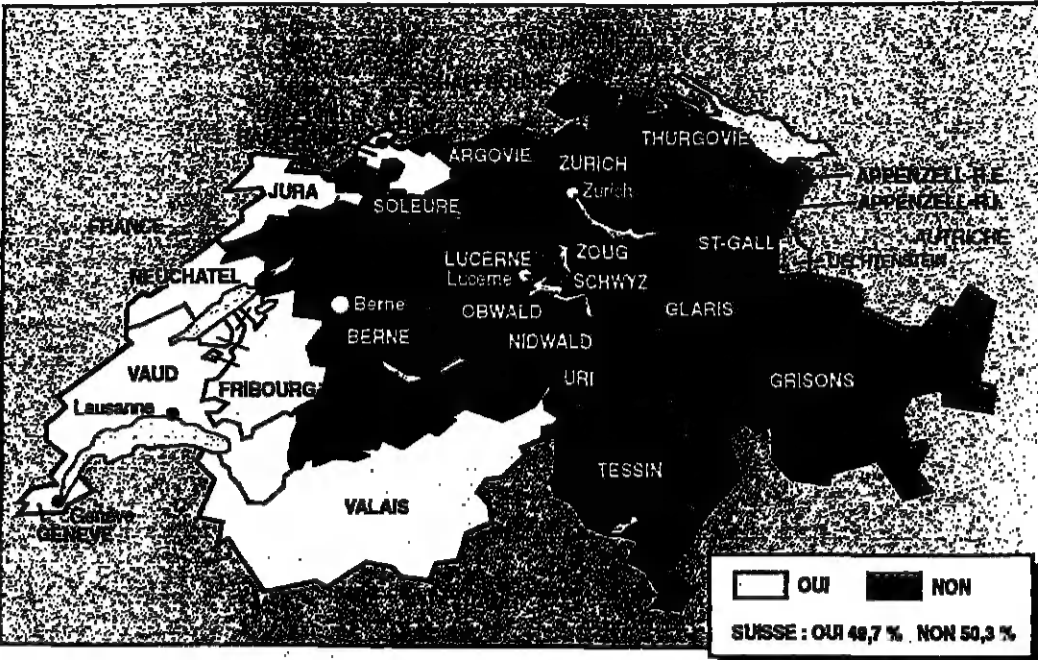
Parmi les autres opposants, les écologistes prétendent que le « non » à l'EEE n'est pas un « non » à l'Europe, mais se demande si les partis gouvernementaux sont encore représentatifs de la volonté de la majorité des Suisses. La Ligue des Tessinois et la droite nationaliste interprètent elles aussi ce refus comme un vote de défiance à l'égard de la classe politique traditionnelle. Dans la foulée, elles exigent le retrait de la demande d'adhésion de la Suisse à la CEE. Malgré ce climat revers, aucun des sept membres du Conseil fédéral n'a l'intention de démissionner. M. Delamuraz en a déduit que par ce vote « la Suisse a changé complètement le cap de la politique qu'elle a pratiquée depuis l'après-guerre ». M. Föllmer a cependant tenu à souligner que toutes les options restent ouvertes, y compris la demande d'adhésion à la CEE.

Dans l'embarras, le gouvernement devait se réunir, lundi 7 décembre, pour essayer de tirer les premières conséquences de ce rejet et examiner les mesures à prendre. Des consultations sont prévues entre les partis et les cantons. Berne entend également examiner la nouvelle situation créée avec ses partenaires de l'ALE et avec la CEE.

Jettant un regard serein sur les affaires helvétiques depuis qu'il a pris sa retraite, M. Pierre Graber, ancien président socialiste de la Confédération, qui a naguère dirigé la diplomatie de son pays, ne veut pas trop dramatiser. « Ce n'est pas une catastrophe nationale, nous a-t-il fait remarquer. La Suisse continue. Mais il s'agit là d'une indication durable pour sa politique étrangère. Lui-même favorable à l'EEE, M. Graber y voyait « une occasion inespérée pour un petit pays comme le nôtre de participer à des institutions d'intégration ».

L'ancien chef du gouvernement des affaires étrangères n'est pas tendre à l'égard de ses successeurs, il le reproche d'avoir précipité la diplomatie de l'adhésion à la CEE, ce qui, selon lui, a semé le trouble dans les esprits. « Il y a des erreurs en politique qui ne pardonnent pas, dit-il. Le souverain a toujours raison même quand il se trompe. Cela signifie pour un certain temps un gel de nos efforts d'intégration ».

JEAN-CLAUDE BUHRER



Déception à l'étranger

« Le peuple suisse a opté pour l'isolement », a déploré, dimanche soir, M. Frans Andriessen, commissaire européen chargé des relations extérieures. « Je suis très déçu que les Suisses n'aient pas accepté d'adhérer à ce traité », a-t-il ajouté. Il est clair qu'un pays qui a choisi l'isolement ne peut s'attendre à bénéficier sur le plan bilatéral des avantages consentis sur un plan multilatéral par le traité EEE. Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a regretté lui aussi le résultat du référendum et annoncé que, dans les jours ou les semaines qui viennent, « les autres membres de l'AELE allaient se réunir avec les Douze pour voir comment il faut changer

le traité de l'Espace économique européen de façon à ce qu'il soit applicable à tous les pays, sauf la Suisse et peut-être le Liechtenstein ».

Les pays nordiques, membres de l'ALEE et dont les Parlements ont déjà ratifié le traité ont regretté le « non » suisse, rapporte notre correspondant à Stockholm, François Nito. « C'est une déception mais ce n'est guère une surprise. L'important est de continuer en mettant les bouchées doubles », a déclaré M. Ulf Dinkelspiel, le ministre suédois des affaires européennes. A Oslo, le ministre norvégien du commerce, M. Björn Tore Gerdal, estime que l'accord pourra être appliqué « après quelques ajus-

tements techniques mineurs » et qu'il devrait pouvoir fonctionner « d'ici deux ou trois mois ». Cet optimisme n'est pas entièrement partagé par son collègue finlandais du commerce extérieur, M. Pertti Salolainen, pour qui la « solution » suisse est un « très grave revers » pour les pays de l'ALEE, qui vont se retrouver « à la traîne du grand marché intérieur européen ».

En Autriche, le ministre des affaires étrangères, M. Alois Mock, a également « beaucoup regretté » l'issue du référendum suisse, tandis que le chancelier Franz Vranitzky estimait que le processus d'intégration européenne « n'était pas mis en question » par la victoire du « non ».

De la Méditerranée au cercle polaire

L'Espace économique européen (EEE) est une zone de libre-échange de 380 millions de consommateurs qui devait regrouper dix-neuf pays européens de la Méditerranée au cercle polaire : les douze pays de la Communauté européenne (CEE) et les sept pays de l'Association européenne de libre-échange (ALEE), la Suisse, la Norvège, la Suède, la Finlande, l'Islande, l'Autriche, et le Liechtenstein. L'Autriche, la Suède, la Norvège et la Finlande ont déjà ratifié le traité. Le Liechtenstein doit se prononcer le 13 décembre. Le traité devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1993, c'est-à-dire en même temps que le grand marché unique. La « non » de la Suisse va donc entraîner des « difficultés juridiques » pour la mise en œuvre de l'accord dans les délais prévus, a indiqué, dimanche soir, le secrétaire général de l'ALEE, M. Georg Reisch (Autriche). Une réunion

ministérielle de l'ALEE aura lieu à Genève, siège de l'association, les 10 et 11 décembre, afin d'examiner la situation nouvelle créée par la « non » suisse. D'après les procédures retenues, si le traité n'est toujours pas ratifié d'ici au 30 juin 1993, la CEE et l'ALEE doivent convoquer une conférence diplomatique pour décider de la marche à suivre.

La mise en œuvre de l'EEE ne devrait pas être remise en cause par la défection de la Suisse. Toutefois, l'une au moins des dispositions du traité devra être revue : il s'agit du fonds de cohésion créé pour le développement des régions européennes défavorisées. Les pays de l'ALEE devaient, en effet, apporter une contribution de 2 milliards d'euros (soit 2,5 milliards de dollars). Or la participation de la Suisse, le plus riche des pays de l'ALEE, s'élevait à 27 %. Un « trou » que les autres pays devront combler.

Une crise qui dure

En cette période de morosité économique mondiale, même l'économie suisse se contracte. Après une chute du PNB de 0,5 % en 1991 (la première depuis 1983), les experts s'attendent pour 1992 à une nouvelle année de croissance négative. Comme ce fut le cas en France l'an dernier, c'est surtout la déprime du marché intérieur qui contribue au marasme, tandis que les ventes à l'étranger permettent de redresser la barre (le déficit commercial devrait être ramené de 7,1 milliards de francs suisses, soit 26,8 milliards de francs, en 1991, à 2 milliards cette année).

Il y a trois ans encore, le pays se trouvait pratiquement en situation de plein emploi ; aujourd'hui, le chômage touche 3,3 % de la population active soit 100 000 personnes, et déjà plus de 5 % dans certains cantons francophones.

Le résultat du référendum du 6 décembre tombe donc d'autant plus mal que c'est de l'étranger que la reprise économique est

attendue. Dans sa dernière notice économique, l'Union de banques suisses (UBS) souligne « l'écart flagrant entre les ventes en Suisse et les exportations ». Le diagnostic des experts de l'UBS est net : l'Espace économique européen (EEE) « permet d'effectuer le plus adéquatement possible les adaptations inévitables de l'économie suisse au marché intérieur communautaire (...) ; on peut en attendre, notamment, une meilleure croissance économique et un recul de l'inflation ».

Pour leur part, les associations patronales souhaitent que l'on explore toutes les possibilités facilitant l'accès de la Suisse au marché commun. La compagnie Swissair, qui avait activement fait campagne pour l'EEE, craint, quant à elle, de faire les frais d'une libéralisation du transport aérien tout autour de la Suisse dès l'année prochaine.

Le président de la Banque nationale suisse, M. Markus Lusser, a admis qu'il aurait préféré un « oui » pour « stimuler la concurrence et

réduire l'économie », avant de préciser que l'Institut d'analyse n'entendait pas modifier sa politique monétaire. Une baisse massive des taux d'intérêt n'est toujours pas à l'ordre du jour. Car, en matière de prix, la Suisse n'est pas, depuis plusieurs années déjà, l'ilot de stabilité auquel les étrangers s'étaient habitués. La hausse des prix a atteint 5,9 % en 1991, l'un des plus mauvais résultats des pays industrialisés, et devrait s'élever aux alentours de 4 % cette année, malgré le net ralentissement des mois récents. Le franc suisse a nettement baissé contre les principales devises (il a perdu 5 % vis-à-vis du deutschemark depuis 1991), stimulant les exportations, mais finissant d'enterrer sa réputation de « monnaie refuge ». Lundi, la monnaie helvétique a subi de forts mouvements de ventes, revenant à Paris à 3,76 francs français, contre 3,7880 francs vendredi.

J.-C. B. et F. L.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le chef du PC tchèque a été blessé dans un attentat

Le président du Parti communiste tchèque (KSCM), M. Jiri Svoboda, quarante-sept ans, a été poignardé, samedi 5 décembre, à son domicile pragoise par un inconnu portant un masque de Saint-Nicolas. Hospitalisé dans un état grave, M. Svoboda était hors de danger lundi matin, de même que sa fille, âgée de dix-huit ans, blessée aussi par l'agresseur en venant porter secours à son père.

La thèse de l'attentat politique, crime plutôt exceptionnel dans l'histoire de la démocratie tchécoslovaque, semble néanmoins la plus probable, même si les enquêteurs n'excluent pas le crime crapuleux ou celui d'un déséquilibré. Selon la femme du cinéaste, devenu en 1990 le dirigeant des communistes tchèques, les appels téléphoniques et les lettres de menaces s'étaient multipliés ces derniers mois.

M. Svoboda, qui ne disposait pas de protection policière — comme la plupart des hommes politiques tchèques — a contribué à la démocratisation du PC tchèque. Deuxième force politique du pays, ce parti, qui avait recueilli 14 % des suffrages aux dernières élections, s'est opposé jusqu'au bout à la partition de la Tchécoslovaquie. (Correspondant)

PORTUGAL : M. Carlos Carvalhas nouveau secrétaire général du PC

La fausse sortie de M. Alvaro Cunhal

LISSBONNE

de notre correspondante

M. Alvaro Cunhal reste figé à la tribune drapée de rouge du Palais des sports d'Alameda, une banlieue ouvrière de Lisbonne. Les 1 800 délégués au XIV^e congrès du Parti communiste portugais, l'acclamant debout, scandant « PCP, PCP ». Et c'est une très longue ovation pour saluer son dernier discours de secrétaire général, après trente et un ans de bons et loyaux services. Mais, curieusement, peu de chaleur émerge des applaudissements. Peut-être parce que les militants savent que ce n'est pas un adieu, ni même un au revoir : le congrès a entériné la création d'une nouvelle instance de direction, le conseil national, dont la présidence sera confiée à M. Cunhal.

Peu d'informations ont filtré sur la composition de ce conseil chargé de « coordonner et de dynamiser » l'action des autres organes de direction. Mais tout laisse à penser qu'à sa tête, celui qui a dirigé son parti dans la plus pure tradition marxiste-léniniste va continuer à maintenir l'orthodoxie du PCP.

D'ailleurs, il l'a dit lui-même en privé, il ne se contentera pas « d'inaugurer les chrysanthèmes ». Et il l'a répété à l'ouverture du congrès, dans une phrase au sens à peine voilé : « Je crois que c'est un vrai motif de joie pour un communiste de pouvoir dire qu'il continuera à lutter avec ses camarades et son peuple tant qu'il aura un souffle de vie. »

A soixante-neuf ans, après quarante-neuf années passées dans les organes de direction du PCP, auquel il a adhéré dès l'âge de dix-sept ans, Alvaro Cunhal reste onguenté dans ses certitudes, forgées à travers la lutte contre le salazarisme qui lui a valu douze années de prison et quatorze d'exil. Le visage buriné sous une crinière et une broussaille de sourcils également blancs, droit comme un « i », il a cependant décidé de passer le témoin à son dauphin, un économiste de cinquante ans, M. Carlos Carvalhas. Ce dernier, élu il y a deux ans secrétaire général adjoint — un poste créé pour lui, — est désormais intronisé secrétaire général, lourde succession pour un homme timide et discret qui risque

de n'être que le porte-parole du président du nouveau conseil national, s'il n'affirme pas très vite son propre style.

Les discours des deux hommes sont imprégnés de la même foi : pour eux, « le communisme n'est pas mort », et là est « l'avenir ». L'« impérialisme » et le « capitalisme » ont été mis au ban des accusés, comme a été dénoncée la « supranationalité », qu'il s'agisse du FMI ou de la CEE et du traité de Maastricht, le tout au nom d'une indépendance nationale réaffirmée avec force. Quant au gouvernement de centre droit de M. Aníbal Cavaco Silva, il s'est vu accusé de vouloir « restaurer le capitalisme monopolistique d'Etat ». Dimanche, M. Cunhal s'est déclaré « extraordinairement satisfait ». Pas une voix discordante ne s'est élevée : il est vrai que ceux qui avaient critiqué la position prise par le PCP en août 1991 — et confirmée à Alameda — en faveur de la tentative de coup d'Etat en URSS ont été exclus, ou sont partis.

ALICE ILICÉE

Avant le conseil d'Edimbourg

M. Dumas souhaite un « resserrement des forces » de l'Europe autour de « quelques pays leaders »

Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis à Bruxelles, lundi 7 et mardi 8 décembre, devaient tenter de dégager des zones de consensus sur les grands dossiers en discussion, dans la perspective du sommet européen d'Edimbourg, qui se tiendra à la fin de la semaine.

Le règlement de la question danoise, le financement futur de la CEE et son élargissement constitueront quelques-uns de ces dossiers. Les chefs de la diplomatie européenne devaient être rejoints, lundi après-midi, par les ministres de l'Agriculture pour examiner l'état des négociations commerciales internationales, notamment celui du volet agricole du GATT.

Aucune décision n'est toutefois attendue sur ce point avant plusieurs mois. L'Allemagne et la France souhaitent d'ailleurs que le dossier du GATT ne vienne pas perturber le conseil européen, dont l'ordre du jour sera déjà bien chargé. On a rarement vu un sommet comprendre autant de thèmes « aussi grands et aussi intenses », a souligné, samedi 5 décembre,

M. Frans Andriessen, un des vice-présidents de la Commission de Bruxelles. Le ministre des affaires étrangères français, M. Roland Dumas, aura peut-être l'occasion d'exposer à ses collègues les idées qu'il a développées, dimanche 6 décembre, à l'occasion d'une réunion des partisans du président de la République (voir page 8). Il a estimé qu'un « resserrement des forces dans les domaines économique, monétaire et de sécurité, autour de quelques pays leaders » est nécessaire « pour entraîner l'Europe dans la direction choisie ». Il a souhaité une « accélération du mouvement de la construction européenne » et des progrès qui, grâce à un tel accord entre les principaux pays, soient « irréversibles ».

Estimant que, seul, le « socialisme progressiste » peut assurer l'organisation européenne et internationale dont le monde a besoin, M. Dumas a mis en garde contre le « terrible démon du fascisme renouveau » en Europe, tout en soulignant qu'il ne s'agit pas, à ses yeux, de mettre particulièrement en cause l'Allemagne.

PAPEETI

LA
LISBONNE
QUARTIER
LES ANS
MEXICO
LOS ANGELES
BANQUE

Nouvelles
On ne vit

EUROPE

L'élection présidentielle en Serbie

Farce politico-juridique autour de la candidature de M. Panic

BELGRADE

de notre correspondante

L'imbroglio - la farce - politico-juridique autour de la candidature du premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, à l'élection présidentielle serbe ne cesse de rebondir. Une nouvelle fois, dimanche 6 décembre, cette candidature a été rejetée par la commission électorale serbe, qui a refusé de se conformer à la décision de... la Cour suprême, qui, elle, avait, la veille, cassé l'arrêt de la commission électorale interdisant à M. Panic de se présenter.

Pour cet organisme, étroitement contrôlé par le président serbe, M. Slobodan Milosevic, la candidature du milliardaire serbe naturalisé américain, qui vivait en Californie jusqu'à son investiture en juillet dernier au poste de pre-

mier ministre, « n'est pas conforme à la loi électorale », qui stipule que, pour être éligible, un candidat doit résider en Serbie depuis plus d'un an. M. Panic a, de nouveau, fait appel à la Cour suprême de Serbie, qui devait statuer dans les quarante-huit heures. La commission électorale sera, cette fois, contrainte de se conformer à la décision de cette instance supérieure.

Partisan d'une politique de paix et de compromis pour mettre fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine et sortir le Yougoslavie (réduite à la Serbie et au Monténégro) de son isolement, M. Panic a obtenu le soutien des principaux partis d'opposition et s'est affirmé comme l'adversaire le plus sérieux de M. Milosevic. Selon un sondage réalisé ce week-end par l'agence belgradaise Partner, le premier ministre

suit de près, avec 27,1 % des intentions de vote, l'homme fort de la Serbie, qui recueille 29,9 % des voix. Le désistement, samedi, de l'unique candidat de l'opposition, M. Vuk Draskovic, qui recueille pour sa part 7,6 % des intentions de vote, devrait accroître les chances de M. Panic.

Dimanche, les murs de Belgrade étaient couverts d'affiches appelant les électeurs à voter pour M. Panic le 20 décembre. L'opposition, qui a évoqué la possibilité de boycotter les élections, a, quant à elle, dénoncé la mauvaise foi du pouvoir en place, et M. Draskovic a affirmé que « les législatives, comme la présidentielle, étaient remises en question ».

FLORENCE HARTMANN

GRANDE-BRETAGNE

Barrages à Londres contre l'IRA

Une cinquantaine d'hommes armés et accompagnés de chiens entraînés à la détection des explosifs ont été affectés, depuis quinze jours, à la mise en place de barrages routiers dans l'est de Londres, dans le cadre de la lutte contre les attentats de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), a indiqué Scotland Yard pendant le week-end.

Il s'agit d'intercepter des véhicules de l'IRA pouvant transporter des explosifs. Les responsables de la police pensent que l'organisation possède plusieurs entrepôts dans ce secteur. Une vingtaine de véhicules y ont été fouillés, depuis la mise en place de ces barrages, qui ne restent jamais au même endroit. - (AFP)

La princesse Anne se remarie

LONDRES

de notre correspondant

La princesse Anne, quarante-deux ans, fille cadette de la reine d'Angleterre, épousera le week-end prochain en secondes noces, en l'église de la paroisse de Crathie, non loin du château écossais de Balmoral, le commandant Timothy Laurence, trente-sept ans, jusque-là au service discret de Sa Majesté - il occupait les fonctions d'écurier - et de la Royal Navy.

Il y a quarante ans, la princesse Margaret devait renoncer à l'amour d'un autre écuyer de la reine, le capitaine Peter Townsend, parce qu'il était divorcé; aujourd'hui, la princesse Anne devient le premier enfant divorcé d'un souverain d'Angleterre à se remarier, du moins depuis Henri VIII.

L'armée médiatique

Unie au capitaine Mark Phillips en 1973, dont elle a eu deux enfants, la princesse a obtenu le divorce en juin dernier. Pour une fois, l'armée médiatique des « royal watchers » a été prise de court, même si, depuis la publication des lettres d'amour échangées entre la princesse et le jeune officier, on savait qu'Anne songeait à refaire sa vie.

Elle le fera avec la bénédiction de l'Eglise presbytérienne d'Ecosse: la loi de 1772 sur les mariages royaux interdit en effet à la princesse de se remarier devant l'Eglise anglicane.

L. Z.

Tandis que les Serbes accentuent leur pression sur Sarajevo

Les responsables de la FORPRONU sont divisés sur le rôle de la communauté internationale

Les forces serbes ont poursuivi leur avance dans les faubourgs de Sarajevo, s'emparant, samedi 5 décembre, d'Otes, un quartier périphérique de la capitale bosnienne, où les combats ont fait, depuis mardi dernier, plus de cent morts et près de quatre cents blessés, selon des sources hospitalières. Cependant, de profondes différences d'appréciation quant au rôle de la communauté internationale et à l'hypothèse d'une intervention armée étrangère sont apparues entre les responsables de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU).

Le général égyptien Adnan Abdelrazek, commandant des 1 400 « casques bleus » déployés autour de Sarajevo, a estimé, samedi, que l'ONU devrait menacer les belligérants d'une intervention militaire afin de mettre un terme aux combats. « Nous [les Nations unies] devons menacer toutes les parties d'un recours à la force, si c'est nécessaire pour sauver la population, ainsi que d'un procès public des responsables de ce bain de sang », a-t-il déclaré.

Le général Abdelrazek, qui a dressé un constat d'échec de la mission de l'ONU à Sarajevo, a suggéré qu'un délai d'un mois maximum soit donné aux belligérants pour mettre fin aux hostilités.

Jedli, en revanche, le général Philippe Morillon, commandant en chef de la FORPRONU pour la Bosnie-Herzégovine, avait exclu comme « impossible » toute inter-

vention militaire internationale dans l'ex-République yougoslave en dépit du fait que « beaucoup de gens à Sarajevo attendent encore » une telle intervention (Le Monde du 5 décembre).

L'armée bosnienne avait demandé, vendredi soir, à la FORPRONU de l'aider à évacuer 10 000 civils d'Otes, pillonné depuis mardi par les Serbes. Mais des responsables de la FORPRONU ont déclaré qu'il leur avait été impossible d'accéder à cette requête en raison de l'intensité des combats.

Des chars contre Otes

Des observateurs des Nations unies estiment notamment que plus de 4 000 obus se sont abattus ces cinq derniers jours sur Otes, dont 600 habitants ont pu fuir vendredi, sous une pluie d'obus. L'un de ces observateurs, le colonel Richard Mole, a précisé que les forces serbes avaient fait appel à quelque dix-neuf chars pour lancer leur offensive contre Otes.

Le quartier général de la FORPRONU à Sarajevo a lui-même été la cible de tirs de mortier, et ses occupants ont été contraints de gagner les abris à deux reprises vendredi. En outre, l'aéroport de Sarajevo est toujours fermé à la suite des tirs essayés jeudi par l'avion du général Morillon. - (AFP, AP, Reuters)

SLOVÉNIE

M. Kucan est assuré d'être réélu à la présidence

M. Milan Kucan, principal artisan de l'indépendance de la Slovénie, est pratiquement assuré d'être réélu à la tête de l'Etat après le scrutin présidentiel du dimanche 6 décembre, a-t-on appris auprès de la commission électorale. Après dépouillement de 67 % des bulletins de vote, le président sortant, un ancien communiste de cinquante et un ans, recueillait 63,80 % des voix.

Dans les élections législatives organisées parallèlement, le Parti libéral-démocrate du premier ministre Janez Dravoski arrivait en tête, avec 22,9 % des voix, selon les projections de la télévision slovène. - (Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Violents combats à Kaboul

Des combats ont fait rage dans la capitale afghane, samedi 5 et dimanche 6 décembre, entre chibites de l'alliance Wahdat, proches de Téhéran, et troupes du ministre de la défense, le Tadjik Ahmed Shah Massoud. Les combattants, rapporte l'AFP, ont utilisé des chars, des mortiers, des roquettes et des mitrailleuses. Il y a eu au moins trente morts. Un assaut de fermes et d'enfants se poursuivait lundi.

Les affrontements ont embrasé les quartiers ouest et nord, y compris les approches de l'aérodrome, soit près de la moitié de la ville. C'est un incident mineur, vendredi, dont les parties se rejettent la responsabilité, qui a mis le feu aux poudres.

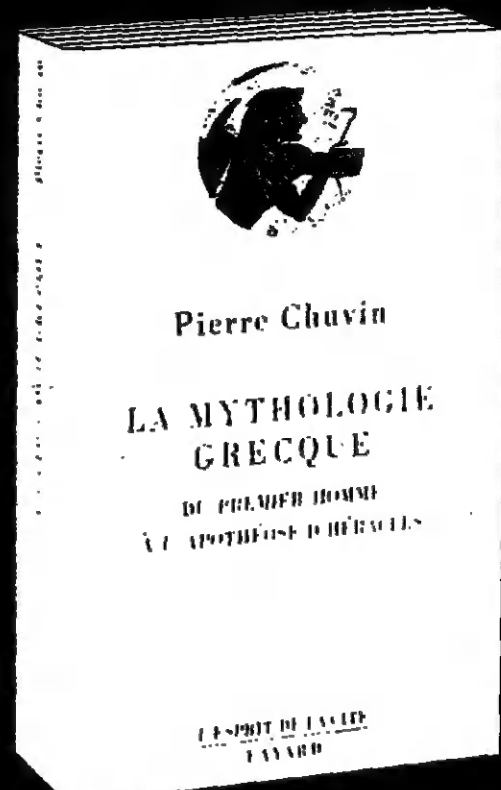
CONGO

Un nouveau premier ministre pour un gouvernement « de compromis »

Le président Pascal Lissouba a nommé, dimanche 6 décembre, un nouveau premier ministre, M. Claude-Antoine Dacosta, qui devra former un gouvernement « de compromis avec l'opposition », conformément à la Convention adoptée mercredi par l'ensemble des partis, sous l'égide des Forces armées congolaises (Le Monde du 4 décembre).

Agé de soixante ans, le nouveau chef de gouvernement, agronome de formation, vivait à l'étranger depuis vingt-cinq ans en tant que fonctionnaire de la FAO et de la Banque mondiale. M. Dacosta, qui remplace M. Maurice-Stéphane Bongho-Nouarra, a affirmé dimanche que son futur gouvernement respecterait les quotas définis dans la Convention, soit 80 % des portefeuilles à l'opposition (Parti congolais du travail et Union) pour le renouveau démocratique et 40 % aux partis proches de M. Lissouba. Celui-ci est arrivé dimanche à Paris pour une visite officielle de deux jours en France, au cours de laquelle il devait rencontrer le président Mitterrand. - (AFP)

La Grèce et ses légendes



Pierre Chuvin revient aux textes, peint les héros de la mythologie, reconstitue leur vision du monde. Il recompose un ensemble de descriptions et d'explications: la naissance des îles, la disposition des étoiles dans le ciel, les visites des dieux sur terre, les secrets des mères des héros... Son récit s'étend du premier homme à l'apothéose d'Héraclès, le plus grand des héros. De ces existences multiples, de ces itinéraires de légende qui du bout du monde reviennent sans cesse aux rives de la mer Égée, il saisit la vie tumultueuse, l'énergie et la beauté concrète.

L'Histoire
FAYARD

ÉTVDDES

Presse et démocratie au Japon

Anne PORTIER

La philosophie américaine

Jean-Pierre COMETTI

décembre 1992

Le numéro : 50 F

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél : (1) 44 39 48 48
Ou taper sur minitel : 36 15 S'ÉTUDES

PAPEETE 5950 F

LA CORSE 680 F
LISBONNE 990 F
OUARZAZATE 1250 F
LES ANTILLES 2435 F
MEXICO 2800 F
LOS ANGELES 2990 F
BANGKOK 3580 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

NOUVELLES
FRONTIÈRES

Et après les lagons éblouissants et le vertige des fonds coralliens, dîner d'une langouste sur une terrasse où bruissent les palmes, vous coûtera à peine plus cher que votre cabas en peau d'autruche.*

* La Polynésie avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 7 950 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

PROCHE-ORIENT

Face à la montée de l'antisémitisme

M. Ariel Sharon invite « tous les juifs » à gagner Israël

L'ancien ministre israélien du logement, M. Ariel Sharon, vient d'effectuer une visite privée à Paris à l'invitation du Herout de France, qui organisait une collecte de fonds pour l'achèvement de la construction de la yeshiva (école talmudique) de la ville d'Hébron, en Cisjordanie occupée. M. Sharon s'inquiète de la montée de l'antisémitisme dans le monde et invite les juifs à réagir. De son côté, le président israélien, M. Haim Herzog, a invité les Eglises chrétiennes à « se mettre à la pointe de la lutte contre l'antisémitisme ».

M. Sharon manie remarquablement l'art de saisir toutes les occasions pour plaider la cause du rassemblement en Israël du plus grand nombre de juifs possible. La vague « antisémite » qui s'est propagée à grande vitesse dans le monde au cours des récentes années et qui lui paraît être « l'une des choses les plus dangereuses d'aujourd'hui » lui en fournit l'occasion.

Il faut, nous a-t-il en effet déclaré, que les juifs du monde entier réagissent « les premiers », d'une part « en démontant les préjugés et les idées fausses », d'autre part en émettant des propositions de coopération avec les États démocratiques à prendre les mesures nécessaires qui n'ont pas encore été prises... et d'autre part en émettant un appel à la coopération avec les États démocratiques à prendre les mesures nécessaires qui n'ont pas encore été prises... et d'autre part en émettant un appel à la coopération avec les États démocratiques à prendre les mesures nécessaires qui n'ont pas encore été prises...

Reprise des négociations israélo-arabes

M. Rabin croit à un accord en 1993

Sans grand espoir de réels progrès, Arabes et Israéliens devaient entamer, lundi 7 décembre à Washington, la huitième session des négociations bilatérales. Les uns et les autres estiment que ces pourparlers n'ont aucune chance d'avancer avant l'entrée en fonctions, fin janvier, du nouveau président américain, M. Bill Clinton.

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, n'en demeure pas moins optimiste. « Je persiste à croire qu'en 1993 nous parviendrons à un accord (de paix), sinon avec toutes les délégations arabes, au moins avec certaines d'entre elles », a-t-il dit, dimanche, avant son départ d'Israël pour des visites en Italie et en Grande-Bretagne. M. Rabin a indiqué dans une déclaration au *Sunday Times* qu'il était convaincu que les Palestiniens disposeraient un jour d'une « sorte d'entité », ajoutant : « Il y a beaucoup de possibilités qui pourraient apparaître aujourd'hui comme un rêve : peut-être une confédération comprenant Israël, les Palestiniens et la Jordanie... » (AFP, AP).

○ IRAN : libération sous caution d'un homme d'affaires français. - Sans fournir aucune précision sur les raisons de l'arrestation, en novembre, d'un homme d'affaires français, M. Raymond Labarre (le *Monde* du 26 novembre), les autorités iraniennes ont remis ce dernier en liberté sous caution, samedi 5 décembre. M. Labarre ne peut pas quitter le territoire iranien mais Téhéran n'a pas officiellement fait savoir à l'ambassade de France s'il était inculpé. - (AFP.)

BIBLIOTHÈQUE BEAUCHESNE 22



HISTOIRE RELIGIEUSE
Histoire globale - Histoire ouverte
MÉLANGES OFFERTS
A JACQUES GADILLE

Sous la direction de
JEAN-DOMINIQUE DURAND
et RÉGIS LADOUX
de l'Université Lyon III

544 pages 330 FF

BEAUCHESNE
12, rue de la Harpe - 75007 PARIS

de la faire. « Soyons réalistes », explique encore l'ancien ministre. « Si la question est de savoir s'il y a assez de place en Israël pour tous les juifs, ma réponse est oui. Pour autant, je ne m'attends pas à voir aujourd'hui tous les juifs commencer à faire leurs bagages pour se rendre en Israël. » Il les invite, en revanche, à soutenir Israël politiquement et financièrement.

Nombreux sont les Israéliens eux-mêmes, y compris l'actuel gouvernement à majorité travailliste, qui ne le suivent pas sur le terrain de la grande aliya (la « montée » vers Israël). Mais en véritable « faucon » du Likoud hostile à l'évacuation de la Judée-Samarie (Cisjordanie), et du Golan occupés par l'État juif, en champion de la colonisation de ces territoires, M. Sharon n'en démord pas. Pour convaincre, il énumère une liste non exhaustive de manifestations d'antisémitisme à travers le monde qui donne froid dans le dos.

Un « signe de faiblesse »

M. Sharon est très sévère envers le gouvernement « de gauche » de M. Itzhak Rabin et de la majorité parlementaire, qui vient de voter une loi levant l'interdiction des contacts avec l'OLP. « C'est un signe de faiblesse » de la part du gouvernement et une mesure « dont Israël risque de payer le prix à l'avenir, car elle va faciliter la reconnaissance de l'OLP par des gouvernements amis, alors même qu'il s'agit d'une organisation terroriste qui, plus que quiconque

depuis le nazisme, a les mains tachées de sang juif ».

« C'est une erreur que je déplore », souligne l'ancien ministre du logement israélien, parce que au lieu de faciliter les négociations de paix, elle va au contraire « les compliquer ». « L'espèce qui en dépit de sa faiblesse se gouverne sans assez fort pour ne pas se laisser entraîner dans un dialogue » avec l'OLP, qui conduirait, selon lui, à « négocier la création d'un autre État palestinien à côté de celui qui existe déjà : la Jordanie ».

Même si, pour M. Sharon, les relations entre l'État juif et les États-Unis ont toujours été, quels que soient les gouvernements en place dans l'un et l'autre pays, des relations « d'amitié », en dépit de quelques tiraillements, il admet « ne pas éprouver de profonds regrets » face à l'échec du président George Bush et du secrétaire d'État, M. James Baker, ainsi que « d'autres au sein de l'administration » sortante républicaine « qui ont exprimé des vives hostilités aux juifs américains et qui se sont immiscés dans nos dernières élections » (Véligatives).

Il met, enfin, en garde contre « la course aux armements au Proche-Orient ». Et si tous les régimes arabes l'invoquent, il tient des propos plus alarmants encore contre l'islamisme, « croit-on, d'un temple lui-même édifié au onzième siècle sur le lieu de l'immémoriale naissance de Rama : la Cour suprême de l'Inde et le gouvernement de New-Delhi avaient demandé d'attendre. Les « volontaires de la foi » hindoue commencent à construire un temple à l'extérieur du périmètre de la mosquée interdite.

M. Sharon est très sévère envers le gouvernement « de gauche » de M. Itzhak Rabin et de la majorité parlementaire, qui vient de voter une loi levant l'interdiction des contacts avec l'OLP. « C'est un signe de faiblesse » de la part du gouvernement et une mesure « dont Israël risque de payer le prix à l'avenir, car elle va faciliter la reconnaissance de l'OLP par des gouvernements amis, alors même qu'il s'agit d'une organisation terroriste qui, plus que quiconque

depuis le nazisme, a les mains tachées de sang juif ».

« C'est une erreur que je déplore », souligne l'ancien ministre du logement israélien, parce que au lieu de faciliter les négociations de paix, elle va au contraire « les compliquer ». « L'espèce qui en dépit de sa faiblesse se gouverne sans assez fort pour ne pas se laisser entraîner dans un dialogue » avec l'OLP, qui conduirait, selon lui, à « négocier la création d'un autre État palestinien à côté de celui qui existe déjà : la Jordanie ».

Même si, pour M. Sharon, les relations entre l'État juif et les États-Unis ont toujours été, quels que soient les gouvernements en place dans l'un et l'autre pays, des relations « d'amitié », en dépit de quelques tiraillements, il admet « ne pas éprouver de profonds regrets » face à l'échec du président George Bush et du secrétaire d'État, M. James Baker, ainsi que « d'autres au sein de l'administration » sortante républicaine « qui ont exprimé des vives hostilités aux juifs américains et qui se sont immiscés dans nos dernières élections » (Véligatives).

Il met, enfin, en garde contre « la course aux armements au Proche-Orient ». Et si tous les régimes arabes l'invoquent, il tient des propos plus alarmants encore contre l'islamisme, « croit-on, d'un temple lui-même édifié au onzième siècle sur le lieu de l'immémoriale naissance de Rama : la Cour suprême de l'Inde et le gouvernement de New-Delhi avaient demandé d'attendre. Les « volontaires de la foi » hindoue commencent à construire un temple à l'extérieur du périmètre de la mosquée interdite.

Mais comment contenir une foule que l'on a convoquée ? Ce moment-là, ils l'attendent depuis longtemps ces milliers de pèlerins venus de tout le pays. Ils ont afflué depuis des jours à Ayodhya, une des sept villes saintes de l'hindouisme, proche de la grande cité de Faizabad, dans l'Uttar-Pradesh, à 350 kilomètres au sud-est de Delhi. Ce n'est plus le moment de les empêcher d'en finir avec l'édifice sacré...

Les « soldats de Rama » sont partis à l'assaut, l'air déterminé, brandissant des tridents (symbole de Vishnou, dont le héros Rama est un avatar), des lances, des sabres d'opérette. Une rumeur énorme monte de la mer humaine qui tanguait d'un bord à l'autre du périmètre sacré : « *Jai Sri Rama* ! » (le *Vive le seigneur Rama* !). Les plus audacieux, le front ceint d'un foulard orange - couleur du sacré - réussissent à grimper sur le dôme central de l'édifice. A coups de matou, à mains nues, ils commencent la démolition. Les policiers présents se sont réfugiés dans leurs casernes. Ils ont posé boucliers et casques et, consentants ou dépités, ils attendent.

A 15 h 40, un premier dôme s'effondre. Un autre s'effondre à 16 h 20. Le troisième rend l'âme à 17 heures. Le cri qui monte de la foule fait trembler tout Ayodhya dans une sorte d'ouragan sonore. De la mosquée, il ne reste plus que des pans de murs. C'est la fête dans les rues de la ville. On hurle de joie que justice ait ainsi été rendue au plus aimé : « *Jai Sri Rama* ! » Cependant, les journalistes, venus nombreux, font l'objet de l'ère d'une foule déchaînée : nombre d'entre eux sont frappés et blessés. Des caméras sont brisées, des carnets déchirés.

« Une honte pour tous les Indiens... » Encore sous le choc, la voix étranglée, le premier ministre est intervenu le soir à la télévision

selon les résultats officiels des élections du 22 novembre à l'Assemblée constituante, publiés samedi 5 décembre à Lima, la liste appuyée par le président Alberto Fujimori l'a emporté dans l'ensemble du pays, avec 37 % des voix. Elle disposera de 44 sièges dans la nouvelle Assemblée de 80 membres qui doit s'installer le 30 décembre. Le Parti populaire chrétien (conservateur), seule formation traditionnelle ayant accepté de participer au scrutin, n'a que 7,5 % des voix et huit sièges ; le Front moralisateur 5 % des voix et sept sièges ; Rénovation (dissidence du mouvement Liberté, de l'écritain Mario Vargas Llosa), dirigé par Rafael Rey, membre de l'Opus Dei, 5,4 % des voix et six sièges.

LIMA

de notre envoyé spécial

La contestation, sinon l'opposition, devrait être réduite à sa plus simple expression au sein de l'Assemblée constituante, et M. Fujimori semble assuré de compter sur une véritable Chambre d'enregistrement. « Il ne s'agit pas de bavarder », a affirmé M. Jaime Yoshiyama, tête de la liste gouvernementale, mais de travailler très vite. Plusieurs personnalités civiles et militaires parlent de « Parlement de goliaths ». Plus dur encore, M. Vargas Llosa dénonce une « assemblée de goliaths », rappelant que M. Fujimori s'était précipitamment réfugié à l'ambassade du Japon pendant la tentative de putsch du 13 novembre.

L'interminable dépouillement officiel s'est déroulé dans une confusion propice à toutes les manipulations, et plusieurs formations ont déposé des réclamations. Mais les observateurs de l'Organisation des États américains font état d'une « élection relativement claire ». On compte 25 % de votes blancs et nuls, davantage que prévu et, bien que le vote soit obligatoire, le taux d'abstention a atteint 25 %.

La peine de mort pour Guzman ?

Ces réserves n'altèrent pas la conclusion principale : après la capture, le 12 septembre, d'Abimael Guzman, le leader du Sentier lumineux, M. Fujimori a remporté un autre succès important avec les élections du 22 novembre. Les milieux officiels affirment que Lima a obtenu le droit à sa réinsertion totale dans la communauté internationale. Les dix pays membres du groupe de Rio ont néanmoins refusé, la semaine dernière, de réintégrer le Pérou, exclu après le coup d'État civil du 5 avril.

« La nouvelle Constitution devrait être prête avant juillet 1993 », a dit M. Yoshiyama, qui estime que la nouvelle Assemblée ne devrait pas

VENEZUELA : les élections régionales et municipales

Le parti du président Perez est en net recul

Les élections régionales et municipales vénézuéliennes qui ont eu lieu sans incident grave dimanche 6 décembre, neuf jours après le tentative de coup d'État qui a fait plus de deux cents morts, ont été marquées par le recul d'Action démocratique (AD), le parti du président social-démocrate Carlos Andres Perez.

CARACAS

de notre envoyé spécial

« Les deux grands vaincus du scrutin sont les *putschistes* et la *politique aronde* du président Carlos Andres Perez », affirmait dimanche soir M. Eduardo Fernandez, le secrétaire général d'Action démocratique. « C'est le peuple de Caracas qui a gagné. Il a affirmé pacifiquement sa volonté de changement », s'exclamait M. Aristobolo Isturiz, dirigeant de « Causa R », porté en triomphe par ses supporters alors que les projections de la télévision le montraient gagnant de la course à la mairie de la capitale.

Selon les premières estimations, le taux d'abstention qui avait atteint 54 % lors des élections locales d'il y a trois ans, devrait se situer cette fois autour de 45 %. Les rumeurs de fraude et d'incidents ont pesé sur le déroulement du scrutin. Toute la semaine, les ministres et les dirigeants politiques se sont succédés au micro des radios et devant les caméras de télévision, pour appeler la population à voter en masse, afin de

manifestar son refus de la violence putschiste. La vente des boissons alcoolisées et le port d'armes ont été interdits pendant les opérations de vote, et un impressionnant dispositif de sécurité a été mis en place autour des « écoles » où se déroulait le scrutin.

Dimanche soir, alors que les résultats officiels n'étaient toujours pas connus, et que les sympathisants de « Causa R » sillonnaient la capitale à grand renfort de klaxon pour fêter leur victoire, les politiciens discourent déjà à la télévision sur « la recomposition du paysage politique ». La bouffée d'oxygène qu'a constituée la réussite du scrutin pourrait n'être que de courte durée. Il y a une semaine, le président Perez avait clairement annoncé qu'il ne démissionnerait pas avant la fin de son mandat, en 1993, quel que soit le résultat des élections régionales et municipales.

Il est probable que son isolement va encore s'accroître, y compris au sein de son parti, dont les caciques ont tout intérêt à se dissocier d'un homme tenu pour responsable de la défaite. L'opposition, nettement majoritaire, est divisée : deux candidats à la présidence s'affrontent au sein du COPEI : le secrétaire général Eduardo Fernandez, et l'ancien président Rafael Caldera, qui est soutenu par plusieurs formations de gauche, et réclame la démission du chef de l'État.

Quant au général Francisco Visconti, l'un des chefs du putsch manqué, il a expliqué les motifs de son action dans une interview publiée dimanche par le quotidien de Caracas *El Nacional* : « Notre but était de rétablir la démocratie et d'éradiquer la corruption qui a mis fin à toute notion d'éthique au sein du gouvernement », affirme le général Visconti, qui a obtenu l'asile au Pérou. Le procès des autres officiers putschistes détenus au Venezuela a commencé samedi à huis clos devant un conseil de guerre spécial.

JEAN-MICHEL CAROIT

AMÉRIQUES

PÉROU : les résultats officiels du scrutin du 22 novembre

L'Assemblée constituante sera entièrement acquise au président Fujimori

Selon les résultats officiels des élections du 22 novembre à l'Assemblée constituante, publiés samedi 5 décembre à Lima, la liste appuyée par le président Alberto Fujimori l'a emporté dans l'ensemble du pays, avec 37 % des voix. Elle disposera de 44 sièges dans la nouvelle Assemblée de 80 membres qui doit s'installer le 30 décembre. Le Parti populaire chrétien (conservateur), seule formation traditionnelle ayant accepté de participer au scrutin, n'a que 7,5 % des voix et huit sièges ; le Front moralisateur 5 % des voix et sept sièges ; Rénovation (dissidence du mouvement Liberté, de l'écritain Mario Vargas Llosa), dirigé par Rafael Rey, membre de l'Opus Dei, 5,4 % des voix et six sièges.

L'interminable dépouillement officiel s'est déroulé dans une confusion propice à toutes les manipulations, et plusieurs formations ont déposé des réclamations. Mais les observateurs de l'Organisation des États américains font état d'une « élection relativement claire ». On compte 25 % de votes blancs et nuls, davantage que prévu et, bien que le vote soit obligatoire, le taux d'abstention a atteint 25 %.

La peine de mort pour Guzman ?

Ces réserves n'altèrent pas la conclusion principale : après la capture, le 12 septembre, d'Abimael Guzman, le leader du Sentier lumineux, M. Fujimori a remporté un autre succès important avec les élections du 22 novembre. Les milieux officiels affirment que Lima a obtenu le droit à sa réinsertion totale dans la communauté internationale. Les dix pays membres du groupe de Rio ont néanmoins refusé, la semaine dernière, de réintégrer le Pérou, exclu après le coup d'État civil du 5 avril.

« La nouvelle Constitution devrait être prête avant juillet 1993 », a dit M. Yoshiyama, qui estime que la nouvelle Assemblée ne devrait pas

VENEZUELA : les élections régionales et municipales

Le parti du président Perez est en net recul

Les élections régionales et municipales vénézuéliennes qui ont eu lieu sans incident grave dimanche 6 décembre, neuf jours après le tentative de coup d'État qui a fait plus de deux cents morts, ont été marquées par le recul d'Action démocratique (AD), le parti du président social-démocrate Carlos Andres Perez.

CARACAS

de notre envoyé spécial

« Les deux grands vaincus du scrutin sont les *putschistes* et la *politique aronde* du président Carlos Andres Perez », affirmait dimanche soir M. Eduardo Fernandez, le secrétaire général d'Action démocratique. « C'est le peuple de Caracas qui a gagné. Il a affirmé pacifiquement sa volonté de changement », s'exclamait M. Aristobolo Isturiz, dirigeant de « Causa R », porté en triomphe par ses supporters alors que les projections de la télévision le montraient gagnant de la course à la mairie de la capitale.

Selon les premières estimations, le taux d'abstention qui avait atteint 54 % lors des élections locales d'il y a trois ans, devrait se situer cette fois autour de 45 %. Les rumeurs de fraude et d'incidents ont pesé sur le déroulement du scrutin. Toute la semaine, les ministres et les dirigeants politiques se sont succédés au micro des radios et devant les caméras de télévision, pour appeler la population à voter en masse, afin de

manifestar son refus de la violence putschiste. La vente des boissons alcoolisées et le port d'armes ont été interdits pendant les opérations de vote, et un impressionnant dispositif de sécurité a été mis en place autour des « écoles » où se déroulait le scrutin.

Dimanche soir, alors que les résultats officiels n'étaient toujours pas connus, et que les sympathisants de « Causa R » sillonnaient la capitale à grand renfort de klaxon pour fêter leur victoire, les politiciens discourent déjà à la télévision sur « la recomposition du paysage politique ». La bouffée d'oxygène qu'a constituée la réussite du scrutin pourrait n'être que de courte durée. Il y a une semaine, le président Perez avait clairement annoncé qu'il ne démissionnerait pas avant la fin de son mandat, en 1993, quel que soit le résultat des élections régionales et municipales.

Il est probable que son isolement va encore s'accroître, y compris au sein de son parti, dont les caciques ont tout intérêt à se dissocier d'un homme tenu pour responsable de la défaite. L'opposition, nettement majoritaire, est divisée : deux candidats à la présidence s'affrontent au sein du COPEI : le secrétaire général Eduardo Fernandez, et l'ancien président Rafael Caldera, qui est soutenu par plusieurs formations de gauche, et réclame la démission du chef de l'État.

Quant au général Francisco Visconti, l'un des chefs du putsch manqué, il a expliqué les motifs de son action dans une interview publiée dimanche par le quotidien de Caracas *El Nacional* : « Notre but était de rétablir la démocratie et d'éradiquer la corruption qui a mis fin à toute notion d'éthique au sein du gouvernement », affirme le général Visconti, qui a obtenu l'asile au Pérou. Le procès des autres officiers putschistes détenus au Venezuela a commencé samedi à huis clos devant un conseil de guerre spécial.

JEAN-MICHEL CAROIT

« trop perdre son temps à rédiger des projets de loi ». C'est pourtant l'une des tâches assignées à ce mini-Parlement, qui doit rester en place jusqu'en 1995, fin du mandat actuel du président. « L'essentiel du travail législatif doit être laissé au pouvoir exécutif, qui a le monopole des décrets-lois », renchérit M. de Los Heros, ancien premier ministre, élu sur la liste officielle. M. Fujimori n'a pas attendu ce conseil pour continuer à gouverner de manière autoritaire, comme il le fait depuis la dissolution du Parlement. Depuis le 22 novembre, il a successivement dissous la Fédération des avocats du pays, prolongé de trois ans le mandat du président de la Cour suprême, édicté un nouveau code des impôts, accordé aux entreprises le droit de licenciement sans appel, et démantelé la banque d'État.

Dans l'entourage du chef de l'État, on laisse entendre que celui-ci a l'intention de soumettre rapidement deux projets à la Constituante. Premièrement, l'application de la peine de mort pour Abimael Guzman et plusieurs autres dirigeants sentieristes actuellement détenus. Deuxièmement, le principe du référendum sur des thèmes importants, à commencer par la réélection présidentielle. Le gouvernement dit-on de même source, aurait été tenté de faire passer Abimael Guzman par les armes dès le 15 octobre. Il en aurait été dissuadé par la crainte de réactions internationales.

MARCEL NIEDERGANG

VENEZUELA : les élections régionales et municipales

Le parti du président Perez est en net recul

Les élections régionales et municipales vénézuéliennes qui ont eu lieu sans incident grave dimanche 6 décembre, neuf jours après le tentative de coup d'État qui a fait plus de deux cents morts, ont été marquées par le recul d'Action démocratique (AD), le parti du président social-démocrate Carlos Andres Perez.

CARACAS

de notre envoyé spécial

« Les deux grands vaincus du scrutin sont les *putschistes* et la *politique aronde* du président Carlos Andres Perez », affirmait dimanche soir M. Eduardo Fernandez, le secrétaire général d'Action démocratique. « C'est le peuple de Caracas qui a gagné. Il a affirmé pacifiquement sa volonté de changement », s'exclamait M. Aristobolo Isturiz, dirigeant de « Causa R », porté en triomphe par ses supporters alors que les projections de la télévision le montraient gagnant de la course à la mairie de la capitale.

Selon les premières estimations, le taux d'abstention qui avait atteint 54 % lors des élections locales d'il y a trois ans, devrait se situer cette fois autour de 45 %. Les rumeurs de fraude et d'incidents ont pesé sur le déroulement du scrutin. Toute la semaine, les ministres et les dirigeants politiques se sont succédés au micro des radios et devant les caméras de télévision, pour appeler la population à voter en masse, afin de

manifestar son refus de la violence putschiste. La vente des boissons alcoolisées et le port d'armes ont été interdits pendant les opérations de vote, et un impressionnant dispositif de sécurité a été mis en place autour des « écoles » où se déroulait le scrutin.

Dimanche soir, alors que les résultats officiels n'étaient toujours pas connus, et que les sympathisants de « Causa R » sillonnaient la capitale à grand renfort de klaxon pour fêter leur victoire, les politiciens discourent déjà à la télévision sur « la recomposition du paysage politique ». La bouffée d'oxygène qu'a constituée la réussite du scrutin pourrait n'être que de courte durée. Il y a une semaine, le président Perez avait clairement annoncé qu'il ne démissionnerait pas avant la fin de son mandat, en 1993, quel que soit le résultat des élections régionales et municipales.

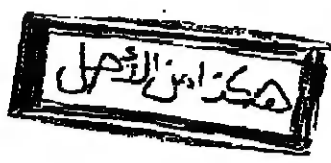
Il est probable que son isolement va encore s'accroître, y compris au sein de son parti, dont les caciques ont tout intérêt à se dissocier d'un homme tenu pour responsable de la défaite. L'opposition, nettement majoritaire, est divisée : deux candidats à la présidence s'affrontent au sein du COPEI : le secrétaire général Eduardo Fernandez, et l'ancien président Rafael Caldera, qui est soutenu par plusieurs formations de gauche, et réclame la démission du chef de l'État.

Quant au général Francisco Visconti, l'un des chefs du putsch manqué, il a expliqué les motifs de son action dans une interview publiée dimanche par le quotidien de Caracas *El Nacional* : « Notre but était de rétablir la démocratie et d'éradiquer la corruption qui a mis fin à toute notion d'éthique au sein du gouvernement », affirme le général Visconti, qui a obtenu l'asile au Pérou. Le procès des autres officiers putschistes détenus au Venezuela a commencé samedi à huis clos devant un conseil de guerre spécial.

JEAN-MICHEL CAROIT

Venez découvrir dans toutes les librairies Microsoft Access

publie COMPTES RENDUS
Acquis au Président



POLITIQUE

Le Monde • Mardi 8 décembre 1992 • 7

37

Le conseil national du Parti républicain

M. Léotard accepte la cohabitation mais refuse des « primaires » pour l'élection présidentielle

Le conseil national du Parti républicain, qui a réuni à sa présidence M. Gérard Longuet, a accueilli M. François Léotard, son président d'honneur, qui faisait sa rentrée cinq mois après sa démission de maire de Fréjus et de député du Var. Celui-ci a indiqué notamment qu'il acceptait la cohabitation en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives mais qu'il était hostile au système des primaires proposé par le RPR et l'UDF pour l'élection présidentielle.

Il y avait comme un sentiment de malaise parmi les délégués du conseil national du Parti républicain. Réunis, samedi 5 décembre, pour étudier l'apport de leur formation au projet de l'opposition et renouveler leurs instances dirigeantes, ils étaient invités à célébrer le retour de M. François Léotard : Port-Martin, où se tenait cette manifestation, devait être l'endroit où se ferraient les cornes de brume et leurs trompettes, leurs T-shirts imprimés d'un dessin de Léotard, c'est plus fort que moi, par les motifs d'auto-collants « Moultin avec Léotard » (du nom du maire de Cannes) et leur slogan « Léotard, président ».

L'ancien maire de Fréjus avait promis de reprendre la parole une fois prononcée le non-dieu qui, il en est persuadé, doit mettre fin à son inculpation pour ingérence, trafic d'influence et corruption du 29 juin dernier. Il s'est contenté, dit-il, de la fin de l'instruction pour revenir dans sa famille. Une famille qui, finalement, s'est montrée accueillante, même si elle n'avait pas eu l'habitude ni la primauté des retrouvailles. L'enfant prodige a mis, en effet, beaucoup d'énergie pour donner à son retour les allures d'un nouveau départ avec la publication d'un livre (le Monde daté 6-7 décembre) et une forte activité médiatique (interview au Parisien et au Point, point de vue dans le Figaro, télévision avec le journal télévisé de France 2 et l'émission de TF1 « 7 sur 7 »). Après avoir confié qu'il avait « pensé un instant faire autre chose » et invoqué l'« honneur », ce « sentiment » qu'il a appris de sa mère corse présente dans la salle, M. Léotard ne s'est pas défendu d'être « impatient » — ce qui n'est pas un « mauvais sentiment », dit-il — impatient de « retrouver publiquement son honneur ». Il a alors expliqué : « L'instruction qui m'a concerné, qui a duré dix-huit mois, sur ordre de M. Nallet, me donne le droit de reprendre ma

parole, mes mandats, volontairement abandonnés, et mon combat, jamais abandonné ». Puis il a demandé à la presse de n'être ni « muette », ni « complaisante », ni « docile », ni « aveugle » mais « de mesurer, à droite comme à gauche, qu'on peut blesser et même tuer plus facilement avec des mots qu'avec des armes ». Cette première mise en garde en annonçant une seconde : l'opposition ne doit pas tomber dans une « euphorie primaire ».

Selon lui, la société n'attend pas de l'opposition un discours ex cathedra mais un dialogue entre ceux qui sont candidats et les citoyens, et ce sur les thèmes de liberté, d'autorité et d'éthique. Sur le premier, il s'est déclaré partisan de la renouveau de la carte, de la médecine libérale, du libre choix de l'école, du statut du travailleur indépendant, de l'amélioration des droits de la défense, de la saisine du Conseil constitutionnel par les citoyens, du pluralisme à la télévision et du refus des monopoles d'Etat. Sur le deuxième, il s'est prononcé pour l'autorité de l'Etat. En prenant l'exemple des étrangers, il a proposé qu'à l'expiration de la peine infligée par un tribunal « l'expulsion soit automatique lorsqu'il s'agit d'un étranger ». Pour le troisième, il a indiqué que « le contrôle des fonds publics, la modestie de l'Etat dans son train de vie, la soumission au juge, la neutralité de l'administration » devaient appartenir au domaine de l'éthique républicaine.

de gouvernement plus précis qu'il a l'intention de rendre public en janvier, M. Léotard a appelé à « retrouver l'Etat ». A ses yeux, « gouverner c'est commander à l'administration, ce n'est ni la noyer ni la décourager ; c'est refuser l'extranéisme, la confusion des fonctions dans laquelle la France s'est engagée, comme une administration qui légifère à la place du Parlement, des médias qui instruisent à la place des juges, des partis qui conduisent à la place des tribunaux, des bureaux qui décident et un pouvoir qui s'absente, des voyous qui ricangent et une police qui s'interroge, des tribus qui s'imposent et une nation qui s'éloigne ».

Plus précisément, il a poursuivi : « Peut-on décider pour les Français la retraite à soixante ans et s'exercer soi-même sans vergogne de toute limitation d'âge dans les mandats publics ? Peut-on décider des impôts des Français et organiser avec bienveillance la sous-fiscalisation des élus ? Peut-on décider le permis à points et traverser une ville impunément à 150 km/h ? Peut-on voir le ministère des finances distribuer des primes en liquidités à ses propres agents pour qu'ils échappent au fisc ? Peut-on parler de démocratie et donner des coups de pied dans les portières pour faire passer les cortèges officiels ? Peut-on interdire le travail au noir et pratiquer le cumul des mandats ? Peut-on parler de justice pour tous et refuser d'être jugé selon les procédures de droit commun ? Peut-on s'opposer aux gaspillages de fonds publics et laisser les avions du GLAM transporter les fantaisies des éminences ? Peut-on parler des droits de l'homme et refuser la présence d'avocats dans les commissariats ? »

C'est sur ce chapitre que l'ancien ministre a affirmé son acceptation de la cohabitation et son refus du système des primaires. « Retrouver un Etat, c'est respecter la Constitution, c'est-à-dire ne pas donner une réponse personnelle à une question nationale », a-t-il affirmé avant de préciser que, dans la Constitution, la cohabitation s'appelle « élections législatives » et que les primaires s'appellent « le premier tour de l'élection présidentielle ». « Pourquoi voulons-nous être plus malins que le général de Gaulle et les pères fondateurs ? », a-t-il interrogé. Ce système des primaires avait été défendu dans la matinée par M. Gérard Longuet. Le président élu du PR a appelé que le principe de l'unité de candidature de l'opposition dès le premier tour de l'élection présidentielle sera accepté dès lors qu'une mécanique « loyale » de sélection sera mise en place.

ANNE CHAUSSEBOURG

M. Léotard contre la mise en cause de M. Fabius. — M. François Léotard a indiqué, dimanche 6 décembre sur TF1, qu'il était encore parlementaire, il ne voterait pas la mise en accusation de M. Laurent Fabius devant la Haute Cour pour l'affaire du sang contaminé. « Il faut que la justice passe, a-t-il estimé, mais un premier ministre, dans l'écrasante diversité de ses tâches, ne peut pas aller à ce niveau de détail de l'action administrative ».

Le barrisme nouveau

par Daniel Carton

La politique offre parfois des spectacles troublants. On peut admettre toutes les conversions, mais voir aujourd'hui M. Léotard « faire du Barre » relève quand même d'un certain pittoresque. Quatre ans après avoir été l'un des obstacles majeurs sur le chemin présidentiel de l'ancien premier ministre, M. Léotard, nourri sans doute par l'épreuve du splendide isolement, semble vouloir tirer la substantifique moelle du barrisme. La vengeance, puisqu'il faut bien ici appeler un chat un chat, est devenue le ressort essentiel de leur action politique.

« Les me la paieront », confiait déjà M. Barre après sa défaite au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, en parlant de MM. Giscard d'Estaing et Chirac. Pénétré de sa « corititude », M. Léotard se trouve exactement dans le même état d'esprit envers tous ceux qui « lui ont manqué ». Chez l'un comme chez l'autre se dessine la même vindicte contre les ténors de tous ordres de la scène politique et les jeux obscurs des médias. A son tour, M. Léotard inscrit de plus en plus sa démarche à l'écart des partis politiques, de leurs manigances et subtilités. Sa démission spectaculaire de la présidence du Parti républicain, en décembre 1990, l'annonçait déjà. Ses dernières déclarations le confirment : M. Léotard ne croit plus à ces jeux traditionnels et pour lui dépassés.

Résolution d'autant plus facile à prendre que par-delà les discours main sur le cœur de son conseil national de mercredi, le Parti républicain n'est plus ce qu'il était. M. Longuet penche pour M. Chirac. M. Madelin est chez M. Giscard d'Estaing. La solidité de cette petite machine-là n'est plus acquise à M. Léotard.

M. Léotard entend aussi occuper fermement la place du centre. Le voici prêchant à son tour l'ouverture à tous les hommes de bonne

volonté, contre « les violents, les intégristes et les rancuniers » de toute obédience, avec le zèle de celui qui doit aussi se faire pardonner d'avoir soufflé le froid sur le printemps 1989 des rénovateurs de la droite. Une ouverture pour imposer à ce pays un gouvernement « libéral et européen » restaurant d'urgence « un Etat impartial ». Ne manque plus que le mot « social » et M. Barre sera comblé. Car pour le reste, le décalque est parfait.

Pour la prochaine alternance, M. Léotard introduit à son tour le notion contractuelle à partir d'un texte qu'il annonce pour janvier, qui, explique-t-il dans le Point de cette semaine, « montrera que l'on peut s'adresser à la société française sur un certain nombre de sujets à la fois forts et symboliques », permettra « des décisions fortes sur les différents maux de la société française », préparera « avec des partenaires sérieux et identifiables, des évolutions politiques au-delà des vagues actuelles, sans renier nos alliances ni nos fidélités ». M. Barre complot-il autre chose quand il esquisse l'affirmation d'une conjonction des volontés par-delà les vieux clivages de la droite et de la gauche ?

Enfin, M. Léotard met le même entrain à déchirer le contrat sur les primaires pour l'élection présidentielle prochainement passé entre RPR et UDF. « Trompe-couillons », avait plaisanté, citant Pagnol, M. Barre. « C'est un peu en dessous de la vérité », a dit sur TF1 M. Léotard, qui y voit plutôt, usant à son tour du provincial, une manière « de tuer un âne avec des figures ». On pourrait conclure que M. Léotard entend occuper un créneau, celui d'un barrisme plus proche et plus humain. Les ficelles sont grosses. L'opposition en sera encore un peu plus perturbée. Reste à savoir si M. Barre lui-même se contentera de se gausser...

Les accusations de l'ancien maire de Fréjus contre M. Nallet

A deux reprises, M. François Léotard a mis en cause l'ancien garde des Sceaux, M. Henri Nallet, en l'accusant d'avoir monté une « opération » contre lui. Dans un entretien accordé à l'hébdomadaire Le Point du 5 décembre, M. Léotard cite, à l'appui de sa démonstration, la page 134 du livre de M. Nallet, Tempêtes sur la justice (1). « Il y écrit en résumé : « J'ai fait incriminer M. Léotard à Paris qu'il y a eu des troubles à l'ordre public, b) parce que j'ai voulu équilibrer le grand retentissement médiatique de l'affaire Paset... j'agissais en fait, poursuit M. Léotard, de faire une symétrie avec une affaire de fausses factures concernant le PS ». Invité de l'émission « 7 sur 7 » dimanche 8 décembre, M. Léotard a renouvelé cette accusation.

L'ancien garde des Sceaux écrit à la page 134 de son livre : « Lorsque les investigations de l'enquête (concernant l'ancien maire de Fréjus) furent suffisamment avancées, le procureur général de Lyon demanda à la Chancellerie s'il devait prendre l'initiative d'une information ou laisser traiter au contentieux la recevabilité de la partie civile et si cette information devait être ouverte contre X ou contre personne dénommée. J'ai donné mon accord aux propositions qui paraissaient susceptibles de faire tri-

ter rapidement une affaire dans laquelle se multipliaient les troubles à l'ordre public. Et quelques semaines plus tard, le même procureur général ouvrit une information contre M. Paset et Barreco, et non contre X ». « La suite d'une plainte avec constitution de partie civile d'un écologiste marseillais. J'ai donc demandé au directeur des affaires criminelles et au procureur général de Lyon de traiter M. Paset de façon identique à M. Léotard. Pourquoi aurait-il fallu que, devant la même juridiction pour des affaires à grand retentissement médiatique, le même procureur ait des attitudes différentes selon qu'il s'agissait de François Léotard ou de Michel Paset ? Je m'en suis tenu à X ». M. Nallet indique dans ce texte qu'il a « donné [son] accord aux propositions » du procureur général de Lyon, mais il ne précise pas lesquelles. Il ne dit pas en particulier s'il a lui-même, comme la suggère M. Léotard, demandé l'ouverture d'une information contre personne dénommée. Dans Libération du 7 décembre, M. Nallet réfute les accusations de l'ancien maire de Fréjus, affirmant : « C'est Michel Paset qui pourrait se plaindre que je l'ai traité comme François Léotard ».

(1) Pion, octobre 1992

« Un pouvoir qui s'absente »

Tout comme il l'avait fait en citant M. Nallet, il a provoqué les sifflets de son auditoire en affirmant que « le Parti socialiste est au progrès » et que « le Parti communiste était à la liberté et à la ligne à Saint-François d'Assise » et que, à son croire M. Laurent Fabius, « le progrès c'est l'appariement dans le calendrier de termes aux symphonies que jouent des banlieues, ghetto ethnique, nouveaux pauvres, manipulation judiciaire, quelques défilés d'inités, quelques affaires libachy, quelques mépris bien exprimés sur les droits de l'opposition, le tout sur un fond musical où l'on entend revenir sur les ans, au moment des anniversaires, « Marché nous voilà ».

Pour « mériter [sa] victoire », l'opposition se doit aussi, a-t-il insisté, d'éviter le « racolage », notamment à l'égard de la « préoccupation écologique », qui « mérite mieux que ça ». Il a encouragé le PR à engager des discussions « publiques et claires » avec les écologistes.

Auparavant, M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, avait estimé que la question la plus importante en mars pour l'opposition sera de « maltriser » sa victoire. Il avait émis le vœu que certains ne soient pris par le désir de revanche, « de la restauration d'une chambre bleu horizon ». Le président du conseil régional de Rhône-Alpes avait appelé à construire « une majorité de rassemblement des libéraux, radicaux, démocrates-chrétiens » ouverte « sur de nouveaux courants » en partie exprimés actuellement par les écologistes.

Continuant l'ébauche de ce qui devrait servir de base au programme

Venez découvrir dans toutes les Fnac le nouveau: MICROSOFT ACCESS pour WINDOWS.

Microsoft Access est le Système de Gestion de Bases de Données Relationnelles (SGBDR) conçu spécialement pour Windows par Microsoft. C'est l'aboutissement de 6 années de recherche, de développement et d'acharnement à mettre

la base de données à la portée de tous. Microsoft Access est aussi simple et agréable à utiliser que le célèbre tableur Microsoft Excel. Le secret est simple : une interface qui exploite pleinement les possibilités de Windows. Venez découvrir ce nouveau best-seller à la Fnac...

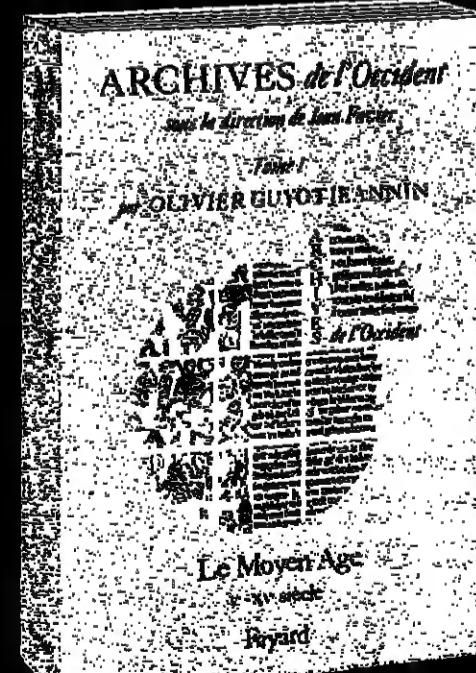
Le 3 décembre 1992 s'ouvre à Paris le plus grand magasin de micro-informatique : La Fnac Micro, 71, boulevard Saint-Germain, Paris 6°. Venez y découvrir toutes les nouveautés Microsoft.



ARCHIVES de l'Occident

sous la direction de Jean Favier
Tome 1
par OLIVIER GUYOTJEANNIN

Elles permettent enfin aux amateurs du passé de concrétiser un vieux rêve : pénétrer jusqu'aux sources de l'Histoire. Une gigantesque entreprise, menée sous la gouverne de Jean Favier, le directeur général des Archives de France, vigilant gardien de notre mémoire.



Voici dix siècles d'histoire de l'Occident (V-XV) comme il n'a jamais été donné jusqu'ici de les comprendre. Car le lecteur accède, cette fois directement, aux sources d'information dans lesquelles l'historien puise habituellement sa matière... Une somme où l'on fait son miel de-ci de-là, quelque huit cents pages pleines de drôlerie et de barbarie qui rompent avec la vision transmise par nos bonnes vieilles lectures. Mais aussi une matière première étonnamment riche, faite d'archives arrachées à la poussière des bibliothèques.

Daniel Bermond, Lire

l'Histoire
FAYARD

POLITIQUE

Les projets de révision constitutionnelle

Référendum : M. Barre souhaite une extension de l'article 11

Commentant, dimanche 6 décembre, à l'«Heure de vérité» sur France 2, les propositions constitutionnelles du président de la République, M. Raymond Barre a déclaré qu'il ne pouvait pas «suivre» le chef de l'Etat dans sa recherche d'un compromis institutionnel entre la IV^e et la V^e République. «Il y a une logique de la IV^e et une logique de la V^e qui sont différentes, a-t-il relevé. Moi, je suis pour la logique de la V^e, c'est-à-dire pour la logique d'un exécutif stable et efficace. Si l'on veut faire une combinaison de la IV^e et de la V^e, c'est la IV^e qui revivra au galop. L'ancien premier ministre a regretté «qu'il n'y ait pas une

extension de l'article 11 concernant le référendum, qui donnerait au président le droit de consulter directement le peuple sur de nouvelles orientations qu'il entend donner à sa politique de telle sorte qu'il se trouve conforté dans l'exercice de sa fonction. » « Bien entendu, a-t-il précisé, ce n'est pas le plébiscite parce que, si le président de la République pose cette question de confiance, il engage sa responsabilité. Si le peuple manifeste un avis négatif, il doit à ce moment-là se retirer. Je ne pense pas que le fait d'avoir un mandat d'une certaine durée puisse mettre celui qui a ce mandat à l'abri d'un désaveu du suffrage universel. »

Par ailleurs, M. Barre s'est montré réticent quant à la publication d'un programme électoral par l'opposition. «Le problème du chômage, a-t-il relevé, ne se résoudra pas par l'alternance. C'est un problème de société et il faudra bien que tous les gouvernements — quelle que soit leur couleur — s'attaquent à ce problème non pas avec des mesures qu'ils considèrent compatibles avec leur idéologie, mais en fonction des transformations profondes qui sont en train de s'accomplir aujourd'hui dans l'économie et dans la société et qui modifient la forme du travail. »

Mandat présidentiel : M. Jospin maintient sa préférence pour le quinquennat

M. Lionel Jospin a émis quelques réserves, dimanche 6 décembre, au «Forum» de Radio-J, sur plusieurs aspects des propositions de réforme de la Constitution faites le 30 novembre par M. François Mitterrand. L'ancien ministre de l'Éducation nationale a réaffirmé sa préférence pour un mandat présidentiel «renouvelable et court», autrement dit le quinquennat, en rappelant que «c'est aussi la proposition du PS».

Quant à l'extension du champ du référendum et à la possibilité de saisir directement du Conseil constitutionnel par les justiciables, «cela fait un peu gadget», a-t-il déclaré. Il a observé que le référendum est une forme de consultation «d'un mandataire élu dans la Constitution de la V^e République».

M. Jospin estime que la réforme des institutions «aurait pu être abordée avant», mais il souligne que «l'ensemble des principaux responsables politiques de gauche ou de droite» avaient, «au cours des derniers mois, pris position en faveur d'une certaine réforme de la Constitution». «Alors, a-t-il dit, ne chicanons pas les modalités ni le moment, et engageons cette discussion!» Selon l'ancien ministre, le président de la République «a peut-être hésité, après s'être lui-même accommodé de ces institutions pendant douze ans, à avoir l'air de les bousculer».

Invalidé à l'Assemblée de Corse

M. Alain Orsoni est élu secrétaire général du MPA

AJACCIO

de notre correspondant

M. Alain Orsoni a été élu secrétaire général du Mouvement pour l'autodétermination (MPA) à l'issue du congrès de son parti, dimanche 6 décembre, à Ajaccio. Il succède à M. Dominique Bianchi. Cette désignation intervient deux jours après la décision du Conseil d'Etat d'invalidier son élection en mars 1992 comme tête de liste MPA à l'Assemblée de Corse (le Monde daté 6-7 décembre).

Le congrès a confirmé la ligne d'ouverture du MPA, qui a officiellement abandonné la référence au concept de lutte de libération nationale (LLN). «Le sigle LLN, a

déclaré M. Orsoni, avec son poids historique, ne nous correspond plus, il dénature notre démarche, notre philosophie politique, en interdisant toute véritable communication et en nous enfermant, notamment au plan international, hors des véritables enjeux.» Le MPA préfère parler de «souveraineté nationale de la Corse dans l'interdépendance européenne».

Résumant l'état d'esprit de ce congrès, un militant a souligné que la décision d'invalidation de M. Orsoni est «un prétexte, voire même une provocation» Mais nous restons serres et poursuivons notre combat politique par les voies démocratiques», a-t-il assuré.

M. C.

M. Delors est favorable à un septennat non renouvelable. Interrogé, dimanche 6 décembre, au «Grand Jury RTL-Le Monde», sur la durée du mandat du président de la République, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, s'est déclaré en faveur du «maintien du septennat» et de «la philosophie essentielle de la V^e République». Selon M. Delors, «si le mandat du président de la République est strictement accordé à celui des députés, le jour où il y aura un doute sur le fait que le chef du gouvernement procède du président de la République, on changera de système». Le président de la Commission souhaite que ce septennat soit non renouvelable.

La LCR rompt avec son organisation de jeunesse

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a décidé, au cours du comité central des 21 et 22 novembre, de rompre les liens avec son organisation de jeunesse, les Jeunes communistes révolutionnaires (JCR). En conséquence, la subvention et les locaux qui étaient alloués par la Ligue ont été supprimés. La LCR considère maintenant les JCR comme «une organisation concurrente de la LCR». «Ils étaient devenus groupuscules, voire lambertistes», indique M. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue, qui n'exclut pas toutefois de travailler «ponctuellement» avec eux.

Cette rupture intervient après près de trois ans de tensions et la perte du contrôle des JCR par la «majorité» (la majorité) de la Ligue, au congrès de mai 1989. Au congrès de novembre 1990, la «majorité» avait alors suscité sa propre organisation de jeunes : les JCR-Autres, qui se sont opposés à la majorité des JCR, devenus JCR-Egalité. Les quatre cent soixante-dix militants recensés à cette occasion se sont tout d'abord répartis à parts presque égales dans ces deux organisations, mais la représentativité des JCR-Autres a rapidement décliné.

Les JCR-Egalité, tout d'abord contrôlés par la tendance qu'anime notamment M. Gérard Filoche au sein de la Ligue, ont progressivement pris leurs distances vis-à-vis de la minorité. Dans le numéro un de Démocratie et révolution, la lettre de la tendance de M. Filoche, les minoritaires de la Ligue protestent cependant contre la décision du comité central. Tout comme les JCR-Egalité, la tendance critique également le texte commun dans la perspective des élections législatives signé par M. Krivine avec les contestataires du PC et du PS (le Monde du 5 décembre), un accord réalisé, selon les JCR-Egalité, sur une base «purement réformatrice».

G. P.

Devant les proches de M. Mitterrand

M. Bérégovoy estime que la droite est «animée par ses éléments les plus conservateurs»

Au risque d'accroître la confusion, MM. Louis Mermaz et Roland Dumas, deux proches du président de la République, ont cherché à clarifier les enjeux des prochaines élections législatives, en réunissant, dimanche 6 décembre, ceux des socialistes dont la principale référence demeure l'action de M. François Mitterrand, plutôt que l'appartenance à tel ou tel courant du PS. Sans marquer la naissance d'un nouveau club, ni celle d'un courant socialiste, ce colloque, intitulé «Rencontres pour demain», a rassemblé, sous le regard attentif et officiel du secrétaire général de l'Elysée, M. Hubert Védrine, installé à la tribune, une importante délégation de membres du gouvernement, au premier rang desquels M. Pierre Bérégovoy.

La venue du premier ministre avait été annoncée tardivement, à la fin de la semaine, mais elle ne pouvait que renforcer le sentiment, exprimé dimanche par M. Dumas, que «le président de la République voit plutôt ces rencontres d'un bon œil». Outre le ministre des affaires

étrangères et celui des relations avec le Parlement, MM. René Teulade (affaires sociales), Jean-Louis Bianco (équipement), Emile Zuccarelli (P et T), M^{me} Elisabeth Guigou (affaires européennes), MM. Louis Mermaz (anciennes combattantes), Kofi Yamgnane (intégration), Laurent Cathala (personnes âgées et rapatriés) ont participé à ce colloque, de même que M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat.

La «génération de 1981» tenait à dire que, onze ans plus tard, elle est décidée à défendre l'œuvre accomplie. M. Bérégovoy l'a encouragée, en défendant le bien de la gauche en général autant que le sien propre. Il a expliqué que si l'on compte, aujourd'hui, huit cent cinquante mille chômeurs de longue durée, pour neul cent mille en avril dernier, c'est que, chaque mois, un certain nombre de demandeurs d'emploi entrent dans la catégorie «longue durée» (un an et plus) et qu'il n'en est pas moins vrai que, comme il s'y était engagé, «1 030 000 entretiens ont eu lieu», permettant à «768 000 personnes de trouver soit un emploi, soit une acti-

été d'insertion». Le premier ministre a félicité l'ANPE et exprimé ses encouragements à M^{me} Martine Aubry, ministre du travail.

Dénouant le «sectarisme» d'une «droite impudente et imprudente (...), animée par ses éléments les plus conservateurs», qui «se partageait déjà les places», M. Bérégovoy a affirmé que l'opposition «est unie dès lors qu'il s'agit de privatiser» ou de «diviser entre des responsables qui espèrent, chacun, tirer la couverture à soi». «Ces pauvres membres du CDS nous disent : «Mais nous sommes européens, nous pourrions faire un bout de chemin ensemble.» (...) Et puis M. Jacques Chirac passe par là, il impose sa loi, il dit : «Garde à vous! Silence dans les rangs!», et ils sont tous là, le petit doigt sur la couture du pantalon, tellement ils pensent que s'il y avait un candidat contre eux dans leur circonscription, ils risqueraient de défaillir. Ce n'est pas ainsi qu'on gouverne un pays!»

P. J.

La campagne de débats du PCF

«Il faut que les gens deviennent plus citoyens»

Depuis le 1^{er} novembre, et jusqu'au 15 décembre, le Parti communiste français organise à travers la France de très nombreuses réunions dans le cadre du «grand débat national» souhaité en octobre par M. Georges Marchais pour «favoriser l'échange d'idées et la compréhension mutuelle des gens de progrès». D'autre part, le comité central du PCF devait débattre, lundi 7 décembre, des difficultés de la presse communiste et tenter de dégager des solutions pour sauvegarder les quotidiens du parti, l'Humanité en particulier.

DOUAI

de notre envoyé spécial

Que sont devenues les masses ouvrières d'antan? Leur souvenir hante le réflexe municipal d'Auby en cette fin d'après-midi du samedi 5 décembre. Le ciel a pris le couleur des crassiers dans ces parages de Douai. Un vrai crève-cœur à débouler la nostalgie. Sans doute est-ce pour cela que «Jo» a machinalement gardé son imperméable pour parier aux dix-sept camarades assis devant lui, sur deux rangs, et tournant résolument le dos aux cent vingt chaises restées si désespérément vides. Le maire, Aldebert Valette, qui n'est autre que son suppléant, reste, lui, de marbre.

Mais «Jo» Hage — c'est ainsi que l'appellent familièrement les autres Châtis — n'est pas du genre dépressif. Peu lui importe que le «grand débat national» voulu par son parti prenne ici une forme confidentielle... Voilà presque vingt ans qu'il est député du Nord, Georges Hage, et personne ne l'a jamais vu perdre sa sérénité. Il ne sont plus qu'une poignée mais, aujourd'hui comme hier, il leur parle de «créer une nouvelle citoyenneté», d'inventer une autre politique. Et s'il ne s'agit pas de le faire avec le PS, qui «mène une politique de droite et qui a un comportement suicidaire», il convient de le faire «avec tous les gens de bonne volonté», y compris avec les électeurs socialistes, pour «les faire réfléchir», pour leur dire : «Regardez où Mitterrand a conduit la France! Voyez où il a conduit la France! Cela ne peut pas continuer!»

Les dix-neuf l'écouteront respectueusement, leur député, mais, justement, ce qu'ils attendent mieux, c'est l'analyse de leur propre passé vis-à-vis des socialistes : «Ca fait cinquante ans que ça continue! observe l'un. A chaque fois on a été couloinés par les socialistes.» «Pourquoi, alors, tu votes pour «Béré» à l'Assemblée nationale?», demande un autre...

Georges Hage s'explique : «Si on renversait ce gouvernement en votant la censure, on donnerait des illusions aux gens, parce qu'il faut bien comprendre que, si Bérégovoy allait chercher de nouveaux renforts

au centre droit ou si Mitterrand décidait aujourd'hui de dissoudre l'Assemblée nationale, le nouveau gouvernement, de toute façon, serait encore plus à droite, et ceux qui nous demandent maintenant de le censurer nous reprocheraient ensuite de l'avoir fait...»

Aldebert Valette vient à la rescousse : «Il faut mesurer l'impact historique qu'a eu le vote par les communistes d'une motion de censure déposée par la droite si elle aboutissait à un retour de la droite au pouvoir... Historiquement, ce serait insupportable.»

Les débats demeurent apparemment sceptiques : «Tu ne nous a pas convaincu, répond à «Jo» un troisième militant. Nous comprenons bien ce que tu dis, mais les gens aiment les choses claires. Quand ils disent qu'ils en ont marre des socialistes, qu'il faut les censurer et qu'ils se fient aux courants, il faut quand même en tenir compte... Un quinquennat s'en cause presque de partager ce point de vue radical : «Les socialistes ont refusé à créer un tel désarroi... Quand on perd l'espoir, il n'y a rien de plus tragique... Le problème, pour nous, après avoir reçu tant de coups, est de savoir comment arriver à faire bouger les gens, et même à faire bouger les communistes...»

«C'est un peu de votre faute...»

Alors Georges Hage parle du fonctionnement des institutions : «Je vais te dire un truc : c'est un piège à cons cette Constitution! Ce qu'il y a de plus grave, c'est ce penchant du peuple français à mentir quelquefois pour tout faire à sa place! Les Français sont contents de faire don du suffrage universel à quelqu'un qui s'en sert contre eux! Il faut que les gens s'approprient la politique, qu'ils deviennent plus citoyens qu'ils ne sont!»

Sans élever la voix, l'ancien professeur parle aussi du «glissement idéologique à droite» de la société française : «On se glorifie du RMI alors qu'on devrait pouvoir se glorifier de créer des emplois pour qu'il n'y ait plus de RMI! On fait de l'assistance humanitaire une vertu cardinale alors que c'est abominable de faire du citoyen un assisté! Ce n'est pas cela la République, ce n'est pas la morale! C'est une perversion de la démocratie...»

Georges Hage réaffirme sa foi humaniste : «Le communisme, c'est une question qui est aussi dans la Bible : qu'en-tu fait de ton frère?». Il prêche la vigilance républicaine : «Il faut dire aux gens : si vous trouvez que la politique est devenue sale, c'est un peu de votre faute : vous avez laissé faire par votre indifférence... La République ne fera jamais des pas en avant s'il n'y a pas des citoyens dans l'action pour la faire avancer...»

«Mais sur qui peut-on compter pour faire avancer tout ça?», demande quelqu'un. «Sur nous!», s'exclame le député. Son suppléant est formel : «Ce sera le mot de la fin.»

ALAIN ROLLAT

Le MRG confirme son accord électoral avec le PS

Le comité directeur du MRG, réuni à huis clos samedi 5 décembre, a approuvé l'accord électoral conclu avec le PS pour les élections législatives. Cet accord prévoit qu'un radical de gauche aura le soutien du PS dans treize-huit circonscriptions, dont les dix où l'un de ses représentants l'avait emporté en juin 1988 (1) et qu'il y aura cinq primaires.

Cet accord, traditionnel, entre les deux formations ne satisfait pas pour autant tous les radicaux de gauche. Ainsi M. François Gayot, vice-président, vient de rejoindre Génération Ecologie (le Monde du 5 décembre). M. Michel Seabonchi, également vice-président du MRG, qui présidait l'association aux l'Accord avec le PS, a insisté pour que le dialogue avec les écologistes soit noué.

Tout en défendant l'accord électoral, M. Jean-François Hory, président du MRG, a voulu rassurer les contestataires en affirmant que la ligne du MRG reste bien celle définie au congrès de Lyon en juin dernier, en faveur de la constitution «d'un pôle réformiste» avec les écologistes, et plus particulièrement Génération Ecologie, et les réformistes. Il a fait valoir que cette perspective est retardée, car «freinée par l'attitude des écologistes — «ni gauche ni droite», au second tour des législatives — aide objectivement la droite, et ne peut être celui du MRG.

Pour M. Hory, le MRG a «un bilan gouvernemental commun avec le Parti socialiste», dont il est comptable. Quant aux «doutes exprimés par le comité directeur sur la volonté du PS de suivre localement l'accord national», M. Hory s'est engagé à «faire respecter intégralement l'accord, sans réserve de dénonciation et de représailles».

A. Ch.

(1) Il s'agit de la 2^e circonscription de l'Aveyron (M. Jean Riquel, qui ne se représente pas), de la 1^{re} de la Charente-maritime (M. Michel Crépeau), de la 1^{re} de la Haute-Corse (M. Emile Zuccarelli, qui, devenu ministre, a laissé son siège à son suppléant, M. Roger Franzoni), de la 3^e de la Dordogne (M. Alain Bonnet), de la 1^{re} du Lot (M. Bernard Charrier), de la 1^{re} du Pas-de-Calais (M. Jean-Pierre Defontaine), de la 2^e des Hautes-Pyrénées (M. Claude Guis), de la 2^e du Tarn-et-Garonne (M. Jean-Baptiste Bayet, qui, devenu ministre, a laissé son siège à son suppléant, M. Jean-Paul Nizet), de la 3^e du Val-de-Marne (M. Roger-Gérard Schwartzenberg) et de Wallis-et-Futuna (M. Kamilo Gata).

PRÉPARATION AUX ACCÈS DIRECTS EN 2^e ANNÉE

- HEC - ESCP - ESC Admission sur licence
- Sciences-Po Admission sur licence
- ESSEC Admission sur Maîtrise

ipesup
18, rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris ☎ 43.25.63.30
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE

alternatives économiques

décembre 92

- Orlyval : Matra roule, les banques trinquent
- Les exclus de la Sécu
- La bataille des taux d'intérêt

19 F

Chez votre marchand de journaux

Abonnement 1 an : 150 F

Alternatives Économiques 12 rue du Chânoir 21000 DIJON

هكزا النحل

POLITIQUE

Six élections cantonales partielles

Le conseil national de Génération Ecologie

M. Lalonde veut privilégier les thèmes de la démocratie et de l'emploi

Le nouveau conseil national de Génération Ecologie, élu le 15 novembre dernier, a ratifié, dimanche 8 décembre à Paris, les propositions d'organisation faites par le président du mouvement, M. Brice Lalonde. Au-delà des élections législatives, l'ancien ministre de l'environnement a invité ses amis à « penser à la suite », en leur proposant, pour thèmes de campagne, l'exercice de la démocratie et la redistribution de l'emploi.

Alors que les états-majors respectifs du Parti socialiste, du Parti communiste et des partis de la droite parlementaire s'inquiètent de plus en plus ouvertement des dégâts ou, comme l'on dit désormais, de « l'effet de nuisance » que pourrait provoquer dans leurs rangs, lors des prochaines élections législatives, l'émergence d'un « pôle écologiste fort », le président de Génération Ecologie, M. Brice Lalonde, a commencé, dimanche 8 décembre, lors de la réunion du conseil national de son mouvement, à inviter ses amis à « penser à la suite », autrement dit, aux échéances futures.

En dépit de sondages prometteurs, M. Lalonde préfère rester prudent : candidat potentiel dans plusieurs circonscriptions de la grande couronne de Paris, il ne croit guère, lui-même, comme du reste la direction des Verts, à une entrée en force des « écologistes » à l'Assemblée nationale, au mois de mars prochain, telle qu'une projection, un peu trop simpliste, des résultats des dernières élections régionales pourrait le laisser paraître. « L'objectif réel, a-t-il affirmé, c'est d'avoir le plus de voix possible : l'objectif, c'est d'avoir quatre parts autour de 20 %, le RPR, l'UDF, le PS et les écologistes, et deux parts à 10 %, le PC et le Front national. »

Trois arrière-pensées pour trois élections

Pour cela, l'ancien ministre de l'environnement a clairement invité les membres du conseil national de Génération Ecologie, dont beaucoup seront candidats à aux élections législatives, à sortir de la spécialité qui leur est, a priori, reconnue, l'environnement, pour s'attacher, pendant la campagne, à développer en priorité le thème de la démocratie et celui du partage du travail, que M. Lalonde préfère résumer, plus sobrement, « redistribution de l'emploi ». « Je suis stupéfait d'entendre, aujourd'hui, des politiques ringards nous parler du partage du travail, alors qu'ils n'ont rien fait dans ce sens depuis vingt ans, a-t-il affirmé. Pendant trop longtemps, nous avons réclamé qu'on change la peinture. Eh bien, Non ! désormais, c'est nous qui serons les peintres. »

Du point de vue des écologistes, en effet, et à condition, bien sûr, que le calendrier institutionnel ne soit pas bousculé, les principaux rendez-vous, concentrés sur une seule année, seraient les suivants : les élections municipales de 1993, qui permettraient de satisfaire les appétits locaux des militants de

terrain ; l'élection présidentielle, prévue la même année, pour laquelle le potentiel électoral des écologistes passera autrement plus lourd que les deux, trois, cinq ou dix députés que les Verts et Génération Ecologie pourraient voir entrer dans la prochaine Assemblée nationale ; les élections législatives anticipées, enfin, qui suivraient cette présidentielle et qui marqueraient, selon eux, le vrai point de départ d'une véritable recomposition politique.

Dans la perspective d'un tel scénario, la prochaine campagne ne doit donc pas constituer qu'une simple répétition générale, elle doit d'abord le préparer. C'est le sens du « penser à la suite » de M. Lalonde. C'est aussi la raison pour laquelle, alors que de nombreux députés de GE venaient de négocier dans leurs départements avec leurs homologues Verts, souvent plus anciens sur le terrain des luttes écologistes, les principaux responsables nationaux de Génération Ecologie ont insisté sur la nécessité d'« oublier les élections ». « Après deux années passées à réclamer l'union des écologistes, on ne peut pas gaspiller la chance que constitue l'accord passé récemment avec les Verts », a déclaré le vice-président du mouvement, M. Noël Mamère. « Il ne faut pas que les Verts perdent la face », a ajouté M. Monique Le Saux, candidate « virtuelle » de GE face à M. Michel Rocard, dans les Yvelines, où les écologistes ont obtenu le meilleur résultat de toute la France, aux élections régionales du 22 mars dernier.

Le député général aux élections, M. Jean-Jacques Porchez, a exposé, de son côté, les possibilités de mixage aux élections législatives (un candidat GE et un suppléant Vert, ou vice versa), tout en conciliant aux députés du mouvement de conserver en mémoire, dans leurs discours et leurs mots d'ordre, « trois arrière-pensées » pour ces trois élections qui constituent les vrais électrodes, les pôles du socialisme, du centre-droit. Seul M. Émile Stoléru, ancien ministre de MM. Barre et Rocard, et candidat à Compiègne (Oise), a exprimé sa méfiance vis-à-vis de l'hypothèse des tandems, en livrant la réflexion en calambour : « Ne nous donnons pas de Verts-GE pour nous faire battre. »

M. Lalonde a lui-même invité ses amis à « résister au petit monde politico-parisien-médiatique », dès lors que celui-ci serait susceptible de pointer ici ou là - et plus souvent qu'il ne le voudrait - les rivalités internes ou les faiblesses de la famille écologiste. Agacé par l'ouverture - exceptionnelle - de ce conseil national de GE à la presse, l'ancien candidat à la présidence de la République a expliqué que « la transparence totale n'est pas possible ». « La démocratie peut exister à huis clos, a-t-il précisé. Ce qui compte, c'est ce qui se sert, et non pas ce qui se passe dans les cuisines. » La consigne vaut pour tous : rien ne doit plus gêner la nouvelle entente des écologistes, fût-elle encore fragile.

JEAN-LOUIS SAUD

Le secrétariat national

Selon les statuts de Génération Ecologie, ratifiés lors du congrès du mouvement, le 15 novembre dernier à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), le secrétariat national est présenté au bureau par le président de GE. Cet exécutif est composé de la façon suivante :

- Président : M. Brice Lalonde.
- Vice-président : M. Noël Mamère.
- Délégués généraux : au mouvement, M. Gérard Dahan ; aux élections et à l'union des écologistes, M. Jean-Jacques Porchez ; à l'administration et à la politique de financement, M. Philippe Gerna ; au programme, M. Lucien Chabason.
- Délégués : aux élus, M. Guy Konopnicki ; aux collectivités départementales, M. Joel Roret ; à la formation, M. Yves Lagay ; à la communication, M. Patricia Reynaud-Lalonde.
- Porte-parole : M. Maryse Lapergue ; M. Robert Fident ; M. Danielle Olivier-Koehret ; M. Hubert Dalarue ; M. Dominique Simonnet ; M. Zair Kaddouch.

Cet exécutif est complété par vingt-cinq secrétaires nationaux, responsables de groupes d'experts ou de commissions thématiques, parmi lesquels M. Joseph Poit est chargé du comité de soutien.

Le bureau national, élu au sein du conseil national de GE, comprend 25 membres, auxquels s'ajoutent le président et le vice-président du mouvement, son trésorier, M. André Holleaux, le président de l'association de financement, M. Jean-François Anquetil, tous deux cooptés de droit par le président de GE, et les présidents des cinq commissions internes, également désignés par le président de Génération Ecologie : MM. Lionel Stoléru (finances), Philippe Bodard (formation), Pierre Harrie (apport aux statuts), Jean-Jacques Porchez (élections), Marc Lassus (commission de conciliation).

La composition du bureau national a été approuvée par 67 voix contre 5 et 8 abstentions, sur 100 inscrits.

LOT : canton de Cahors (2^e tour).
1. 3 509 ; V. 2 203 ; A. 37,07 % ; E. 2 007.
Jean-Pierre Labro, PS, m. de Labastide-du-Vert, 1 129 (56,25 %) ELU.
Patrick Molinié, RPR, 878 (43,74 %).

Le candidat socialiste succède à son autre socialiste, Gérard Miquel, qui, élu sénateur en septembre dernier, s'était tenu de son mandat conformément à la loi anti-cumul. Toutefois, Jean-Pierre Labro ne recueille pas l'ensemble des suffrages qui s'étaient portés sur le premier candidat Tallier, soutenu par le MRG et Génération Ecologie, et sur Henri Thémier, PC : le candidat à supplanter est de 529 voix. De son côté, le candidat de l'opposition obtient 301 suffrages de plus que le total des voix de droite du premier tour.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : 1. 3 509 ; V. 2 203 ; A. 33,39 % ; E. 2 235 ; Jean-Pierre Labro, 779 (34,85 %) ; Claude Tallier, sout. MRG et GE, m. de Cahors, 685 (30,64 %) ; Patrick Molinié, 366 (16,57 %) ; Jean-Pierre Bignon, UDF, 211 (9,44 %) ; Henri Thémier, PC, 194 (8,68 %).

Gérard Miquel, PS, avait été réélu au premier tour de septembre 1988 avec 1 580 voix (57,21 %) contre 235 (12,78 %) à Maurice Segouin, PC, sur 3 512 inscrits. 2 194 votants (soit 37,52 % d'abstention) et 1 022 suffrages exprimés.

MARNE : canton de Montmirail (1^{er} tour).
1. 4 677 ; V. 2 578 ; A. 44,87 % ; E. 2 525.
Bernard Doucet, RPR, adj. m. de Montmirail, 1 837 (72,75 %) ELU.

Christian Collin, écol. m. de Soisy-au-Bois, 228 (9,02 %) ; Marcel Delacour, PC, 171 (6,77 %) ; Pascal Sanders, FN, 128 (5,06 %) ; Louis Roger, PS, 126 (4,99 %) ; Benoît Mariel, Alliance populaire (ext. d.), 35 (1,38 %).

Bernard Doucet, RPR, chef d'entreprise, adjoint au maire de Montmirail, succède à son premier tour à Philippe Amelot, RPR, décédé dans un accident de la route le 30 octobre dernier. Soutenu par la majorité départementale UDF-RPR, M. Doucet a recueilli 72,75 % des voix, battant ainsi les scores réalisés en 1982 et 1988 par M. Amelot, qui jouissait alors, en tant que vice-président du conseil général, d'une forte notoriété.

Par rapport au scrutin de 1988, le candidat communiste perd 2 644 points de pourcentage et le PS, 8,84, relégué en cinquième position, il laisse la deuxième place au représentant écologiste indépendant. Quant au FN, malgré la présence d'un candidat de l'Alliance populaire, il

conservait un léger gain net en voix qu'en pourcentage.
Philippe Amelot avait été réélu au premier tour des cantonales de septembre 1988, avec 1 783 voix (71,75 %) contre 339 (13,83 %) à Gilles Daulé, PS, 230 (9,41 %) à Marcel Delacour, PC, et 122 (4,99 %) à Maurice Delacour, FN. Il y avait eu 2 443 suffrages exprimés et 2 517 votants (soit 44,80 % d'abstention), sur 4 500 inscrits.

MEURTHE-ET-MOSELLE : canton de Saint-Nicolas-de-Port (1^{er} tour).
1. 19 026 ; V. 8 838 ; A. 53,44 % ; E. 8 614.
Robert Blaise, PS, 4 332 (50,29 %) ; Gilles Aubert, RPR, 3 821 (44,35 %) ; Pierre Thomas, PC, 461 (5,35 %) ELU.

Robert Blaise a vu son élection de maire déclinée, avec une avance de 188 voix sur le conseiller général RPR sortant, Gilles Aubert, annulée en octobre par le tribunal administratif de Nancy, pour un vice de forme dans le décompte des bulletins mais dans plusieurs bureaux de vote.

Les écologistes, présents en mars, avaient, cette fois, exprimé leur sympathie à Robert Blaise. Ce dernier a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, mais n'a pu être déclaré élu en raison de la très forte abstention qui l'empêchait d'avoir un nombre de voix au moins égal au quart des inscrits. Robert Blaise progresse de 21,82 points de pourcentage par rapport au premier tour des cantonales de mars dernier, et son principal adversaire, Gilles Aubert, RPR, de 5,37 points.

En mars, les résultats du second tour avaient été les suivants : 1. 19 042 ; V. 10 974 ; A. 42,36 % ; E. 10 966 ; Robert Blaise, 5 152 (50,52 %) ; Gilles Aubert, 5 944 (49,47 %). Lors du premier tour, les résultats étaient : 1. 19 042 ; V. 12 146 ; A. 36,21 % ; E. 11 505 ; Gilles Aubert, 4 882 (35,48 %) ; Robert Blaise, 3 276 (28,47 %) ; Bernard Haeghe, exp. Verts, 1 256 (11,26 %) ; Christian Godoy, FN, 1 252 (10,88 %) ; Guy Puzos, GK, 948 (8,33 %) ; Pierre Thomas, PC, 651 (5,65 %).

NIEVRE : canton de La Charité-sur-Loire (2^e tour).
1. 7 769 ; V. 4 690 ; A. 39,63 % ; E. 4 443.
Jannick Lardet, RPR, 2 641 (59,44 %) ELU.

Constantin Rodriguez, PS, m. de Champvoux, 1 802 (40,55 %).

La surprise est venue de l'ampleur du succès de Jannick Lardet, qui l'emporte avec près de 60 % des voix et 139 suffrages de mieux que Constantin Rodriguez, alors qu'elle ne l'avait devancé que

de 4 voix au 1^{er} tour. Elle obtient un score particulièrement flatteur (63,27 %), dans le chef-lieu de canton, dont le maire est Robert Guilloum, PS, ancien sénateur, et conseiller général de 1973 jusqu'à mars dernier, date à laquelle il ne s'était pas représenté. Le candidat socialiste n'a pas bénéficié d'un bon report des voix qui s'étaient portées au premier tour sur le candidat du PC et sur celui de l'Alternative rouge et verte. Les électeurs de gauche ne s'étaient pas mobilisés massivement au premier tour. Et, au second, le petit supplément de participation (+3,5 points) a davantage profité à la candidature de RPR. Ainsi, elle arrive nettement en tête dans les deux communes communistes de canton, alors qu'elle y avait été devancée par M. Rodriguez au second tour de scrutin de mars.

Au second tour de scrutin, Jannick Lardet, avec 2 386 voix (50,04 %) devançant de 4 voix, Constantin Rodriguez, PS, sur 7 800 inscrits, 5 283 votants (soit 32,26 % d'abstention) et 4 768 voix exprimées.

En premier tour de cette partielle, les résultats étaient les suivants : 1. 7 769 ; V. 4 418 ; A. 43,13 % ; E. 4 319 ; Jannick Lardet, 1 828 (42,32 %) ; Constantin Rodriguez, 1 112 (25,74 %) ; Claude Pica, PC, adj. m. de La Charité-sur-Loire, 505 (11,69 %) ; Robert Pica, Alternative rouge et verte (AREV), adj. m. de La Charité-sur-Loire, 351 (8,12 %) ; Jean-Jacques Dedon, FN, 212 (4,90 %) ; Jean-Luc Drenth, Verts, 135 (3,58 %) ; Thierry Valguies, div. 79 (1,82 %) ; Yves Laperne, div. 6, 77 (1,78 %).

ORNE : canton d'Alençon-III (1^{er} tour).
1. 9 880 ; V. 3 624 ; A. 63,24 % ; E. 3 518.
Bruno Charuel, div. d., adj. m. d'Alençon, 1 469 (41,75 %) ; Denise François, PS, cons. mun. d'Alençon, 900 (25,58 %) ; Hubert Crespy, div. d., 237 (6,73 %) ; Jean-Pierre Bombek, Verts, 194 (5,51 %) ; Janine Tanoué, FN, 182 (5,17 %) ; Remy Pithois, div. g., 179 (5,08 %) ; Raymond Renard, PC, cons. mun. d'Alençon, 124 (3,52 %) ; René Tragin, écol. 113 (3,21 %) ; Thierry Boisbault, GE, cons. rég., 84 (2,38 %) ; Jean Roter, div. g., 36 (1,02 %) ELU.

Cette partielle a été provoquée par la démission d'Alain Lambert (UDF-PR), maire d'Alençon et élu sénateur en septembre dernier, touché par le cancer des mandats. Celui-ci avait été élu en 1985, réélu en mars 1992, à chaque fois au premier tour.

Ce scrutin a été marqué par un nombre élevé de candidats (10) et une très forte abstention des électeurs (63,24 %), res-

tant indélébile un ballottage. Arrivé en tête, Bruno Charuel, « paria » par Alain Lambert, affirmait au second tour Denise François (PS), qui a amélioré son score de mars dernier (1-3,41 points de pourcentage). Hubert Crespy, ancien conseiller municipal d'Alençon, proche de Hubert d'Andigné, président RPR du conseil général, et ancien politique d'Alain Lambert qui l'a battu aux dernières sénatoriales, n'obtient que 6,73 % des suffrages exprimés. C'est toutefois un peu mieux que le score obtenu par la liste de M. d'Andigné aux élections régionales de mars dans ce canton (2,95 %).


Les résultats du premier tour des cantonales avaient été les suivants : 1. 9 880 ; V. 6 674 ; A. 32,29 % ; E. 6 306 ; Alain Lambert, 3 428 (53,45 %) ; Denise François, 1 419 (22,17 %) ; Jean-Pierre Bombek, 363 (1,92 %) ; Jean-Luc Drenth, 531 (8,29 %) ; Raymond Renard, 265 (4,14 %).

VAR : canton de La Seyne-sur-Mer (1^{er} tour).
1. 25 271 ; V. 9 732 ; A. 61,48 % ; E. 9 535.

Maurice Paul, PC, 4 318 (45,19 %) ; Charles Scaglia, UDF-PR, m. de La Seyne-sur-Mer, 1 886 (19,73 %) ; François Herisson, RPR, 1 306 (13,66 %) ; Claude Lecoq, FN, 1 076 (11,26 %) ; Luc Patenot, écol., 707 (7,39 %) ; Alain Ajello, PS, 262 (2,74 %) ELU.

La suite d'un recours déposé par Charles Scaglia, le scrutin de mars dernier, qui avait vu la victoire de Maurice Paul, conseiller général depuis 1987, a été annulé par le tribunal administratif de Nice. Par rapport au premier tour de scrutin, Maurice Paul gagne 15,92 points en pourcentage. De son côté, Charles Scaglia en perd 9,54 en raison de la présence d'un candidat RPR qui obtient 13,66 % des voix. Avec deux candidats, la droite obtient 33,40 % des suffrages alors qu'elle avait, elle en avait rassemblé 32,19 en mars. Le PS perd 5,26 points et les Verts, 1,93. La plus forte érosion est subie par le FN : - 9,93 points.

Maurice Paul avait été réélu au second tour des cantonales de mars dernier avec 4 485 voix (43,58 %) contre 6 217 (41,70 %) à Charles Scaglia et 2 206 (14,79 %) à Claude Lecoq. Il y avait eu 14 908 suffrages exprimés et 15 491 votants (soit 59,01 % d'abstention) sur 25 400 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : 1. 25 400 ; V. 15 697 ; A. 38,20 % ; E. 15 694 ; Maurice Paul, 4 419 (29,27 %) ; Charles Scaglia, 4 419 (29,27 %) ; Claude Lecoq, 2 199 (14,39 %) ; Jean-Luc Bruna, PS, 1 209 (8 %) ; Alain Bédouin, div. d., 245 (1,63 %) ; Hubert Fritson, div. d., 197 (1,30 %).



BOURBON WILD TURKEY.*

UNE FORMULE

JALOUSEMENT GARDÉE

PAR UNE DINDE SAUVAGE

DANS UN

COFFRE-FORT DE 70 CL.

WILD TURKEY
Kentucky Straight Bourbon

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.

SOCIÉTÉ

Un regard américain sur les banlieues françaises

« Il n'y a pas de vrai ghetto »

Une trentaine de spécialistes américains des problèmes urbains, intervenants sociaux, policiers, urbanistes, responsables d'organismes de lutte contre la délinquance et la drogue, ont effectué, du 30 novembre au 4 décembre, un voyage à travers les quartiers français « difficiles » sous le patronage de la Fondation franco-américaine. De la Goutte-d'Or (Paris) à Roubaix en passant par les Yvelines, ils ont rencontré de nombreux acteurs de la « politique de la ville », militants associatifs et élus, professeurs et ministres. Critiques à l'égard de l'approche française délibérément non ethnique des problèmes urbains, ils se sont en revanche déclarés impressionnés par la qualité de la protection sociale, du système scolaire et de la prévention de la délinquance et de la toxicomanie.

Eddie Banks, qui fut pendant vingt ans « policier de rue » à Washington, a découvert l'« étiquette à la française » dans le quartier de la Vigne-Blanche aux Mureaux (Yvelines). « Il y a douze ans, aux États-Unis, je faisais ce que vous faites, et mes collègues se moquaient de moi. Je vous félicite, c'est un travail nécessaire », a-t-il lancé au sous-brigadier Osines, en poste depuis dix-sept ans dans la ville. Le policier noir, qui organise aujourd'hui des activités scolaires et récréatives dans la capitale fédérale, n'a pas été étonné d'entendre ses collègues français faire état des réserves de certains policiers qui « voient parfois d'un mauvais œil ce que nous faisons au football, avec des jeunes qui leur posent des problèmes ». L'enthousiasme du policier américain a bien fait écho à l'écoute de Pierre



Cardo, maire de Chanteloup-les-Vignes, qui attribue à la police un rôle de rappel de la loi et d'interpellation des délinquants.

Herbert Sturz, ancien maire adjoint de New-York chargé de la police criminelle, s'est déclaré impressionné par l'implantation, à Chanteloup, ces dernières années, d'une quarantaine d'entreprises employant un millier de personnes dans une ville de onze mille habitants. Lui-même travaille en liaison avec des entreprises japonaises afin d'urbaniser une trentaine d'hectares dans le quartier new-yorkais de Queens.

Une action très dense

Obsédés par le chômage, les membres de la délégation américaine ont constaté que ni la France ni les États-Unis n'avaient de leçon à se donner sur ce sujet. Projets locaux de sécurité, zones d'éducation prioritaire, réhabilitation d'habitat, soutien scolaire, partenariat avec les

associations... la délégation américaine a ressenti la lutte contre la délinquance urbaine en France comme une action très dense, fourmillant de richesses mais « très fragmentée », éloignée de leur vision essentiellement pragmatique.

Elle a reconnu cependant l'« énorme avance de la solidarité sociale en France ». « Cette solidarité sociale touche tout le monde ici, alors qu'aux États-Unis elle ne concerne que les très pauvres, laissant à l'écart les classes moyennes du bas de l'échelle, prêtes à basculer dans la marginalité au moindre accident de parcours », a constaté Herbert Sturz. Pour le reste, les problèmes sont similaires, mais à une échelle totalement différente. Pas plus aux Mureaux qu'à Chanteloup-les-Vignes, les Américains n'ont vu de « vrai ghetto ».

PASCALE SAUVAGE

Le radeau de la Sonacotra

Des foyers d'immigrés accueillent de plus en plus d'« exclus » français : près de Dunkerque, Arabes et ch'timis sont forcés de cohabiter

SAINT-POL-SUR-MER (Nord)

de notre envoyé spécial

Jean-Dominique lisse ses cheveux gris, comme pour mieux passer dans d'indéchiffrables souvenirs. Il demande à être « dépanné d'un franc » pour se faire servir un café fumant au comptoir. Depuis quand sa vie s'est-elle fondue dans le béton de ce foyer Sonacotra ?

Quatre années ont passé depuis la fermeture des Chantiers de France et de l'Entreprise sous-traitant qui l'employait. Licencié « avec et sans espoir » à quarante-huit ans, ce célibataire n'a pu supporter le foyer de son HLM de Bray-Dunes. Pour lui, le temps s'est arrêté. Une bronchite chronique, aggravée par la détresse et l'alcool, l'ont précipité dans cette « tour de Babel » de la Sonacotra. Il survit, grâce à un « royal RMI », dans un refuge où tiers-monde et quart-monde sont confondus. « On ne se vante pas d'habiter ici », dit Jean-Dominique dont le blouson de velours élimé ne parvient pas à masquer la distinction. Je me promets toujours de déménager, mais, en attendant, je reste.

A cinquante-deux ans, son univers est là, entre un étage de trinité et les 7,5 mètres carrés de sa chambre. Ce bloc en compte 243. Il avait été planté en plein centre de Saint-Pol-sur-Mer, au temps où les Maghrébins se faisaient embaucher sur l'heure au port de Dunkerque ou dans les aciéries du littoral.

Deux décennies après, la région est industriellement sinistrée, mais le décor du foyer n'a pas changé. En tendant les deux bras, le résident touche les deux murs latéraux de sa cellule. Dans la longueur viennent à peine un lit, une chaise et un lavabo, séparés par une armoire scellée, souvent coiffée de l'énigmatique valise de l'immigré. Le spectacle est le même tout au long de la courbe centrale où, sans sans couleur définie, la cuisine collective aligne ses batteries de réchauds à gaz et de plaques chauffantes. Les résidents, des hommes piquetés d'humidité en dépit des réplacages, trahissent les défauts de construction.

« La fin du voyage »

Les locataires, eux, ont vieilli ou changé. Les places libérées par les Maghrébins sont occupées, depuis le début des années 90, par des Français qui représentent aujourd'hui près d'un tiers des résidents. Au radeau Sonacotra se sont agrippés les victimes des restructurations industrielles, les « fins de droits » et les exclus de tout bord, prétraités aux prises avec l'alcool, les jeunes en galère, libérés de prison en quête d'insertion, malades psychiatriques sortis du centre spécialisé de Bailleul. Il y a même, au milieu de ce foyer d'hommes célibataires, quelques femmes délaissées, cachant leur détresse derrière des airs de chiens battus. Tous attendent, personne ne sait quoi.

« Pour eux, le foyer, c'est la fin du voyage », constate René Toulet, l'agent de la Sonacotra qui gère au mieux les murs et les misères de Saint-Pol-sur-Mer. Coups de folie, tentatives de suicide et drames personnels sont le lot quotidien de ce directeur de foyer, abandonné à lui-même par les services sociaux.

C'est seulement par habitude qu'on l'appelle encore « foyer de travailleurs ». Les trois quarts de ses résidents sont inactifs, abonnés aux ASSÉDIC ou plus souvent au fond de solidarité ou au RMI. Ce minimum vital, versé au début de chaque mois, permet de payer la redevance à la Sonacotra (360 F pour un foyer de 1 174 F, le reste étant payé par l'allocation personnelle au logement) et provoque quelques virées dans les supermarchés qui, au retour, font « tanguer » le foyer.

Aimé, trente-six ans, originaire de Dunkerque, vit lui aussi au rythme des « cent quatre-vingt-dix mille francs » (les 1 900 F du RMI) complétés par l'allocation de maternité. C'est de huit mois qu'il y a, bientôt dix ans qu'il vit dans ce foyer, six qu'il est « tombé au chômage ». Licencié de son poste de manutentionnaire chez Croust-Loire. Lassé des stages sans issue et des recherches d'emploi vaines, il ne sort presque plus, dormant la journée pour compenser ses insomnies nocturnes.

Pour rester avec son amie, il a obtenu l'une des rares chambres doubles de la Sonacotra. La rage d'en être là, de crouper dans ce foyer leur met les larmes aux yeux. Ils se plaignent des bruits, des bagarres, accusent l'alcool, s'emparent contre les hommes politiques qui « parlent toujours des travailleurs, alors que, nous aussi, on est des citoyens, on vote ». Aimé veut trouver une HLM, mais il hésite à quitter le cocon de la Sonacotra. Seule la naissance de l'enfant pourra permettre au couple d'obtenir une priorité et de quitter le foyer.

Le rêve du « p'tit F2 »

La plupart des occupants ont renoncé depuis longtemps à une telle perspective. Certains Maghrébins vivent au foyer de Saint-Pol-sur-Mer presque depuis sa construction, il y a vingt ans. Célibataires sans enfants, étrangers, chômeurs de longue durée, voire RMIstes, ils savent depuis longtemps qu'ils cumulent tous les handicaps et n'ont aucune chance de trouver un logement « normal ».

Abdallah, un Marocain qui a connu le chantier naval, les aciéries, les plates-formes pétrolières, et vit depuis seize ans dans ces murs, résume le rêve du « p'tit F2 ». Chômeur intermittent depuis près de dix ans, il n'a pas fini de pester contre ce foyer où on mélange « les drogués, les vieux et les handicapés ». Comme beaucoup, il accepte des missions d'intérieur, mais avec réticence. Le salaire de quelques jours d'un travail de bouche-trou ne compense pas la dévaluation de son allocation logement, calculée en fonction des revenus.

Ils attendent, donc. La plupart ne possédant même pas un meuble.

Une politique de rénovation systématique

Créée à l'origine pour loger des travailleurs immigrés célibataires, promise au retour dans leur pays, la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs (Sonacotra) doit faire face à un véritable défi : l'installation définitive d'immigrés, dont beaucoup vivent désormais en famille, et l'apparition, dans ses foyers de province, d'une nouvelle clientèle composée d'exclus français. Parallèlement, ces sociétés d'économie mixte participent à des opérations comme le logement des « Africains de Vincennes » ou l'hébergement de réfugiés yougoslaves.

La Sonacotra sort déstabilisée et financièrement meurtrie de six années de gestion « chic et choc » menée par M. Michel Gagneux, l'ancien directeur de cabinet de M. Georges Dufour, récemment nommé dans l'affaire Trager (le Monde du 28 novembre). M. Gagneux, directeur général de la Sonacotra de février 1986 à janvier 1992, s'est lancé dans la diversification et les opérations de prestige, négligeant le parc de 70 000 chambres occupées à 80 % par les immigrés. Un rapport de la Cour des comptes a épinglé sa gestion en contradiction avec l'objet social de la société, la passation de marchés sans appel à la concurrence, et mis en cause des rémunérations indues à son profit. Contraint de démissionner en janvier dernier après ces révélations, M. Gagneux a été remplacé par M. Michel Rolant, maire (PS) de Valbonne (Alpes-Maritimes) et

Vingt ans d'immigration, d'usine, de chantier, d'attente, et pas la moindre chance d'avoir sa maison qui, au pays, fait le prestige de l'émigré. Pas question pour eux de rentrer si misérables, d'exposer leur échec à une famille qu'on a parfois oubliée. Leurs retours se sont espacés et leurs liens distendus. Leur vie est en France, mais sans perspective. Ils ont quarante ans.

Pour les plus âgés, la Sonacotra fait office de maison de retraite. Difficile d'imaginer plus profonde solitude que celle de M.A., soixante-neuf ans, Algérien engagé en Indochine aux côtés de l'armée française, ouvrière pendant trente ans. Tiré à quatre épingle, il vit au foyer de Saint-Pol, avec une retraite de 2 600 F par mois, entre sa télé et les parties de dominos dans la salle commune.

Beaucoup de résidents maghrébins craignent, à juste titre, de ne toucher qu'une faible partie de leur pension s'ils rentrent au pays. Certains Algériens contournent la difficulté en vivant « à cheval » sur la Méditerranée : ils séjournent quelques mois en France, préparent pension à la Sonacotra le temps de toucher leur retraite et de faire des achats, puis retournent vers leur famille en Algérie.

L'exigence du foyer et la promiscuité pèsent moins aux Maghrébins qu'aux Français. « Les immigrés ont toujours connu le foyer : pour les Français, c'est une déchirance », constate Omar Ralfi, qui gère lui aussi les foyers Sonacotra du Dunkerquois. Les solidarités villageoises, la fréquentation de la salle de prière démentent des lieux forts. Le racisme n'est guère visible. « Les racistes s'expriment, c'est la loi du nombre », commente un résident. Embaqué sur la même galère, Arabes et ch'timis cohabitent, mêlant leurs accents et leur dénuement.

JEAN-PIERRE BERNARD

Organisé par l'Association française contre la myopathie

Le sixième Téléthon a obtenu des promesses de dons de près de 310 millions de francs

Dimanche 6 décembre à 2 heures, après deux jours d'émissions spéciales sur France 2, sur les radios locales de Radio-France et sur France-Inter, le sixième Téléthon organisé par l'Association française contre la myopathie (AFM), a attiré 309 850 461 F de promesses de dons. Cette somme ira à la recherche scientifique sur les trois mille maladies génétiques, et notamment à l'équipe du docteur Daniel Cohen, du laboratoire Génétique de génétique moléculaire (le Monde du 19 septembre, du 3 et du 29 octobre).

La confiance restaurée

La formidable percée réalisée par le Généticien dans le décryptage du génome humain (l'ensemble des chromosomes présents dans les cellules de chaque être vivant, qui constituent son patrimoine génétique), a cette année restauré la confiance dans l'opération.

L'an dernier, le Téléthon avait rapporté 234 millions de francs (pour 240 millions promis), mais l'opération avait été gênée par les déclarations de quelques personnalités, dont M. Michel Gillebert, secrétaire d'État aux handicapés et aux accidents de la vie, qui estimait que les sommes réunies devaient bénéficier à tous les handicapés et pas seulement aux myopathes.

Les cinq premiers Téléthons ont recueilli 1,2 milliard de francs au total, qui ont été utilisés pour financer les activités de recherche (58 % de la somme), l'action médicale (6 %), l'action médico-sociale (21 %), l'aide personnalisée (2 %) et l'action associative (13 %).

Un Téléthon a également eu lieu en Italie pour la troisième année consécutive, où il a recueilli des promesses pour un montant de 19 milliards de lires (environ 75 millions de francs).

REPÈRES

CIVISME

Campagnes dans les lycées et à la télévision (sauf sur TF 1)

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a annoncé, jeudi 3 décembre, le lancement d'une campagne d'information en direction des jeunes majeurs pour les inviter à s'inscrire sur les listes électorales avant le 31 décembre. Du 14 au 21 décembre, une Semaine des nouveaux citoyens se tiendra dans les lycées.

Les chefs d'établissement ont été invités, par une lettre du ministre, à promouvoir durant cette période « toute initiative pour sensibiliser les élèves » et à « assurer que ces derniers puissent bénéficier de temps libres pour accomplir les démarches d'inscription en mairie, dans la mesure où le bon fonctionnement de l'établissement n'en est pas perturbé ». Dans certaines communes, des bureaux mobiles devraient être installés à proximité des lycées.

D'autre part, lors de la présente

PUBLICATION JUDICIAIRE

COUR D'APPEL DE PARIS CONTREFAÇON DE MARQUE

Par arrêt du 28 septembre 1992 confirmant un jugement du Tribunal de Grande Instance de Paris du 10 octobre 1990, la Cour d'Appel de Paris a jugé que la société M.I.P. MUST INTERPRESENCE, 10, rue de la Paix, 75002 PARIS, en adoptant une telle dénomination sociale, et M. Fabrice SAINT-JAURE, en diffusant de la publicité pour cette société, ont contrefait la marque MUST de la société CARTELIER.

Elle a, entre autres, condamné solidairement M.I.P. MUST INTERPRESENCE et M. Fabrice SAINT-JAURE à payer à la société CARTELIER 50 000 F de dommages et intérêts et 5 000 F au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

Elle a ordonné la présente publication aux frais des condamnés.

ÉDUCATION

Des maires réclament l'étalement des vacances d'été

Quatre associations d'élus locaux - l'Association nationale des maires des stations classées et des communes touristiques, l'Association nationale des élus du littoral, l'Association nationale des élus de la montagne et l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver et d'été - ont lancé, jeudi 3 décembre, un appel à la refonte du calendrier scolaire.

Ils s'inquiètent, en particulier, de la concentration de plus en plus forte des vacances d'été, largement déterminées par le calendrier scolaire, sur une période étroite entre le 10 juillet et le 15 août. Ils réclament donc un étalement des vacances d'été. Le calendrier scolaire, pour les trois ans à venir, a été arrêté en juin (le Monde du 24 juin) et publié au Journal officiel du 23 juillet dernier, après de longues délibérations interministérielles. Il fixe la date des vacances d'été à la fin de la première semaine de juillet afin de ne pas amputer la troisième trimestre scolaire.

DERNIER VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde de l'éducation

Décembre 1992

ENQUÊTE EXCLUSIVE

LE DIPLÔME, ARME ANTI-CHÔMAGE IUT, BTS, UNIVERSITÉS, ÉCOLES : LES DÉBOUCHÉS ET LES SALAIRES.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Profilée pour l'avenir

CLERMONT FERRAND

LES VILLES QUI BO

مركز ابن النخيل

Profilée pour l'avenir

Janvier 1991
Un nouveau centre d'affaires, le Centre Gergovia.

Septembre 1991
Un nouveau centre d'affaires, le Centre Gergovia.

Janvier 1992
Archives Départementales et Régionales.

Mars 1992
De nouveaux locaux pour le Groupe Ecole Supérieure de Commerce.

Juin 1992
Un nouveau musée des Beaux-Arts.

Avril 1992
Un nouvel aéroport international.

Septembre 1992
Une nouvelle école d'ingénieurs, l'Institut Français de Mécatronique Avancée (IFMA).

Octobre 1992
Un nouveau Palais de Justice.

1993
Construction d'un grand stade.

Extension du centre régional de l'Institut National de Recherche Agronomique (INRA) (le plus important de France).

Transfert du Centre National du Machinisme Agricole, du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (CNMA).

Extension du Parc d'Activités Technologiques de la Pardieu.

1994
Création d'un Institut Européen d'Informatique et de Modélisation.

Transfert de l'Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (ENGREF).

1992-1995
Extension de l'hôpital Gabriel Montpied.

Le Centre Gergovia
Architectes : Denis Sloane

Lycee La Fayette
Architectes : Christian Pavillette - Atelier 4

Archives Départementales et Régionales
Architectes : Cabinet ARA

Ecole Supérieure de Commerce
Architectes : Jean-Marie Lemaire - Vire de Clément-Ferrand

Musée des Beaux-Arts
Architectes : Adrien Fainsilber - Claude Giffard

Aéroport International
Architectes : Georges Durand - Anne-Marie - Sylvie Tard

Institut Français de Mécatronique Avancée (IFMA)
Architectes : Denis et Louis Ame - André de la Roche

Palais de Justice
Architectes : Bernard Faye - Claude-François - Bernard Kohn

CLERMONT FERRAND

UNE VILLE QUI BOUGE

Le Monde de l'éducation

ENQUÊTE EXCLUSIVE
LE BREVET, LE DIPLÔME, LE BACCALAU
LES BREVETÉS ET LES BACCALU
LES BREVETÉS ET LES BACCALU

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

En Espagne

La marée noire a souillé cent kilomètres de côtes au large de La Corogne

MADRID

notre correspondant

L'Aegéen-Sea, qui s'est échoué, jeudi 3 décembre, à l'entrée du port de La Corogne avec 1 000 tonnes de brut à bord (du 5 décembre), a plus de flammes mais il brûle toujours à l'intérieur. Une partie du pétrole a cependant coulé sans qu'on sache quelle quantité. La marée noire a souillé environ cent kilomètres de côtes et s'étend sur plus de cinquante kilomètres carrés. Les kilomètres de

barrages flottants installés à l'entrée du port de La Corogne n'ont rien fait pour empêcher le pétrole de passer par-dessus ou par-dessous. Huit cents tonnes de pétrole seulement ont pour l'instant pu être récupérées par les équipes de nettoyage.

L'épave n'a pas encore été repêchée en raison des conditions météorologiques. Selon des estimations, des neuf réservoirs de l'Aegéen-Sea seraient toujours pleins, ce qui signifie qu'il y a encore 13 000 tonnes à bord et qu'il faut les pomper. La poutre toujours fumante du pétrolier grec a continué d'attirer les badauds au cours du week-end, bien que les habitants aient été avertis de ne pas aller sur les plages.

La pêche a été interdite par le gouvernement de Galice jusqu'au 15 décembre dans la zone de 215 bateaux et près de 800 marins sont désormais au chômage. Les organisations écologiques se livrent à une campagne de nettoyage. Pour Greenpeace, la marée noire est la plus importante que coïlle de l'Ecos-Valder en Alaska, ce qui paraît un exagérer. Cinq experts français du CEDRE (Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation des pollutions accidentelles des

eaux) sont arrivés sur place. Comment cette catastrophe a-t-elle pu se produire ? Le ministre du Trafic public et des transports, M. José Borrell, a estimé qu'il s'agissait « d'une erreur humaine ».

L'Aegéen-Sea, Konstantinos Stavridos, remis en cause la caution, l'a imputée à mauvais temps. Chacun se demande pourquoi l'Aegéen-Sea, après avoir mouillé pendant deux jours à large, a reçu l'ordre d'entrer au port au milieu de la nuit alors que les conditions météorologiques étaient très mauvaises. Il a été établi que le pilote du port est monté à bord alors qu'il était déjà trop tard et depuis lors, l'appel à l'aide du capitaine. Pourquoi d'autre part, ce pétrolier de 114 000 tonnes n'a-t-il pas été repêché ? L'avis de qui ?

La Corogne est réputée pour être le port d'un capitaine expérimenté comme celui du navire grec, une question qui reste autrement que par téléphone. Konstantinos Stavridos, quarante-trois ans, a, selon la compagnie d'armement Aegéen-Sea Traders, vingt ans d'expérience en mer et dix-huit ans sur un navire aux caractéristiques identiques à l'Aegéen-Sea. Les deux ans de commandes de son drague. Le pétrolier était en état et avait été révisé en 1991. Le drame n'est donc dû qu'à une erreur d'homme à l'origine desquelles les responsables du port

pas étrangers. Une poignée d'ailleurs, ravivée. Le bruit d'un effet déchargé dans le port avant d'être acheminé par camion jusqu'à la raffinerie située sur la côte. Pourquoi ne pas créer les installations nécessaires pour le déchargement sur les lieux ? On se sent toujours demandé les habitants.

MICHEL BOLE-RICHARD

DÉFENSE

Participant au programme européen de missile antiaérien et antimissile

L'Italie propose de se joindre au projet franco-britannique d'une frégate antiaérienne

Le ministre italien de la défense vient d'adresser une lettre à ses homologues français et britannique pour leur indiquer son soutien à la possibilité de participer au projet, commun à la France, au Royaume-Uni et à la Grande-Bretagne, de construction d'une frégate

antiaérienne et antimissile à service après 1995. Dans la lettre, la France, cette frégate, dont la définition est en discussion avec la Grande-Bretagne, sera achevée à la fin de l'année, servira notamment à l'escorte des porte-avions. Elle disposera de missiles antiaériens, de missiles antimissiles (avions, hélicoptères) et antimissiles de façon à créer une zone de sécurité qu'elle couvrira une zone de sécurité de l'ordre de 200 kilomètres. Les besoins de la marine nationale sont les quatre frégates à la fois d'une telle frégate et déjà estimé à 2,5 milliards de francs.

La France et le Royaume-Uni ont prévu de partager les frais de recherche et de développement. Chaque pays construira ses propres bâtiments, les économies attendues de la coopération étant obtenues par l'approvisionnement commun en matériaux. L'annonce qu'elle étudie la participation éventuelle au programme franco-britannique, l'Italie a aussi entendu qu'elle prendra sa part en 1993. L'Italie participe déjà au programme européen de missile antiaérien et antimissile (baptisé FAMS ou Family of Anti-air System).

MÉDECINE

Responsable d'une unité de recherche à l'Institut Pasteur

M. Kourilsky nouveau directeur scientifique de l'Institut Mérieux

LYON

de notre bureau régional

Actuellement directeur de l'unité de biologie moléculaire du gène à l'Institut Pasteur de Paris, M. Philippe Kourilsky est, depuis 1976, responsable de la recherche en biologie moléculaire et en immunologie à l'Institut Pasteur, une unité INSERM. Il est plus particulièrement intéressé aux antigènes d'incompatibilité. Membre fondateur de la Société Transgène en 1981, il a aussi été le responsable du génie génétique. Outre ses fonctions de directeur de l'unité de recherche au CNRS, il est aussi membre du conseil scientifique de Rhône-Poulenc, de l'Institut Mérieux et une

320 qui s'est installé sur le mont Saint-Odile, le 20 janvier 1992.

(Né le 10 juillet 1943 à Paris, M. Philippe Kourilsky est, depuis 1976, responsable de la recherche en biologie moléculaire et en immunologie à l'Institut Pasteur, une unité INSERM. Il est plus particulièrement intéressé aux antigènes d'incompatibilité. Membre fondateur de la Société Transgène en 1981, il a aussi été le responsable du génie génétique. Outre ses fonctions de directeur de l'unité de recherche au CNRS, il est aussi membre du conseil scientifique de Rhône-Poulenc, de l'Institut Mérieux et une

RELIGIONS

En dépit de son contentieux avec le ministère de l'intérieur

La Mosquée de Paris reçoit de M. Chirac une aide pour sa rénovation

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a inauguré, lundi 7 décembre, les travaux de rénovation de la Grande Mosquée, rue du Faubourg de l'Ermitage dans le douzième arrondissement. Son recteur, M. Dali Boubakeur, était allé la veille à Verdun pour rendre hommage aux 100 000 musulmans morts pendant la première guerre mondiale, dont le sacrifice avait été à l'origine de la construction de cette mosquée. Il y a soixante-dix ans. Les liens entre ce lieu de culte parisien et l'Algérie suscitent toujours les réserves du gouvernement français.

Vitrine de l'islam en France, la Grande Mosquée de Paris, déjà exiguë, est en train de se transformer. Le nombre croissant de musulmans à Paris a conduit le maire à augmenter la capacité grâce à des fonds algériens. Cette fois, c'est la Ville de Paris qui apporte la première tranche de 15 millions de francs pour financer les travaux de rénovation de la toiture, des boiseries, des mosquées et compléter le projet de patio central qui permet l'accès à la mosquée et ménageait de l'espace.

Cette subvention de M. Chirac est le premier financement public à ce lieu de culte musulman, construit dans un climat d'unité nationale au lendemain de la première guerre mondiale, mais qui, contrôlé par l'Algérie à partir de 1962, est devenu plus, depuis cette date, un lieu de la Ville de Paris, ni de l'Etat. Elle est à deux personnalités algériennes - M. Abbas, élu en 1989, et M. Tedjini Haddam, nommé en janvier dernier au Haut Comité de l'Algérie - M. Dali Boubakeur, médecin parisien, recteur depuis le 12 avril 1992, a rétabli de bonnes relations avec M. Chirac. Le contentieux entre la Grande Mosquée et le ministère de l'intérieur (représenté, mais notamment, par l'inspecteur général de la police, à la cérémonie du lundi 7 décembre) est presque clos.

Divisions internes

M. Dali Boubakeur est le fils de M. Boubakeur, nommé recteur de la Grande Mosquée dans des conditions suspectes par M. Guy Mollet en pleine guerre d'Algérie (1957). Violentement contesté tout d'abord par Alger, voué à récupérer ses biens après l'indépendance, puis, à la suite de la démission de son père, à la politique judiciaire, par Paris, M. Haddam, l'Algérie, en 1982, prendra la tête de la Société des Habous, gestionnaire de la mosquée.

La nomination de son fils, Dali,

musulmans français, représentait une chance de rapprochement de la situation.

Elle a permis, multipliant les contacts politiques, religieux, voyant à Alger et à Paris, désignant un Franco-Algérien local, un des multiples réseaux, le nouveau recteur soumettait l'unité de la mosquée à un musulman, au-delà de ses divergences politiques ou nationales, une unité strictement religieuse.

Mais il n'est pas sans appel du gouvernement pour évoluer les statuts de la Grande Mosquée (qui emploie trente-cinq personnes nommées et appointées par l'Algérie), afin qu'elle soit un lieu de biculturalisme culturel spécifiquement français, indépendant d'Alger. Le ministre de l'intérieur, M. Paul Quilès, continue à miser sur le CORIF (Conseil de l'Organisation de l'islam en France), créé par son prédécesseur, M. Jacques Chirac, comme instance de dialogue et d'embryon d'une représentation musulmane. Il lui a récemment confié de nouvelles missions, touchant aux monographies des hôpitaux, les prisons, l'armée, ainsi qu'à la programmation des événements islamiques du dimanche matin à la télévision. Mais le CORIF est lui-même affaibli par les divisions internes et les rivalités.

Manque d'interlocuteurs

Ecrit par M. Alain Boyer, haut fonctionnaire spécialiste de l'islam, chercheur au Centre des études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CEAM), un livre vient de paraître, en 1991, intitulé "L'islam en France", qui, en 1991, a été révisé. Il est le fruit de ses recherches, de la Grande Mosquée, entre la France et les pays musulmans du Maghreb, notamment l'Algérie (1). Il souligne la situation du bien-fondé de la démission de l'islam actuel de ses dirigeants, à prétendre faire de lui l'unité de la communauté musulmane et représenter l'islam en France.

Ce désordre persistant dans la représentation de la deuxième communauté religieuse embarrasse les pouvoirs publics qui manquent d'interlocuteurs uniques, écrit M. Chirac qui, à son tour, n'a pas son choix. Il est surtout le jeu de courants ou de mouvements islamiques de France (UOIF) ou Foi et pratique, plus dynamiques et partisans d'un islam plus radical.

HENRI TINGO

(1) L'Institut musulman de la Mosquée de Paris, d'Alain Boyer, Préface de Philippe Descola, CEAM, 141 pages, 85 F. Documentation française, 29-31, quai Voltaire, Paris-7.

SCOTLAND'S NO. 1 MALT WHISKY

GLENMORANGIE

12 YEARS OLD SINGLE HIGHLAND MALT

George Thomson se réveille par tous les temps. Le whisky de la distillerie où se trouve la réserve de Glenmorangie. George observe et sent le bon goût de l'eau de la source qui jaillit en formant une multitude de petites bulles. Cette eau, purifiée en écoulant lentement à travers le calcaire du sous-sol, provient de la pluie tombée depuis deux générations et peut être même deux siècles. Exceptionnellement riche en minéraux, cette eau donne à Glenmorangie son goût unique. La nature est prodigieuse, ne cesse de se répéter. George.

FAIT PAR LES SEIZE ARTISANS DE TAIN.

LE WHISKY EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

هكسان الثمن

CULTURE

THÉÂTRE

Et les glaciers seuls entendirent leurs paroles

Quand le poète et l'acteur passent
les limites de la perfection

CONVERSATION
SUR LA MONTAGNE
ou l'homme ouvert

C'est un homme, il semble tout à fait jeune encore, qui dans un village de montagne, vraiment haut dans la montagne, « l'air des cimes », on dit, clarifie-t-il la vie des choses ? Ce montagnard de fait, les arbres, un outil, une fleur, par sa lumière. Que fait là cet homme ?

A deux reprises il agit du geste. Pas une vie. Est-il peut-être un poète au poème ? Il marche dans la neige, un bordure des bois. Solitude. Songes éveillés. Il écoute sa voix qui court un peu partout. Il prend lui-même le rôle de sa cabochon, c'est-à-dire qu'il se parle seul, à voix basse. Un peu plus commun, l'on ne croit.

La personnalité suscitée, en vis-à-vis, est douce ? Une imagination d'écoute (il n'y a là personne). Notre discours des personnes est bientôt rejoint par un bonhomme sans feu ni lieu, qui lui colle aux talons, vrai moulin à paroles lui aussi, et suivi par un garde au corps inquiétant mais presque silencieux. Chez ce couple : obsession d'une feuille blanche, d'une plume, de quelques gouttes de sang, d'un pacte.

Un prodigieux numéro de présence-absence

Ils ont lu et retenu Faust, mais ils ont lu aussi Hölderlin, Lenz, Schopenhauer, comme le jeune montagnard poitrinaire ou schizophrène à la Nietzsche, Freud, Kafka, Brecht, et va-et-vient de deux monologues, n'est-ce pas de la petite bière. Tous les copains sont là, c'est d'une intelligence, soutenue, et cela d'autant que le vrai discours, l'auteur de la pièce, Eugène Durif, se montre aussi présent dans le concret que dans l'abs-

trait : une écriture tout en reliefs, d'air, une écriture au point serré, impeccable, mais quand même joliment accidentée (comme les chandails tricotés grand-mère à la main).

Un formidable duo d'éloquence, « sujet » défini puisque valdinguant les sujets haut alignés, de l'Ararat (havre de Noé) au Brenner (sud du Führer). Et surtout les échanges de cette conversation sur la montagne, d'Eugène Durif, qui en fait un lieu où se situent dans la mémoire les deux jeunes mariés, c'est un acteur seul qui « joue » cette œuvre. Et l'exploit de l'acteur, Jérôme Kircher, est au moins aussi important que celui de l'auteur.

Aidé, déclare-t-il, par le soutien de deux anciens camarades du Conservatoire, Patrick Pissin et Sylvio Orcier, Jérôme Kircher présente un prodigieux numéro de présence-absence, de communion-distanciation, de dédoublement, de ruptures, d'envol, d'exploration du dedans, d'avancée à l'aveuglette. Si l'expression de l'acteur se fait parfois poétique, Jérôme Kircher est l'exemple. C'est un bon et grand.

Reste un point tout à fait essentiel : impossible de ne pas ressentir, devant ce spectacle, qu'il est « trop bien ». Et ce n'est pas une plaisanterie. Vraiment trop bien. Trop bien écrit, trop bien joué, trop bien senti. Le metteur en scène Lucien-Pol dit parfois à telle ou telle actrice, « Vous êtes beaucoup trop bien, l'acte II ». Ici, tout est bien du début à la fin. Manquerait-il un rien d'inconscience, ou d'oligarchie ? Une touche d'innocence ?

MICHEL COURNOT

Théâtre ouvert du 10 au 12 décembre, 24, bd St Clément, 75018. Tél. : 42-62-59-49. Jusqu'au 12 décembre.

SAUTE, MARQUISI
ou Rond-Point

Selon son biographe Henri Gidel, Georges Feydeau est « le La Rochefoucauld du théâtre gai ». Le pessimiste persuadé que les humains, pour la plupart, sont intérieurement bêtes, égoïstes et mesquins. Tels sont, en fait, les personnages des monologues qu'il écrit entre 1832 et 1882 - il avait une vingtaine d'années, - et qu'il interprète le comédien Gilles David dans un spectacle en collaboration avec Alain Françon. On y trouve à la fois des imbéciles heureux et des idiots courroucés. Les premiers se trouvent dans des situations qui les rendent riches en se pri-

Comédie désenchantée

Alain Françon retrouve Feydeau dans une suite de monologues interprétés par Gilles David

vant de sauter et prennent les qualifications de « saute-muraille » d'admiration ; les autres sont des « saute-muraille » persécutés à cause d'une saute-muraille dans la parole qu'un chèque à bord de deux mille francs leur pantalon. Ce qui rend le bonheur des uns et le malheur des autres, c'est une disproportion entre la cause et l'effet, la réalité et son effet, un dérapage anticipant toutes les dérives inconscientes du langage de l'absurde.

De sophismes en tautologies, autres lapalissades - du genre « Qu'on nous donne des pièces, et on nous les donne même pas qu'il n'y a plus d'argent ! » - Gilles David décline avec brio les leçons de la logique et les dévotions de la vérité.

A commencer par les faux-semblants des monologues eux-mêmes, les « faux, archi-faux » sont « le Marquis qui n'aime pas les monologues », qui expriment le monde de ce théâtre des conversations dialoguées : les angoisses devant les autres, la solitude, la pauvreté, la vieillesse, la mort.

Pour les monologues, l'acteur est dans d'un canapé et d'un nez de cire. L'un joue le rôle de confident, de témoin, de l'exploit de l'absurde par les personnages, voire d'un trait de comique quand les calembours et succès de salon tournent au cauchemar. L'autre souligne la bouffonnerie des personnages humains, la pathétique de leurs bonheurs simulés. Ce spectacle, mélancolique et désenchanté en dépit de son humour, est comme l'humour de la Mi-Carême, qui nous fait bien le noir du comique de Feydeau. La dernière image est celle d'un homme simple et pur, l'opposé des fantoches qui viennent se défilier, hurlant son désespoir de voir à travers la troune d'un masque de Jocrisse. La vie, une fois de plus, est comme le vin et le lait, le grotesque et la tragédie.

BERNADETTE BOST
Le Rond-Point, Théâtre Renaud-Barreault, jusqu'au 11 janvier. Tél. : 42-56-60-70.

CINÉMA

Filmer comme il faut

Sept films pour lever un coin du voile sur les réalisateurs vietnamiens.

Découvrir une cinématographie nationale est toujours une expérience enrichissante. A l'occasion de la septième édition du Festival de films de la région de Nantes, sont aujourd'hui montrés au public parisien cent dix-neuf films, dont sept vietnamiens, réalisés par des cinéastes de ce pays (ex-)ennemis, américains (de l'ère du Vietnam) puis français (l'ère de la Nouvelle Vague). Que sept films, choisis parmi la sélection présentée au Festival de la région de Nantes, soient aujourd'hui montrés au public parisien est donc, en soi, une bonne nouvelle.

Sept films, ce n'est pourtant pas beaucoup, mais c'est une estimation à six cents le nombre de longs métrages de fiction réalisés depuis 1975, répartis en nombre égal entre productions du Sud, du Nord et du pays réuni. De la première catégorie, une image ne sort des étagères officielles. Pour les autres, la date historique de 1975 est moins significative que la distinction par sujet, et le (relatif) virage politique de l'ère.

Cinq films projetés à Paris concernent les guerres. Guerre contre les Français dans le plus ancien, et l'un des meilleurs, la Jeune fille Bao Sao (1963). Ce récit mélodramatique de l'engagement des rangs du Vietnam d'une jeune habitante d'un village est poétique, servi par une belle mise en image, évoque par son lyrisme les productions soviétiques de la même époque. Le film de Ky Nam, a été interdit.

Situé également durant la guerre d'Indochine, on pourra voir l'histoire de deux gamins obligés de survivre seuls dans la jungle, Cham et Son, dont les qualités sont en partie gâchées parce qu'elles sont systématiquement parasitées par un discours officiel très appuyé. Tous ces films (même tournés après la victoire) sont des commandes politiques. Entre élan révolutionnaire et propagande d'appareil, la distinction relève de la théorie de l'opinion de chaque spectateur.

Les autres, ces partis pris, ou les laisser de côté, pour admirer le plus beau film de la sélection, Terre dévastée, en 1979 par Nguyen Hong Sen, histoire d'un couple d'agents de l'armée du Vietnam vivant dans un paysage mondé, et de l'affrontement avec un hélicoptère de l'US Air Force acharné à les détruire. Sans l'image des soldats américains y est-elle caricaturale, mais c'est pire que l'impitoyable d'Hollywood, un des dizaines de films, à simplement montrer les victimes vietnamiennes.

C'est encore la guerre qu'évoque Une bourgade à portée de la main (1982), de Dang Nhat Minh, mais cette fois contre les Chinois, en 1979, la ville en ruine de Lang-Son où vit un journaliste qui y connaît jadis

l'amour. C'est un plan superbe, une réalisation, au détour d'un paysage tourdant et d'une image bouleversante de cité détruite et d'habitants errants, se lie en filigrane une critique de l'impérialisme et de l'hypocrisie du Vietnam socialiste réuni. Le film est un chef-d'œuvre de la cinématographie vietnamienne (Doi Moi), opère en 1988.

Un film, tourné cette même année, et sans doute la plus importante opération politique en cours, - rend compte de ce changement : le documentaire Vivre comme il faut, étrange exercice d'autocritique « en direct ». Sous les auspices d'une phrase de Marx et l'insignifiance d'un cinéaste filmé sur son lit de mort, le réalisateur Tran Van Thuy entreprend de critiquer les faux-semblants et les impasses du régime.

Il est intéressant comment le « peuple » a été vidé de son sens, interrogé sur les principes qui

devaient régir une vie juste, les lépreux (ordinairement cachés) chantent les louanges des religieux qui les soignent, intriguant travail au travail, instructif mais qu'on ne peut pas juger de ce qui relève de l'impertinence ou de la manipulation.

Toujours est-il que la « perestroïka » vietnamienne a permis, depuis, la mise d'un film, Troupe de cirque ambulante, grâce à la mobilisation des cinéastes. Le pouvoir politique a durant deux ans tenté d'interdire cette parabole de la vie, mais elle a été montrée aux paysans groupés par des illusionnistes faisant apparaître mi-illusionnisme du riz pour dissimuler leur recherche d'un gisement d'or. Mais, si les cinéastes s'essaient au genre, parfois périlleux, de la métaphore, les images simplement représentatives du pays aujourd'hui restent rares. Toujours soumis à la censure « socialiste », le cinéma vietnamien est simultané-

ment envahi par les « capitalistes » en provenance de Hong Kong, ou du Japon, - en fait essentiellement. Etrange mariage de la carpe politique muette et du chand lapin économique, l'esthétique du film témoigne de cette double menace, nombre de réalisateurs ne rêvant pas à la mi-ère des démonstrations de la « révolution socialiste » aux « kung-fu » de l'hémoglobine, zooms et effets spéciaux.

Entre ces deux tendances, et dans des conditions de précarité matérielle extrêmes, quelques dizaines de metteurs en scène tentent de trouver une voie originale. Voie étroite mais Vietnam on a déjà vu de plus improbables défis.

JEAN-MICHEL FRODON

Du 10 au 15 décembre au cinéma Utopie, 8, rue Champollion, Paris-6. Tél. : 43-26-84-88.

LA VISION FUTURISTE DE
RIDLEY SCOTT
DANS SA VERSION INÉDITE
HARRISON FORD
EST
**BLADE
RUNNER**



EN EXCLUSIVITE AU
Gaumont
Grand Ecran
ITALIE
LE 9 DECEMBRE



JOSEF NADJ
THEATRE JEL
DU 10 AU 12 DEC. 20H30
Comedia Templo
10 danseurs-comédiens
et 11 musiciens
11 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

POURQUOI THY?



FIABILITÉ
ET PRÉCISION...

Sécurité et précision sont un gage de professionnalisme, un concept de base essentiel en aviation.

Depuis 59 ans, Turkish Airlines a de cette philosophie de devise pour toutes ses activités en Turquie et à l'étranger, la terre au ciel. Elle jouit actuellement d'une excellente réputation, nullement usurpée, parmi tous les usagers des transports aériens de par le monde.

Les professionnels et techniciens de Turkish Airlines forment une solide équipe, parfaitement qualifiée, service 24 heures sur 24 pour assurer votre sécurité à bord. Fiabilité et ponctualité sont d'ailleurs leurs maîtres mots.



TURKISH AIRLINES
"Vous comptez encore plus pour nous"

AGENDA

CONCERTS

MARIE. Allot-Luzac : 20 h juo. Soprano.
Marianne Francis Arakelian (piano), Dildes
Guénard (clarinette), Schumert, Faurd,
Ducroz, Mozart. Yumi Nara, Jan.
Heldob : 11 h juo. Soprano, piano, les-
seur.

SALLE ANDRÉ-MARCHAL. Ensemble mu-
sical Contrepont : 20 h 30 juo. L.
vocal. Hollenstein (direction). Haydn.

SALLE CORTOT (47-63-80-16).
Joseph et Pierre-François Truys : 17 h
dim. Piano, violon, Bruno Martinez (cel-
lule), Jean-Claude Bessis (direction).

SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Philippe
Schumann, René Stravinsky Orchestra
concerto. 21 h dim. Violon, piano, Vincent
Leterme, Véronique Briet, Marie-
Chémir. Téral (piano), Daniel
Bach (direction). Mozart Orchestre nou-
veau. 21 h dim. Violon, piano, Jean-
Pierre Reiner (direction). Chop-
pin, Beethoven, Suzuki. Dan Saunders
Orchestra. 21 h dim. Violon, piano, Brahm-
s, Harpe, Biss, Gluck, Glinski, Schu-
bert, Shostakovitch, Tchaïkovski.

LES FAÏS. Gil Shasham, Akira Oguchi :
11 h dim. Violon, piano. Dvorak.
Lindsay : 14 h dim. Maurice Bourque, Gustav
Krumpholtz, Brian Rabinovitch, David
van der Stuyver, Britta Mozer.

SALLE PLEYEL (45-83-88-73).
de Paris : 20 h 30 mar.. Les Semyonov
Bychkov (direction). Schliomson
Orchestra. 21 h dim. Violon, piano, Ray-
mond Pasdeloup : 17 h 30 sam. Gabriel Tac-
chini (piano).

(direction). Berlinz, Havel, Des-
champs, Gervais : 17 h 30 dim.
Magnan (piano), Xavier (direction).
Rossini, Mozart, Haydn Trio Hotterats :
18 h 30 sam. 50 Orchestre symphonique
de Maastricht.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(direction). 21 h dim. Henri Dame-
marquette (violoncelle), Kvaapl
(piano), Stanislav Macurek (direction), Dvořák
Trio. 21 h dim. Violon, piano, 11 h dim.
Violon, Mozart, Dvořák. 11 h dim.
La Fédération (au Russie) : 17 h dim.
Evgeny Svetlanov (direction), Glinka,
Moscou.

THÉÂTRE GRÉVIN (43-56-75-10). Vro-
slav : 11 h dim. Cavendish, Swinslow,
Bach, Mozart Noël Les, Jeff Cohen
11 h 30 juo. Piano, Garshwin, Gottschalk.
Cohen, Garshwin, Gottschalk.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE
(43-66-43-63).
Christian Ivadi : 11 h 30 juo. Ténor,
Jean-Bernard Gosselin (direction), Je-
an-Pierre Chaboudier, Michel Mar-
tignon, Jean-Paul Farre (richard), Mi-
haud, Honneger, Sette.

THÉÂTRE SILVIA-MONFORT
(direction). 21 h dim. Paraphrase
Thierry Thérèse : 14 h dim.
bre. 20 h 30 juo. Flûte, violon, Isabelle
Lequan (alto), Frédéric Lobel
Mozart.

Périphérie

CLAMART, CENTRE CULTUREL JEAN-
RIB. 20 h 30 juo. Opéra de La Traviata
Ricco Antonio Toscanini di Milan.

CORBEIL-ESSONNES, CATHÉDRALE
SAINTE-SPIRE. Ensemble vocal d'Es-
sonnes. 20 h 30 juo. Jean-Louis
Font. B. de Saint-Maurice, Chabrinelli,
Brahms.

COURBOIS, ESPACE CARPEAUX
20 h 30 juo. Ensemble instrumental de
Courbois. 20 h 30 juo. Jean-Louis Ho-
mer, Solange Charrier (purgé), Marc Tar-
quès (direction), Lemeland, Tchikovsky.

ÉPINAY-SUR-SEINE, ÉGLISE NOTRE-
DAME-DES MISSIONS (48-41-41-40).
François 20 h 30 juo. 20 h 30 mar., 20 h
Gottschalk (piano), Fabrice Solian (direction).
Liszt.

FONTENAY-AUX-ROSES, THÉÂTRE DES
SOURCES (48-51-31-30).
Robert, Brahms.

FONTENAY-SOUS-BOIS, ÉGLISE
SAINTE-MARGUERITE. 20 h 30 juo.
20 h 30 sam. Anna Chew (soprano),
Anne Coppay (Jean-Louis), Guy
Bossé, Claude Zibi (guitare), Reynald Far-
rot (hautbois), François Choulet (vi-
oloncelle), Christophe (direction).
Viviani, Drusier, Marc Perrot (direction).
Viviani.

IVRY-SUR-SEINE, THÉÂTRE
(48-70-12-51). Agnès : 20 h 30
Violon, Alain Martinez (cello), Jean-Fran-
çois Ot (violoncelle), Marie-Jean Sevan-
cort (direction). 21 h dim. Compagnie
Jean-Pierre Charty (saxophone), Jean Vi-
llette (flûte), Michel Frédi, Frouzet Hou-
rizard (piano), Robin Moreau (direction).

MAISONNAIS-ALFORT, THÉÂTRE
CLAUDE-DEBUSY (43-96-77-67).
21 h dim. 21 h dim. 21 h dim. 21 h dim.
Compagnie Jean-Pierre Charty (saxophone), Jacques Merlier (direction), Weber,
Beethoven.

MELUN, SAINT-ASPAS.
20 h 30 juo.

NOISY-LE SEC, HOTEL DE VILLE.
Patrice : 11 h dim. Violon.

RIS-GRANDS, CENTRE ROBERT-
BISTON (48-68-02-72). Le Bist
Gérard Garino,
20 h 45 sam. Soprano, baryton,
Massenet, Bizet.
Gounod,

RUEL-MAUMASSIN, ÉGLISE SAINTE-
THERÈSE.
20 h 45 ven.

SAINT-GERMAIN-en-LAYE, THÉÂTRE
ANTIQUE-DUJON (48-30-87-07).
Orchestre Antique Musica de Paris :
20 h 45 juo. Jacques Roussel (direction).
Vivaki, Telemann, Mozart.

SARTROUVILLE, THÉÂTRE
SAINT-PIERRE. 21 h juo. vocal de France.
21 h juo. John Rudd (direction).

VERSAILLÉS, CHAPELLE ROYALE DU
CHATEAU. Matinée du 20 h juo. mus-
que baroque : 17 h 30 juo. Olivier
Prestorius, Souzignan, Charpentier,
Brossard.

VERSAILLÉS, ÉGLISE SAINTE-
JEANNE-d'ARC, Ensemble de
Parentage : 20 h 45 juo. Le Lyrique
Purcell, Laurent (Edouard).

VILLEJUIF. THÉÂTRE ROMAIN-ROLAND (47-28-20-02).
le de France : 15 h dim. Chœur de l'armée française, Jacques [redacted] (direction). Weber, Beethoven, [redacted] Berlioz, [redacted] found.

VIRY-CHATILLON. COSEC national d'Ile-de-France : [redacted] h 30 mar. Chœur de l'armée française, Jacques Mercier (direction). Weber, Beethoven, Verdi, Berlioz, [redacted]

OPÉRAS

[illegible][illegible]

Banquet : 21 h sam.; Olivier
Boudin : 21 h lun.; Claude Bolognini
Band : 21 h mar.
PETTIT JOURNAL SAINT-MICHEL
20-22 h : Patrick
Jacky Descamps : 21 h mar.; Tricé-
phane : 21 h jeu.; Five O'Clock : 21 h ven.; Jazzology : 21 h sam.; New Jazz :
21 h dim.; Marcel Zamini et son or-
chestre : 21 h mar.
PETIT OPPORTUN (42-68-37-26). Inédit.
Aline Margueret, Louise Mazerot : 22 h 45
mar., jeu., ven., sam., dim.; Michel
Grallier, Gilles Naro, Simon Goubert :
22 h 45 jeu., piano, contrebasse, batterie;
Christian Hiltout, Patricia Galès
Garcia : 22 h 45 mar., piano, contrebasse,
batterie; Christophe Marguet (batterie); Alain
Jean-Marie, Gus Nemeth, Al Lavitt :
22 h 45 mar., piano, contrebasse, batte-
rie. Cry : 22 h ven.

REX CLUB (45-08-93-88)
Phobimaniac : 22 h lun., mar. Soirée
Metallic Jungle : 22 h 45 jeu., ven., sam.,
dim.; Les 400 coups : 22 h mar.; Les
Soirées Planète Rock : Nuïts exotiques
jusqu'à 26 décembre, 23 h sam.; R. de
Jazzy : 23 h mar.

RÉPÉTITION DES HALLES (42-66-37-26)
Ras Abbya and the Freedom Fighters :
22 h mar., jeu., ven., sam., dim.
SLOW CLUB (42-33-84-30), Tony Mar-
cello : 22 h mar., jeu., ven., sam., dim.
sam. : Philippe de France Jazz Group :
22h mar. jeu. ven. sam.

SUNSET (42-68-46-60), Daniel Jung
Nora Sautet : 22 h 30 mar., jeu., dans le
cadre du Festival Violon Jazz ; Jean-Luc
Pino Quintet : 22 h 30 ven., sam. Dans le
cadre du Festival Violon Jazz ; Emmanuel
Sourdoux Trio : 22 h 30 lun., Jeff Henry
Quintet : 22 h 30 mar., jeu., ven., sam.,
dim.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
(47-27-31-16). Philippe Petit Trio : Jus-
qu'au 20 décembre, 19 h 30 mar., jeu.,
ven., sam.; 14 h dim.

TROIS VILLAS DE BUENOS AIRES
(40-26-28-56), Andres Ramo : 22 h 30
mar., jeu., ven., sam.; Arango : jusqu'à
19 décembre, 20 h 30 mar., jeu., ven.,
sam.

UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-78-68)
Marques Club : 22 h lun.; Long
Distance : 22 h jeu.; Chris Lundy :
22 h ven.; Iñaki : 22 h sam.; Lucky Smokton
Trio : 22 h dim.; Lokale : 22 h mar.; Péri-
jeune : 1 h sam.

LA VILLA (43-28-80-00), Clark Terry :
22 h 30 mar., jeu., ven., sam.; Lionel el
Stéphane Belmondo Quintet : 22 h 30
lun., mar.

GENTIER DES HALLES (42-38-37-27)
Café de coeur : jusqu'à 2 janvier 1993
20 h mer., jeu., ven., sam., mar.
Orphéon : 20 h 30 lun.

THÉÂTRE MARCANE (43-38-19-70)
Théâtre régional : jusqu'à 16 décem-
bre, 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., lun.
mar. : 17 h dim.

THÉÂTRE DE DIX-HEURE (46-06-10-17) Joséphine Pinson : jusqu'à
1 janvier 1993, 22 R. mar., jeu., ven.,
sam., mar. Oue mar. de l'Adelphoïte
15 h lun.

THÉÂTRE DES DE LA MAINAÏTE (43-38-37-27)
Jean-Luc Debettis : jusqu'à 9
janvier 1993, 20 h 30 jeu., ven.,
sam., lun. : 18 h 30 dim. Artiste de scène
noire : 19 h jeu., ven., sam.
15 h mar.

THÉÂTRE DU RENAISSANCE (46-06-10-17)
Le... : 21 h mar., jeu., ven., mar. : 18
21 h 30 sam. De... Lourat.

THÉÂTRE DE MÉNIMONTANT (48-27-38-85) Rollin
15 h 30 jeu., ven.

THÉÂTRE DE NESLE (46-34-81-64)
François Tréval, Nathalie Vieu : jusqu'à
16 décembre, 20 h 30 mer., jeu., ven.,
sam., lun.

TOURTOUR (48-87-82-48) Les...
lings : jusqu'à 18 janvier 1993, 22 h
mer., jeu., ven., sam.

ZÉNITH (42-80-60-00) Peter Pan : jusqu'à
20 décembre, 14 h 30 h mer. : 11 h
11 h 14 h 30 dim. : 20 h mar.

Périphérie

BEYLA LA BARBACANE (34-89-55-98) Le... : 11 h

CELLES-SAINT-CLOUD. THÉÂTRE MUNICIPAL (38-89-20-00)

CHARENTON. THÉÂTRE (43-89-55-81) : 15 h mar.
Opéra d'abord.

**CHOISY-LE-ROI. THÉÂTRE PAUL
ELIARD (48-80-89-79)** Bratich
20 h 30

COLOMBES. MJC THÉÂTRE (47-82-42-70) Francis : 17
dim.

**ISSY-LES MOULINEAUX. FILM DE
L'ILE-SAINT-GERMAIN (46-04-06-03)**
Une nuit à Noël russe : jusqu'à 20
décembre, 21 h mer., jeu., ven., sam.
lun., mar. : 14 h 30 h mer., sam.
dim.

**SAINT-CLOUD. CENTRE CULTUREL
DES TROIS-PRIETTES (46-02-74-44)**
TSF : 10 h mar.

SAINT-OUEN. ESPACE 178 (46-01-11-50-23) Marcel Axiac, Roulé
Yvette Horner : 15 h dim. Festival
de l'ensemble.

TRAPPES. LA MERISE (30-62-84-36)
Paul Personne : 20 h 30 ven.

BALLET'S

CASINO DE PARIS (48-86-80-80)
Léa Xavier Chico : jusqu'à 23 janvier
1993, 20 h 30 mar. Camille, Xavier
Chico, Christophe Le Glerp (chorégraphes
et mjes en scène).

CENTRE MANDAPA (46-89-01-30)
20 h : 20 h mer. 10 h : l'Inde
mar.

DUNOIS (45-84-72-00) Orchestre
M : 20 h 30 jeu.

J. CARDIN (42-66-27-35) L.
de : jusqu'à 23 décembre
20 h 30 mer., jeu., ven., lun. : 15
dim. de Grandouze, avec Alice Pissone
Nicolette (chorégraphes) et Rana
Gigi Caculone (danseur), Dan Mar-
tican (mise en scène).

L'EUROPÉEN. Ténégodon : jusqu'à 14
décembre, 20 h 30 jeu., ven. De Koul-
Pierre.

OPERA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-62-53-71) Chopin & Robbins :
jusqu'à 23 décembre, 20 h 30 jeu., sam.
dim. mar. The Night, Danes et
Gathering, The Concert, Jerome
(chorégraphes), Henri Barda (piano)
Orchestre national, l'Opéra de Paris
Hugo Florea (direction).

THÉÂTRE DE LA BASTILLE (46-02-42-14) : 21
mer., jeu., ven. Man, 21
(chor.)

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77)
Josef Nadj : 30 h 30 mer., jeu.,
sam. Comedia Timplo, Nadj (choré-
graphe) et Nadj (danseur) : 20 h
dim. 20 h 30 mar. Le théâtre
Juan, Jean-Claude Gallota (chor.)

Périphérie

FONTENAY-LE FLEURY. THÉÂTRE (34-60-20-63) Chicago Dance Theater
21 h sam. Randy Duncan (chor.)

MONTREUIL STUDIO BERTHELLO (47-60-64-63) Compagnie Hervé
Dissane : jusqu'à 19 décembre, 21
h 30 mer., jeu., ven., sam. Mort d'un
papillon, Hervé Dissane (chor.)

MUSIQUES DU MONDE

AMBASSADE DU JAPON (47-66-02-22) Chœur Unitato : 20 h 30
mar. Chants japonais, Emile Ibra.

ELYSEE - MONTMARTRE (42-62-26-15) Aline Rodoume,
ble Al Advar, Ouchoum : 20 h 30
ven. Dans le cadre de Terre des sons
roménienne, Quintette
coronuse : 20 h 30 mar. Le théâtre
Black Mambo, Dans la...
sons Akademikou, Trans-Europe
dionique : 20 h 30 jeu. Javier Letorre
groupe.

**THÉÂTRE DU SPHINX. CENTRE
CULTUREL AMORC (42-78-39-29)**
Evidé et disette Kurumata : jusqu'à
17 décembre, 20 h 30 mar. Le théâtre
Cécile d'Arpès

Les 9

[illegible]

Le Monde

EPARGNE-PLACEMENTS

Une année terne

LES années se suivent et ont une certaine tendance à se ressembler sur les marchés. En passant de l'euphorie au pessimisme le plus sombre avant d'entrevoir une éclaircie et pourquoi pas des périodes plus clémentes. En début d'année, tout était encore possible : la reprise économique était portée de main avec son cortège de hausses des résultats des entreprises. Les, il a flu déchanter et, dès le printemps, les anathèmes ont révisé les prévisions à la baisse. Nombreux étaient également les investisseurs qui voyaient au début de l'année des facteurs techniques et économiques positifs qui, selon eux, auraient pu propulser l'indice CAC 40 vers ses plus hauts sommets.

Ma il n'en fut rien, le « non » durable à Maastricht donna le coup d'envoi à une dégoûtante du marché et l'intransigeance

de la banque centrale allemande en matière de loyer de l'argent fit, avec l'absence de reprise outre-Atlantique, le reste du travail. Le lancement d'un nouveau produit d'épargne longue, le PEA (plan d'épargne en actions) n'occasionna pas de réelle ruée vers les guichets bancaires bien qu'il ait collecté en deux mois 36 milliards de francs dont un quart de liquidités. Cette épargne longue a finalement continué à détourner les Français du livret A, symbole de l'épargne « sage ». Faut-il encore lutter quand on propose une rémunération de 4,5 % alors que des sicav peuvent offrir près de 10 % ?

Les sicav monétaires continuèrent de profiter de l'environnement de taux élevés : les obligataires firent un bout de chemin vers le haut tandis que les Sicav actions subirent la mauvaise conjoncture boursière.

Le secteur de l'immobilier qui a débuté un France et qui se poursuit a continué de réduire la collecte de l'épargne pour les sociétés de placement immobilier. De 13 milliards de francs collectés en 1989, elle ne représenterait plus pour l'année en cours qu'environ 6 milliards de francs, soit un recul de plus de 50 %. Et ce ne serait pas a priori la crainte d'un effondrement des valeurs des parts qui effaroucherait les investisseurs, mais plutôt le report des décisions d'investissement face à la crise.

Signe des temps, l'essor des produits garantis. Avec un ancrage de 50 milliards de francs (dont la moitié collectée par La Poste et ses quatre plans Evolys), l'immobilier ne se dément toujours pas. Pourquoi changer une épargne qui gagne, à un moment où les marchés sont capricieux ? La réponse est simple : à l'équation « risque pris pro-

portionnel à la rentabilité », on oppose « rentabilité et tranquillité ». Il faudrait être fou pour dépenser plus, selon le slogan d'un chausseur connu. Cette notion de placement dénué de risques est contestée par les nombreux professionnels : pour tout investissement quel qu'il soit présente des risques, il est normal que l'épargnant en soit averti.

Dans dix-huit mois, naîtra l'Europe bourgeoise dont la base essentielle est la constitution d'un service des services en investissement ». En gestation depuis 1988, il lui faut encore quelques méandres à parcourir à Bruxelles avant d'être définitivement adoptée. Mais que l'on se rassure, les conséquences de l'adoption ne devraient pas modifier sensiblement les règles de fonctionnement de la place de Paris.

FRANÇOIS ROYER

Les sicav obligataires talonnent les monétaires

Retour en forme des premières qui font jeu égal avec les sicav court terme

« JAMAIS deux sans trois. » C'est aphorisme pourrait s'appliquer à l'année qui est sur le point de s'écouler en matière de gestion collective. En effet, depuis bientôt trois ans, le schéma semble immuable : début de période plus ou moins euphorique, un coup d'arrêt - été, printemps ou automne, suivant les cas - et un freinage laissant entrevoir des semaines à venir plus agitées. « Si cela continue sur ce mode le métier de gestionnaire ne finit-il pas à devenir réellement monotone ? » remarque ironiquement l'un d'entre eux, il y a quelques jours. Sur le fort peu de réel changement : les sicav obligataires sont toujours en tête, représentant plus de 70 % de l'ensemble des sicav, talonnées par les sicav monétaires dont les performances sont encore largement dépassées par les valeurs mobilières. Les obligataires ont pratiquement parié avec les actions (+3,79 % contre +3,39 %). Par là même, le « non » dans l'année et la tension à la

Ouf ! La journée est schtroumpfée, et j'ai tout vendu ! Qu'est-ce que je vais schtroumpfer avec tout cet argent ? Il faut que j'en parle au Schtroumpf Financier !

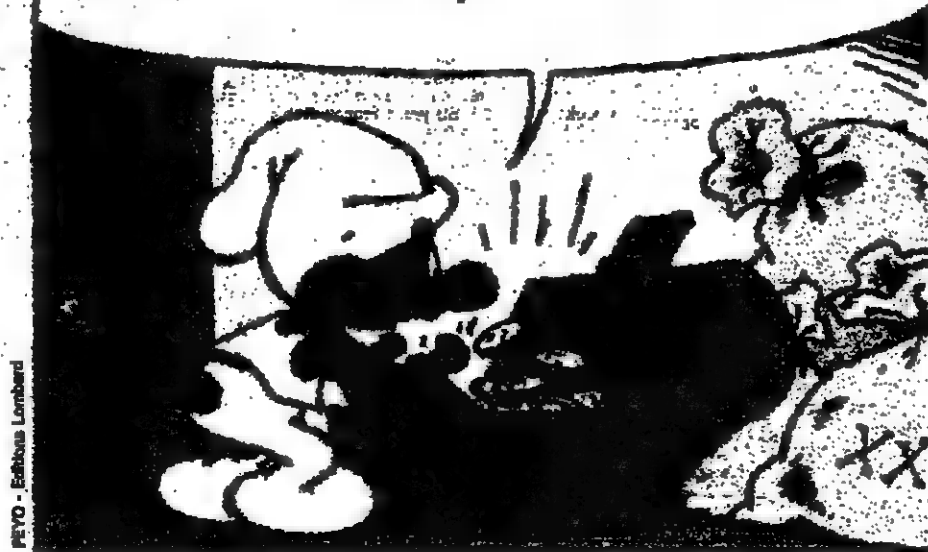


PHOTO - Editions Luchini

hausse sur les marchés à long terme qui s'ensuivit ont provoqué un effacement. Bien sûr, la politique monétaire allemande n'a pas été heureuse et l'approche du référendum de Maastricht et l'incertitude de son issue ont pesé sur l'OPCVM (organisme de placement collectif en valeurs mobilières) obligataires.

Le retour des obligataires

Les petits gains en matière de loyer de l'argent et la nette progression du Matif (marché à terme interbancaire de France), qui a atteint son plus haut niveau depuis 1986, ont permis à l'encours des sicav obligataires d'afficher une sensible progression : après avoir franchi au début de l'année les 300 milliards de francs, leur encours progressait finalement à 4,4 milliards de francs en fin de septembre et à 6,2 milliards de francs au 1^{er} octobre, pour s'établir globalement à 316,7 milliards de francs à la fin octobre.

Ainsi, à la fin du mois de novembre, les performances des sicav obligataires avoisinaient les 11 %. Que ce soit les étrangères Privobli, gérées par la Banque Paribas, ou la BIMP (Bourse Interbancière de Paris) gérée par l'Imagis, les 10,33 % de progression ont pour les françaises avec 11,04 % après s'être classées première l'année dernière avec 14,81 %.

Il est à noter que pour les actions, si, à tout prendre l'année dernière, le bon bilan des placements

ricaines qui avaient affiché des progrès qui se situaient entre 25 % et 31 % pour les quatre premières d'entre elles, cette année le meilleur choix était de privilégier les actions et diversifier, les françaises comme les internationales, avec All-Valeurs (+10,15 %) ou State Street Emerging (+9,09 %). La palme revient à une sicav action asiatique, Corail, de la Banque de gestion privée (BGP), qui a le record de progression avec un gain de 23,26 %.

Investie plus de la moitié sur des places comme Hongkong et la Thaïlande, elle a profité des performances spectaculaires des marchés de Hongkong et thaïlandais qui sont appréciés respectivement de 47 % et 35 % sur l'année. Le résultat est d'autant plus méritoire, qu'à la fin du mois de novembre les sicav asiatiques abandonnaient en moyenne 1,67 % et les sicav asiatiques en particulier, 10 %.

Le premier constat sur les sicav actions durant les onze premiers mois est une atténuation des retraits nets - notamment en raison de la reprise du marché de l'année - qui, s'ils ont été importants depuis plus de trois ans, ont aujourd'hui tendance à se stabiliser. A la fin du mois d'octobre, l'encours des sicav actions s'élevait à 3,2 milliards de francs, après une hausse de 0,6 milliard de francs en septembre pour s'établir à 196,2 milliards de francs au 1^{er} octobre. La tendance à la hausse s'est poursuivie jusqu'à la fin du mois d'octobre. Les sicav françaises progressaient pour leur part de 2 milliards de francs après une progression de 1,9 milliard de francs au mois de septembre pour finalement atteindre 108,9 milliards de francs à la fin du mois d'octobre.

F. Bn.
Lire la suite page 18

Des actionnaires qui refusent le risque

Le vice-président de la Bourse constate le goût des investisseurs d'aujourd'hui pour la sécurité

ur M. BOURGEOIS, le vice-président de la Bourse, la tendance ne semble pas à s'inverser : il a traversé l'année au lard de la bourse. Elle lui a servi par la suite de support à ses actions. Entré en 1981 comme secrétaire général adjoint de la Compagnie des agents de change, M. Bourgeois, pendant plus d'une trentaine d'années, participé à vie boursière dont il est l'un des acteurs clés. Agé de soixante-cinq ans, le vice-président de la Bourse quittera ses fonctions à la fin de l'année.

Comment percevez-vous la conjoncture boursière actuelle ?

Ce n'est pas la première crise que je vois depuis trente-cinq ans. Je la dirais volontiers qu'elle est aujourd'hui d'une étendue, d'une ampleur et d'une signification totalement différentes de celles qui l'ont précédée. D'étendue tout d'abord, car c'est pas spécifique à la France : c'est une crise mondiale, une crise des liens étroits entre les marchés nationaux. De portée aussi, car la crise affecte l'économie tout entière et touche notamment un secteur jusqu'ici épargné, l'immobilier.

Pour la première fois depuis une cinquantaine d'années, nous redécouvrons des activités liées directement à l'immobilier peuvent se fragiliser, au moins momentanément.

Les incidences sur le marché boursier sont évidentes, ne serait-ce que par les effets restrictifs sur les dépenses des ménages. La signification de cette crise est, dès lors, bien différente de celles qui l'ont précédée. Auparavant il y avait une remise en cause de l'investissement en valeurs mobilières. Aujourd'hui, c'est une remise en cause des conditions dans lesquelles l'investissement a été réalisé.

Vous pensez que cette remise en question porte sur la vision même du placement ?

Oui. Jusqu'à présent on achetait des actions L'Oréal, Aquitaine, Paribas, etc., en composant un portefeuille diversifié selon ses goûts, ses informations, ses moyens. Les titres acquis montaient, baissaient, il y avait des crises boursières, les gens s'en accommodaient plus ou moins bien selon leur tempérament ou l'importance de leurs placements. Aujourd'hui l'attitude des actionnaires a changé : ils refusent l'incertitude de leur épargne et cherchent des produits, non pas de remplacement - on ne remplace pas les valeurs mobilières - mais des produits qui leur garantissent qu'ils ne subiront pas de plein fouet le choc d'une baisse de telle ou telle valeur.

Avez-vous des exemples ?

Vous trouvez une confirmation de cette tendance avec les transferts vers les PEA, présentés souvent comme des souscriptions sans risques. Les promoteurs de ces PEA ont bien compris ce changement de mon-

talité, et il n'est plus question de proposer des actions pures et dures. Je comprends leurs préoccupations, mais je condamne sans appel la fraude. Tout investissement, quel qu'il soit, présente des risques. Il est normal que l'épargnant en soit averti, anormal que cela lui soit caché.

Une information en temps réel

Outre le changement de mentalité, comment expliquez-vous la défection pour la Bourse ?

L'une des spécificités de l'époque est l'extraordinaire diffusion d'informations précises et actualisées. Quand j'ai commencé à travailler à la Bourse en 1960, nous nous efforcions de « sortir » la cote officielle de notre entreprise à 16 heures de manière à ce que les premiers cotations puissent arriver en province par train et avoir de suite pour être distribués tôt le matin. Les épargnants pouvaient alors passer leurs ordres d'achat et de vente avant l'ouverture de la Bourse à 12 h 30.

Aujourd'hui tout cela est révolu. La Bourse fonctionne en continu, l'information sur l'évolution des cours et des transactions doit de la même manière être réalisée en temps réel et de manière continue grâce à la radio et à la télévision. C'est l'un des progrès caractéristiques de notre société contemporaine. Cette trans-

formation est à la fois une bonne mais n'est pas sans risques pour le marché. Chacun est à même de suivre l'évolution de ses investissements. Corriger le tir devient facile : mais la volatilité du marché, sa disposition à aller aux extrêmes du moment et à en amplifier les conséquences en sont immédiatement accrues. Il faut le savoir.

Faut-il condamner cet effet amplificateur ?

Non. C'est la nature de l'information.

Pourquoi ne pas intervenir comme du temps de la Bourse ?

Si vous entendez par ce terme l'émission d'ordres d'achat et de vente tous les jours par les « habitués » de la Bourse, j'interviens sur de petites quantités, je crois qu'il y a toujours eu des opérateurs du moment et qu'il y en aura toujours. S'il n'y avait personne pour de telles actions ponctuelles, ce serait peut-être préjudiciable à la bonne santé du marché. Jadis, la Bourse était un marché clos, son accès était réservé à des initiés, seuls aptes à connaître sur le vif la tendance du marché.

Un certain nombre de personnes naviguaient ainsi entre les groupes de cotation et s'efforçaient de réaliser des « différences » sur le jour du marché. Ces « différences » n'étaient pas toujours positives, elles pouvaient aussi être négatives.

Propos recueillis par DOMINIQUE GALLOIS
Lire la suite page 19

State Street

Banque S.A.

UN SAVOIR-FAIRE MONDIALEMENT RECONNU

STATE STREET BANQUE S.A., présidée par Madame Monique Bourgeois, est une banque française. STATE STREET Boston corp., banque mondiale pour la profitabilité, selon le tout récent classement de l'agence rating IBCA, portait sur 300 plus grandes banques mondiales. Ce groupe (7000 milliards de francs d'actifs conservés, 500 milliards de francs d'actifs gérés) est le premier gestionnaire quantitatif mondial d'actions internationales.

STATE STREET BANQUE S.A. propose aux investisseurs une gamme complète de FCP, adaptés aux besoins du marché français, et gérés selon la méthode quantitative :

- SICAV et FCP éligibles au PEA : State Street Actions France, State Street Spinnaker, State Street OAT plus, State Street Monétaire.
- 1 FCP obligataire : State Street Actions Europe, State Street Actions Japon, State Street Emerging Markets.
- 1 FCP d'actions internationales : State Street Actions Europe, State Street Actions Japon, State Street Emerging Markets.

Rappelons que State Street Actions France a été homologuée en Suisse, en juin dernier, par la Commission Fédérale des Banques.

Enfin, STATE STREET BANQUE S.A. a l'honneur d'être l'actrice par l'octroi par le Japon, depuis le 1^{er} novembre dernier, d'une licence de gestion en investissement non résidentiel au Japon.

Les épargnants ont trouvé leur bonheur : les placements sans risque et à rémunération élevée

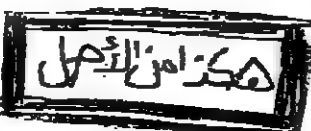
Alternatives
économiques

décembre 92

• PEUT-ON
CRÉER DES EMPLOIS
SANS CROISSANCE ?

chez votre marchand de journaux

Abonnement 1 an : 150 F
hors France : 170 F (étranger)



EPARGNE-PLACEMENTS

SOURCE : EUROPERFORMANCE

Nom de la sicc	Gérant	Performance en 1992	Rang en 1992	Nom de la sicc	Gérant	Performance en 1992	Rang en 1992	Nom de la sicc	Gérant	Performance en 1992	Rang en 1992
Sicav monétaires				Mondafin	Barclays	109,35	48	Cyl Court-Terme	Cyl Fin.	109,19	88
BFT Sécurité 2	BFT	109,91	1	BRO Trésorerie	BRO	109,36	44	Véga Court-Terme	Véga Fin.	109,18	89
BFT Sécurité 1	BFT	109,86	2	Orsay Jour	Bq Orsay	109,35	46	Général Trésorerie	Général F.	109,15	90
GP Cash	Gle Pict	109,81	3	Gestion Investicourt	Indosuez	109,34	47	Obéscourt	CDC Trésor	109,15	91
Colbert Pibor	Bque Colbe	109,80	4	Trésoridic	CCF	109,34	48	Finagast	Finagast	109,15	92
Centrale Monétaire	CCRéscpte	109,79	5	Monédien	CC	109,33	49	Norwich Trésorerie	Norwich	109,14	93
Mobilisme	CGM	109,78	6	Sofavel	SEF	109,32	50	Sogépost	Sogépost	109,14	94
Union +	CIC-UE	109,73	7	Cit-Court	Citbank	109,32	51	SP Monétaire	CPR Gestio	109,13	95
Valcomex Sécurité Jour	BFCE	109,71	8	AXA Court-Terme	AXA Gestio	109,32	52	Gestio 365	BFCM	109,13	96
Véga Sécurité	Véga Fin.	109,71	9	Valorindex	Phénix F.	109,32	53	Spot Rendement	Lyonnais	109,13	97
BTP Trésorerie	BTP Bque	109,70	10	Lafayette J	Bacot	109,31	54	Objectif Sécurité	Lazard	109,13	98
BAFP Jour	BAFP	109,69	11	Lion NF	CL	109,29	55	Ct Markt. Performance	Ct Markt.	109,11	99
DB Cash	DB	109,67	12	Capital Sécurité	Patul Mir	109,29	56	Epard	CC	109,10	100
BIGT MJ	BIGT	109,66	13	Première Court-Terme	BAFP	109,29	57	BIP Sécurité	BIP	109,10	101
JJ Placement	Saga	109,65	14	Gestion Pibor	Indosuez	109,29	58	Océral	SBO	109,10	102
Arcade	BIMP	109,64	15	Montagne Pibor	CPR Gestio	109,29	59	TCM Première	Massonnad	109,09	103
Cosmos Jour	Arji	109,63	16	BRED Institutions	BRED	109,28	60	Finord Court-T. Inst.	Finord	109,08	104
Panthévre Avance	Pallas Sté	109,62	17	Mobilval	CGM	109,28	61	Silva SR Court-Terme	Du Bouzet	109,08	105
Via Court-Terme	Via Bque	109,57	18	Sélection Monéprime	CCF	109,28	62	Lion Court-Terme	CL	109,08	106
BIP	BIP	109,57	19	Gestion Sécurité	Indosuez	109,28	63	HLM Monétaire	CDC T.	109,07	107
Rivoli Première	Demachy	109,57	20	Multival	BOGER	109,27	64	Groupama Court-Terme	BCERP	109,07	108
Survai	Cardif	109,56	21	Orsay Monétaire 1 ^{re}	Bq Orsay	109,27	65	Trésor-Réal	Finord	109,07	109
Midland Protection	Midland Bk	109,53	22	Institutions Court-Terme	PAM	109,27	66	Sogéval Court-Terme	Sogéval	109,06	110
Chase Trésorerie	Chase Men.	109,51	23	Arbitrages Court-Terme	Bq Transet	109,27	67	Vivocourt-Terme Sicav	Fam	109,05	111
UBAF Sécurité-Cash	UBAF	109,51	24	Océan Monétaire	CM Océan	109,26	68	La Météo J	La Météo	109,03	112
Alter Sécurité	Fin. Plus	109,50	25	Étoile Sécurité	SFA	109,26	69	Amplis	Ségaspar	109,02	113
Ducat	CPR Gestio	109,50	26	Fonsicav	CDC Trésor	109,25	70	Sécurité	Demachy	109,02	114
CPR Cash	CPR Gestio	109,49	27	Morgan Court-Terme	Morgan	109,25	71	Lion Monétaire	CL	109,02	115
Statère	BCF	109,48	28	Elcash	Ségaspar	109,24	72	Colid Monétaire	Finord	109,01	116
Saint-Honoré Sécurité	Cie Finan.	109,48	29	Trésoridic	Lyonnais	109,24	73	Monet-R Liquidité	Eurinvest	109,01	117
Entreval Sicav	Bq Entrep.	109,48	30	Mondéprime	PAM	109,24	74	Nasio Court-Terme	BNP	109,00	118
Griffin Court-Terme	Ct Municip.	109,47	31	Placement M	SMC	109,24	75	Alasca Court-Terme	BP	109,00	119
Finance Sociétés	Duméril	109,47	32	Bordal	CDC Gest	109,23	76	Mayerbeer Sécurité	Mte	109,00	120
Finance Institutions	Duméril	109,47	33	Mad-Plus Sécurité	GMF Bque	109,23	77	Trésorerie Première	SG	109,00	121
Valunion	CIC-UE	109,46	34	Rivaud Court-Terme	Rivaud	109,23	78	Placements Sécurité	Worms	109,00	122
Pyramides Sécurité	Vermes	109,43	35	Phénix Sécurité	Phénix F.	109,23	79	Hausmann Court-Terme	Worms	109,00	123
Finord Plus	Créd. Nord	109,41	36	Invest. Française C.T.	GAM	109,23	80	Libercourt	Odde	109,00	124
BPM Institutions	BPM Gestio	109,41	37	Arbitrages	Bq Transet	109,22	81	Monévator	Finord	109,00	125
Stratège	CCF	109,39	38	Antigone	Natio Trés.	109,22	82	La Météo J	La Météo	109,00	126
Unisécurité	Sanpaolo	109,39	39	Entreprise Court-Terme	PAM	109,21	83	Bratagne Atlant. Régul.	BP Brat.	109,00	127
Finagast	Finagast	109,38	40	Opti-Court-Terme	PAM	109,21	84	San Court-Terme	Rothschild	109,00	128
Ofima Trésor	Ofima	109,38	41	Eureuil Monéprime	BBL France	109,19	85	Hervet Plus	Hervet	109,00	129
BTP Monécourt	BTP Bque	109,37	42				86	CIAL-Sécurité	CIAL	109,00	130
							87	Comptevator	CDC Trésor	109,00	131
								Quest Trésorerie	BP Ouest	109,00	132
								Frédéric	CCF	109,00	133
								Fondier Court-Terme	CCF	109,00	134
								Valdél	TGF-Gest	109,00	135
								Plac. C.T. Première	NSM	109,00	136
								Top Cash	CPR Gestio	109,00	137
								France Court-Terme	CIC-UE	109,00	138
								Quest J	CIO	109,00	139
								Acti Valorisation	France	109,00	140
								GR-Trésor	BFCC	109,00	141
								Questar Court-Terme	CM Loire A	109,00	142
								Cap-Bre	St Rep. Ges.	109,00	143
								Placement J	Finord	109,00	144
								CDB Monétaire	SG	109,00	145
								Rhône-X Court-Terme	CCBP	109,00	146
								Est Court-Terme	BNP	109,00	147
								Optifiance	CCF	109,00	148
								BRO Sécurité	BRO	109,00	149
								Ecofinant	Ecofin	109,00	150
								Ct Mutuel Epargne J	Ct Mutuel	109,00	151
								Investissement CT	BAFP	109,00	152
								Eureuil Monétaire	Eureuil	109,00	153
								Monégation	Ecofin	109,00	154
								Pyramides Court-Terme	Finord	109,00	155
								Priv Associations	BMP	109,00	156
								JPM Court-Terme	Amalthée	109,00	157
								Prépar Sécurité	BRED	109,00	158
								Dryade	BGP	109,00	159
								Provence Court-Terme	Hottinguer	109,00	160
								Soil Court-Terme	BF	109,00	161
								Séparation Ct-Terme	Créd. Nord	109,00	162
								Saint-Honoré Trés.	Cie	109,00	163
								Finord Sécurité	Créd. Nord	109,00	164
								Soil Sécurité	BF	109,00	165
								Opéra Trésorerie	Phil. Gest.	109,00	166
								Latitude	Sogépost	109,00	167
								Leumi Court-Terme	Mutuel	109,00	168
								Eureuil Trésorerie	Eureuil	109,00	169
								Moné J	Ségaspar	109,00	170
								Sicav Associations	TGF-Gest	109,00	171
								Ct Maritime Sécurité	Finord	109,00	172
								Capimonétaire	SG	109,00	173
								Eurocop Sicav	BFCC	109,00	174
								Lion 20 000	CL	109,00	175
								Sécurité	CCF	109,00	176
								Invest Sécurité C.T.	CM Méditr.	109,00	177
								Moné Ouest	BP	109,00	178
								Natio Monétaire	BNP	109,00	179
								Natio-Sécurité	BNP	109,00	180
								Francourt	CCF	109,00	181
								Euroterm Deutsche Mark	PAM	109,00	182
								Partners Deutsche Mark	PAM	109,00	183
								Socgen Cash Dollar	SG	109,00	184
								Mayerbeer Cash Italia	Mte paschi	109,00	185



La Corbeille d'Or 1992 ■ la revue Mieux Vivre récompense chaque année l'Etablissement Financier qui, sur un an, obtient ■ meilleures performances sur l'ensemble de ■ SICAV actions et obligations.

En 1992, la Corbeille d'Or ■ attribuée ■ la Caisse d'Épargne.

Avec plus de 160 milliards d'encours répartis sur une gamme complète ■ SICAV, allant des SICAV monétaires jusqu'à celle de l'éco-industrie, la Caisse d'Épargne ■ situe parmi les ■ premiers établissements bancaires: 1 400 000 clients lui ont déjà fait confiance.

La Corbeille d'Or récompense la qualité ■ gestion, le professionnalisme ■ la compétence des équipes d'Écureuil

Gestion, filiale spécialisée de la Caisse d'Épargne ■ la Caisse des dépôts. Le développement récent ■ spectaculaire ■ produits boursiers de la Caisse d'Épargne est ■ promesse de succès au bénéfice de tous ■ clients.



CAISSE D'ÉPARGNE

Nom de la sicc	Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992
Autres Sicav court terme				
Réflex Première	SCAF	S	111,12	1
Fine CT	Finagast	R	110,85	2
Finacourt 1 ^{re}	Finagast	R	110,74	3
Bât Première	Investimo	S	110,49	4
Provence Optimum	Hottinguer	S	110,43	5
La Hérisse Pibor	Finagast	R	110,26	6
Indosuez Régularité	Indosuez	S	110,11	7
Sécurité Arbitrages	CPR Gestio	S	109,91	8
Sélection court terme	CCF	S	109,80	9
Centrale court terme	CC Réscpte	R	109,87	10
Rochefort court terme	Rochefort	R	109,86	11
BGT M +	BGT	R	109,78	12
Sogéval	BFT	S	109,67	13
Option-Sécurité	BRED	S	109,64	14
BTP Associations	BTP Bque	S	109,56	15
Mobilisécurité	CGM	R	109,49	16
Sage Court terme	Sage	R	109,48	17
Partner Régularité	LMG	R	109,46	18
AM TROP	AM Gest.	R	109,45	19
Placements Valorisation	NSM	S	109,43	20
Rochefort 5 x 3	Rochefort	S	109,41	21
Orsay Valorisation	Bq Orsay	R	109,38	22
Mutualité-Dépôts	CDC Trésor	S	109,38	23
Prory court terme	GMF	R	109,37	24
Sogéval	SG	S	109,36	25
CAL court terme	CDC Gest	R	109,33	26
Francourt	PAM	R	109,33	27
Finanion	CIC-UE	S	109,33	28
AGF Sécurité	Phénix F.	R	109,32	29
Mondial Protoc CT	LMG	R	109,32	30
Partner Options	LMG	S	109,32	31
Lloyds Sécurité	Fin. Plus	S	109,30	32
Gestio	CL	S	109,29	33
Cosmos Capital	Arji	S	109,27	34
Chi-Valor	Citbank	R	109,24	35
AM court terme	AM Gest.	R	109,18	36

مركز التقييم

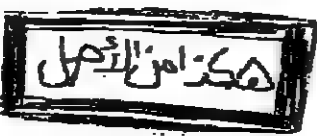
EPARGNE-PLACEMENTS

SOURCE : EUROPERFORMANCE

Nom de la sica					Nom de la sica					Nom de la sica				
Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992		Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992		Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992	
Ecot-Monétaire	Ecot Fin.	R	109,18	37	Victoire Oblige	Victoire	OFCR	110,25	41	Capoblig	SG	OFCR	109,24	101
Ecot Arbitrage	Ecot Fin.	R	109,17	38	Uni-MT	Sampaolo	OFCR	110,22	42	Cadence 1	SG	OFTM	109,23	102
Volcomex Trésorerie-Plus	BFCE	R	109,17	39	JAP Moyen-terme	UAP	OFCR	110,21	43	Cadence 3	SG	OFTM	109,22	103
Foncier Première	CFF	S	109,17	40	MDM Première Catégorie	Mut. Mans	OFCR	110,20	44	Partner Obligations 2002	LMG	OFCR	109,21	104
Pasquier Rendement (C)	BIMP	S	109,16	41	Morgan Net	Morgan	OFCR	110,20	45	Arbitrages Première	Bq Transat	OFCR	109,20	105
Pasquier Rendement (D)	BIMP	S	109,16	42	Mutualités-Réserves	CDC Trésor	OFCR	110,20	46	Epoblig	BAFIP	OFTM	109,20	106
Orsay court terme	Bq Orsay	R	109,15	43	BIP OAT Index (C)	BIP	OFCR	110,17	47	Trifon	CL	OFTM	109,20	107
Cosmos première cat.	Ajli	S	109,15	44	BIP OAT Index (D)	BIP	OFCR	110,11	48	Epargne Capital	BNP	OFCR	109,18	108
BIP CAP 3 mois	BIP	R	109,14	45	Parthénère Première Inst.	Palas Ste	OFCR	110,08	49	Cosmos	SG	OFCR	109,18	109
BTP Monplus	BTP Bque	R	109,14	46	Hausmann Obligations	Worms	OFCR	110,05	50	France Retraite	CIC-UE	OFCR	109,18	110
Sans Coupon	Eurofin	R	109,14	47	Oblic Régions	CIC	OFCR	110,04	51	TIP	BIP	OFCR	109,18	111
Associa première	SG	S	109,14	48	Arc-en-Ciel	CDC Gest	OFCR	110,03	52	Revenus Trimestriels	Sogeposte	OFTM	109,13	112
Orsay Arbitrage	Bq Orsay	S	109,13	49	Lionplus	CL	OFCR	110,03	53	Placements Obligations	NSM	OFCR	109,11	113
Rivoli court terme	Damachy	R	109,11	50	France Garantie	TGF-Gest	OFCR	109,99	54	Obifutur	Sogepar	OFCR	109,10	114
Associa	CC	S	109,08	51	Gestion Première	Ecot Fin.	OFCR	109,99	55	Axa Sélection	AXA Gestio	OFCR	109,07	115
Saint-Honoré Rendement	Cie Finan.	R	109,07	52	Axa Capital	Axa Gestio	OFCR	109,98	56	Placement Premier	SMC	OFCR	109,06	116
M+	Damachy	R	109,05	53	Sogepargne	SG	OFCR	109,95	57	UF 6 Rendement	Damachy	OFCR	109,02	117
Minimax	Palas Ste	R	109,04	54	BTP Plus	BTP Bque	OFCR	109,90	58	Rentac	CIC	OFTM	109,02	118
Finpargne	Finpargne	S	109,04	55	Epargne Obligations	BNP	OFCR	109,89	59	Cap Revenus	Cardif	OFTM	109,01	119
Epargne Associations	PAM	R	109,03	56	Ofina Oblig	Orvalmo	OFCR	109,84	60	Val Première	Cardif	OFCR	108,99	120
Lafayette court terme	Bacot	R	109,02	57	Sélection Première	CCF	OFCR	109,84	61	Général Rendement	Lazard	OFCR	108,92	121
Natio-Epargne	BNP	S	109,02	58	Capitac	BNP	OFCR	109,80	62	Thésora	Sogeposte	OFCR	108,90	122
Socot-GAN	GAN	S	109,00	59	GMF Obligations	GMF	OFCR	109,78	63	Laffitte Obligations	Bardays	OFTM	108,90	123
Placement court terme	SMC	S	108,99	60	Rivoli Plus	Damachy	OFCR	109,78	64	Parbas Capitalisation	PAM	OFCR	108,88	124
Sega Première	Sega	S	108,98	61	Trésor Long Terme	TGF-Gest	OFCR	109,77	65	Sicadent	CCBP	OFTM	108,88	125
Thésaur	BRED	S	108,98	62	Poly Prime	Palas Ste	OFCR	109,76	66	Général Rendement	Général F	OFCR	108,82	126
Estoblig	SNVB	R	108,97	63	Epargne Institutions	Cred. Nord	OFCR	109,75	67	Providence 1 ^{re} Catégorie	Hottinquer	OFCR	108,82	127
Selection Institutions	CCF	R	108,97	64	Indosuez Long Terme (B)	Indosuez	OFCR	109,74	68	Fructidor	CCBP	OFTM	108,79	128
OBC Sécurité	OBC	R	108,96	65	Trésor Plus	CDC Trésor	OFCR	109,74	69	Ecurail Capitalisation	Ecurail g	OFCR	108,78	129
Cosmos Etoiles	Ajli	R	108,95	66	Financière Plus	MAAF g	OFCR	109,71	70	VIP	BIP	OFCR	108,74	130
Gestion Obligeur	Indosuez	R	108,95	67	Indosuez Long Terme (A)	Indosuez	OFCR	109,68	71	AA Fipart	Gérar OPCV	OFCR	108,73	131
Poste Croissance	Sogeposte	R	108,95	68	Fruct Cap	CCBP	OFCR	109,67	72	Hausmann Institutionnels	Worms	OFCR	108,73	132
Cosmos Obligations	Ajli	S	108,95	69	Cyrl Trésor	Cyrl Fin.	OFCR	109,68	73	Revenu-Vert	Sogepar	OFTM	108,73	133
Cosmos Etoiles	Ajli	R	108,94	70	AXA Oblig. France	AXA Gestio	OFCR	109,65	74	Silvante	CL	OFCR	108,72	134
DB court terme	DB	R	108,94	71	Fruct-Prémiers	CCBP	OFCR	109,64	75	Novépargne	Chollet	OFCR	108,68	135
Stratégies court terme	BARP	R	108,93	72	Lion Institutionnels	CL	OFCR	109,64	76	SP Trimestriel	CPR Gestion	OFTM	108,67	136
Cyrl Plus	Cyrl Fin.	R	108,90	73	Lion Trésor	CL	OFCR	109,62	77	Obli-Associations	PAM	OFTM	108,66	137
Selection L Prime	CCF	R	108,90	74	Barclays Première C	Puget Mahé	OFCR	109,57	78	Hausmann Première	Worms	OFCR	108,65	138
Cosmos Matigny	Ajli	R	108,89	75	Barclays Première D	Puget Mahé	OFCR	109,57	79	Placements Trimestriels	Duméril	OFTM	108,61	139
Pyramides Placements	Vermas	R	108,88	76	Placements Net	NSM	OFCR	109,57	80	Avec coupon	Eurofin	OFCR	108,57	140
Saint-Honoré Associations	Cie Finan.	S	108,87	77	Hausmann Multirevenus	Worms	OFTM	109,57	81	Bred Associations	BRED	OFCR	108,57	141
Obli. Hérin	Finpargne	R	108,87	78	Paribas Trésor	ALM	OFCR	109,56	82	Acti 2	BSL France	OFCR	108,40	142
Obli-CIAL	CIAL	R	108,87	79	DB Oblig C	DB	OFCR	109,54	83	Athéna Long Terme	Athéna	OFCR	108,39	143
Pyradev	Vermas	R	108,87	80	DB Oblig D	DB	OFCR	109,54	84	Investissement net	BARP	OFCR	108,37	144
Chasse court terme	Chasse Mart.	R	108,86	81	BFP Valor 2	BFP	OFCR	109,52	85	Vie Obligatoire	Vie Sque	OFCR	108,35	145
Prémiers Oblig.	CDC Trésor	R	108,82	82	Unipremière	Sampaolo	OFCR	109,51	86	Options Premières	Duméril	OFTM	108,32	146
San Première	Rothschild	S	108,82	83	Uni-Garantie	Sogepar	OFCR	109,47	87	Corail Indépend. Trm.	Corail	OFTM	108,32	147
Libre-Sécurité	Odco	R	108,81	84	Ecurail Trimestriel	Ecurail g	OFCR	109,46	88	Crédit Mutuel Capl.	Ct Mutual	OFCR	108,27	148
Monet-R Trésor	CDC Gest	R	108,81	85	Finord Valorisation	Cred. Nord	OFCR	109,45	89	Croissance Marcus C	Epargne Fr.	OFCR	108,25	149
Colbert Trésor	Bque	R	108,79	86	Placement Plus	SMC	OFCR	109,45	90	Saga LT Capl	Sega	OFCR	108,25	150
Paribas Epargne	PAM	R	108,79	87	Prévoyance Ecurail	Ecurail g	OFCR	109,39	91	Reval	Cardif	OFCR	108,24	151
Natio Epargne Trésor	BNP	R	108,78	88	Natio-Revenus	BNP	OFTM	109,37	92	Mensualité	CIC	OFTM	108,23	152
Solstice	Sogeposte	R	108,78	89	Sol Trimestriel	SFI	OFTM	109,37	93	Trésor Avenir	Cardif	OFTM	108,22	153
Uni Première C.T.	Sampaolo	R	108,75	90	Arbitrage Rendement	Lyonnaise	OFCR	109,33	94	Hervel Obli-Associations	Hervel	OFTM	108,18	154
Rog court terme	F. la Défense	R	108,74	91	Obli. France	CL	OFCR	109,31	95	Crédit Mutuel Eparg.	Ct Mutual	OFTM	108,12	155
George V court terme	BAC	R	108,71	92	Parthénère Retraite	TGF/CCBP	OFCR	109,33	96	Etoile Obligations	BFA	OFCR	108,11	156
Sesterce	BGP	R	108,69	93	Placements Capitalisation	NSM	OFCR	109,26	97	Fédéral	CM Brat.	OFCR	108,08	157
Finord Placement	Cred. Nord	S	108,68	94	Saint-Honoré Capital	Cie Finan.	OFCR	109,26	98	Expans	Midland Bk	OFCR	108,02	158
Sécurité Obligatoire	CPR Gestion	R	108,67	95	Finord Trimestriel	Cred. Nord	OFTM	109,26	99	Norwich Remunération	Norwich	OFTM	108,00	159
Obli Sud	Lyonnaise	R	108,63	96	Cadence 2	SG	OFTM	109,26	100	Atiss Oblig	Fin Ades	OFCR	107,98	160

Sicav obligataires françaises

Placements Réassurance	SCOR	OFCR	111,07	1
Sogepar	SG	OFCR	111,07	2
Indosuez OAT (B)	Indosuez	OFCR	111,04	3
MATP	BIP	OFCR	111,02	4
Indosuez OAT (A)	Indosuez	OFCR	110,96	5
Capicor	SCOR	OFCR	110,95	6
Azur Obligations	Azur	OFCR	110,83	7
Finareven	Finareven	OFCR	110,83	8
Oblior	PAM	OFCR	110,81	9
Indosuez Première (B)	Indosuez	OFCR	110,88	10
Acti-Prémium	CGM	OFCR	110,68	11
Orsay Première	Bq Orsay	OFCR	110,68	12
Acti-Prémire (C)	BSL France	OFCR	110,67	13
Acti-Prémire (D)	BSL France	OFCR	110,67	14
Hausmann Epargne	Worms	OFCR	110,67	15
Indosuez Première (A)	Jacuzzi	OFCR	110,65	16
Sélection Valeurs du Trésor	CCF	OFCR	110,58	17
Nat Long Terme	Mut. Mut.	OFCR	110,57	18
Finimax Première	Finareven	OFCR	110,56	19
UAP Alfo	UAP	OFCR	110,56	20
Corral Rendement Trim.	Corral	OFTM	110,56	21
CPR Oblig	CPR Gestion	OFCR	110,54	22
Sélection Rendement	CCF	OFCR	110,52	23
Sélection Oblig. Valor	CCF	OFCR	110,52	24
Finareven	CPR Gestion	OFCR	110,51	25
Auxa Première	Finareven	OFCR	110,48	26
BTP Rendement	Auxa Gestion	OFCR	110,45	27
Capital Expansion	BTP Eque	OFCR	110,37	28
Cérès	CPR Gestion	OFCR	110,36	29
France Obligations	BGP	OFCR	110,34	30
Odlo Capitalisation	CCF Trésor	OFCR	110,34	31
Plusval	Odlo	OFCR	110,34	32
Synthesis	Cardif	OFCR	110,34	33
BTP Long-Termie	Ségéspar	OFCR	110,32	34
Union Capitalisation	BTP Eque	OFCR	110,30	35
Top Oblig	CIC-UE	OFCR	110,30	36
Morgan Première cat.	CPR Gestion	OFCR	110,29	37
OAT Indice Gestion	Morgan	OFCR	110,27	38
UAP Première catégorie	CDC Gest	OFCR	110,27	39
	UAP	OFCR	110,25	40



EPARGNE-PLACEMENTS

SOURCE : EUROPERFORMANCE

Nom de la sifav	Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992
Epargne Première	Ci Mutuel	OFCR	107,91	181
Groupe Obligations	BCERP	OFCR	107,83	182
CM Obligatoire	OFCM	OFCR	107,79	183
Inogestion	Ecofin Fin.	OFCR	107,85	184
Vélasquez Obligations	Duméril	OFCR	107,80	185
France 1000	Phénix F.	OFCR	107,52	186
Cosmos Long Terme	Avil	OFCR	107,44	187
Finpart (C)	GérarOPCV	OFCR	107,31	188
Finpart (D)	GérarOPCV	OFCR	107,31	189
Obligatoire	LMG	OFCR	107,27	190
Obliq	Cava Finan	OFCR	107,24	191
Pyramides	Vernes	OFCR	107,20	192
Jeune Epargne	Lyonnais	OFCR	107,14	193
Sol Première	BFI	OFCR	107,03	194
Valcomex Invest Prem C	BFCE	OFCR	106,90	195
Valcomex Invest Prem D	BFCE	OFCR	106,87	196
Obliq	Citibank	OFCR	106,72	197
Revenu Mensuel	Gérar OPCV	OFTM	106,68	198
Multirendement	SCGER	OFTM	106,59	199
Rocheffort Obligations	Rocheffort	OFCR	106,33	200
Valcomex Prot. Croissance	BFCE	OFCR	105,90	201
Epargne Continent	Gérar OPVC	OFCR	105,83	202
Mutigérance	ACGER	OFCR	105,84	203
AGF Oblig	AGF	OFCR	105,48	204
Fruct-Epargne	CCBP	OFCR	104,41	205
Sélection Plus	CCF SAM	OFCR	103,83	206
Rocheffort Convertibles	Rocheffort	OFCR	103,27	207
Avenir Alizés	Ci Mutuel	OFCR	100,39	208
Crédit Mutuel Epargne LT	Ci Mutuel	OFCR	88,00	209

Sicav obligataires étrangères

Nom de la sifav	Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992
Privoblig	BIMP	OI	112,13	1
Finoblig	Finagest	OI	110,33	2
Epargne	Créd. Nord	OI	109,97	3
Nord Développement	CCCI	OI	108,73	4
Obligations	Victoire	OI	108,64	5
Objectif Capitalisation	Lazard	OI	108,63	6
Mobility	CGM	OI	108,37	7
Interoblig	SG	OI	109,35	8
Epargne	Victoire	OI	108,25	9
Epargne	BNP	OI	109,22	10
Stratégie Rendement	Legal	OI	109,18	11
Obligations	Athéna	OI	108,12	12
Epargne	Ségespar	OI	108,98	13
Vivier Epargne	Ferri	OI	108,73	14
Sélection Obligations Int.	CCF	OI	108,64	15
BSD Valorisation	BSD	OI	108,40	16
UAP Alizés	UAP	OI	108,32	17

Nom de la sifav	Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992
Values Gestion	Damachy	OI	108,18	18
Obliq	CL	OI	108,09	19
Fininter	Finagest	OI	107,99	20
Mondiale Internationale	LMG	OI	107,93	21
MDM Oblig-Inter	Mut. Mars	OI	107,88	22
Cyrl Trésor International	Cyrl Fin.	OI	107,48	23
Oblig. Tse Catégories	BRED	OI	107,31	24
Liber Japon	Dawn	OI	107,23	25
Obligations Convertibles	Créd. Nord	OI	107,18	26
Euroval	CIC-UE	OI	107,07	27
Epargne Assurance	PAM	OI	106,84	28
Finseurope Convertibles	Courcoux	OEUR	106,80	29
MDM Eci	Mut. Mars	OEUR	106,81	30
Groupe Capitalisation	BCERP	OI	106,56	31
Laffitte-Rendement	Barclays	OI	106,36	32
Obliq Mondial	CIC	OI	106,32	33
Dizès	Ségespar	OI	106,22	34
Offina Convertible	Offest	OI	106,22	35
Soprisa	SBO	OI	105,53	36
France Ecu Plus	MAAF G	OEUR	105,28	37
Uni-Obligations	Senpacto	OI	104,65	38
Objectif Convertible	Lazard	OI	104,54	39
Partner International	LMG	OI	104,50	40
Poly-Devises	Palas Sté	OI	104,07	41
World Cap	CPRGestion	OI	103,87	42
Fin. Atlas	Fin. Atlas	OEUR	103,70	43
Mondoblig	BGP	OI	103,66	44
AXA Europe	AXA Gestio	OEUR	103,23	45
Obliq Europe	CPRGestion	OEUR	103,01	46
Sol Long Terme Internationale	BFI	OI	102,80	47
Indosuez Mutuobligations	Indosuez	OI	102,80	48
Euro Government Bonds	Robeco	OEUR	102,65	49
Epargne	AXA Gestio	OEUR	102,44	50
Laumi Long-Term	Ci Mutuel	OI	102,00	51
AGF Interfondo	AGF	OI	101,57	52
AGF Ecu	AGF	OEUR	99,94	53
Univers-Obligations	Ségespar	OI	89,23	54
Drouot Sécurité	AXA Gestio	OI	88,78	55
Atlas International	Fin. Atlas	OI	88,24	56
AXA Oblig Internationales	AXA Gestio	OI	87,31	57

Ce classement porte sur les Sicav présentées au palmarès Europerformance en date du 20 novembre 1992. 100 francs placés le 28 décembre 1991 donnent, après déduction du dividende net éventuellement réparti, 2 francs le 20 novembre 1992.

Nom de la sifav	Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992
Sicav actions et diversifiées françaises				
AIE-Values	AIE-Gest.	AF	110,15	1
Saga France	Saga	OF	107,24	2
Euroval Investissements	Euroval g	AF	107,05	3
Atout Futur	Ségespar	AF	106,65	4
Natio-Epargne Retraite	BNP	OF	106,57	5
Recommand A	SAC	AF	106,20	6
AXA Epargne France	AXA Gestio	AF	106,16	7
MDM France	Mut. Mars	AF	106,05	8
Parifrance (C)	PAM	AF	105,83	9
Parifrance (D)	PAM	AF	105,83	10
Hausmann France (C)	Worms	AF	105,80	11
Hausmann France (D)	Worms	AF	105,80	12
AGF Opt-Index	Phénix F.	AF	105,75	13
Drouot France	AXA	AF	105,74	14
Sogefrance (C)	SG	AF	105,17	15
Sogefrance (D)	SG	AF	105,17	16
Planitude	Sogeposte	OF	105,01	17
France GAN	GAN	AF	104,88	18
Shafar	GAN	AF	104,72	19
Sicav 5000	CL	AF	104,45	20
Pavlov	SG	OF	104,39	21
BSD Avenir	BSD	OF	104,27	22
Objectif Patrimoine	Lazard	OF	104,14	23
Livret Bourse Invest.	TGF-Gest.	AF	103,78	24
AXA Values	AXA Gestio	AF	103,14	25
Natio-Values	BNP	AF	103,07	26
Fructifrance (D)	CCBP	AF	102,86	27
Fructifrance (C)	CCBP	AF	102,84	28
Groupe Croissance	BCERP	AF	102,88	29
SG France Opportunités (C)	SG	AF	102,81	30
SG France Opportunités (D)	SG	AF	102,81	31
Assurindica	Damachy	AF	102,21	32
Objectif France 2000	Lazard	AF	102,03	33
France Entreprises	NSM	AF	101,92	34
Intersélection France	SG	AF	101,14	35
Uni-France	Ségespar	AF	101,03	36
Optiminvest	BNP	AF	100,80	37
Actinvest	Finagest	AF	100,61	38
Fin-Index Première	Finagest	AF	100,45	39
Francis	CIC	AF	100,10	40
Fondier Values	CCF	AF	100,03	41
Ci Mutuel Epargne Ind (C)	Ci Mutuel	AF	99,90	42
Ci Mutuel Epargne Ind (D)	Ci Mutuel	AF	99,90	43
Mobi-Actions	CCM	AF	99,78	44
Top CAC 40	CPR Gestion	AF	99,77	45
Odéo Options	Odéo	AF	99,61	46
Actio Index 40	BP	AF	99,60	47
Actions Agro-Alimentaire	CCBP	AF	99,54	48
Elan Index France	Rothschild	AF	99,48	49
AGF 5000	AGF	AF	99,28	50
State Street Actions France	State StrG	AF	99,18	51
Risc 40	TGF-Gest	AF	99,07	52
Offinaction	Offest	AF	99,02	53
Union France	CIC-UE	AF	99,00	54
France Index Sicav	PAM	AF	98,98	55
UAP Actions France	UAP	AF	98,93	56
Hausmann Index France	Worms	AF	98,71	57
France-Avenir	BRED	AF	98,50	58
Elindex France	BFCF	AF	98,18	59
Cosmos France	Avil	AF	98,14	60
Sol France	BFI	AF	97,88	61
Valcomex Sél. CAC 40 C	BFCE	AF	97,78	62
Valcomex Sél. CAC 40 D	BFCE	AF	97,78	63
Marianne	BGP	AF	97,72	64
Midland Options Plus	Midland Bk	AF	97,69	65
Pyramides Opportunités	Vernes	AF	97,67	66
AC-Finpart	Gérar OPCV	AF	97,34	67
Gestion France Sécurité	Indosuez	AF	97,18	68
Laffitte-France	Barclays	AF	96,48	69
Norwich Sélection	Norwich	AF	96,23	70
Uni-Hoch	Senpacto	AF	96,08	71
Gestion Sél. France (A)	Indosuez	AF	95,82	72
Gestion Sél. France (B)	Indosuez	AF	95,82	73
Sél. Values Françaises	CCF	AF	95,42	74
Objectif Dynamique	Lazard	AF	94,91	75
Régérocroissance	Finagest	AF	94,65	76
Sélection Avenir	CCF	AF	93,78	77
Francis Régions	CIC	AF	93,44	78
Uni-Régions	Ségespar	AF	93,28	79
Atlas Action	Fin. Atlas	AF	90,95	80
Fransdev Monceau	Palas Sté	AF	90,35	81
AGF Invest	AGF	AF	87,32	82

Sicav actions et diversifiées internationales

Nom de la sifav	Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992
State Street Emerging Markets	State StrG	AI	109,29	1
Préparal	BRED	DI	108,95	2
Carnegie Patrimoine	Carnegie	DI	108,89	3
Dynamico	Eurofin	AI	108,25	4
Gestion Indosuez (B)	Indosuez	AI	107,59	5
Gestion Indosuez (A)	Indosuez	AI	107,57	6
Midland Action	Midland Bk	AI	106,98	7
Stratégie Actions	Legal	DI	106,34	8
Winterthur Saint-Honoré	Cie Finan.	DI	106,77	9
Unigestion	Senpacto	AI	104,94	10
Vendôme Patrimoine	Cheuvreux	DI	104,51	11
AXA NPI	AXA	DI	104,43	12
Victoire	CGM	DI	103,91	13
Euroval G	Euroval g	DI	103,84	14
SFI-CNP-Assur	CCCI	AI	103,22	15
Saint-Honoré Investissements	Cie Finan.	AI	103,22	16
Sélection Croissance	Créd. Nord	AI	103,15	17
MDM Values	Mut. Mars	AI	103,03	18
Victoire Patrimoine	Victoire	DI	103,03	19
Amplitude	Sogeposte	AI	102,98	20
Horizon	Euroval g	DI	102,50	21
Atlas Values	Fin. Atlas	AI	102,43	22
Sol Investissement	GAN	DI	102,36	23
Victoire Values	Victoire	DI	102,30	24
La Liberté Portefeuille	CCCI	AI	102,29	25
Eagle Investissement	Eagle Star	DI	102,25	26
Saint-Honoré Vie et Santé	Cie Finan.	AI	102,15	27
Ecocic	CIC	DI	102,08	28
Epargne Valeur	BNP	AI	101,87	29
Gestion Associations	PAM	DI	101,78	30
Quartz Sicav	Ségespar	AI	101,68	31
Prépar Croissance	BRED	DI	101,57	32
Offina Values	Offest	AI	101,53	33
Natio-Patrimoine	BNP	DI	101,51	34
SP-Actions	CPR-Gestion	AI	101,33	35
Epargne Unis	Ségespar	AI	101,28	36
Quest Values (C)	CIO	AI	101,00	37
Quest Values (D)	CIO	AI	101,00	38
Finacroissance	Finagest	DI	100,97	39
Saga Perspectives	Saga	DI	100,88	40
Rocheffort Diversifié	Rocheffort	DI	100,83	41
Optigest Internationale	Optigest	DI	100,82	42
Unigestion Actions	Ségespar	AI	100,78	43
Aleas Miroir Invest.	Sogef	DI	100,70	44
Becot-Alain International	Becot	AI	100,69	45
Athéna Actions	Athéna	AI	100,67	46
Biosphère	Cyrl Fin.	DI	100,66	47
Technic	CIC	AI	100,56	48
Planitar	CCBP	AI	100,54	49
Paribas Patrimoine	PAM	DI	100,51	50

De notre point de vue la gestion à long terme est le plus sûr moyen d'amortir les hauts et les bas.

Cette année, l'UAP voit décerner le titre du meilleur gestionnaire de sur 5. Cette récompense nous permet de privilégier le long pour notre gestion. Sécurité, rentabilité, liquidité permettent d'offrir à nos clients, qui nous ont fait confiance, des investissements à long terme. Sicav la meilleure performance sur longue période. Ils ont eu le soutien de l'UAP, le bas du paysage financier. "Classement "Mieux Vivre".



Numéro 1 oblig

EPARGNE-PLACEMENTS

SOURCE : EUROPERFORMANCE

Nom de la siccav	Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992
Techno-GAN	GAN	AI	100,45	51
Rivoli Actions Investissement	Adéma	AI	100,04	52
Transcominents Siccav	BRED	AI	99,81	53
UAP Actions Sélect.	UAP	AI	99,59	54
Cons. Saint-Honoré	Cie Finan.	AI	99,52	55
Gestion Mobilière	NSM	DI	99,52	56
Institutions Opportunités	PAM	DI	99,39	57
Silvan	CL	AI	99,29	58
Epargne Croissance	BNP	DI	99,21	59
Athéna Valeurs	Athéna	DI	99,17	60
Seller Croissance	Seller	DI	99,15	61
UAP Investissements	UAP	AI	99,08	62
Egével	BRED	DI	98,70	63
Croissance Plus	Epargne Fr	DI	98,69	64
Soginter	SG	AI	98,65	65
Orbival	Cardif	DI	98,59	66
AXA Croissance	AXA Gestio	AI	98,56	67
St Est	AXA Gestio	AI	98,25	68
Silvinter	CL	AI	98,01	69
Saint-Honoré Index Proposition	Cie Finan.	DI	97,89	70
Via Investissement	Via Bque	DI	97,88	71
Multicitions	BCGER	DI	97,74	72
Cosmos Communication	Arjil	DI	97,73	73
Placements Environnement	NSM	DI	97,59	74
AXA Investissements	AXA Gestio	DI	97,44	75
Stratégie Internationale	Athéna	DI	97,40	76
Paribas Opportunités	PAM	DI	97,34	77
Le Portefeuille Diversifié	Cogefi	DI	97,19	78
Rivoli Croissance	Demachy	AI	97,02	79
Sélection Environnement	CCF	AI	96,94	80
Capital Valeurs	Paluel Mar	DI	96,88	81
Morgan International	Morgan	DI	96,88	82
Ecofinondiel	Ecofin. Fin.	DI	96,71	83
Provence International	Hottinguer	DI	96,64	84
Créditer	CIC	AI	96,51	85
Privinter	BIMP	AI	96,25	86
Capital-O.R. International	Paluel Mar	AI	96,10	87
Objectif Consommation	Lazard	AI	96,10	88
Sélection Mondiale	CCF	DI	96,09	89
Lafitte Expansion	Barclays	AI	95,98	90
Finarval	Courcoux	AI	95,88	91
Saint-Honoré PNE	Cie Finan.	AI	95,88	92
Partner Capital	LMG	DI	95,82	93
Pyramides Actions	Vermes	AI	95,19	94
Placements Institutionnels	NSM	AI	94,80	95
Placements Privatisation	NSM	AI	94,48	96
Action	CL	AI	93,90	97
Crédit Mutuel Epargne Monde	Cr. Mutuel	AI	93,47	98
Croissance Prestige	Epargne Fr	AI	92,88	99
SNI	CIC	DI	92,77	100
Argonauts	Palles Ste	DI	92,75	101
Colbert Croissance	Bque Colbe	DI	92,68	102
Panthévre Réserve Int.	Palles Ste	DI	92,68	103
GMF Actions	GMF	DI	91,81	104
Alliance	Via Bque	DI	91,80	105
AGF Actions	AGF	AI	88,73	106
Sélection Innovation	CCF	AI	87,88	107
Omni gestion	Ducatel	DI	85,85	108
Hervet Valeurs	Hervet	DI	85,10	109
Mogellan	Palles Ste	DI	84,20	110
Vélezquez Actions	Duménil	AI	82,84	111

Nom de la siccav	Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992
Actions européennes Siccav				
Capital-France Europe	Paluel Mar	AI	103,84	1
Euro Croissance	CIC-UE	AI	103,64	2
CNP Assur Valeurs	CDC Gest	AI	103,28	3
MDM Europe	Mut. Mans	AI	103,28	4
Etelle Franco-Allemagne	BFA	AI	103,08	5
Fructivalor	CCBP	AI	102,64	6
Europe Institutions	Palles Ste	AI	102,24	7
Parceurope	PAM	AI	101,95	8
Partner Europe	LMG	AI	100,01	9
Hausmann Europe	Worme	AI	99,89	10
Allemagne Investissements	BFA	AI	98,15	11
Croissance Britannia	Epargne Fr	AI	97,73	12
Euro-GAN	GAN	AI	97,17	13
Eurodyn	Ségaspar	AI	96,89	14
Valcomax Opportunités Plot	BFCE	AI	96,80	15
Gestion France Europe	Indosuez	AI	96,78	16
Méditerranée Baltique	AXA Gestio	AI	96,93	17
Placement Nord	SMC	AI	95,74	18
Sogévar	SG	AI	95,48	19
Eurocic Leaders	CIC	AI	95,48	20
Nouvelle Europe	Cie Finan.	AI	95,25	21
Uni-Azur	Sanpaulo	AI	95,13	22
Ofimark	Ofimark	AI	95,08	23
Objectif Valeurs Européennes	Lazard	AI	94,61	24
Lafitte Europe	Barclays	AI	94,44	25
Eurindice Gestion	CCCI	AI	94,20	26
Allemagne Opportunités	DB	AI	94,10	27
Jupiter	BGP	AI	92,41	28
Sélection Europe	CCF	AI	92,38	29
Renaissance Europe	Palles Ste	AI	91,74	30
Euroaud	CDC/BUE	AI	91,18	31
Sélection Européenne	CCF	AI	90,90	32
State Street Actions Europe	StrG	AI	90,48	33
Harvane Allemagne	BAFICO	AI	87,27	34
Ofimesud	Ofimesud	AI	83,08	35

Nom de la siccav	Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992
Siccav or et matières premières				
Orvalor	SG	AI	109,56	1
Sélection Géologie	CCF	AI	107,44	2
Oraction	Ségaspar	AI	105,99	3
Or-Invest	Barclays	AI	105,41	4
Act Mines d'or (C)	BBL France	AI	99,93	5
Act Mines d'or (D)	BBL France	AI	99,93	6
Energie	Worme	AI	98,39	7

Principaux sigles ■ établissements gérants

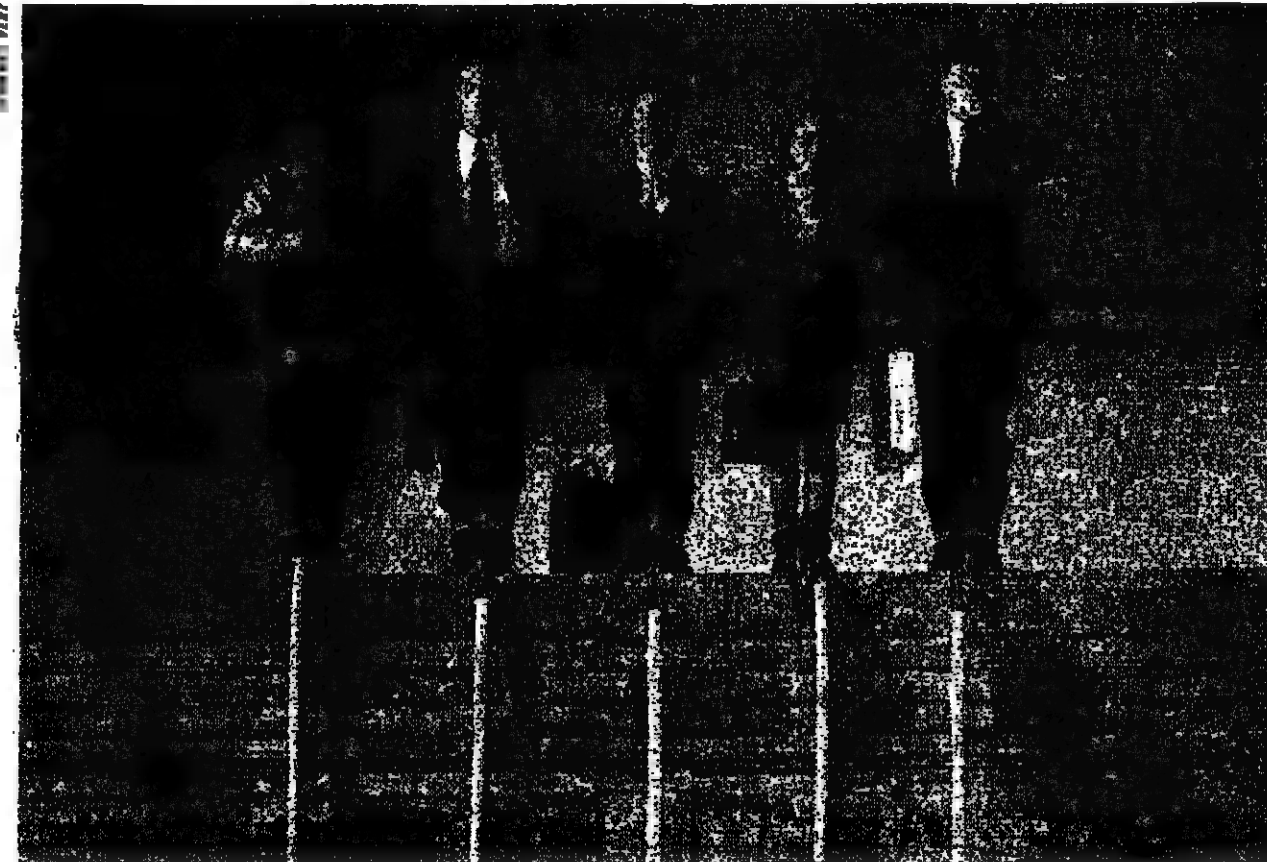
BAN : Banque inter-
BBL France : Banque
BCGER : Banque de la caisse
BFCE : française de
BFCM : Banque fédérative de
BFT : Banque de financement
BGT : Banque de gestion
BIM : Banque internationale
BIMP : Banque industrielle et
BIP : Banque internationale de
BTP Banque : Banque du
CCR : de
CGM : de gestion
CIC-UE : Crédit
CPR : Banque
DB : Deutsche Bank.
PAM : Paribas Asset Mana-
SG : Société générale.
SMC : Société marseillaise de
UBAF : Union banques

Nom de la siccav	Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992
Siccav actions américaines				
Objectif Géo-Croissance	Lazard	AI	95,46	1
Prémior	Crédit Nord	AI	95,13	2
Aurécio	CIC	AI	88,78	3
Elen USA	Rothschild	AI	106,06	4
Phénix USA	Phénix F.	AI	104,29	5
Indosuez Amérique	Indosuez	AI	104,22	6
Quantamerica	PAM	AI	102,39	7
Paramérique Siccav	PAM	AI	101,01	8
Améri GAN	GAN	AI	100,37	9
Sélection Amérique	CCF	AI	99,27	10
Union Amérique	CIC-UE	AI	98,22	11
Partner America	BFSC	AI	96,19	12
Lafitte-Amérique	Barclays	AI	94,98	13
Nouveau Monde	BGP	AI	93,75	14

Nom de la siccav	Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992
Siccav actions asiatiques				
Corail	BGP	AI	123,26	1
Euro-Orient	CIC-UE	AI	114,55	2
Partner Tigre	LMG	AI	105,29	3
Gestion Orient (B)	Indosuez	AI	105,16	4
Gestion Orient (A)	Indosuez	AI	105,16	5
Saint-Honoré Pacifique	Cie Finan.	AI	105,84	6
Atlas Dragon	Fin. Atlas	AI	94,56	7
France Pacifique	CDC Gest	AI	93,92	8
Sélection Pacifique	CCF	AI	93,30	9
Japaco	CIC-UE	AI	91,42	10
Lafitte-Japon	Barclays	AI	90,70	11
Nippon-GAN	GAN	AI	86,97	12
France Japacant	PAM	AI	85,84	13
Gestion Unijapon	Indosuez	AI	82,82	14
Yama Index	Yamachi	AI	81,79	15
Lafitte	BGP	AI	79,62	16
Japonnides-Gestion	CDC Gest	AI	78,48	17
Japindex	PAM	AI	77,86	18
Phénix Japon	Phénix F.	AI	77,21	19
Japacant Siccav	LMG	AI	76,32	20
Soleil Levant	Rothschild	AI	73,84	21
Yama Orient	Yamachi	AI	63,07	22

Nom de la siccav	Gérant	Type	Performance en 1992	Rang en 1992
Siccav immobilières et foncières				
CNP Assur Pierre	CDC Gest	AI	100,10	1
Converimmo	SG	AI	99,64	2
Actions-Pierre	Hervet	AI	99,14	3
Conservateur Unisic	Sanpaulo	AI	99,10	4
Groupe Foncier	SCBP	AI	98,99	5
Foncial	BRED	AI	98,88	6
Natio-Immobilier	BNP	AI	98,11	7
Agfimo	AGF	AI	97,50	8
Uni-Foncier	Ségaspar	AI	97,06	9
MDM Immobilier	Mut. Mans	AI	96,41	10
Objectif Actifs-Réels	Lazard	AI	96,38	11
Croissance Immobilière	Epargne Fr	AI	96,04	12
Foncière long-terme	Vermes	AI	95,87	13
Partner Immobilier	LMG	AI	95,79	14
UAP Actifcandi	UAP	AI	95,48	15
Alzès Pierre	Cr. Mutuel	AI	95,15	16
Foncière Sélection	Demachy	AI	95,08	17
Placement Immobilier	SMC	AI	94,32	18
Fructimmo	CCBP	AI	93,38	19
Gestion Immobilière Int'l (B)	Indosuez	AI	93,26	20
Gestion Immobilière Int'l (A)	Indosuez	AI	93,23	21
Foncier Investissement	CCF	AI	93,18	22
AGF Foncier	AGF	AI	93,17	23
Gestion Siccavmme (B)	Indosuez	AI	92,91	24
Gestion Siccavmme (A)	Indosuez	AI	92,87	25
Capital Pierre Investissement	Paluel Mar	AI	92,38	26
Lafitte-Immobilier	Barclays	AI	92,25	27
Hausmann Pierre	Worme	AI	90,83	28
Pierre International	CIC	AI	90,57	29
Réalvalor	BGP	AI	88,60	30
	SG	AI	87,02	31

Ce classement porte sur les Siccav créées avant le
 28 décembre 1990 et présentes au palmarès Europerformance
 en date du 20 novembre 1992. Les francs placés le 28 décem-
 bre 1991 donnent, après ajustement du dividende par éven-
 tuellement détaché, X francs le 20 novembre 1992.



CHEFS D'ENTREPRISE,
IL EXISTE D'AUTRES BONNES MÉTHODES
POUR DYNAMISER VOS COLLABORATEURS.



Epargne retraite, épar-

ment salariale, voici quelques

moyens pour dynamiser vos colla-
 borateurs, tous vos collaborateurs... Des
 moyens moins risqués mais plus élasti-
 ques car nous les adaptons à vos besoins
 de chaque entreprise et à ses salariés

La Branche Groupe de la CNP

également les garanties :

décès, incapacité, travail,

médicaux, qui viennent en complé-
 ment des régimes sociaux obligatoires.
 Tout vous donnera une Prévoyance. Pour tout rensei-
 gnement, appeler : (1) 42.79.89.51.
 CNP, le de l'Assurance Collective.

VIVEZ BIEN ASSURÉ

EPARGNE-PLACEMENTS

L'Europe boursière naîtra dans dix-huit mois

Une directive européenne reprend les thèses des pays latins, peu tentés par l'ultralibéralisme

L'EUROPE boursière en train de se constituer. La base essentielle est la directive sur les services d'investissement. Un principe a été conclu au mois de juin par les ministres des finances européens. Douze. Excepté quelques modifications techniques, les grandes lignes du projet devraient peu évoluer. Toutefois, il reste encore à parcourir quelques méandres à Bruxelles avant l'adoption définitive. Il est en vigueur dix-huit mois après l'adoption définitive par le Parlement européen.

La gestation de cette directive européenne a été pour le moins laborieuse. Oubliée par les textes, elle n'avait pas été prévue dans le Livre blanc européen de 1985. L'idée d'une directive sur les services d'investissement apparait en 1988, le lendemain de la rédaction du texte européen régissant les services financiers.

Pendant quatre ans, la conception du futur marché boursier communautaire a été l'objet de conceptions, l'une très libérale défendue par les anglo-saxons (Allemagne, Royaume-Uni), l'autre plus réglementée revendiquée par la



France et les pays latins. Le point de vue des pays du sud de la Communauté avait été pris en compte dans les quatre principes de base qui ont servi de base à l'élaboration de la directive.

Le premier principe est la reconnaissance d'un statut européen pour une « entreprise de service d'investissement ». Ce statut implique une reconnaissance mutuelle de l'investissement financier par les deux États membres. Une fois reconnue et agréée par son pays d'origine, la société peut exercer son activité dans le Communauté.

Transparence pour les transactions

Le deuxième fondement concerne la notion même de « transaction ». Il s'agit de règles précises sur les procédures d'admission, la déontologie de la transparence. Les pays qui, dans un souci de protection du client, souhaitent regrouper les transactions sur un marché central, comme en France, pourront bénéficier de ce statut.

Le troisième pilier concerne le statut des investisseurs. Il est rappelé que les investisseurs doivent être publiés au fil de la

seance tous les prix et tous les volumes négociés. De plus, durant la séance, des publications doivent se faire régulièrement. Enfin, les banques doivent publier des données sur les marchés boursiers.

Ce projet de directive a été adopté avec satisfaction en France. Il « fait une large part aux intérêts de transparence et de protection de l'investisseur qui ont toujours été ceux de la Bourse de Paris », pouvait-on lire dans la lettre mensuelle de la Banque parue au début de septembre. « Si le compromis final correspond plus à la définition de ce qu'avaient proposé au début les représentants français, il introduit une règle de transparence (publications régulières, et avec un cours de délais, de données sur les cours et les volumes) que certains marchés européens ne respectent pas », lit-on également dans cette revue. Concrètement, lorsque cette directive sera adoptée, la place française ne devra pas se soumettre à des règles de fonctionnement, car elle se trouve aux normes imposées. Seule la loi du 12 janvier 1988 devra être modifiée pour y inclure l'aspect européen.

D. G.

L'épreuve du feu pour les sociétés civiles de placement immobilier

En dépit de la crise, la substance des SCPI n'est pas menacée

À l'immobilier, qui a décliné en France comme dans bien d'autres pays et qui se poursuit, il provoque une véritable crise de confiance. La collecte d'épargne pour les sociétés civiles de placement immobilier (SCPI). Cette collecte, qui était de 13 milliards de francs en 1989, puis en 1990, a commencé à diminuer en 1991 à 11 milliards de francs et ne devrait pas dépasser les 6 milliards de francs en 1992, selon M. Jean-Louis Brunet, président de l'ASPIIM, l'organisation professionnelle, qui a vu chuter de près de 30 %

Encore faut-il distinguer le chiffre brut de 2,2 milliards de francs des parts SCPI cédées par leurs propriétaires sur le marché secondaire, celui de la revente sur lequel pèse, en fin d'année, 1 milliard de francs de parts en attente de cession, avec un délai d'attente de quatre à cinq mois. L'ampleur de ce décalage est un phénomène qui n'a pas de précédent sur un marché vieux de vingt ans. Cela dit, signale M. Brunet, ce marché souffre plutôt d'un manque d'achats que d'un afflux de ventes, et les 11 milliards de francs de parts en 1992 ne représentent que 3,3 % d'un immobilier valant environ 300 milliards de francs, dont par lequel 600 000 épargnants. Ce n'est pas la crainte d'un effacement de la valeur des parts qui effarouche les souscripteurs, mais plutôt l'incertitude de ce secteur et les difficultés sur le marché immobilier.

En outre, certains investisseurs, par un réflexe naturel de prudence, peuvent juger difficile de se prémunir contre les effets d'une conjoncture durablement défavorable à leurs

parts de SCPI à la liquidité incertaine, qui accroît les difficultés du marché. De plus, cette incertitude est la précédente, le résultat d'un produit d'attente à la rentabilité incertaine et à la liquidité parfaite (du jour au lendemain), est plus forte que jamais.

Mais, au-delà des cycles de l'immobilier, qui ont connu des hauts et des bas de 1974 à 1977, de 1981 à 1984, et même 1984, le vrai problème des SCPI est celui de l'évolution des revenus locatifs qui risque de peser sur la distribution des dividendes. Sur les 90 milliards de francs de patrimoine des SCPI, il y a 10 milliards investis en logements et 80 en entreprises.

Le dilemme des SCPI

Si la durée des deux en cours permet d'anticiper une certaine hausse des loyers, un phénomène acceptable, il préoccupe les gérants en question : les entreprises utilisant les locaux commerciaux aujourd'hui à des loyers très faibles, d'abord en réduisant les surfaces qu'elles occupent, puis en regroupant leurs activités dans des locaux plus nombreux sur des emplacements moins centraux. Cette situation pourrait conduire, à terme, en l'absence d'une reprise de la croissance économique actuellement hypothétique, à une augmentation du taux d'occupation des locaux à usage commercial qui, en région parisienne, a passé récemment de 5 % à 10 % en 1991, et de 20 % américains à 30 % en 1992.

Par ailleurs, la protection du capital investi, qui était jusque-là

présent de manière très régulière par la valorisation du prix des parts, pourrait, dans la conjoncture actuelle, être moins assurée. Sans doute, les performances des SCPI, qui traduisent le prix des parts, sont beaucoup plus fonction de l'évolution des revenus futurs (niveau des loyers, taux d'occupation des locaux) que de la valeur vénale des locaux. Mais, à l'heure actuelle, la fixation de la valeur des parts ne peut se faire que par référence aux cours de bourse, qui ont lieu ponctuellement, à des conditions traduisant des valeurs d'immobilier à la casse. Les actionnaires des SCPI se trouvent, de fait, amenés à procéder à l'évaluation de la valeur des parts dans une conjoncture caractérisée par une incertitude, tant sur l'évolution des résultats que sur la valeur intrinsèque des entreprises.

Indépendamment de ces incertitudes, les gérants de SCPI ont des difficultés à prendre dans l'immédiat, en raison de la chute de la collecte et de la crise du marché immobilier, les mesures nécessaires pour maintenir les prix de leurs parts et, ce faisant, ils risquent d'inciter les porteurs à vendre, estimant que les parts ont atteint leur point haut. Soit ils ajustent à la baisse le prix, notamment pour améliorer la rentabilité instantanée, soit ils laissent la clientèle et, si possible, laissent la vente.

En bon Français, cela s'appelle un dilemme (choix entre deux maux également mauvais). Quelques semaines, hélas, ne suffisent pas à résoudre ce dilemme. La décision, prise courant octobre 1991 par Antin Gérance, de suspendre la distribution de dividendes a été adoptée à la majorité du capital et a été

permettait de faire passer les parts mises en vente, théoriquement, la possibilité de revendre une partie du patrimoine si le fonds était épuisé. Les dirigeants d'Antin Gérance ont préféré geler une telle procédure pour ne pas épuiser leurs liquidités, estimant, en outre, que le patrimoine des SCPI concernées est de qualité et ne doit pas être liquidé à perte.

Le vieillissement des SCPI

Au-delà de ces péripéties, on peut considérer que la substance même du patrimoine des SCPI n'est pas vraiment menacée. D'abord, la plupart des acquisitions ne sont pas récentes et leur prix n'a pas été outrageusement gonflé. Ensuite, ces acquisitions ont été financées par des fonds propres — les capitaux provenant des souscriptions — et non par des prêts immobiliers, très coûteux à l'heure actuelle. Mais la persistance d'une crise de l'immobilier de bureaux, pendant vraisemblablement plusieurs années, risque de peser sur la commercialisation des parts.

Outre, comme le signale M. Louis Pelloux, président du groupe qui porte son nom, un problème de marché secondaire va se poser de plus en plus, au fur et à mesure que les SCPI vieillissent, ainsi que leurs propriétaires : à vingt ans d'existence, on peut envisager 5 % de revenus annuels, soit 4,5 milliards de francs par an, chiffre supérieur à la collecte nouvelle de 1992 (3,5 milliards de francs).

F. R.

Plus de transferts que de liquidités pour le PEA

Le plan d'épargne en actions connaît le succès, mais on y déménage son portefeuille plus qu'on n'y apporte ses liquidités.

DEUX BÉNÉFICIAIRES MAJEURS auront cette année modifié l'environnement de l'épargne française. Deux événements qui ne sont pas complètement dissociés. Le premier est le moins agréable pour l'épargnant, mais le plus intéressant de la fin de l'année, le second, plus agréable, est le lancement le 14 septembre, après bien des effets d'annonce, sur la composition des parts de la date, du plan d'épargne en actions (PEA).

L'un n'allait pas sans l'autre. Comment réussir à trouver de l'épargne nouvelle sans précisément la détourner de son placement qui depuis des années a qualifié le « fiscallement attractif » ? C'est la nuit du mercredi 1 au jeudi 2 juin, l'Assemblée nationale a voté l'amendement présenté par le ministre des finances, M. Michel Sapin, qui transforme la fiscalité s'appliquant aux actions des SCIV en celle qui s'applique aux actions des PEA. Cette mesure — qui ne s'appliquera qu'à partir du 1^{er} janvier 1993 — ne concerne que 4 millions de porteurs de parts, 315 900 actions à 1 450 francs la fraction des cessions échappant à la taxation. Cette mesure est un transfert d'épargne. Et c'est là qu'intervient le plan d'épargne en actions.

Adopté définitivement par les députés au début du mois de juillet, le PEA est effectivement lancé en vigueur depuis le 1^{er} septembre. Les trois objectifs auxquels devait répondre le plan étaient les suivants : pourvoir aux besoins en fonds propres des entreprises, soutenir la Bourse pour favoriser les privatisations partielles et donc réduire l'importance de l'épargne étrangère, et enfin, en outre, un relais à la loi Monory de 1978, au chapitre d'épargne en actions (CEA) de 1981, et un plan d'épargne-retraite (PER) de 1982 (qui intégrait également les placements en actions). Autant de placements à succès auxquels on pourrait ajouter le plan d'épargne populaire (PEP) lancé en 1989.

Dans sa forme toutefois, il n'est pas d'avantage fiscal à la souscription : pour des raisons d'équilibre budgétaire, le montant de l'économie est limité à 1,2 million de francs par couple marié, et un plan d'épargne doit être ouvert avant le 31 décembre de huit années, mais néanmoins possibilité de « sortir » sans pénalité au bout de la cinquième année. Si, pour une raison ou une

autre, l'épargnant désire « sortir » avant, les plus-values des actions seraient imposées au taux commun de 18,8 %.

Cependant, a-t-il été reçu ? Entre son passage à l'Assemblée et le moment où il est arrivé au guichet, l'environnement boursier a considérablement changé. A la mi-septembre, les gains affichés par la Bourse de Paris étaient loin des 15 % affichés par l'indice CAC à quelques semaines auparavant.

Si les investisseurs de collecte la plus communément admise se situent entre 15 et 40 milliards d'ici à la fin de l'année, il semblerait que nous n'en soyons pas si loin. La collecte globale dépasserait les 36 milliards de francs, et les dispositions, notamment en matière de transferts de titres qui pouvaient être effectués jusqu'au 31 décembre et seraient prolongés jusqu'au 31 mars 1993, seraient facilitées.

1,2 million de plans

Si l'on peut tirer un premier enseignement, compte tenu des différences de fiscalité des produits, les actions des SCIV ou fonds communs de placement, actions en direct, produits garantis, contrats d'assurances, etc.), la collecte de l'épargne provient, pour l'essentiel, de transferts de portefeuilles, les liquidités ne représentant que le quart de l'apport total. Néanmoins, malgré ce constat, le PEA paraît conforme aux prévisions des promoteurs, à la fois pour le nombre de plans créés et pour les montants.

Sur les principaux réseaux, ce sont près de 1,2 million de plans qui ont été créés. Environ 300 000 plans ont été créés au Crédit agricole, un peu plus de 100 000 au Crédit lyonnais, plus de 100 000 à la Société générale, 85 000 à La Poste, autant chez l'Épargne, tout compris à la BNP. En termes d'encours, les grands gagnants sont le Crédit lyonnais et le Crédit agricole, avec près de 8 milliards de francs de collecte, suivis par la Société générale, avec 4 milliards de francs, et la BNP, avec 2,5 milliards de francs. Comme on peut le voir, le PEA ne bouleverse pas vraiment la hiérarchie des établissements bancaires.

Autre constat, malgré l'alourdissement de la fiscalité par les plus-values de cession, les placements de type SCIV ou fonds communs de placement attirent toujours aux yeux du grand public un attrait indéniable lié à leur forte rémunération et à leur sécurité. Si le PEA a drainé 36 milliards, les 9 milliards d'épargne nouvelle, les SCIV et court terme représentent toujours un encours supérieur à 1 000 milliards de francs.

F. Ba.

Information SICAV

ELICASH Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV ELICASH sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire, le mercredi 13 janvier 1993 à 15 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris. Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1991/1992.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence habituelle Crédit Agricole.

CA SEGESPAR

Information SICAV

MONÉ J Assemblée Générale

Les actionnaires de la SICAV MONÉ J sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire, le mercredi 13 janvier 1993 à 11 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 90 Bd Pasteur, 75015 Paris. Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice 1991/1992.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence habituelle Crédit Agricole.

CA SEGESPAR

FOOTBALL : avant les coupes d'Europe

SKI ALPIN : Critérium de la première neige

Les Français en quête de souffle

Realiste Tomas Fogdoo, architecte dans la première manche, auteur d'une fulgurante manœuvre dans la deuxième manche. « On ne peut pas rester sur une victoire si décevante. Il faut aller chercher les deux manches pour grimper sur le podium. » Michel Vico, le nouveau directeur technique « alpin » des équipes de France ne cache pas sa déception : « Les résultats sont en deçà de nos ambitions ».

■ revaloriser et ■ protéger les jeunes coureurs parvenus trop tôt dans l'équipe de France et usés par une compétition précoce.

Samedi, Franck Piccard a terminé 15^e du super-géant, Luc Alphand s'est classé 17^e et Jean-Luc Crétier a abandonné. Thierry Durrant (10^e), jeune champion de France de la discipline, et Denis Rey (13^e) leur ont fait la mise. «Quatre coureurs dans les dix-sept premiers, cela prouve que les tricolores commencent à former un vrai groupe et non un aggrégat d'individualités», rétorque Michel Vion.

Les messieurs du comité français étaient en fait des étrangers, remis de leurs résultats en demi-teinte aux Jeux olympiques d'Albertville. Ils n'avaient rien dit de la candidature de Piccard. Ils ont dit : « Non, nous n'arrêter après de nous, l'incontournable grand frère de l'Équipe revient sur sa décision, jurant qu'il restera sur les pistes le plus longtemps possible. Piccard a changé d'équipement en début d'année, il se sent plus à l'aise, mieux écouté, au sein de sa nouvelle société.

Pourtant, **Patrice Bianchi** était au top, dimanche, en **Manche**, et se réjouissait de sa victoire. Il ne s'attendait pas à être battu par aujourd'hui l'unique Français capable d'espérer une place plus qu'honorable dans cette discipline, comme il l'a montré en terminant 4^e à **Sestrières**, samedi 28 novembre. En plus, il avait eu à affronter un champion du monde, qui ne disputait en février à **Moroka**, au Japon. « Les autres ? Ils font d'excellents résultats à l'entraînement mais ne parviennent pas à mettre la main sur les compétitions », regrette **Patrice Bianchi**, désemparé. Le **Manche** ou le **Grand Prix de la Région parisienne** de demain, en solitaire, témoignent d'une grande maîtrise, mais c'est quand même difficile d'effectuer l'équipe France pour tisser une

Les prochaines finales des clubs d'Europe de football donneront lieu à une triple confrontation franco-belge. Mardi 9 décembre, lors du match retour du troisième tour de la Coupe de l'UEFA, l'AJ Auxerre reçoit le Standard de Liège à Paris que le Paris-MG a débâché à Anderlecht, le prestigieux club des faubourgs de Bruxelles. Mercredi 9 décembre, la deuxième journée de la Ligue des champions opposera l'Olympique de Marseille au FC Bruges. Malgré ses moyens modestes, le football belge est excellentement en mesure de

l'un des rares présidents club à avoir donné, vivant, son nom à un stade, l'ancien Parc Astrid ? Comme footballeur, homme d'affaires, qui a eu une fortune en reprenant la société de son père, avait scellé la brique rouge les liens qui l'unissent au Royal Sporting Club d'Anderlecht. Depuis plus de vingt ans, Constant Van Den Stock écrit son histoire avec le club.

Jean-Pierre Papin, ou aujourd'hui, l'attaquant nigérian Amobachi.

Le secret de leur réussite, c'est "l'ensemble du milieu belge, d'avoir su transformer leurs handicaps en atouts. La catastrophe du Heysel a été mise à profit pour moderniser les stades. Les scandales financiers ont servi d'aliment à des dons et actions sociales. Dans un pays où le football étrangers pullulaient, la velle réglementation de l'UEFA a permis le monde à se lancer à la recherche de nouveaux joueurs, à enrichir les clubs des pays voisins, conduit le football belge à protéger ses joueurs : avec le système des primes de transfert, les footballeurs, en fin de contrat, ne sont jamais libres. Ils doivent être rachetés par un club étranger, à peine de tomber dans la catégorie des salaires à la française, explique Verschuieren, le manager d'Antwerp. L'argent circule en circuit fermé entre clubs, sans motif des formes des jeunes en leur profit."

Loin des excès des voisins

la taille réduite du pays en un bientôt. « Les jeunes joueurs sont obligés de partir confiner dans des camps militaires, comme si c'était un journaliste du quotidien Le Soir. Grâce à la proximité de leur foyer, ils vivent plus longtemps au sein de leur famille. » Et ils en tirent ainsi des personnalités moins équilibrées que leurs homologues français. Cette hygiène antialcoolique a entraîné la chute de l'équipe nationale. Depuis plus de dix années, les « bons rouges » rivalisent de constance au plus haut niveau. Avec cinq fois cinq rencontres de qualification, l'équipe belge est la première du continent à posséder un tel record. Son succès pour la Coupe du monde de 1994 a été récompensé par la gloire, comme l'ont été la France, l'Allemagne et la Belgique. Mais, à l'heure où les conversations sur l'arrivée à maturité de la star Enzo Scifo ou de Marc Degryse, ou sur l'émergence de footballeurs plus jeunes. Tant et si bien que Paul Van Himst, entraîneur de la sélection, peut se vanter d'être un homme habitué à la prudence. « On ne peut pas tout avoir. Mais, si l'on est persuadé qu'on pourra tout bien figurer États-Unis, on a déjà l'équipe pour aller qu'en s'amorçant. » D'ici le prochain tournoi de football, on peut être définitivement érigé en modèle, loin des surenchères et des excès de sa-

JÉRÔME FENOGLIO

[illegible]

En Belgique, l'innovation est un moyen de survie pour les clubs de football. Les trois équipes qui vont s'affronter — les Lions Flandres, les Dragons du Brabant et les Vikings du Nord — forment les trois chapitres d'un manuel de débrouillardise d'argent.

Anderlecht, club phare — payé, à l'heure d'écriture, par la puissance économique de la région flamande — se transformant en véritable entreprise du football, professionnelle jusqu'au moindre détail. Le Standard de Liège, fanion — la Wallonie, — sorti de 100 années de purgatoire où l'avait plongé une dévotion aveugle à la religion, est un groupe d'industriels qui achètent les joueurs plus les louent au club. Au FC Bruges, formation fétiche des Flamands, l'ambiance est restée plus proche de l'amateurisme. Dans ce club, fournisseur par obligation, on se spécialise dans une gestion de la comptabilité, préconisée par le conseil d'administration et dans la tenue comme la comptabilité d'un certain

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

C'était en Espagne, un soir de Josép F.C. Le président fu nissant FC Barcelona, Josep Lluís Núñez, à visiter son club. Camp à son homologue d'Anderscht, avec un état d'esprit d'épater son hôte. « Vous savez, finit par égarquer celui-ci, j'ai aussi des possessions au stade très coquet. »

« Mais ça ne vous a pas empêché de perdre la Coupe d'Europe ? »

« Encore de la supériorité de l'intercontinental. Le grand d'Europe ne perverra à être des années à un homme de ses soixante-treize-huit ans, qui dissimule mal sa détermination derrière ses lunettes.

TENNIS : vainqueur des Suisse

Les Etats-Unis reprennent la Coupe Davis

Vainqueurs des 1000 (3-1). **Marcel-René** a repris, **le 1000** à **Fort Worth (Texas)**, le **maître** d'argent de la Coupe **des** qui **l'a** **perdu** en 1991 face à l'équipe de France. A égalité vendredi (3-1), les Américains avaient repris l'avantage, samedi, grâce à la paire John McEnroe-Pete Sampras, au terme d'un double marathon de quatre heures et demie enlevé face à Jakob Hlasek et Marc Rosset (6-7, 6-7, 7-5, 6-1, 6-2). Dimanche, Jim Courier marquait le point de la victoire face à Hlasek (6-3, 3-6, 6-3, 6-4). La cinquième rencontre qui devait opposer Marc Rosset à André Agassi a été annulée. — (AFP).

Les résultats

FOOTBALL		Basket-Ball	
Championnat de France de deuxième division (17-18 joués)		Championnat de France	
GROUPE A		GROUPE B	
"Valence b. Sedan	1-0	"Racing-PSS b. Châteaux	78-68
"Aix b. Bastia	2-1	"Dijon b. Lavallois	87-79
"Nice b. Annecy	4-0	"Lyon b. Villeurbanne	77-44
"Cannes et Grénot	0-0	"Toulon b. Pau	70-60
"Nancy b. Luchin-Caenn	3-2	"Grenoble b. "O" Lyon	80-74
"Metz b. Lens	3-0	"Montpellier b. "Reims	78-75
"Espoir et Perpignan	1-1	"Antibes b. Châteaux	94-86
"Charleville b. Mulhouse	4-2		
"Ajaccio b. Rodez	3-0		
Classement : 1. Mardugus, 24 pts ; 2. Sedan, 22 ; 3. Bastia et Cannes, 20 ; 4. Lens, Nancy, Ajaccio et Valence, 18.		Classement : 1. Limoges, 28 pts ; 2. Châteaux, 25 ; 3. Gravelines, Antibes, Pau, Dijon et Racing-PSS, 24 ; 7. Villeurbanne, 20 ; 8. Lavallois et Châteaux, 18 ; 10. Montpelier, la "M" Reims, 16 ; 13. "O" Lyon, 12 ; 14. Dijon, 18.	
"Rouen et Mort" 1-1			
"Angers b. Guingamp" 2-0			
"La Roche-Yvon et Desgenon" 2-0			
Laval b. "Angers" 2-0			
"Bayeux et St-Nic" 0-0			

Guerre de succession au Racing Club de France

Le faux dilemme entre compétition et loisirs

De 18 % en 1988, la part des cotisations consacrée aux activités sportives est passée à 28 % cinq ans plus tard. La faible participation aux assemblées générales, qui instaure un système de cooptation lors du renouvellement, trahit les deux ans, du fait du rôle prépondérant du comité directeur, a permis d'étouffer les premières contestations. Jusqu'en 1990, les prix d'entrée campagne des activités sportives ont été versés au trésorier de la Fédération du Racing Club de France, et non au comité directeur. La Courbie, banquier et ancien président de la Fédération de golf, qui avait tenu sa promesse, a fait entre la contestation au sein du comité directeur.

Certains disent la contestation est encore prématurée. Le 6 novembre, sous le Rassemblement de l'ongle d'orte et des suspensions pour entretenir à l'étranger les intérêts du club. Le tribunal de grande instance de Paris vient de débouter de leur demande de réintégration. Dans leurs tracts, les dirigeants dénoncent des « attentats » au droit de désigner des membres de rénovation au Croix-Catelan, passés d'un devis de 24 millions à un coût de 40 millions de francs, majoré inconsidérément de dix emprunts pour financer les dépenses courantes malgré les 102 millions de francs par an versés en cotisations et droits d'admission, « gaspillages » divers, notamment avec la location de locaux à 10 millions de francs dans une zone dont le prix s'est élevé à 7 millions de francs pour les six dernières années.

A la veille de l'Assemblée générale du 7 décembre, le **MANAGER** du Racing a relevé quelques « négligences » dans le contrôle des Editions arcadiennes, une maison de jeu qui assure la revue. Les audits effectués ont mis en exergue des injustifiées, l'existence de comptes publicitaires, l'absence d'une comptabilité

e délicate (...) de nature à susciter des risques importants en matière fiscale et sociale ». L'affaire, qui a entraîné la démission du trésorier général du club et le licenciement de l'équipe rédactionnelle, est désormais aux mains des prud'hommes. Une autre société, la Française de financement et d'édition, prend à sa charge le coût d'une nouvelle revue moins luxueuse.

Dans une lettre adressée le 27 novembre à tous les membres du club, la direction du Racing réfute les critiques sur sa gestion. Si le devis initial des travaux de rénovation de la Croix-Catalan, entrepris en 1990, était bien de 24,7 millions de francs, les 16 millions de dépassement ne correspondraient pas à un « dérapage » mais au souci de répondre à de nouvelles demandes (thermam, solarium, sauna pour dames, toilettes pour handicapés) et de réaliser ces travaux en une seule fois afin d'éviter les désagréments d'un chantier sur plusieurs années.

Un problème momentané de trésorerie

Malgré la vente des valeurs mobilières de placement du club, passées de 33 à 2 millions de francs entre 1990 et 1992, ces investissements expliqueraient le « problème momentané de trésorerie » réglé par un emprunt de 6,5 millions de francs sur huit ans, négocié en 1991, et le recours à des lignes de crédits bancaires à hauteur de 18 millions de francs pour les quatre derniers mois de 1992, de 12 millions pour les quatre derniers mois de 1993 et de 6 millions pour les quatre derniers mois de 1994, utilisables en fonction des besoins.

Dans leurs tracts, les contestataires dénoncent aussi des méthodes de fonctionnement du comité directeur, « dignes du Politburo ». L'utilisation des pouvoirs en blanc par ce comité et la limitation à vingt-cinq pouvoirs maximum pour les

membres du club présent 81,3 %
des voix à la disposition du comité directeur et des présidents de section, lors de l'assemblée générale extraordinaire réunie le 15 juin 1951.

Pour l'assemblée du 7 décembre, le Racing a envoyé, pour la première fois, à tous les membres du club, à la fois des documents relatifs à la vie du comité, sous une enveloppe déjà affranchie. Et cet acte normal de savoir ce que nous préférons lire, répond-on pour justifier avec fierté.

De plus, pour les membres pratiquant le « doublement », le Racing a renouvelé du tiers avant la précédente assemblée sportive et a répondu à toutes les questions et interpellations.

Le véritable enjeu des élections au comité directeur, appelé à choisir dans le mois à venir le successeur d'Alain Danet à la présidence, c'est le choix de la politique sportive du Racing au sein de l'an 2000. « Nous ne sommes pas dans le sport professionnel au Racing. A condition de faire du football d'entraînement qui ne laisse pas appel à l'argent des clubs », explique M. La Courrie, porte-parole.

Depuis quelques années, la direction a pris de nombreuses décisions afin de limiter à 25 % du montant des cotisations le part du budget consacré aux activités sportives (28,5 millions de francs en 1992), le Racing a dû se figurer à plus de 16 millions (économisées) et en basket-ball féminin. Pour le rugby, le Racing, champion de France en 1990, a trouvé dans le PNF (subvention de 300 millions de francs), surtout grâce à la vente d'un club de 150 millions de francs, vingtaine

qui apportent quelque 10 millions de francs de promotion, de publicité et de panneaux publicitaires. Moyennant une participation de 1 million de francs, un comité général de l'ordre de 20 millions, le Racing s'est constitué. Plus et à la Mairie de Paris pour continuer à jouer les premiers dans le championnat de France de basket-ball. Pour ses 100 ans, le club de la capitale a créé la Fondation Racing olympique, qui regroupe 10 entreprises qui apportent chacune 350 000 francs à la chambre de commerce et d'industrie de Paris. L'institut olympique, qui permet à une vingtaine d'espoirs d'acquiescer une formation professionnelle.

« Parvenir pour [les clubs] à avoir des engagements dans le Vain de Paris, nous devons continuer à former des jeunes. Or, pour avoir des écoles et un encadrement de qualité, il nous faut des champions qui remplissent les écoles, estime M. Jean-Pierre Labro, directeur de la communication d'Ét. Aquitaine, président de la Fédération rugby et conseiller régional de la région d'Alain Danet. Les [clubs] de sport les plus importants ont une [base] fondamentale. Si nous ne faisons que sport de haut niveau et aux clubs de formation de jeunes, il n'y a plus de Racing car nous perdons le privilège de la Croix-Catelan, dont la concession, [nous] jusqu'en 2005 par le Vain de Paris, [nous] l'idée d'une [base] sportive de club ».

GÉRARD ALBOUY

(1) Pour 1993, le **taux** d'entrée (première année) **est** fixé à 28 **millions** pour la Croix-Catelan et à 115 000 francs pour la Boulic. Les **taux** **sont** respectivement, **de** 7 050 **et** 13 800 **francs**.

[illegible]

« **Il faut dans un esprit de dynamisme, d'équilibre et d'avenir, travailler pour** »

« **M. Michel Sapin.** Depuis les premiers jours du novembre, une musique de Camille Saint-Saëns, la campagne du **groupe chimique** pour attirer le grand public vers les 6 millions de francs qui seront versés sur le marché, **pose la question** du savoir quand et à quel prix. Car les dirigeants du firme nationalisée sont **favorables à la privatisation**, ils ont les premiers, voilà une semaine, émis l'idée que la possibilité de lancer une opération. Le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, vient à son tour de le montrer sceptique. Dans un communiqué diffusé le 1^{er} décembre, il confirme que **une opération, qui devrait intervenir avant le 1^{er} janvier**, est **hors de question** sur le marché la permettant ».

« **L'opération se répète-t-elle ?** Vous parlez d'un an exactement, mais même petite **opération** permis au ministère des finances du reporter de trois mois la mise sur le marché de 2,3 % du capital d'EF Aquitaine, en raison de la mauvaise conjonction **économique**. La mauvaise tenue de la Bourse n'est pas le motif **principal** de la fois, comme le prouve la note de bref communiqué de Bercy. »

« **Compte tenu de l'analyse** menée au cours du CIP Rhône-Poulenc, **il n'est pas évident** que les conditions du lancement d'une **opération** ne sont **pas** aujourd'hui **assez bonnes** en termes permettant une **opération acceptable** de l'action. »

D'après l'annonce, le 28 octobre, lors de la privatisation partielle, le CIP, coté à la Bourse, n'a pas été attaqué, l'idée d'acquiescer du fait de la baisse des prix n'a pas obligé l'Etat à s'aligner sur les autres du marché, pour ne pas profiter de la hausse des cours et engranger de l'argent plus-values. Cette hypothèse est d'autant plus solide que pour l'instant, en circulation, ce qui permet à quelques intervenants, voire à un seul, de jouer sur les autres. D'où la mise en garde du président du conseil.

M. Jean Pierre Fourtou, rappelant que l'Etat n'a pas le droit de vendre ses titres en dessous d'un certain seuil fixé par la commission la privatisation.

Malgré si aucun autre n'a été avancé, tous les analystes s'accordent sur un niveau-plancher oscillant entre 500 francs et 520 francs. La Commission de M. Fourtou veut en pour éviter de faire remonter temporairement le titre au-dessus des 500 francs, avant qu'il ne retombe à la suite du mouvement à 400 francs. D'où cette lecture du message de Bercy. Sera-t-il plus entendu par les quelques intervenants qui « font » le marché ?

La Chine souhaite favoriser l'implantation ■ sociétés étrangères sur son territoire, ■ particulièrement celle ■ multinationales et des entreprises ■ technologies, a déclaré au *China Daily*, dimanche ■ décembre, M. Tong Yizong, vicedirecteur ■ bureau des investissements ■ étrangers. ■ Nous prévoyons d'autoriser ■ groupes ■ vendre leurs produits de haute technologie ■ Chine ■ acheter localement certains produits pour l'exportation. ■ a-t-il ajouté.

Le gouvernement chinois envisage aussi d'autoriser les firmes privées chinoises à créer des joint-ventures. Mais les autorités envisagent aussi de renforcer leur contrôle sur le fonctionnement des entreprises sino-étrangères, arguant de nombreuses fraudes fiscales. - (AFP)

4

Selon un rapport de l'ONU pour 1992

L'année 1992 en Europe de l'Est s'achève sur une note morose. La production s'y est partout inscrite en baisse, même dans les pays où, au début de l'année, une reprise avait été escomptée», souligne la Commission économique pour l'Europe de l'ONU (CEE-ONU) dans son bulletin économique publié dimanche 6 décembre.

Pour la troisième année consécutive, la production intérieure brute (PIB) inscrite en 1991 dans l'ensemble de la région (1), est 10 % en moyenne (après - 14 % en 1991 et - 10 % en 1990).

Les experts de Genève s'accordent à penser que, tout comme qu'en Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie, « les progrès considérables » ont été réalisés dans la construction des nouvelles institutions statistiques. Mais, la production industrielle est orientée en hausse relative. Le rapport souligne également que le rôle du secteur privé a augmenté davantage que dans les statistiques officielles. Dans les trois pays, la balance commerciale a été excédentaire en 1991, le premier trimestre.

Etats de l'CEI (Communauté des Etats indépendants), où l'évaluation de la situation économique est encore plus dramatique qu'en Europe. Est, la CEE-ONU estime que la production a décliné de 19 % des six premiers mois de l'année, portant la chute à 30 % depuis deux ans et demi.

Pour la Russie, le produit matériel net (équivalent de la production) baisserait - cette

nées de 25 %, et de 36 % au
 total depuis 1989. Des chiffres
 similaires à ceux des autres Etats
 d'Europe centrale et orientale.
 Selon le rapport, dans la CEI,
 c'est en Biélorussie que la réces-
 sion a été la moins forte
 cette année, alors qu'à l'inverse
 l'Arménie aurait souffert d'une

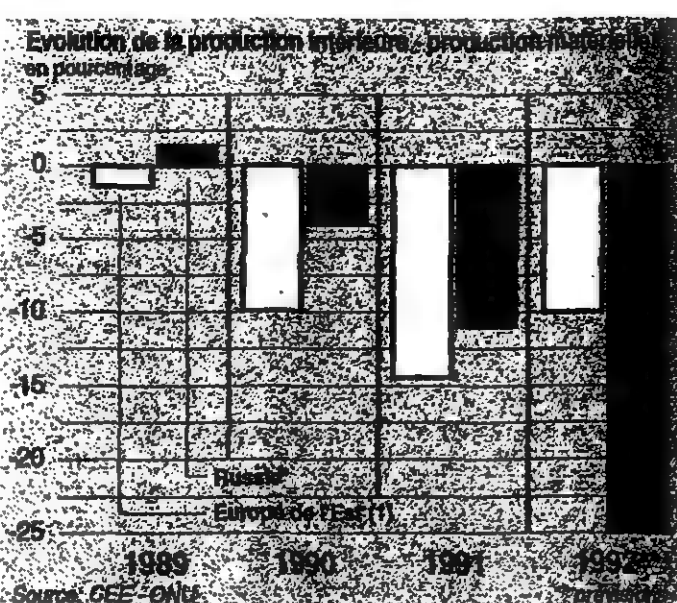
பெரிய அளவுக்குள்ளேயே இருக்கிறார்கள். இதைப் பற்றி நான் சொல்ல விரும்புகிறேன். இதைப் பற்றி நான் சொல்ல விரும்புகிறேன். இதைப் பற்றி நான் சொல்ல விரும்புகிறேன்.

Le gouvernement a amorcé une réforme politique à retardement en attendant public, mardi 10 décembre, le barème du *council tax*, l'impôt local qui sera basé sur la valeur de chaque propriété. La réforme locale est en Grande-Bretagne un sujet délicat et politiquement dangereux : l'ancien premier ministre en a fait l'amère expérience, puisque c'est elle qui a conduit à la suite de la révolte populaire engendrée par l'application du *poll tax* — qui précéda le *council tax* —, que Lady Thatcher fut contrainte d'abandonner le pouvoir.

Les émeutes de Londres, en avril 1990, [] encore dans [] mémoires [] gouvernement de M. John Major est [] de ne [] cristalliser [] mécontentement, en ratant la présentation d'une [] qui vise à [] du passé.

La **poll tax** était en effet un impôt de capitation fondamentale-
ment injuste : d'un montant iden-
tique sur le territoire d'une même
ville, il devait être acquitté
par tout un plus dix-huit
fois, quels que soient le niveau
de revenu et la valeur de son loge-
ment. Bien plus équitable dans
son principe, le nouvel impôt n'est
pas exempt de critiques : lorsqu'en
avril prochain les contribuables
auront leur feuille d'impôt
révisé, le montant de leur conseil

.....



Une fois de plus, les experts d

Après une période de relative protection des travailleurs - liée au maintien d'un fort niveau de budget de la sécurité sociale - le chômage a failli - le chômage a commencé à augmenter rapidement; il oscille actuellement entre 10 % dans la population active en Roumanie, 12 % en Bulgarie et en Pologne et 19 % en Espagne.

(1) Albanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Yougoslavie.

En matière d'inflation, en dépit de prix parfois très élevés, les hausses de prix sont globalement faibles en Europe centrale et orientale. En Russie, en revanche, plusieurs mois après la chute des prix de détail, au début de l'année, les hausses d'inflation atteignent 10 % et 12 % en mai. Ce qui correspond à un rythme annuel de 250 % par an, très préoccupant, largement supérieur, souligne le rapport, aux

La « council tax » provoque des mouvements de mécontentement en Grande-Bretagne

se varient ~~entre~~ grille de huit
anches d'imposition qui ~~est~~
tablies sur la valeur ~~des~~ loge-
ments ~~en~~ avril... 1991. Or, depuis
cette date, les prix ~~des~~ ~~logements~~
ont chuté de plus ~~de~~ 10 % en
Grande-Bretagne, ce qui signifie
que ~~des~~ ~~logements~~ de logements ont
été ~~de~~ ~~facto~~ survalorisés.

Les propriétaires dont le logement est de place dans une tranche supérieure [...] se valent (celle du marché) devoir payer un impôt en conséquence. Or, va se traduire, en moyenne nationale, [...] une diminution de l'imposition [...] sterling (!) pour deux adultes, [...] livres à ceux de la tranche fiscale en haut pour une poignée de propriétaires régionales anonymes c'est-à-dire.

à Londres — et le sud-est de l'Angleterre (sief traditionnelle du conservateur), régions particulièrement touchées par la déprime du marché immobilier, la région du nouvel impit sera plus élevée qu'auparavant.

Deux situations sont différentes : les propriétaires, ainsi, ceux qui ont acheté avant la crise et qui ne peuvent pas vendre à prix correspondant à l'évaluation officielle. Faisant preuve de bonne foi, les propriétaires vont être en mesure d'obtenir une révision de la

ne pas caresser les conséquences politiques de la mobilisation par l'opposition — tant — mécon-

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre vaut environ 4,43 francs.

□ Ampleur de la dette argentine. — Le président argentin, M. Carlos Menem, et M. William Rhodes, président des banques du monde, ont signé, dimanche 16 décembre, un accord prévoyant

Rude **M** : « **M**on estimation indépendante (qui ne pourra être intégrée qu'à l'issue d'une contre-évaluation préalable) s'élevait à 33 milliards (entre 50 et 150 livres) au moment de rabais qu'ils auraient espéré obtenir. Ils devront ensuite prouver que le calcul de leur habitation a été justement établi par **M** ».

M : « **M** avec celle des logements du voisinage. »

M : « **M** ans après la pre-

la restructuration de 31 milliards de dollars de la dette publique du pays : 23 milliards de dette à **M** terme, **M** milliards d'intérêts de retard. Cet important accord conclu dans le cadre du plan Brady va permettre à l'Argentine **M** miser sur les échéances **M** dette, qui atteignent au total 63,5 milliards de dollars fin 1991 dont 37 milliards vis-à-vis des banques commerciales.

M. Lloyd Bentsen serait nommé secrétaire au Trésor de M. Bill Clinton

M. 222 (Chambre des députés) - 12 décembre, à Little Rock (Arkansas), la composition du "Folks Congress" pour mener à bien sa politique économique. Un comité composé de personnalités du Congrès de Wall Street et des meilleurs universitaires qui devrait permettre d'orienter la nation vers l'activité économique sans susciter la défiance des affaires.

M. Clinton sera le seul désigné pour le futur président des conseils économiques auprès de la Maison Blanche, une fonction qu'occupait jusqu'ici M. Michael B. Eiden. Le président du Conseil national à l'économie, que M. Clinton entend mettre à la place, à l'instar du Conseil national, pour donner plus de priorité qu'il veut lui donner aux questions économiques nationales. Parmi les candidats pour la nomination, il y a, que quatre autres personnes en lice pour occuper l'une ou l'autre fonction.

NEW-YORK
notre correspondant

M. Lloyd Botsen, président démocrate de la législature des sénateurs du Texas, figure en tête du classement. M. Bill Clement pour la législature du Texas pour l'année prochaine à l'actuel secrétaire au Trésor, M. J. Brady. Ancien avocat, régulier, M. Brady a été élu depuis 1970, le Texas a acquis à la tête de la commission de la loi (for the State of Texas) nommé par le Sénat, Patrick Moynihan, l'actuel sénateur démocrate de l'Etat de New-York) une réputation de garantir des lois publiques qui devraient permettre la cautionner les engagements pris par M. Clinton. Les sénateurs ont été élus récemment, notamment pour réduire le déficit en quatre ans et le budgetaire de l'Etat.

Cette nomination serait conforme à la désignation probable du sénateur démocrate de Californie qui préside la commission budgétaire du Sénat américain, le représentant de la Chambre des représentants et directeur du bureau de gestion et du budget, actuellement occupé par M. R. [redacted] [redacted], sans doute, par celle de M. Roger Altman, vice-président de la firme [redacted] [redacted] [redacted] Blackstone Group, au poste de secrétaire adjoint au Trésor (une fonction qu'il occupait déjà dans l'administration Carter).

Ces choix confirment la volonté de M. Clinton de cultiver des relations privilégiées avec le Congrès américain sans délaisser pour autant les suffrages des milieux d'affaires. Une politique qui commence à porter ses fruits à l'approche du week-end à Boca-Raton (Fla-
 11

Ces [] devraient être [] officiellement mercredi 9 décembre, en prévision d'une conférence économique convoquée par M. Clifton dans cette même ville pour les 14 et 15 []. C'est à ce moment-là que seront [] les orientations économiques définitives [] le nouveau président [] d'assigner à [] pays des ses premiers [] ces [] jours [] la [] Blanche.

Suite de la première page

Lors des trois dernières consultations, l'abstention est passée de 36,7 % en 1979 à 41,39 % en 1981 et à 54,05 % en 1987 dans le collège des salariés (chez les employeurs, le tiers à peine des inscrits participent aux consultations). Cette abstention n'épargne pas les scrutins politiques — c'est évidemment liée à la perte d'audience du syndicalisme français — et la plus faible et la plus élevée sur tous les pays industrialisés (1). Le diagnostic est sans surprise : institut de sondage trop peu représentatif, électorat trop âgé, grandissante des listes « non-syndiqués » (30,9 % de voix à l'échelle des 1971 communes), faiblesse des choix gouvernementaux, surprésentés dans le secteur public mais quasi absents des petites entreprises (où le syndicat ne se trouve pas). Les syndicats sont

Condamnés à la gentilité ou à l'impuissance, les socialistes ne parviennent qu'à se perdre dans l'opinion. Il n'en reste pas moins que ces "proudhonistes" sont également un "représentatif" entre les partisans d'une forme traditionnelle de syndicalisme qui a fait la démonstration de son échec au cours de ces dernières décennies. Le "socialisme" est ainsi devenu l'acquis social et est devenu le principe du partenariat entre le travailleur et le capital. Il est devenu le principe de participation à une nouvelle organisation du travail.

Principale manifestation française (36,3 % des voix) dans le scrutin partiel d'octobre 1987. Les autres courants qu'a le plus attirés le syndicat, qui a été influencé par le Parti communiste, a subi des revers successifs dans des élections professionnelles. Il est probable que le CDT perde sa prééminence, un recul trop marqué ne pourrait que relancer ses querelles internes. Chacune de ses branches, les autres centrales tentent d'exploiter une défiance du doyen des syndicats français. La CFTD, accusée par la CGT d'être une « boîte à Jean Kuss » (remplacé par M. Notat).

première femme à accéder à une totale responsabilité dans le monde syndical, espère néanmoins que son mouvement moderniste, bien reçu par les autres, sera mieux formé, lui permettra de dépasser le stade des "années 70" et de rester désaccablé, bloqué depuis 1973. Force est de constater que le mouvement (20,5 % il y a cinq ans), a profité tout à la fois du langage et de la pratique plus libérale de ces années 70 du mouvement privé. Quant à la CFCE (8,30 %), elle a avant tout des familles pour son score alors que la CFCE-CGC entend élargir son échec (7,4 %) de 1987.

On a cinq représentants au national, mais sont également par un myriade de petites listes, non-syndiqués décidés à confirmer leur probé dans les entreprises, syndicaux, catégoriels ou sectoriels (Confédération des syndicats libres), libérale à la droite implantée dans l'industrie qui a multiplié

Une chose, en tout cas, est certaine. Quel que soit le résultat de ces élections, le prudence des syndicats, un réflexe du syndicalisme, les a conduits à voter plus largement à l'extérieur qu'à l'intérieur, ce qui permet l'expression organisée des conflits d'intérêts. Représentatif des conflits intervenus dans l'acheminement de l'électricité, la constitution d'un large mouvement d'émargement pourrait être prétexte à personnel. Il y a fort à parier qu'un recul de la participation aboutirait à retarder une décentralisation des organismes de sécurité sociale. Un scrutin qui devait initialement se tenir fin 1990...

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Selon l'OCDE, le taux de syndicalisation atteignait 12 % en France en 1981 (un chiffre qui paraît surestimé), 35 % en Allemagne et 40 % en Irlande. En Bretagne, 15 % en Italie.

مركز البحث

ÉCONOMIE

CEE

Vers l'adoption d'une « initiative européenne de croissance »

Les Douze veulent relancer l'activité pour sauver la crédibilité du programme d'Union économique et monétaire

Une initiative limitée, la Communauté, 1,1 % en 1992 et qui se traduira encore entre 1 % et 1,5 % en 1993, un chômage qui continue à progresser, atteignant, en moyenne, 11 % de la population active, des budgets budgétaires qui s'aggravent : la phase d'ajustement des économies européennes, qui a commencé grosso modo à la fin de 1990, n'en finit pas de s'achever. Le Conseil d'Edimbourg des 11 et 12 décembre pourrait prononcer sur une initiative européenne de croissance.

BRUXELLES
(Communauté européenne)

notre correspondant

Belle ambiance pour fêter, le 1^{er} janvier 1993, l'entrée en vigueur d'un unique droit.

Au « Grand jury RTL-le Monde »

M. Delors souhaite une « grande loi d'orientation agricole »

La présidence de la Commission européenne, M. Jacques Delors, invité du « Grand jury RTL-le Monde », a déclaré, à la fin de l'année, que la France adopte une nouvelle loi d'orientation agricole. « La solidarité nationale doit jouer », a-t-il dit, « les propositions de loi agricole sont en cours de discussion. Il faut qu'il y ait une grande loi d'orientation agricole, qui permette de passer à la nation un nombre suffisant d'agriculteurs. Actuellement, on compte un peu moins d'un million d'agriculteurs, rapporté à la population, c'est moins qu'il y en avait en 1960. Si nous avions continué la politique qui était en place, il n'en serait plus 300 000. »

La France exporte chaque année pour 130 milliards de francs de produits alimentaires, et 130 milliards

depuis 1990, on fait miroiter des promesses. La Commission européenne, après avoir annoncé que les incertitudes du projet de la ratification du traité de Maastricht ont conduit à la dégradation du climat, redoute que l'opinion publique européenne, lassée, ne mette la stratégie de développement à l'écart. Elle-même, celle-ci même qui doit conduire, grâce à une croissance des performances économiques, à l'Union économique et monétaire (UEM).

Actions concertées

Et elle invite les États membres à réagir, à se mobiliser sur le court terme, à se concentrer sur la relance de l'activité, pour mener les ambitions plus lointaines. Mais pour cela, il faut une action concertée, des engagements de tous les États membres. Une voix d'Europe. L'initiative européenne de

croissance, dont la Commission pourrait proposer, sous l'égide de l'Union européenne, des actions de coopération entre États membres, en fonction de leurs besoins respectifs : la réduction des taux d'intérêt, qui est essentielle à une action efficace pour contenir l'inflation, demeurerait l'objectif prioritaire. Il serait question de réorienter la dépense publique vers l'investissement, les pays membres disposant encore d'une marge de manoeuvre en matière budgétaire (est-ce le cas de la France ?) étant invités à l'utiliser.

Au niveau de la CEE, outre un effort budgétaire accru en faveur de la recherche et de la formation (déjà proposé dans le « paquet Delors 2 » sur les finances de la Communauté, mais mal accueilli par les Douze), la Commission préconise la mise en œuvre d'un programme européen d'investissements doté d'un capital de 2 milliards de francs, 14 milliards de francs, géré par la BEI (Banque européenne d'investissements).

Les réseaux de transports et de télécommunication

La mission serait de faciliter, par l'octroi de garanties, les investissements des PME, ainsi que des investissements d'infrastructures pris en charge par le secteur privé, l'ampleur de l'effort ainsi soutenu pourrait porter sur environ 10 milliards d'euros (70 milliards de francs).

Grâce à un emprunt de 5 milliards d'euros, soit 35 milliards de francs (mais l'idée ne plaît guère aux Anglais et aux Allemands), la CEE pourrait investir dans la construction de grands réseaux trans-européens de télécommunication, de transport, de services de la France. Si l'on y a un accord au GATT, il y aura une perspective d'augmentation de 10 %, et 10 milliards de plus. Un gouvernement, en consultation, tous ces éléments.

Poursuivant sur le GATT, M. Delors a déclaré que si l'ensemble de la négociation n'est pas bon, ce qui a été le cas pour l'agriculture et ce qui a été concédé par les Américains disparaîtra. Une fois de plus, le renforcement du protectionnisme.

PHILIPPE LEMAITRE

AFFAIRES

Désavoué par une partie de son conseil d'administration

Le président d'American Express se cherche un successeur

La liste des grands patrons américains remerciés par leur conseil d'administration ou en passe de l'être (le Monde du 5 novembre) s'allonge. Après l'éviction du PDG de General Motors et la mise sous surveillance de M. Paul Logo, c'est au tour du président d'American Express, M. James Robinson III, de céder bientôt la place. Informé de la publication, dans l'édition du 28 décembre de *Fortune*, d'un article sur la démission de M. Robinson, la direction d'Amex a pris les devants, en faisant savoir, samedi 5 décembre, qu'il n'entreprendrait pas de se trouver un successeur et qu'il lui avait été désigné, vraisemblablement par promotion interne, début 1993.

NEW-YORK

de notre correspondant

American Express a démenti toute idée d'un « coup d'Etat interne » avancé par *Fortune* et dont l'un des initiateurs au sein du conseil d'administration serait M. Rawleigh Warner Jr, l'ex-président de la compagnie pétrolière Mobil. Aujourd'hui, Amex continue à affirmer que le départ de celui qui, pendant quinze ans, a présidé aux destinées d'un groupe de 146 milliards de dollars d'actifs et de 25,7 milliards de revenus en 1991, aujourd'hui au deuxième rang parmi les entreprises financières américaines (derrière Citicorp), résulte d'un processus de succession normal dont l'idée et la conduite reviennent à M. Robinson.

« Je suis satisfait du moment choisi pour opérer un changement chez Amex. Nous avons encore beaucoup de travail à accomplir et le temps est venu de modifier le leadership à la

« vie de la compagnie », a déclaré M. Robinson dans l'article incriminé. Derrière ce départ apparemment programmé et qui aurait déjà été évoqué à l'occasion d'une réunion du conseil en septembre, discrètement tenue dans un grand hôtel new-yorkais, il reste que les événements de ces derniers mois ont certainement contraint le patron d'American Express à passer la main plus tôt qu'il ne l'aurait souhaité. Le cours de l'action American Express qui culminait à 40 dollars en 1987 est lourdement retombé depuis et il n'est plus aujourd'hui qu'à environ 20 dollars.

« Teflon Boss »

Ces derniers temps, la gestion de M. Robinson était plus en plus ouvertement critiquée par les investisseurs et par les groupements d'investisseurs qui lui reprochaient de ne pas réagir avec suffisamment de rapidité et d'efficacité aux problèmes de l'entreprise, confirmés par l'annonce d'une perte de 200 millions de dollars pour le troisième trimestre 1992. Actuellement, le secteur d'activité le plus chahuté est celui des cartes de crédit et des chèques de voyage, longtemps considéré comme une « vache à lait » du groupe mais qui souffre maintenant d'un discrédit croissant tant auprès du public que des commerçants en raison du coût élevé de ses prestations. Ces difficultés ont contraint la société à supprimer 6 500 emplois depuis 1991 sans que l'effet de ces « dégraissages » se fasse encore sentir sur les comptes.

A cinquante-sept ans, M. Robinson se retire après avoir dirigé un groupe financier solide mais à la stratégie mal définie. Une société où les carrières d'incontestables talents (MM. Sanford Weill, Louis Gerstner, Peter Cohen, Harry Freeman qui, tous ont quitté l'entreprise) ont été fulgurantes et sans lendemain et dont les dix dernières années ont été jalonnées de crises opérationnelles de survie. Le fiasco de Fireman's,

fonds d'assurances du groupe acquis avant l'arrivée de M. Robinson, puis la remise à flot de Shearson, la banque d'affaires d'Amex, auront coûté à chaque fois des centaines de millions de dollars à la société et donc aux actionnaires.

Mais l'épisode qui aura le plus terni l'image altière du patron d'Amex reste la *Vendetta* (selon le titre du livre (1) sur cette affaire d'un journaliste du *Wall Street Journal*) entreprise par M. Robinson pour se débarrasser de M. Edmund Safra, un banquier libanais admis au sein du groupe après lui avoir vendu en 1983 sa banque suisse, la Trade Development Bank et qui, après avoir claqué la porte d'American Express, s'était mis en tête de lui faire concurrence. Pour l'en empêcher, M. Robinson avait organisé une campagne de dénigrement, avec le relais de personnalités inébranlables, dont la révélation, en 1989, l'obligait à présenter à M. Safra, par écrit, des excuses accompagnées d'un chèque de 8 millions de dollars. Une première dans l'histoire de la finance.

En dépit de ces déboires, M. Robinson avait jusqu'à présent réussi à souder son conseil d'administration derrière lui. Aujourd'hui, le « Teflon Boss », ainsi que le surnomment certains collaborateurs, le patron sur lequel tout glisse sans l'atteindre, doit s'effacer. Son successeur pourrait être M. Harvey Golub, le numéro deux du groupe. Agé de cinquante-trois ans, M. Golub a dirigé IDS, la filiale financière d'Amex, avant d'accéder en 1991 au poste de président. Il a pour lui la confiance des milieux financiers. Et celle de M. Robinson qui voit en lui le meilleur candidat pour lui succéder à la tête de ce qui reste un supermarché financier de premier ordre.

SERGE MARTI

(1) *Vendetta*, American Express and the Smeagol of Edmund Safra, Par Bryan Burrough, Editions Harper-Collins.

SOCIAL

Devant le tribunal administratif de Lyon

Une jurisprudence se dessine sur l'indemnisation du chômage de longue durée

LYON

de notre bureau régional

Deux chômeurs de longue durée résident dans le Rhône. M. Marie-Rose Mathon, quarante-deux ans, et M. Domingos Da Costa, trente-cinq ans, ont introduit un recours devant le tribunal administratif de Lyon, afin d'obtenir l'annulation d'une décision du préfet du département, qui les prive d'un revenu de remplacement, en raison d'un classement dans de nouvelles catégories d'emploi. A propos de M. Mathon, le préfet du Rhône a estimé que l'intéressée ne pouvait prétendre à la recherche d'un emploi, en raison d'un handicap physique qui ne lui permet pas d'occuper un poste de manutentionnaire en confection, de 1971 à 1984. A l'encontre de M. Da Costa, le préfet du Rhône invoque une insuffisance d'actes de recherche et de démarches auprès des employeurs. Le commissaire du gouvernement, magistrat indépendant, a demandé au tribunal l'annulation des deux décisions contestées, car le préfet du Rhône a seulement évoqué les règles du droit, sans préciser ses motifs de fait ; par exemple, il n'a pas apporté la preuve que M. Mathon aurait refusé de se soumettre à une visite médicale ayant pour but d'évaluer son aptitude à un emploi salarié.

Ces deux procédures revêtent un intérêt particulier, en raison de l'application actuelle de dispositions visant à éclaircir les fichiers de l'ANPE. En outre, l'Union départementale CPDT du Rhône a engagé, depuis le 25 septembre, une procédure devant la section des contentieux du Conseil d'Etat, contre une instruction en date du 25 mars 1992, donnée par le directeur de l'Agence nationale pour l'emploi. Le syndicat

en cause de nouveaux principes de la loi des demandeurs d'emploi qui semblent instituer, en réponse aux convocations, des stages, ou aux inscriptions à des stages, dans des centres de formation.

COMMUNICATION

Après le règlement du conflit avec Hachette

Les producteurs audiovisuels partent en guerre contre les chaînes publiques

Après l'épuisante bataille menée contre Hachette dans le but d'obtenir une indemnisation substantielle des créanciers de feu La Cinq, les producteurs audiovisuels ont décidé de ne pas se reposer. MM. Jacques Peskine et Alain Modot, responsables de l'Union syndicale des producteurs audiovisuels (USPA), ont deux autres chantiers sur les bras. Le premier concerne les délais de paiement imposés par les chaînes, notamment celles du service public, et le second, une éventuelle alternance politique qui pourrait bouleverser une nouvelle fois le paysage audiovisuel.

Pour le premier dossier, MM. Jacques Peskine et Alain Modot en veulent surtout aux chaînes du service public. « Nous sommes de petits fournisseurs face à de gros clients », plaide M. Peskine. Et tous de se lamenter des contrats non envoyés dans les temps (souvent une fois la production bouclée) et des échéanciers jamais respectés. « France 2 paye régulièrement au moins quinze jours après », dit-il, « contractuelle », d'où des frais financiers très lourds

et de classement des demandeurs par catégories, une « logique de suspicion, d'autant plus dangereuse qu'elle est sans soupçonne ». Cette attitude semble se substituer à une logique de protection du travailleur privé d'emploi.

GERARD BUÉTAS

pour le producteur. Ces retards quasi systématiques ont en outre l'inconvénient de bloquer toute la cascade des financements complémentaires (comme le soutien...). Si l'on appuie sur les pratiques contractuelles du TF1, M. Modot fait toutefois remarquer que trois sur quatre ne sont pas respectés.

Les dirigeants de l'USPA recommandent néanmoins que la participation financière des chaînes au financement des œuvres audiovisuelles, tombée aux environs de 35 % ces dernières années, tend à remonter quelque peu. « Mais en échange les diffuseurs veulent occuper l'ensemble des droits dérivés (droits vidéo, commercialisation à l'étranger, etc.). En fait, nombre des retards à la signature proviennent justement de conflits non réglés sur les droits dérivés. Quant aux prochaines échéances politiques, l'USPA avoue avoir du mal à se réjouir dans les conflits qui agitent l'industrie de la télévision.

V. M.



DANS UN MONDE OÙ LES COMPÉTENCES SE BOUSCULENT, NOUS LES ORCHESTRONS.

Le Réseau Eurisys constitue une des équipes pluridisciplinaires pour maîtriser les aspects de la mission que lui confie. Le Réseau Eurisys accompagne votre projet, depuis l'expression des besoins jusqu'à l'assistance à l'exploitation. Dans le monde, il rassemble cinq mille personnes au sein de six pôles d'activités complémentaires : conseil, ingénierie, informatique, mécanique, maintenance, documentation et information, assistance technique.

EURISYS

INGENIERIE ET SERVICES

C'est parce que nous sommes plusieurs que nous sommes unique.

14, rue Georges Pompidou, 75002 Paris - Tél. 01 42 55 61 11

General Motors durcit encore son plan de restructuration

SERGE MARTI

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

COMPLAINT

BOURSE DU 7 DÉCEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

COMPTANT

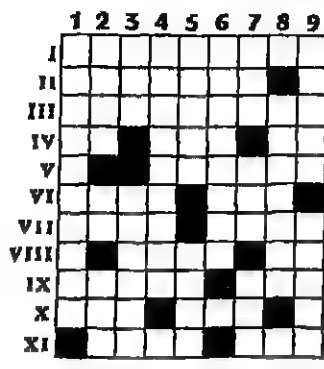
SICAV (sélection)

4/12

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédents - # : marché continu

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5927



HORIZONTALEMENT
1. Sortes de quand sont petites. - 2. Qui est privé d'un... - 3. Une jolaine. Service ancien. Traditions. - 4. Un... - 5. Donne... raisons... se plaindre. D'un auxiliaire. - 6. D'un... Allemagne. Qu'on ne rencontre pas souvent. - 7. Un poison. - 8. Fonce sur une nappe. Demi, n'est... vraiment un homme. - 9. Une... tranche. Au premier, tout le monde s'arrête. - 10. Chantait dans... Pour l'ouverture.

VERTICALEMENT
1. Peut trouver place dans une collection... papillons. - 2. Qui n'a pas... appelé. Préposition. Un beau parler. - 3. Très gênant pour celui qui... dans... petits souliers. Peut... hommes... trempe. - 4. Un... naturel... bousiller. - 5. Un... à la tulle. A gauche quand on passe. - 6. Restent... le pied. - 7. Possessif. Fit un

assortiment... couleurs. Après une citation. - 8. Inspire... compositeur. - 9. ... pas tout... Concorde d'Asie mineure.

Solution du problème n° 5926

HORIZONTALEMENT
1. Massicotons. - 2. Tan. - 3. Epau. - 4. Classements. Pou. - 5. Soliflore. - 6. Ch. Ath. - 7. Harnais. Evier. - 8. Irian. - 9. R.D. Italien. Oc. - 10. Edemé. Cru. - 11. R.P. - 12. Gousse. Tanières. - 13. m. Allergène. - 14. Ruse. - 15. Surette. Egrée.

VERTICALEMENT
1. Microchirurgie. - 2. Leubard. - 3. Stade. Rl. Unau. - 4. Sas. Danades. Br. - 5. Insistants. - 6. Er. Hl. Annelet. - 7. Ormes. Salto. L.S.T. - 8. Tue. Or. Sieste. - 9. Cénologie. - 10. Tris. An. Angle. - 11. Fiel. Plie. - 12. Alevin. Genre. - 13. Euphorie. Cieur. - 14. Course. Orde. - 15. Faune. Reçu. Galle.

GVY BROUTY

JOURNAL OFFICIEL

publiés au Journal Officiel du samedi 5 décembre :

DES DÉCRETS

- N° 92-1258 du 1^{er} novembre 1992 pris en application de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et plus particulièrement à la formation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial.

- N° 92-1259 du 1^{er} décembre 1992 relatif à la répartition pour 1992 du concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation au titre des ports maritimes de commerce et de pêche.

- N° 92-1264 du 1^{er} décembre 1992 relatif à la répartition pour 1992 du concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation au titre des ports maritimes de commerce et de pêche.

UN DÉCRET

- N° 92-1265 du 1^{er} décembre 1992 modifiant le décret n° 86-1208 du 11 novembre 1986 relatif à la composition et au fonctionnement du comité économique et social de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

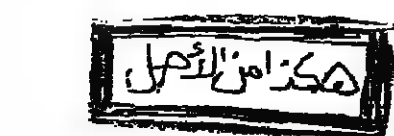
Le Métro, la nuit... Le Cercle COPEP parisiens d'études ferroviaires (COPEP) organise, la nuit du samedi 12 au dimanche 13 décembre, un circuit sur les lignes du métro parisien dans une ancienne rame Sprague qui empruntera plusieurs raccourcis de service. Cette excursion sera précédée d'un bref parcours dans la rame prototype et d'un trajet en tramway spécial à Bobigny à Saint-Denis. Départ de Bobigny (ligne 5) à 20 h 30, arrivée à Gare-du-Nord vers 5 h 30. 330 francs par personne.

Inscriptions par correspondance auprès du COPEP, 19, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, avant le mardi 8 décembre. Joindre une enveloppe timbrée pour l'envoi de la convocation.

Le Monde
Edité par SARL Le Monde
Directeur de la publication : Jacques Lemaire, gérant directeur de la publication : Bruno Fropard
Directeur de la rédaction : Jacques Gulu
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Galt (adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès, Jacques Arnal, Philippe Barthe, Jacques-François
Directeur : (responsable éditorial)
Directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1988), Jacques Fauriol (1989-1992), Jacques Lemaire (1992-1995), Jean-Louis Lévêque (1988-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, rue de la Harpe, 75004 Paris, tél. (1) 40-65-25-25, télécopieur : (1) 40-65-25-25
1, PLACE HUBERT-SERVE-MÉRY, IVRY-SUR-SEINE CEDEX, tél. (1) 40-65-25-25, télécopieur : 49-80-30-10

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde des DEBATS
Le Monde
LES JAPONAIS
Modernes sans être occidentaux
L'analyse de Pierre-François Souyri, historien, et de notre correspondant, Philippe Pons.
UN PAYSAGE SANS PAYSANS
300 000 agriculteurs suffiront-ils à entretenir et faire vivre le territoire ?
Les réponses de Michel Jacquot, directeur du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, Jean Dupuis, industriel de l'agroalimentaire, Bertrand Hervieu, sociologue, Armand Frémont, géographe, Olivier Perrier, homme de théâtre, Corrado Barberis, sociologue.



CARNET DU MONDE

Décès

- M. Jean BELLOCO-LATAPIE, ancien directeur général, maire de Saint-Pé-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), est décédé le 2 décembre 1992, à Lourdes, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean BELLOCO-LATAPIE, ancien directeur général, maire de Saint-Pé-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), est décédé le 2 décembre 1992, à Lourdes, à l'âge de 82 ans.

- M. Jacques BONTE, président de la SFTC, ancien président du Calvados, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

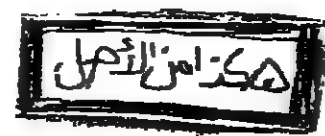
- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans.

- M. Jean GUERMEUR, directeur adjoint honoraire de la SFTC, est décédé le 2 décembre 1992, à Paris, à l'âge de 82 ans



Le Monde

L'afflux de demandeurs d'asile en Allemagne

Le gouvernement et l'opposition ont conclu un accord restreignant le droit d'immigration

Un accord sur une modification de la Constitution pour limiter le droit d'immigration en Allemagne a été conclu la nuit du dimanche 6 au lundi 7 décembre à Bonn, entre les principaux partis politiques représentés au Parlement. Cet accord, dont les détails doivent être fixés dans un projet de loi, revient à entourer l'Allemagne d'un véritable cordon sanitaire.

BONN

de notre correspondant

En théorie, l'accord conclu entre les principales formations, le droit d'asile continu d'être exercé par les réfugiés politiques. Mais les négociateurs des formations de la majorité et du Parti social-démocrate (SPD) ont convenu d'accord pour limiter les réfugiés arrivant dans le pays de la Communauté européenne, ou d'autres pays ayant signé la convention de Genève sur les réfugiés et la convention européenne sur les droits de l'homme, ne peuvent en bénéficier. Les quatre voisins de l'Allemagne, en outre, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Suisse et l'Autriche, les quatre voisins de la Communauté

SPORTS ÉQUESTRES : Pierre Durand met fin à sa carrière. - Le cavalier français Pierre Durand a annoncé dimanche 6 décembre à Bordeaux qu'il mettait fin à sa carrière. En vingt ans de compétition, Pierre Durand s'est forgé un palmarès impressionnant. Formant une brillante paire avec son élève Jappeloup, il a remporté le titre de champion d'Europe en 1987 avant d'être sacré champion olympique à Séoul en 1988. Après la mort du petit cheval noir, en novembre 1991, Pierre Durand n'a pu retrouver une monture digne de succéder à Jappeloup. Il a décidé de vendre son cheval actuel, Narcotique, avec qui il a plus remporté de grande victoire.

européenne. La plupart des demandeurs d'asile arrivés ces dernières années ont été entrés par la Pologne et la Tchécoslovaquie, pour ceux qui traversent les pays de l'Est; par l'Autriche et la Suisse pour l'ex-Yougoslavie.

Manifestation contre le racisme

Les personnes arrivant par tous ces pays pourront, comme aujourd'hui, déposer une demande de leur expulsion, mais elles ne bénéficieront pas d'un droit de séjour sur le sol allemand, comme c'est le cas jusqu'à présent en l'absence d'épuration des procédures judiciaires. L'accord prévoit également la limitation par le Parlement de la durée de la procédure d'asile. Il n'y a pas de persécution d'origine politique. Dans ce cas, les réfugiés devraient pouvoir être expulsés après une procédure accélérée, il moins qu'ils ne fournissent la preuve des menaces qui pèsent sur eux. Pour les réfugiés politiques, une disposition spéciale leur donnera un droit de séjour limité en attendant la fin de la procédure. Enfin, un quota devrait être fixé pour les ressortissants de pays étrangers d'origine polonaise.

L'accord conclu ce week-end met un terme provisoire à la violente polémique qui opposait depuis plusieurs mois les partis allemands. Le Parti libéral (FDP) et le SPD sur le droit de limiter le nombre de demandeurs d'asile en Allemagne. Les sociaux-démocrates réclamaient que soient maintenus en principe, le droit individuel à l'asile politique et un droit de recours devant les tribunaux. C'est ce qu'ont fait les négociateurs en se déchargeant sur les pays voisins la décision.

Par ailleurs, une manifestation spectaculaire de près de 300 000 personnes a eu lieu, ce week-end, à Munich pour protester contre les violences raciales. Elle avait été organisée par des mouvements pour les droits de l'homme qui avaient appelé à une chaîne humaine avec des bougies au ras de la capitale bavaroise.

HENRI DE BRESSON

SOMMAIRE

DÉBATS	Un débat sur l'Europe... 2
ÉTRANGER	L'intervention internationale en Somalie... 3
	Le rôle de la Confédération helvétique au sein de l'espace économique européen... 4
	Serbie : la politique-juridique autour de la candidature... 5
	M. Pano : l'Assemblée constituante sera entièrement acquiescées au président Fujimori... 6
POLITIQUE	La loi relative à la présidence de la République... 7
	M. Bérégué : la loi relative à la présidence de la République... 8
	M. Lott : la loi relative à la présidence de la République... 9
SOCIÉTÉ	Les spécialistes attirent l'attention sur les problèmes urbains dans les banlieues françaises... 10
	La loi relative à la de la Sonacotra... 10
	Le démantèlement d'une filière de mariages blancs... 12
	La loi relative à la Corogne... 13
CULTURE	Le film "Le Pacha" de Claude Lelouch... 14
	Stéphane Grappelli joue à l'Olympie avec Michel Legrand... 14
	Cinéma : sept films vietnamiens... 15
ÉPARGNE-PLACEMENTS	
	Une épargne à terme et les obligations obligataires talonnent les monétaires... 16
	Les actions qui refusent...

Demain dans « le Monde » :
« Sciences-Médecine » :
un entretien avec le président de l'INRA
Au lendemain de la réforme de la PAC et de la convention de Washington sur le volet agricole du GATT, M. Guy Pallon, président de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), évoque dans un entretien le Monde la recherche agronomique.

Un Congrès des députés du peuple

M. Eltsine a remporté une manche... mais la partie continue

MOSCOU

de notre correspondant

Le résultat compte : si l'on accepte ce principe, alors M. Eltsine a remporté une victoire majeure dans son affrontement avec le Congrès des députés du peuple. Il a manqué cinq voix seulement (sur plus de 950 votants) pour l'opposition de la droite pour faire adopter, mardi 7 décembre, des amendements à la Constitution qui auraient contraint le président à soumettre au Parlement les nominations et les destitutions. Seul le parti des « Eltsinistes » a voté en faveur de ces amendements. Le principe de la responsabilité du gouvernement devant le Parlement a été adopté.

L'étonnant est pourtant que M. Eltsine a bien dû réfléchir sur un obstacle que la veille du Congrès, il paraissait devoir franchir très aisément. Pour réussir à inscrire dans la Constitution leur droit de regard sur la formation de l'exécutif, les « adversaires » du

président, ou plus exactement de la préférence du président sur le Parlement, devaient réunir les deux tiers des inscrits - c'est-à-dire environ les trois quarts des députés présents. Qu'ils n'aient échoué que de si peu peut s'interpréter aussi bien comme une démonstration de force que comme un avertissement de faiblesse lorsqu'il s'agit de passer à l'acte. M. Rouslan Khasboulatov, président du Parlement et tête noire des « eltsinistes » radicaux, y a vu pour sa part « une victoire de la Pyrrhus » et a lancé un avertissement à l'adresse de l'exécutif : « Si vous persistez à vouloir un pouvoir autocratique (cette victoire) sera la dernière et conduira à l'effondrement du pays ».

Nouvelle bataille

Sur quoi, M. Khasboulatov a repris son refrain préféré, celui de la coopération harmonieuse : « Avançons ensemble et coordonnons nos décisions (...). Le pouvoir exécutif trouvera parmi les députés ses défenseurs les plus

solides. » Ce n'est pas encore tout à fait là.

An contraire, une nouvelle bataille semblait se préparer, M. Eltsine ayant connaissance, par ses sources, de l'intention de demander lundi au Congrès d'approuver la nomination au poste de premier ministre de M. Egor Gaidar (l'intéressé exerce de fait cette fonction depuis près d'un an, mais sans avoir le titre). En toute logique, cette entreprise-là paraissait vouée à l'échec, le Congrès ayant déjà voté une résolution pour manifester un profond mécontentement de la manière dont M. Gaidar conduisait la politique économique du pays. L'exécutif paraissait pourtant résolu à tout faire, et à l'issue du Congrès menaçait les responsables de la menace de démission collective en cas d'échec de la loi. Gaidar avait en brandie dimanche par plusieurs représentants de l'exécutif.

Lundi matin, nouveau changement de tactique. Il n'y a aucune menace de « démission collective » du gouvernement, et le savoir

M. Tchoubais, le ministre des privatisations. Du coup, il n'était même plus certain du tout que M. Eltsine puisse réaliser ses intentions d'engager ce jour-là le combat sur la nomination de M. Gaidar. Immédiatement, on repartit de compromis, de négociations, savantes ou désordonnées, au nom de l'intérêt supérieur d'un pays qui semble lui-même en guerre savoir à quel saint se vouer. A en croire un sondage réalisé par la télévision russe - et pas forcément des plus fiables - 40 % du public souhaite le renvoi du gouvernement, 31 % de l'avis opposé et 29 % n'a pas d'opinion. Même incertitude pour le président : 33 % en faveur du maintien des pouvoirs exceptionnels pour M. Eltsine, 33 % contre. C'est peut-être la indication la plus réaliste : le temps de la grande popularité est passé, le président doit jouer serré. Il manier la menace avec prudence.

JAN KRAUZE

Faisant allusion à l'opposition

Le président tunisien Ben Ali dénonce la présence de « malfaiteurs » en France

TUNIS

de notre correspondant

Pour la première fois, le président Ben Ali a fait état publiquement, dimanche 6 décembre, de la présence en France d'opposants qui s'emploient à combattre son régime. « La présence de ces malfaiteurs sur le territoire de la France, cet État uni, n'altère en rien cette amitié et il n'existe aucun différend ni aucune réclamation entre nous », a-t-il déclaré. « Les relations bilatérales », a-t-il déclaré, « sont satisfaites du niveau des échanges commerciaux et de la coopération entre les deux pays ».

L'asile politique accordé en France à plusieurs dirigeants du mouvement islamiste clandestin Ennahdha, dont certains ont été condamnés par défaut, est l'un des lourdes points de tension, irrités, depuis longtemps, les autorités tunisiennes. Celles-ci ont été accusées de possession de preuves que ces « terroristes » continuent, en toute liberté, leur action de déstabilisation qui est en contradiction flagrante avec le statut de réfugiés. Ce « laxisme » de Paris a fait l'objet de plusieurs démarches diplomatiques, jusqu'à l'absence de réponses.

Les islamistes et quelques grou-

pescules d'opposants gravitant autour d'eux sont aussi accusés d'être à l'origine d'une « campagne antitunisienne » dans « certains médias » français, auxquels on reproche surtout, semble-t-il, d'avoir rendu compte trop largement de trafiquants de drogue tunisiens au terme d'un frère du chef de l'État a été condamné à dix ans de prison par défaut. Sans évoquer cette affaire, M. Ben Ali a condamné « les affirmations » de ceux qui prétendent qu'il faut monter de toutes pièces les campagnes de presse à exploiter tous les moyens et toutes les occasions pour salir la réputation de leur pays ».

Les conditions dans lesquelles s'est déroulé le procès des trafiquants à Paris a amené l'Association des magistrats tunisiens à demander, vendredi, « la suspension des magistrats (judiciaires) en coopération » avec la France. De son côté, dans un éditorial, le quotidien tunisien la Presse, M. Ennahdha, procureur général de la République, a déclaré que ce jugement allait « à l'encontre des principes du droit pénal » et l'a mené à « douter de la bonne foi de la justice française, de son indépendance et de son impartialité ».

MICHEL DEURÉ

Le droit change et tout est transformé

NOUVELLE ÉDITION



DALLOZ



SYM Mac

HORS-SÉRIE

LE GUIDE MACINTOSH

- 500 LOGICIELS
- 600 PÉRIPHÉRIQUES
- TOUTES LES UNITÉS CENTRALES

LE MEILLEUR DU MAC

Tempête sur

Le Monde

37

Jeux dangereux



La nouvelle législation européenne ne garantit pas toujours la sécurité qu'offrent les jouets vendus dans l'Union, surtout lorsqu'il s'agit de copies importées et malheureusement conformes aux normes.

page 34

Dossier : le CSA



Le Conseil supérieur de l'audiovisuel est en principe une institution indépendante et collégiale. Mais son fonctionnement est loin d'être idéal. Les critiques, explique Yves Mamou.

page 38

La fin du SME ?



Tout ne passe pas comme prévu pour rendre crédible le passage à l'Union monétaire, les négociateurs du traité de Maastricht avaient voulu faire jouer le SME un rôle pour lequel il n'était pas fait, écrit Paul Fabre dans sa chronique.

page 39

MODE D'EMPLOI 34
Humeur, par Josée Doyère : Bâchers potentiels. La carte des mots : Financier. Bloc-notes. Lois et décrets.

ACTUALITÉ 35

PERSPECTIVES 36 et 37

OPINIONS 39

La société « branchée » : « L'Utopie de la communication », le livre de Philippe Breton décortiqué par Pierre Drouin. Note de lecture. A signaler. Courrier des lecteurs.

CONJONCTURE 40

L'emploi : La barre des 10 %. La France : Incertitudes pour 1993. La charcuterie : tianche de morosité.

L'ÉCONOMIE

Les héritiers de Vidocq

La profession du renseignement commercial, dont Lyon s'est fait une spécialité, est en pleine restructuration

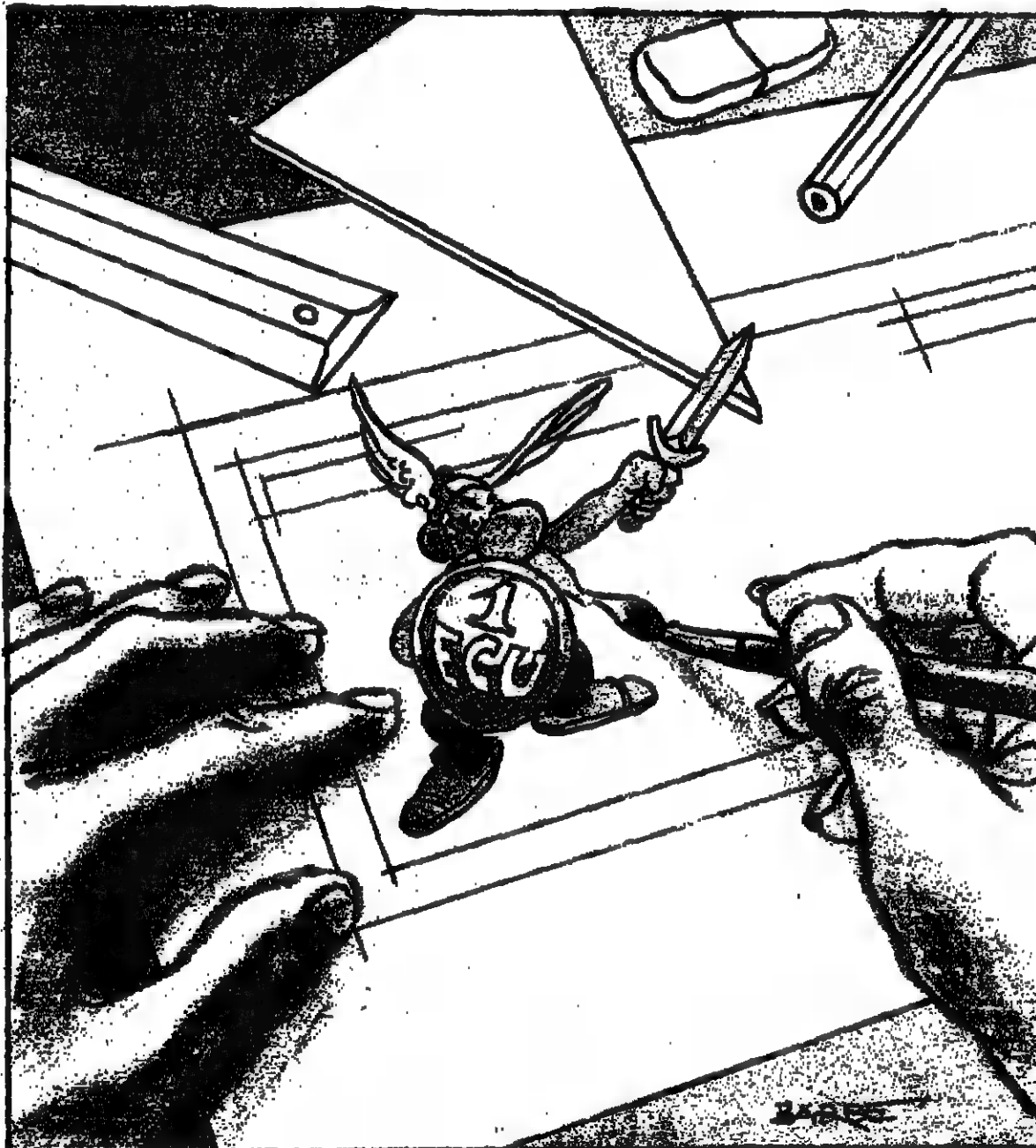
LYON
de notre bureau régional

Le citoyen Eugène-François Vidocq ne manquait pas de suite dans les idées. Bagarreur émérite, il devint espion de la police, puis chef de la sûreté et enfin, sur ses vieux jours, s'en alla « patrouiller » dans le privé, en compagnie de quelques-uns de ses anciens compagnons de détention. Avec le recul, l'ancien forçat apparaît comme le père fondateur de l'honorable profession du renseignement commercial et du recouvrement de créances.

Aujourd'hui encore, Jean Rodriguez, directeur des opérations de Dun et Bradstreet France, l'une des entreprises les plus connues de cette branche d'activité, montre, avec quelque amusement, une lettre manuscrite de Vidocq, à en-tête de la société « L'Intermédiaire, bureau de renseignements dans l'intérêt du commerce », dans laquelle le signataire s'enquiert, en 1836, auprès du premier magistrat d'une petite ville de province : « Monsieur le Maire, je prends la liberté de vous importuner pour vous prier d'avoir l'extrême obligeance de me faire connaître si le sieur Lanaspaze, négociant, est domicilié dans votre commune ; dans l'affirmative, je vous remercie de bien vouloir me faire parvenir quelques renseignements sur sa solvabilité et sa moralité. » On ne fait pas plus civil.

Gérard Buétes

Lire la suite page 37



La monnaie unique en chantier

Un an exactement après le sommet de Maastricht, l'Union monétaire prévue pour 1999 paraît bien mal partie. Le SME (système monétaire européen) est menacé d'écroulement par les récents changements de parités, et partout les responsables politiques, en position de faiblesse, semblent hésiter. Pourtant, les machines administratives sont en marche : on prépare le passage à l'écu, on débat des conditions optimales et de l'aspect matériel de la future monnaie. Et au-delà des turbulences, les économistes sont moins pessimistes que les marchés. Il suffirait d'un sursaut politique.

Lire page 35
de Sophie Gherardi
et Pascal Krémer

Tempête sur les moulins

La réforme de la PAC et les accords agricoles du GATT menacent aussi la meunerie : 885 moulins, 700 salariés, 14 milliards de francs de chiffre d'affaires, un secteur en pleine restructuration où la France est le premier exportateur mondial

La réforme de la politique agricole commune (PAC), entérinée par les Douze le 21 mai, et le compromis de Washington le 11 novembre ont provoqué - on l'a encore vu le 1^{er} décembre à Strasbourg - des flambées de blé dans le monde entier. Ils ont déclenché aussi - et c'est beaucoup moins connu - des vagues d'insécurité d'approvisionnement chez les industriels que le blé fait vivre.

Ecrite en grosses lettres dans la réforme de la PAC, la baisse de 29 % sur trois ans du prix garanti du blé devrait logiquement se traduire par une diminution du prix de la farine et des sous-produits du blé, tel le son. De même les consommateurs peuvent-ils espérer, en bout de chaîne, payer un peu moins cher leur... chère baguette, à moins que, à chaque stade de la collecte, de la fabrication et de la distribution, le jeu des restructurations, de la fiscalité ou tout simplement de la politique commerciale (marges, rabais) de chaque entreprise ne perturbe ce schéma idéal.

L'autre coup de semonce, à savoir le compromis de Washington, est encore davantage porteur d'inquiétudes et d'incertitudes. A en croire les responsables du Syndicat français de la meunerie d'exportation, il faudrait s'attendre, à partir de juillet 1994, et sur une période de cinq ans, à une baisse progressive de 35 %

des volumes de farines européennes exportées vers les pays tiers.

Comme le blé, le lait ou la viande, la farine fait en effet partie des produits agricoles subventionnés par le mécanisme de restitutions à l'exportation. Un mécanisme qui consiste pour Bruxelles à verser à l'exportateur la différence entre le prix intérieur communautaire et le prix du marché international des blés (de 100 à 1000 francs par tonne, en moyenne, depuis le 1^{er} janvier 1992 selon la valeur des monnaies et le cours mondial). Un mécanisme que Washington abhorre, car il a permis aux produits européens de grignoter progressivement des parts d'un marché mondial alimentaire que les Etats-Unis veulent à tout prix dominer.

DROIT DE MOUTURE - Et pour la France, deuxième puissance agricole du monde, la farine n'est pas marginale. A partir de 6,8 millions de tonnes de blé, elle produit 5,4 millions de tonnes de farine, dont 32 % sont exportées. Avec 1,72 million de tonnes vendues hors des frontières, l'Hexagone est le premier exportateur mondial de farine, loin devant les Etats-Unis.

Au vu de ces performances, tout porte à croire que ce secteur, qui emploie 700 personnes et réalise 14 milliards de francs de

chiffre d'affaires, est - comme organisé, compétitif - rentable. Or l'apparence est trompeuse. La meunerie se révèle comme une profession à éclater, conséquence de son passé.

Au début du siècle, il y avait en France 35 000 moulins, presque tous à bras. Les mûnes. Le droit de mouture instauré en 1914 figea un peu plus cette profession, chaque meunier ayant une position privilégiée sur une zone géographique. Le lendemain de la guerre, le développement économique a contraint les 10 000 meuniers encore présents à se rapprocher.

Timide, le secteur s'est accéléré dans les années 60 : s'est amplifiée depuis une dizaine d'années avec l'arrivée de nouveaux concurrents. Ces acteurs récents, comme les coopératives, attirés par les possibles gains à l'exportation, ont augmenté les capacités de production et fragilisés un peu plus la profession où les marges sont faibles.

A ce jour, la France reste encore le pays européen comptant le plus de moulins en activité (885).

Dominique Gallois
et François Grosrichard

Lire la suite page 36

IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY

220 Montgomery Street San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

Ph. D. Doctorate of Business Administration
for International Management

Filière d'admission : Diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation en 2 ans hors résidence.

MBA Master of Business Administration
for International Management

Filière d'admission 3^e Cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères...

Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive - l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue Chaillot, 75116 Paris
Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie - AMA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

SYMMA

HORS-SÉRIE

LE GUIDE

MACINTOSH

- 500 LOGICIELS
- 600 PÉRIPHÉRIQUES
- TOUTES LES UNITÉS CENTRALES

LE MEILLEUR DU MAC

MODE D'EMPLOI

CONSUMMATION

Jeux dangereux

Malgré les apparences, la nouvelle marque « C. E. » ne garantit pas de manière absolue la sécurité qu'offrent les jouets vendus en Europe, surtout lorsqu'il s'agit de copies importées

« Cher Père Noël, je t'écris pour te demander beaucoup, beaucoup de jouets... très très sûrs. » Cette lettre au Père Noël est bien trop prosaïque. Il y a fort à parier qu'aucune chère blonde ne l'écrit. Et c'est dommage, car le Père Noël, lui aussi, d'être informé sur la sécurité qu'offrent les millions de jouets qu'il déverse, le 25 décembre, dans les souliers des enfants de France.

Quand il glisse un jouet dans le cheminée, il croit - comme les parents - que l'étiquette « C. E. » (initiales de Communauté européenne) qui lui est obligatoirement apposée protège les risques.

Que le cheval à bascule, la petite voiture ou le nounours résistent à un laboratoire et résisteront aux mauvais traitements que tout enfant normalement constitué se permettra de leur infliger. Ce n'est pas tout le fait.

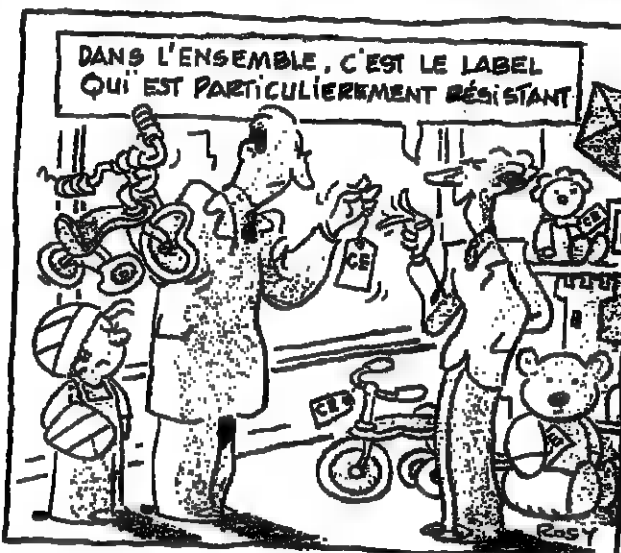
MARQUAGE • Conformément à une directive européenne de 1988, transposée dans la réglementation française par un décret paru en septembre 1989, tout jouet qui est mis en vente, importé, distribué ou vendu, mis en vente ou distribué, doit être marqué « C. E. » qui respecte les exigences essentielles de sécurité (définies en annexe du décret) :

- qui sont rattachées au marquage « C. E. ».

D'abord, il faut remarquer que ce texte ne traite pas de la question de la sécurité, mais de la question de la résistance, par exemple, ce qui est important compte tenu de la dégradation parfois rapide des produits. Il faut savoir aussi que le marquage « C. E. » n'est pas une auto-déclaration par le professionnel, et non le passage systématique du jouet par un laboratoire. Ensuite, que la marque « C. E. » peut être accordée, même si le jouet ne respecte pas toutes les exigences, à condition qu'il soit conforme à un modèle qui, lui, l'est. L'attestation « C. E. » de type « C. E. » est donc une attestation de conformité, et non une attestation de sécurité.

« Avant, nous avions notre législation française, fortement appuyée sur les actions de contrôle des administrations (douanes, consommation et répression des fraudes, industrie, etc.). Avec le marché unique, il y a une libre

circulation des produits qui possèdent le marquage « C. E. ». Or lorsque nous réalisons des essais sur les produits prélevés dans le commerce, nous constatons que les produits ne sont pas conformes », déclare Alan Bryden, directeur général du laboratoire national d'essais, dans la dernière lettre documentaire de la commission de la sécurité des consommateurs. « La directive n'apportera donc aucune sécurité équivalente à celle que nous possédions par si l'administra-



tion exerce une étroite vigilance sur l'emploi de ces produits.

Le problème, souligne la Fédération française des industries du jouet, est aggravé par le fait que les produits de fabrication étrangère, souvent non conformes aux normes européennes, sont importés en France, et qu'ils sont souvent vendus sous le nom de « C. E. », ce qui est une violation de la loi.

Non seulement, dit-elle, les producteurs étrangers ne font pas l'effort de faire des recherches de sécurité, mais ils ne respectent pas les normes de sécurité. Elle met donc en garde les parents contre cette « menace ».

Tel nounours qui, de l'extérieur, ressemble comme un frère à un autre, est en fait rem-

pli d'un rembourrage qui ne prévient pas (ou moins bien) les risques d'étouffement d'un enfant l'ingérant, expliquent les professionnels. N'hésitant pas à parler de « concurrence déloyale », leur fédération s'en remet à l'arbitrage de l'acheteur, qui en avant la garantie que le jouet est sûr pour lui l'acquisition d'un jouet de marque.

Réflexe normal pour les professionnels confrontés à la concurrence de produits à bas prix, qui déplorent l'inefficacité des contrôles effectués a posteriori : le contrôle d'un jouet demande du temps. Lorsque le résultat du laboratoire arrive, l'objet a déjà été vendu et a disparu du rayon, placent-ils.

GARANTIE • Reste à savoir si les marques « C. E. » suffisent pour le consommateur. Même si la bonne qualité de leurs produits joue en leur faveur, ne s'agit-il pas de remplacer une auto-déclaration par une autre ? Pourquoi ne pas imaginer l'équivalent de la marque « NF » pour le jouet ? Connue du grand public, délivrée après des contrôles éprouvés effectués par des spécialistes indépendants, elle présenterait-elle une garantie incontestable ?

L'enjeu est d'importance : outre la sécurité de l'enfant, auquel ses parents ont offert 1 706 millions de jouets en moyenne en 1991, il s'agit de l'avenir d'une industrie qui produit 6,6 milliards de francs et emploie 10 500 personnes, notamment en France.

En France, les distributeurs jouent plus la carte du prix : à la fin du mois de novembre, les centres locaux d'information sur les prix de la région Nord-Pas-de-Calais montraient que l'on rencontre fréquemment un écart de prix de 50 % à 70 % pour un même jouet. Cette étude, qui ne recensait que des produits de marque, ne prend pas en compte les produits sans marque, quand on y ajoute les produits sans marque, on imagine le viol-

Françoise Vayssé

HUMEUR ■ par Jean Doyère

Bûchers potentiels

LS ont de la chance, les lycéens et les profs du lycée Robert-Schuman de Colombes, que leur bûcher ait été allumé la nuit... Certes, ils se retrouvent dans les locaux, mais ils ont tout de même mieux que d'avoir brûlé vifs, comme les gamins et les quatre adultes piégés au CEE Edouard-Pailleron, en 1973. Ils ont de la chance, comme en ont eu d'autres gamins et d'autres profs, quand les constructions de ce type ont brûlé, toujours la nuit, pendant le week-end, car ces incendies n'ont fait de victimes.

Il y a une chose certaine : ces toutes ces constructions, qui n'étaient pas faites pour durer, m'a-t-on dit (comme si, en France, on était capable de construire une maison avant qu'elle soit inutilisable) : quelle que soit la raison de l'incendie, quand il y prend, ça va vite, vite, vite.

Et même si, dans les établissements du type Bender-Pailleron (c'est comme ça qu'on les appelle), on multiple les exercices d'évacuation, on ne peut pas complètement. Entré un exercice, qui est comme un jeu permettant d'échapper à un cours, et l'évacuation pour la vraie, avec la vraie fumée et les vraies flammes, il y a une marge considérable.

Au lycée, depuis la généralisation, on ne sait plus s'il y en a, ni où ils sont situés (parce que ça dépend des établissements, mais le ministère vient de demander aux lycées un inventaire exhaustif des actions entreprises dans le domaine de la sécurité des lycées). Voilà qui nous rassure ! En Île-de-France, il y en a douze, et on a décidé de tous les reconstruire dans les prochains mois. Sûrement, dans les autres régions, on fait pareil.

C'est égal, dix-neuf ans

après l'incendie meurtrier, on inquiet de l'efficacité et la rapidité d'exécution des décisions qui seront prises à la suite de ces incendies.

Bien sûr, depuis 1973, on a fait des travaux dans un certain nombre de bûchers potentiels, mais pour avoir une intervention d'isolation thermique ou phonique entreprises sur les bûchers à vent (logements ou autres) construits de 1950 à 1975... je suis sceptique sur la réelle efficacité de ces rénovations.

Jusqu'ici, on a rénové les lycées et collèges à reconstruire en fonction de leur situation et de la hauteur du bâtiment. Ce n'est pas du tout le problème. Bien sûr, si un bâtiment brûle, il faut vite intervenir, on limite les dégâts, il y a moins de morts, mais le bûcher, il ne faisait que ça, c'est parfait.

Alors, vous, les parents de lycéens qui vont au collège dans un immeuble un peu trop récent... je n'ai pas de conseil à vous donner. Mais, si vous placez, je me renseignerais, obéissant, directement, ou par l'association des parents d'élèves. Et si le CEE était un type Bender-Pailleron... je n'importe quoi pour mon gosse s'il est dans un lycée.

1973, il m'arrive d'y penser - pas tous les jours, mais tout le temps, je vous l'accorde. Et je frémis à l'idée du jour où un de ces lycées brûlerait à l'heure de classe et un nombre de morts qu'on ne déplorera.

Pardonnez-moi, vous avez infligé une « humeur » assez grave, mais la vie des lycéens, de leurs profs et du personnel des établissements scolaires, moi, ça ne me donne pas envie de rire.

LOIS ET DÉCRETS

Chômeurs de plus de 50 ans

Un décret prévoit, pour les chômeurs de plus de cinquante ans, des mesures de soutien. Depuis plus d'un mois, on a congé la conversion, la formation, l'insertion, le retour à l'emploi. Pour favoriser leur insertion, les contrats ouvrent droit à une exonération des cotisations patronales de Sécurité sociale.

Décret N° 92-1222 du 18 novembre 1992, Journal officiel du 20 novembre 1992, p. 15948.

Travail clandestin

La loi N° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforce la lutte contre le travail clandestin en France. Une circulaire précise les modalités de mise en œuvre de la loi. Elle clarifie les dispositions relatives au délit d'exercice du travail clandestin et aux services de celui qui exerce un travail clandestin. Elle souligne les obligations des employeurs.

Appareils ménagers

Une loi précise les normes obligatoires concernant les appareils ménagers : puissances, dimensions, consommation d'énergie, efficacité de lavage (pour les machines à laver), niveau de puissance acoustique (pour les aspirateurs et les lave-vaisselle).

Arrêté du 5 novembre, Journal officiel du 25 novembre 1992, p. 16135.

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

L'OEPE LIMITE LA PRODUCTION. L'Organisation, réunie à Vienne le 17 novembre, a fixé un plafond de 24,583 millions de barils par jour pour le 1^{er} trimestre 1993, et a pris acte du départ de l'équateur (le 1^{er} janvier 1993).

HAUSSE DES PRIX À LA CONSOMMATION DE 0,3 EN OCTOBRE. Annoncée en France le 27 novembre, elle suit des augmentations de 0,1 en août et en septembre (le Monde du 29-31 novembre et du 1^{er} décembre).

EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE ITALIENNE en octobre de 178 milliards de francs (697 millions de francs) contre un déficit de 1 000 milliards de francs en octobre 1991, selon les chiffres annoncés par l'ISTAT, le 28 novembre (le Monde du 1^{er} décembre).

IMPORTANTE MANIFESTATION D'AGRICULTEURS EUROPÉENS le 1^{er} décembre à Strasbourg, pour protester contre l'accord agricole au GATT entre la Commission européenne et les États-Unis (le Monde du 2^e décembre).

UAP-SUEZ. Après la rupture des négociations, l'UAP et Suez ont le contrôle de Colonia, leur filiale commune. L'UAP a annoncé le 2 décembre l'achat de 37,4 % de Nordstern, l'UAP de Colonia, l'assureur disposant de deux minorités de blocage, l'une dans Victoire, l'autre dans Nordstern (le Monde du 29-31 novembre et du 3 décembre).

TF1 CONDAMNÉE À PAYER 25 MILLIONS DE FRANCS À FRANCE 2 pour concurrence déloyale, le 2 décembre, le propos de son émission « Les marches de la gloire » (le Monde du 3 décembre).

JEAN-MICHEL BLOCH-LAINÉ A ANNONCÉ SA DÉMISSION de la présidence de la banque Worms, le 3 décembre (le Monde du 5 décembre).

EN GRANDE-BRETAGNE, 17 500 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ont été annoncées par les services postaux britanniques et la firme d'armement (le Monde du 5 décembre).

LE CONSEIL DES MINISTRES EUROPÉENS DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES a adopté le 5 décembre, à Bruxelles, une résolution sur la lutte contre le chômage (le Monde du 5 décembre).

MARDI 8 DÉCEMBRE. Bonn. Manifestation des agriculteurs allemands contre l'accord agricole au GATT et les États-Unis sur le GATT.

NICE. Europa 92. Premier congrès européen de l'entreprise, organisé par les chambres de commerce et d'industrie (jusqu'au 11 décembre). Paris-La Défense. Premières assemblées des organisations pour les professionnels des travaux publics (jusqu'au 10 décembre).

MERCREDI 9 DÉCEMBRE. France. Elections provinciales.

EDINBOURG. Conférence des dirigeants des socialistes européens (jusqu'au 11 décembre).

PARIS. Séminaire sur le thème « Les dessous de la qualité : pour une certification intelligente », organisé par l'Association française de gestion industrielle (AFGI) (salle de l'Espace).

JEUDI 10 DÉCEMBRE. Lisbonne. Ratification du traité de Maastricht par le Parlement portugais.

NANTES. Journées de l'ANVAR sur le thème « Innovation : prévoir c'est gagner » (jusqu'au 11 décembre).

VENDREDI 11 DÉCEMBRE. Edinbourg. Sommet de la CEE.

LIECHTENSTEIN. Référendum sur la ratification du traité de l'espace économique européen.

SAMEDI 12 DÉCEMBRE. Royères-de-Vassivière (Creuse). Assises du monde paysan, organisées par Génération Ecologie (jusqu'au 13 décembre).

LUNDI 14 DÉCEMBRE. Bruxelles. Conseil des ministres européens de l'agriculture qui se prononcera sur l'accord du GATT (jusqu'au 15 décembre). Stockholm. Réunion ministérielle de la CSCE Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (jusqu'au 15 décembre). Bruxelles. Conseil éco-finances de la CEE.

Bruxelles. Conseil Agriculture de la CEE (jusqu'au 15 décembre).

Little-Rock (États-Unis). Sommet économique réuni par Bill Clinton.

LA COTE DES MOTS

Financier

Le bienfaiteur de l'humanité qu'est le dessinateur belge de bandes dessinées Peyo vient de faire paraître, avec l'aide de quelques collaborateurs, un nouvel album, le Schtroumpf Financier (1), dont les héros sont, évidemment, les petits lutins bleus apparus en 1958.

Si l'intrigue est quelque peu ténue, l'auteur procède ici à un B. D. qui tient du manuel moral et du récit didactique. En effet, les plus jeunes lecteurs y apprendront, au fil des planches, ce qu'est la monnaie, quel est son rôle dans la société, les y apprendra qu'on peut proposer des « enveloppes » pour obtenir des marchés ; y retiendront sans doute les différentes démarches permettant de faire fructifier un capital.

Même les plus petits comprennent que l'argent contribue peu au développement de sentiments tels que l'avidité, la cupidité, l'égoïsme... Mais au royaume des Schtroumpfs le réalisme n'est pas toujours de mise, et la morale à l'eau de rose l'emportera : le Schtroumpf Financier, enrichi, s'avisera que « l'argent ne fait pas le bonheur ».

Le nom financier - le substantif féminin qui qualifie - a connu plusieurs exceptions au cours de sa déjà longue existence : autrefois, le nom désignait un avatar des publicains antiques, soit une personne s'occupant des finances publiques ; par la suite, la signification s'enrichit, par extension, s'appliqua à tout négociant opulent, à l'individu qui se livrait à des affaires, à spéculateur menant des opérations importantes.

Bourse.

Aujourd'hui, la définition a été revue à l'économie, le vocable est surtout employé pour qualifier un spécialiste de la gestion des finances publiques ou privées. Ces variations de sens font du financier, en quelque sorte, un agent de change.

Jean-Pierre Colignon

(1) Le Schtroumpf Financier est paru aux Éditions du Lombard.

BAUDOIN
THEOREME
de PASOLINI

120 Frs.

ENCYCLOPÉDIE
GÉOGRAPHIQUE

1120 pages 155 F

La métamorphose

PERSPECTIVES



Symbole de l'architecture industrielle de la fin du dix-neuvième siècle, les Grands Moulins de Corbeil sont aujourd'hui entièrement automatisés.

LA RESTRUCTURATION DE LA MEUNERIE

Tempête sur les moulins

Suite de la page 33

Elle se place juste avant l'Italie (818), et nettement devant l'Allemagne (585), sans parler de la Grande-Bretagne (84). Mais, sur l'ensemble français, à peine 300 d'entre eux comptent vraiment, puisqu'ils écrasent chacun plus de 2 000 tonnes de blé par an. Et, sur ces 300, à peine une vingtaine ont une capacité de production dépassant les 50 000 tonnes annuelles. A eux seuls, ils assurent plus de la moitié de l'écrasement des blés en France.

Le secteur est donc très fragmenté avec, d'un côté, les moulins comme les Grands moulins de Paris (GMP), la Française de moulins (Pantia et Corbeil), le Groupe Soufflet ou la coopérative Champagne Céréales et, de l'autre,

une myriade de petites entreprises. Si les petits moulins indépendants dégagent des bénéfices en vendant leur blé aux boulangers traditionnels, ils rencontrent au moment de régler la facture la difficulté de l'entreprise familiale, ou lorsque l'État renouvelle le matériel. Car la meunerie s'apparente à une industrie lourde, et pour maintenir les installations, il faut produire en grandes quantités. Les moulins ne sont guère vus, d'où les résultats financiers des premiers dix ans.

Sur le marché intérieur, les meuniers se livrent une concurrence vive pour accaparer les boulangers traditionnels, qui produisent les trois quarts des pains vendus. Et leur proposent de leur fournir des blés spéciaux, de

s'affilier à une enseigne, voire financer les travaux de leurs magasins pour capter ce marché très rentable. Les marges de la boulangerie industrielle ou dans les grandes surfaces, deux secteurs en expansion, sont en effet plus modestes. Avec l'artisanat, l'exportation reste un peu leur marché « vache à lait ». Mais ce marché, séduisant par ses tonnage, ses possibilités de gain et jouant sur les cours du blé et sur les restitutions de Bruxelles, est aussi très compétitif. Certains groupes l'ont appris à leurs dépens, et les restrictions du GATT risquent encore plus de rendre difficile d'approcher les marchés extérieurs.

Dominique Gaillois et François Groenrichard

La bataille de l'exportation

Premier port français d'exportation de farine et premier européen pour les céréales, Rouen a engagé d'énormes investissements pour faire face à la concurrence

de notre correspondant

Le port de Rouen, qui exporte 500 000 tonnes de farine par an, se situe au premier rang en France pour ce produit. Le tonnage est bien inférieur comparé aux 8 millions de tonnes en moyenne de céréales (blé, orge et maïs principalement) livrées à l'exportation et qui placent le port normand au premier rang en Europe. La farine reste cependant un des meilleurs indicateurs de la bonne santé du port, qui a traité au total 23,6 millions de tonnes en 1991.

Expédiée par sacs, la farine a longtemps procuré une charge de travail importante aux ouvriers dockers, qui travaillaient sur leur dos des masses de 50 kilos. Mais, signe avant-coureur des importantes mutations intervenues sur les quais, le port autonome a engagé, dès 1988, des investissements pour multiplier par six la produc-

tivité grâce à l'utilisation de grues capables de charger d'un seul jet 24 sacs, soit 14,4 tonnes. Accès maritimes, appointements et matériel de transbordement modernisés : au total, la communauté portuaire rouennaise a investi plus de 100 millions de francs pour ses terminaux de sacs.

ALÉAS. Les aléas du marché mondial des productions agricoles justifient à eux seuls l'effort entrepris. Dans un environnement concurrentiel exacerbé, Rouen ne peut se permettre d'offrir des prestations portuaires médiocres. L'expérience acquise avec l'ULM se passe de commentaires. Entre 1991 et 1992, la campagne céréalière expédiée depuis Rouen a chuté de 12 % (18,5 % à 7,4 millions de tonnes) en raison de la baisse du blé vers le CEE. Une reprise spectaculaire des livraisons aux partenaires européens a amorti le choc. Un accord au GATT, même s'il profite à l'agricul-

ture européenne, ne serait pas sans conséquences pour le port, déjà en bataille avec les Américains qui, depuis 1980, se sont mis à l'exportation de la farine vers l'Égypte. Rouen exportait alors 800 000 tonnes par an de farine, 40 % de plus qu'aujourd'hui.

Des entreprises sont directement concernées, comme la Semoulerie Skalli ou les Grands Moulins de Normandie, dont l'activité est essentiellement tournée vers l'exportation. Pour attirer les exportateurs étrangers de Rouen, le port autonome procède à un projet de zone hangar à blé pour stocker et charger à grande vitesse les farines. L'opération démontre des investissements dans le secteur agro-industriel permettra, dans un avenir difficile, de déceler les plus petites unités du marché, et moins l'espérance.

Edouard Bartzat

Bouygues, le « bétonneur-traiteur-pâtissier »

Lorsque le numéro un européen du BTP a racheté en 1989 les Grands Moulins de Paris, il a cru à une opération immobilière. Aujourd'hui les GMP, redressés, sont pour le groupe une très belle diversification industrielle

« Les progrès accomplis depuis trois ans sont remarquables, et il faut continuer... Une entreprise qui gagne pas d'argent ne peut pas progresser... » L'appréciation, apparemment anodine, sort de la bouche de Martin Bouygues lui-même, patron du numéro un européen du bâtiment et des travaux publics, elle vise sa plus récente et la plus inattendue acquisition : la diversification : les Grands Moulins de Paris (GMP). Un jugement subtil - prononcé en juin dernier à l'occasion d'une journée d'information intitulée « A la découverte des Grands Moulins de Paris », - à la fois encourageant et prudent, mais qui peut revêtir un double sens. Car, s'il est vrai que, quand le leader de la farine passe en 1989 des mains de la famille Vilgrain à celles du géant du béton l'entreprise a subi une perte de 231 millions de francs et 100 emplois plus tard, depuis, sous la houlette de Michel Crignon, le redressement apparaît spectaculaire (au prix de « nettoyages » d'envergure), l'année 1991 se termine sur une note plutôt décevante. « Les résultats seront nettement moins bons qu'en 1991 »,

explique Michel Crignon, même s'ils demeurent positifs. Nous avons rencontré des difficultés à l'exportation à cause d'une incroyable agressivité américaine, sur le marché égyptien de la farine, nous avons eu certaines expéditions ont même été annulées de leur destination... Les grèves des dockers n'ont pas non plus arrangé les choses. »

FORTUNE. Lorsque, il y a trois ans, Bouygues a racheté les GMP, on ne pouvait pas dire qu'il s'agissait d'une opération immobilière à long terme, mais par là, qui avait conduit, dans son auparavant, le groupe vers l'audiovisuel. Le pourquoi de l'opération tombe immédiatement sous le sens : GMP est propriétaire depuis soixante-dix ans d'un superbe terrain de 6 hectares au bord de la Seine, dans la zone d'Austerlitz et le boulevard périphérique, il n'est pas un chantier qui portera sur 100 postes, un sépare de l'ancien siège social du groupe de Paris pour installer à l'IVRY. « Ce sont les métiers de Bouygues celui-ci est le plus capital », affirme-t-il aujourd'hui. Michel Crignon d'ailleurs qui un instant que le groupe du Challenger se dégageait de l'ancien siège.

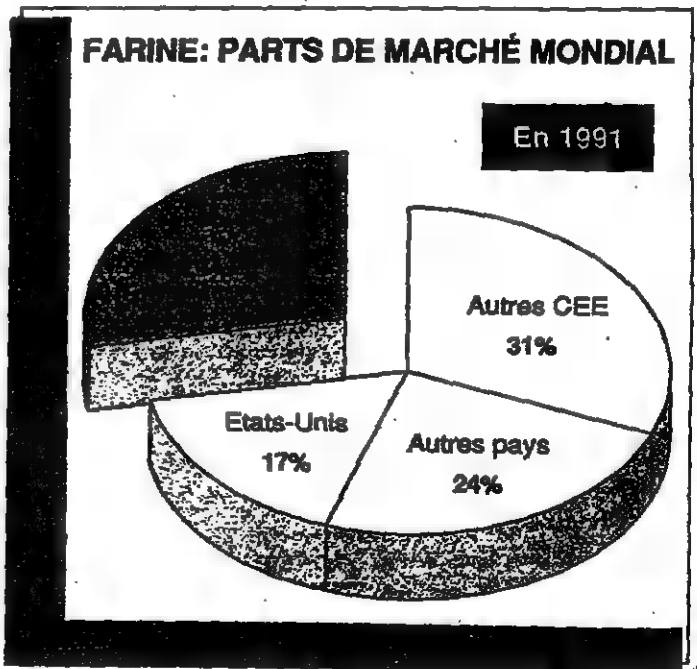
« Nous préférons développer indirectement l'intégration. »

Austerlitz dit, mais il faut. Michel Crignon veut le terrain de l'alimentation animale (marque SODEVA) à des coopératives, pour les successions nécessaires, pour le secteur de l'œuvre un plan de suppressions d'emplois qui portera sur 100 postes, un sépare de l'ancien siège social du groupe de Paris pour installer à l'IVRY. « Ce sont les métiers de Bouygues celui-ci est le plus capital », affirme-t-il aujourd'hui. Michel Crignon d'ailleurs qui un instant que le groupe du Challenger se dégageait de l'ancien siège.

unités de production de meunerie, une semoulerie, 13 mines de produits sucrés pour la boulangerie et la pâtisserie, dont 6 à l'étranger - sont symbolisés d'abord par un moulin dont la silhouette massive et grise est devenue familière à tous les Parisiens qui descendent la rue de Tolbiac et jettent un regard vers l'est. Cet édifice qu'on pourrait appeler un « bâtiment de caractère » est une des rares grandes usines encore debout à Paris.

LABEL. Il s'agit en fait du plus grand moulin européen en dépit de son âge respectable. Amorti depuis longtemps, il n'est pourtant ni poussé ni obsolète. Tamis, moteurs, turbines font vibrer l'édifice de pierre au parois et de travers ses parois. Chaque jour 1 700 tonnes de blé y sont sélectionnées, triées, séchées, stockées, assemblées en lots, écrasées, transformées en farines et en sons, cassachées, expédiées. Au laboratoire, les échantillons de blés sont disséqués, analysés, testés avec autant de soin que des embryons dans un service hospitalier spécialisé en génétique. « Le blé est une matière vivante, dans les silos il continue à vivre », note Michel Crignon.

Au rez-de-chaussée, l'école de boulangerie, créée en 1929, se prolonge depuis un an par un Institut européen de boulangerie-pâtisserie forme chaque année plusieurs dizaines de jeunes en vue des stages de reconversion, sous l'égide du conseil régional d'Île-de-France. « Le secteur de la boulangerie est en expansion, on ne trouve plus d'emploi », assure Michel Crignon. Gantois, directrice de l'école.



geant 30 % du chiffre d'affaires total, et le secteur de la boulangerie industrielle représentant 17 % de la clientèle, les GMP se sont mis à développer depuis trois ans à renforcer le partenariat avec ce segment de clientèle qui est le plus proche du consommateur final. L'enseigne « La mouture des pains » est le « label Bouygues » appliqué à l'agroalimentaire à travers des boutiques, 1 500 magasins, essentiellement dans les grandes villes. « Les artisans boulangers ne peuvent pas faire à eux seuls un travail d'exclusivité pour acheter que nos farines ou nos préparations, mais par un simple contrat d'approvisionnement minimum. En échange, nous les aidons à rénover leurs magasins, à trouver des financements. »

Ce n'est pas une mainmise sur l'aval mais un partenariat personnalisé, précise Thierry Clavel, directeur du marketing. La stratégie du groupe est donc à l'opposé de la formule « faire le plus possible de métiers dans la filière », depuis le champ de blé jusqu'à la baguette. « Nous préférons développer indirectement l'intégration en proposant des gammes très diversifiées et adaptées aux exigences de nos clients, qu'il s'agisse des farines - la marque Mout-Ble propose 60 variétés de farines, - des produits préparés pour la pâtisserie comme les mûsses, des assortiments de petits fours et de compotes comme un vrai traiteur. »

Bouygues, « bétonneur-traiteur-pâtissier », qui l'ait eu ?

F. G.

Reportage photographique Laurent Guenau

GMP en chiffres

Avec un chiffre d'affaires de 1 000 milliards de francs, soit 40 % du chiffre à l'étranger, les Grands Moulins de Paris (GMP), filiale de Bouygues depuis 1989, ont le numéro un du marché français est d'environ 15 %. Le groupe emploie 1 000 collaborateurs,

dont 100 ingénieurs et chercheurs. Les GMP exploitent 13 unités de production de meunerie, une semoulerie, 13 unités de produits sucrés. Une société de négoce, la Compagnie française commerciale financière, exporte les produits dans une soixantaine de pays.

ENFANT. C'est plus que depuis trois ans la crise immobilière est passée par là. Rien ne peut plus empêcher que de revendre aujourd'hui les GMP et leur actif phare, le terrain. Les négociations avec la mairie de Paris et la société d'économie mixte de la ville de Paris d'ailleurs en sont à leur début.

Les amoureux de la véritable architecture industrielle se plaindront. Les GMP - 13

هكذا من الناحية

L'ECONOMIE

PERSPECTIVES

LA RESTRUCTURATION DE LA MEUNERIE

Le groupe Pantin en campagne

Les Grands Moulins de Pantin poursuivent une stratégie de conquête en rachetant de précieuses parts de marché

« **N**OUS n'avons aucune cible pour l'instant. Mais nous savons que parmi les huit premiers de la profession certains seront à vendre dans les années à venir. Nous nous préparons donc simplement à saisir ces occasions. » Tranquillement, le nouveau président du groupe des Grands Moulins de Pantin assène ses convictions. En juin, l'arrivée de Laurent Haegel, trente-quatre ans, troisième du nom à la tête de cette entreprise, s'est accompagnée d'une refonte des structures. L'objectif est de clarifier l'organisation d'un groupe méconnu opérant dans la meunerie et la malterie afin d'attirer en temps voulu les capitaux nécessaires pour financer une acquisition.

Cette nouvelle stratégie coïncide avec l'arrivée aux commandes d'une nouvelle génération, comme ce fut le cas depuis qu'en 1935 cette lignée a été portée au pouvoir, quinze années après la formation du groupe. C'est en effet au début des années 20, que les familles Lévy et Baumann, fondatrices des Grands Moulins de Strasbourg, décident de se développer un peu partout en France. Elles s'installent alors à Dijon, Lyon, Montélimar, Marseille, Toulouse, Valenciennes, et aussi dans la région parisienne. Elles prennent un moment une participation dans les Grands Moulins de Paris, achètent les Moulins de Corbeil, et décident en 1921 de construire une usine à Pantin. Peu avant la deuxième guerre mondiale, à la demande des fondateurs, un autre Strassbourgeois, Julien Haegel, grand-père de l'actuel président, prend en main les destinées de

l'usine en 1955 se fait de manière amicale et Pantin prend dans la foulée le contrôle de Corbeil. Dans les années 80, le groupe se lance dans le malt en reprenant successivement les Malteries franco-belges et les Malteries chevaliers Martin.

HOLDING. A la veille de l'été, lorsque Jean Haegel passe le témoin à son neveu Laurent, la décision est prise de créer un holding baptisé Groupe Pantin, qui repose sur deux pôles bien identifiés avec, d'un côté, la Société française de Meunerie, de l'autre la Malterie franco-belge. Mais si ces deux branches pèsent le même poids (environ 1,6 milliard de francs de chiffre d'affaires chacune), elles évoluent dans des secteurs très différents. Le malt est une activité très rentable où la réorganisation de la profession est quasi achevée. Le groupe, avec ses sept usines françaises et ses 360 000 tonnes produites annuellement, est le deuxième maltteur français et le quatrième européen. L'objectif est d'atteindre les 500 000 tonnes. Si dans ce métier quelques grands contrôlent la quasi-totalité de la production française, il en va tout autrement pour la farine, où les marges sont aussi moins élevées.

Les producteurs de farine sont encore très nombreux, et les leaders, que se soit Paris, Pantin, Soufflet ou la coopérative Champagne Céréales, ont des parts de marchés modestes. « Les premiers meuniers français représentent chacun à peine plus de 12 % de l'écrasement de blé en France et détiennent 8 % du marché national de la farine », avance Laurent Haegel



A chacun des six étages, les broyeuses et les tamis fonctionnent automatiquement, comme dans de nombreux autres moulins.

Corbeil, l'une des trois usines du groupe (avec Pantin et Orthez dans les Pyrénées-Atlantiques), choisie pour devenir l'unité « phare ».

MODERNISATION. Pour cela, un programme de 60 millions de francs sur cinq ans a été décidé l'an dernier afin d'augmenter la capacité de production du moulin de Corbeil et le hisser au premier rang européen. Une unité de mouture de 600 tonnes par jour s'est ajoutée aux 1 200 tonnes produites quotidiennement par l'ancien moulin, dont toutes les machines sont progressivement remplacées. Cette modernisation s'est accompagnée d'une diminution d'effectifs sur le site. En dix ans, le nombre de personnes travaillant sur le site est tombé de 350 à 100, alors que la production dans le même temps a augmenté de 50 %.

Si Corbeil a été préféré à Pantin pour le développement de la meunerie, c'est en grande partie en raison de la taille du terrain : 5 hectares contre 1,5 hectare. De plus, le moulin d'origine, dont le groupe porte le nom, se situe à une encablure du périphérique parisien. Même s'il continue à être modernisé, il pourrait un jour intéresser un promoteur immobilier et pourrait même servir, pourquoi pas, de monnaie d'échange : terrain contre part de marché.

Sans l'afficher haut et fort, les dirigeants de Pantin rêvent de mettre la main dès que possible sur leur concurrent, les Grands Mou-

lins de Paris, car ils ne croient pas trop à la longévité de Bouygues dans la meunerie.

Rachèteront-ils les Grands Moulins de Strasbourg, qui fut leur maison mère ? Les deux groupes ont déjà des accords (notamment en ce qui concerne l'exportation) et des participations croisées. Pantin a 20 % dans Strasbourg, et Laurent Haegel en est administrateur. A l'inverse, Bertrand Lévy, président des Moulins de Strasbourg, détient 13 % de Pantin et en est administrateur. Il n'aurait pour l'heure pas de successeur à la tête de son affaire. En revanche, les dirigeants

« Nos métiers traversent une petite zone de turbulence. »

de Pantin rejettent catégoriquement l'idée de reprendre l'un des moulins de la coopérative de la Brie, celui de Verneuil, qui cherche désespérément des acquéreurs depuis plusieurs mois... Ils ont cependant débouché quelques-uns des meilleurs commerçants.

Si le groupe entend jouer un rôle majeur dans la restructuration de la meunerie française et renforcer ses liens avec ses clients principaux, les boulangers, en développant la marque Baguette, il souhaite toujours privilégier l'exportation. Par le jeu des restitutions européennes, l'activité peut en effet être très lucrative. Le groupe y consacre 55 % de son volume, ce qu'il estime être un maximum. Il a ainsi exporté l'an dernier, par le biais de sa filiale Sava, 398 000 tonnes sur les 732 000 tonnes de blé écrasé par le groupe. Après un début d'année difficile, dû à la chute massive des contrats à l'exportation qui a touché tous les producteurs français, la tendance s'est redressée récemment. Les résultats de la Française de Meunerie, la filiale farine, devraient donc être finalement juste équilibrés. « Nos métiers traversent une petite zone de turbulence, on a l'habitude de résultats fluctuants, affirme le directeur financier Jacques-Hervé Cassar. A l'exportation, nous sommes confrontés en permanence à des marchés qui s'ouvrent et à d'autres qui se ferment. Il faut savoir s'adapter très rapidement. » Donc pas question de faire, dans ce métier imprévisible, de prospective à long et même à moyen terme. Juste le droit pour ce meunier de rêver, et surtout de ne pas s'endormir comme dans la chanson.

D.G.

Les héritiers de Vidocq

Suite de la page 33

Un siècle plus tard, les buts de la profession n'ont pas varié. Avec une moralité à géométrie moins variable que celle de l'ancêtre, des entreprises commerciales ont proliféré sur un terrain des plus fertiles, c'est-à-dire l'amas des créances douteuses et des impayés. Ni « privés », ni « barbouzes », les professionnels de ce curieux métier - ou métier de curieux, au choix - sont plusieurs centaines, à Lyon, où ils se développent, sous le Second Empire.

On trouve, dans la métropole régionale, les sièges sociaux ou des représentations des plus importantes sociétés de la profession, qu'il s'agisse de SCRL, fondée à Lyon en 1893 (500 salariés); de S et W, née à Lyon, sous une autre raison sociale, en 1933 (400 salariés); Dun et Bradstreet France, fondée en 1872, à Paris (310 employés dans le pays); Piguet, créée à Lyon en 1893 (235 personnes) et quelques autres.

Les techniques ont changé. On est loin, désormais des charmanes et des oncles casés-fichiers de bois qui ornaient, du sol au plafond, tous les murs des locaux du contentieux lyonnais. Sans ronds-de-cuir ni manches de lustrine, ces entreprises abreuvent patiemment des ordinateurs, dont l'impressionnante puissance devient un argument de vente.

On puise d'abord, chaque jour que Dieu fait, à la plus évidente des sources d'information : les huit cents journaux français bourrés de bilans et comptes d'exploitation, de modifications de statuts, de nominations de nouveaux membres de conseils d'administration signalant les évolutions dans l'actionnariat, d'avis de fusions-absorptions, de créations et de défaillances d'entreprises, toutes annonces légales auxquelles sont astreintes les sociétés françaises, cotées ou non.

On dépouille aussi la presse locale. Enfin, les professionnels du renseignement les plus recherchés sont ceux qui ont su nouer, parés, des relations personnelles avec les banquiers de la place, dans laquelle l'usage du téléphone n'est l'objet d'aucune prohibition.

Le reste est une affaire de « feeling » ou, plus scientifiquement, de comparaison avec des ratios nationaux, calculés pour chacune des branches d'activité. Il en découle une appréciation sur la solvabilité des entreprises, que chacun peut consulter, moyennant finances, au moment d'ouvrir un crédit-acheteur. Par les temps qui courent, cette précaution n'est évidemment pas superflue. On a dénombré 53 252 défaillances d'entreprises en 1991, et, pour l'année en cours, on devrait arriver à un total de 60 000. Le total du crédit interentreprises est estimé, en France, à 2 000 milliards de francs. Dans le bilan de la moitié des sociétés françaises, le poste clients représente plus de 40 % des actifs. Certains professionnels incriminent la loi de 1985 sur les défaillances d'entreprises, en soulignant que le dépôt de bilan est devenu un outil de gestion, une manière d'obtenir le gel des créances.

COEXISTENCE. Quoi qu'il en soit, les entreprises de renseignement commercial affrontent la concurrence accrue d'organismes officiels désireux d'exploiter eux-mêmes - personne n'est ennemi de l'argent de poche - la masse des données que fournissent obligatoirement les entreprises. Ces organismes sont légion. Il s'agit de l'Institut national de la propriété industrielle, de l'INSEE, de l'Association des greffes de tribunaux de commerce, des chambres de commerce. Ces « poids lourds » s'appuient sur l'aura de neutralité de la puissance publique. C'est leur stout mais aussi leur handicap : ils sont bien en peine de livrer une appréciation claire sur le crédit des entreprises et s'en tiennent souvent aux comptes « bruts », fussent-ils diffusés par des réseaux télématiques.

Face à eux, les héritiers d'Eugène-François Vidocq ont deux façons de se distinguer. D'abord, par l'actionnariat. C'est le sens de transactions récentes, qui ont intéressé trois des sociétés ayant leur siège à Lyon. D'abord, en avril 1991, on a vu SNRC

absorber sa filiale Wys-Muller, de Marne-la-Vallée, et prendre comme raison sociale unique S et W, dont le capital rassemble la Lyonnaise de banque et l'entreprise d'affacturage Factofrance-Heller. Puis, en février 1992, le groupe Ecco a cédé sa filiale GRC (80 salariés) au holding Friedland Investissement, qui unit le Crédit agricole, le Crédit national, l'UAP, BIF, Total et IBF. Enfin, voici quelques semaines, le groupe de travail temporaire Bis s'est retiré de la SCRL, au profit de la Compagnie française d'assurance du commerce extérieur (Coface), maintenant titulaire de 70 % du capital, et de la Compagnie financière Edmond de Rothschild (30 %).

INTÉRÊT. L'adossement du renseignement commercial aux banques et sociétés d'assurance revêt un intérêt évident, pour la limitation de leur propre risque-crédit. Cela n'empêche pas la coexistence avec Dun et Bradstreet, première entreprise mondiale (60 000 collaborateurs dans le monde), qui reste indépendante, comme avec la société familiale Piguet, qui s'apprête à ouvrir son capital.

En second lieu, les descendants de l'illustre forgeron et policier s'efforcent désormais de se distinguer, par la nature même de leurs services, c'est-à-dire la sûreté et la prise de risques dans l'appréciation de solvabilité. Celle-ci conserve le caractère d'une correspondance privée ou d'une fort utile compilation de données éparpillées. Dun et Bradstreet met l'accent sur l'historique des délais de paiement qu'elle réalise, depuis 1983. S et W vient de lancer, en collaboration avec Eurostat, une publication intitulée



PME scope, apportant, à propos de cinquante-cinq secteurs d'activité dans lesquels les entreprises moyennes sont prépondérantes, des tableaux de synthèse, les éléments de bilan et de compte d'exploitation de chacune d'entre elles, les principaux indicateurs et ratios, ainsi qu'une batterie de « tests » d'analyse financière. On devient impardonnable si l'on ignore encore la comptabilité de son voisin de palier et tout aussi condamnable si l'on ne figure pas dans ce panthéon de l'économie française. GRC vient de lancer un nouveau service baptisé « objectif zéro retard » visant à réduire les délais de règlement.

Renforcement de l'actionnariat, services à grande valeur ajoutée, éclatement géographique : malgré tout cela, l'heure est favorable, à nouveau, pour d'astucieux indépendants. Transfuge de Dun et Bradstreet, puis de S et W, Michel Besson tente ainsi de développer, à Lyon, sous la raison sociale de Banque européenne d'informations civiles (BEIC), la recherche des adresses personnelles de mauvais payeurs.

Mais attention. Aux antipodes de Vidocq, il agit en conformité avec les recommandations de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) et il s'interdit d'utiliser de méthodes qui le disqualifieraient, y compris à ses propres yeux. Parmi ses clients, au nombre d'une trentaine, on trouve déjà de grandes banques de la place et des sociétés de crédit, complètement désemparées lorsqu'elles voient leurs débiteurs démembrer « à la cloche de bois ».

Gérard Buétes

Farine et malt

Les Grands Moulins de Pantin sont devenus le Groupe Pantin, par une décision de l'assemblée générale extraordinaire du 17 novembre dernier. Ce changement tient compte de l'évolution de cette affaire familiale présente non seulement dans la farine mais aussi dans le malt. Or ces deux activités passent désormais sensiblement le même poids. Un holding de tête, Groupe Pantin, contrôlé à plus de 80 % la Française de meunerie et à 57 % les Malteries franco-belges.

En 1991, la Française de meunerie a écrasé 732 000 tonnes de blé dans ses unités de Pantin, Corbeil - premier moulin d'Europe par sa capacité d'écrasement - et Orthez. Elle

devrait en moudre 850 000 tonnes cette année. Son chiffre d'affaires s'est élevé en 1991 à 1,867 milliard de francs pour un bénéfice net de 28,4 millions et une marge brute d'autofinancement de 59,5 millions de francs.

Pour 55 %, la farine produite est exportée par le biais d'une filiale, le Sava. En 1991, 398 000 tonnes ont ainsi été vendues hors des frontières, ce qui correspond à un chiffre d'affaires supérieur au milliard de francs. Le groupe s'est ainsi classé au deuxième rang mondial des exportateurs derrière le français GEFAR (584 000 tonnes), un ensemble réunissant essentiellement la SCARM, Champagne céréales et Soufflet.

Pantin. Détruites par un incendie en 1944, les installations sont reconstruites quatre ans plus tard. En 1951, il passe le relais à son fils Jean qui entreprend de séparer Pantin du groupe de Strasbourg. La scission des deux sociétés effec-

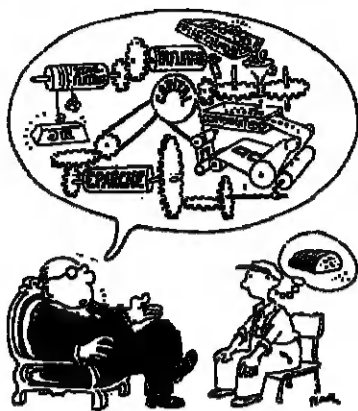
pour justifier sa stratégie expansionniste. Tout rachat sera donc celui d'une part de marché. Bien souvent, il ne sera pas question de maintenir en activité le moulin repris, la production étant transférée sur un autre site. Ce site sera



En ces temps modernes, la présence humaine se fait de plus en plus rare.

DOSSIER

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel



Créé par la loi du 17 janvier 1989, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est, en principe, « une autorité indépendante et collégiale chargée de réguler le paysage audiovisuel ».

Cette définition de Jacques Boutet, président du CSA, prête à exagération sur chacun de ses termes. Le caractère collégial du CSA. A la lettre, le CSA l'est effectivement puisqu'il s'agit d'un collège de neuf membres. Dans les faits, le président du CSA concentre bon nombre de pouvoirs. C'est lui qui réunit le conseil et arrête l'ordre du jour, lequel est transmis aux conseillers. Si un conseiller veut faire inscrire une question à l'ordre du jour, il en informe le président et donne au secrétaire du collège les éléments nécessaires à la délibération. Enfin, au cours des votes, le président a voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Et c'est lui qui est habilité à passer des conventions avec toute personne publique ou privée, et qui ordonne les dépenses et recettes du CSA.

L'indépendance du CSA. C'est surtout un lieu où les pressions politiques sont notoires, et justifiées par le mode de nomination des conseillers. Chacun d'entre eux exerce son mandat pendant six ans. Ils ne peuvent être nommés au-delà de soixante-cinq ans. Trois d'entre eux (dont le président) sont nommés par le président de la République, trois autres par le président du Sénat et les trois derniers par le président de l'Assemblée nationale. Le gouvernement actuel dispose donc des deux tiers des voix. Mais de là à prétendre que chaque décision traduit le rapport de forces politiques, il y a une marge.

Le CSA, instance de régulation. Il n'en a guère les moyens. Privé par le Parlement et le Conseil constitutionnel du droit d'élaborer sa propre législation, il est surtout chargé d'appliquer celle qui existe. Au point de créer parfois des situations « kafkaïennes », compte tenu de l'ampleur et du caractère parfois contradictoire de la réglementation audiovisuelle. Sur des sujets mineurs comme l'honnêteté de l'information ou la protection des jeunes, le CSA a pu intervenir à différentes reprises lorsqu'il estimait que la mesure était dépassée.

Dossier réalisé par Yves Mamou

Quelles sont ses attributions ?

■ Les fonctions les plus en vue du CSA sont au nombre de deux. La première a trait aux nominations des présidents de chaînes publiques, radio et télévision. Ainsi le CSA nomme pour trois ans le président commun des deux chaînes de l'audiovisuel public, France 2 et France 3, tandis que ceux de Radio-France et de Radio France Internationale sont choisis parmi les administrateurs désignés par le gouvernement. Il choisit aussi le président de Radio France outremer (RFO). Le CSA désigne également quatre membres du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), le président de cette institution étant nommé par le gouvernement.

Deuxième mission : le CSA gère et attribue fréquences et canaux aux radios et aux télévisions pour qu'elles puissent émettre. Mais surtout, et au-delà de ce considérable travail technique, le CSA délivre les autorisations d'émission sur ces fréquences et ces canaux. Qu'il s'agisse des 1 800 radios de la bande FM ou des candidats à une chaîne de télévision privée, c'est le CSA qui choisit les personnes morales qui vont émettre en programmes ces circuits de communication. Pour les bénéficiaires d'une fréquence radio, l'autorisation est de cinq ans. Pour ceux qui s'occupent de télévision privée, elle est de dix ans. Récemment, le CSA a auditionné les candidats à la reprise du canal de la défunte Cinq, pour le créneau horaire diurne avant Arta. Une décision définitive reste à prendre. Précision importante : les radios et télévisions publiques ont, de par la loi, priorité d'accès aux réseaux hertziens. Le CSA reste un intermédiaire obligé - c'est lui qui a attribué le canal de La Cinq à Arta, par exemple - mais la procédure se passe d'appel d'offres.

En matière de réseaux câblés ou d'exploitation de services radios et de télévision par satellite, le CSA délivre des autorisations d'exploitation différentes : vingt ans pour le câble, dix ans pour les satellites après appel de candidatures et audition publique.

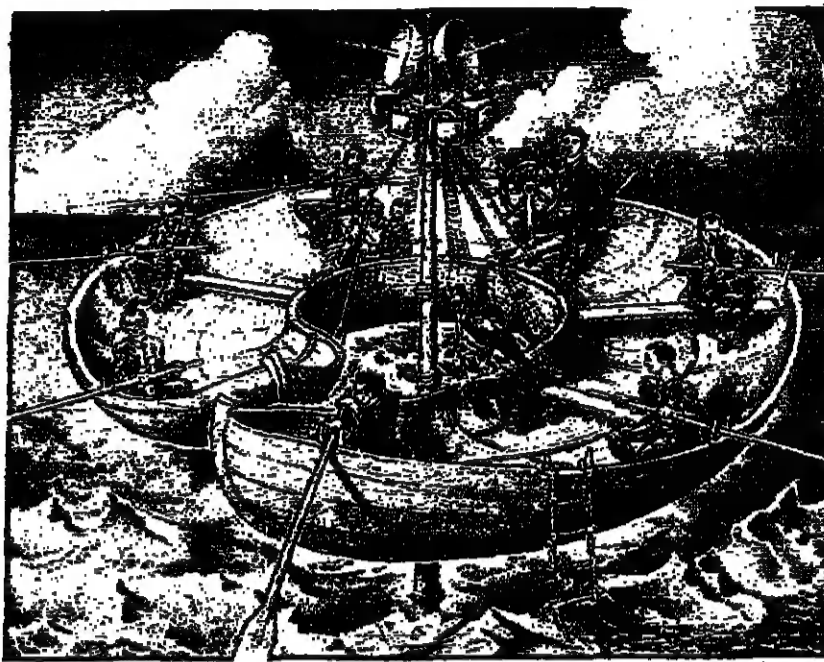
Quel contrôle exerce-t-il ?

■ De nombreuses missions du CSA se regroupent sous un terme unique : le contrôle. Le foisonnement des textes et décrets fait du CSA une entité gardienne de la loi. Instituée par celle-ci, la liberté de communication suppose le respect des règles existantes. Il lui est donc fait obligation d'assurer l'égalité de traitement et le respect du pluralisme des courants de pensée et d'opinion dans les programmes des sociétés nationales d'audiovisuel, notamment lors des émissions d'information politique. Par ailleurs, au moment des campagnes électorales, le CSA adresse des recommandations aux radios et aux télévisions privées, ainsi qu'aux services locaux du câble.

En matière d'expression directe des partis politiques représentés au Sénat ou à l'Assemblée, c'est le CSA qui fixe les modalités de leur apparition au petit écran, principalement le temps d'antenne qui leur est consacré. Les organisations syndicales et professionnelles représentatives à l'échelle nationale sont traitées de la même manière que les partis. Ces émissions sont diffusées tout au long de l'année sur les antennes du service public. Le CSA doit en outre faire respecter l'honnêteté et le pluralisme de l'information, ainsi que le respect par les médias audiovisuels des droits afférents à la dignité de la personne humaine.

Outre l'information, le CSA veille au respect, par les chaînes privées, du régime de diffusion des films (200 par an environ), de leur contribution obligatoire au développement de la production cinématographique et audiovisuelle, mais aussi de la protection de l'enfance et de l'adolescence dans la programmation des sociétés publiques et privées. Il doit en outre assurer la défense de la langue française et le développement de la libre concurrence : il peut adresser des recommandations au gouvernement en ce sens. Il peut aussi saisir et être saisi « pour avis » par le Conseil de la concurrence ou par n'importe quelle autorité administrative et judiciaire compétente. Enfin, il détient le contrôle a posteriori de la publicité, et définit les champs du parrainage et du téléachat.

Toutes ces formes de contrôle obligent le CSA à visionner les quelque 50 000 heures de programmes diffusés par les télévisions nationales. Les 735 000 heures des programmes des télévisions régionales, locales, câblées et les programmes des radios font l'objet d'une observation par sondage. Le CSA dresse chaque année des bilans des sociétés audiovisuelles.



De quels services techniques dispose-t-il ?

■ Les conseillers ne sont que la partie émergée de l'iceberg CSA. Ils sont épaulés par les services techniques, qui eux n'apparaissent pas ou peu. Placés sous l'autorité du directeur général, ils préparent et exécutent les délibérations des membres du CSA.

La direction des autorisations et des études chapeaute ainsi deux services : le service des autorisations et des analyses économiques (13 personnes) et le service des études (4 personnes). Le premier s'oc-

cupie de réaliser toutes les missions d'information en matière de télévision ou de radio. Il est aussi chargé des travaux préparatoires aux appels à candidature pour les attributions de canaux, de l'exploita-

tion des réseaux ou du respect des obligations de l'audiovisuel. Le service des études est chargé, lui, de toutes les recherches prospectives utiles à l'accomplissement des missions du Conseil.

Le service des programmes (53 personnes) analyse tout ce que les chaînes diffusent en direction du public, veille à la conformité de ces programmes avec la réglementation, procède à des enquêtes et informe le conseil des manquements relevés.

Le service technique (22 personnes) est chargé du suivi de toutes les questions relatives aux fréquences dévolues aux organismes de communication. Le service des radios regroupe plusieurs bureaux chargés à la fois des questions techniques, des programmes et du contrôle du spectre (29 personnes). Il a aussi le contrôle des seize comités techniques radiophoniques (159 personnes), les fameux CIR, qui assurent, outre-mer et dans les régions, le suivi des stations de la bande FM.

Le service des affaires juridiques (10 personnes) étaye la réflexion du Conseil sur tous les dossiers de son ressort et étudie particulièrement les sanctions prononcées par le Conseil et les actions contentieuses prévues par la loi.

Le service de la documentation et des publications (9 personnes) veille à la mise à jour du fonds documentaire tant au plan national qu'international et diffuse toutes les publications relatives aux activités du Conseil.

Le service des relations extérieures (6 personnes) enfin entretient avec le Parlement, les institutions et les organes de presse les liens nécessaires à l'accomplissement des actions du CSA.

UN ÉVENTAIL DE CONSEILLERS

Les neuf conseillers du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) sont nommés selon des durées variables - quatre ans, six ans ou huit ans - ce qui permet un renouvellement partiel de ses membres. Chacun des conseillers a un domaine d'activité particulier, généralement en liaison avec son ancienne activité professionnelle, ses goûts ou ses travaux.

Le président du CSA, Jacques Boutet, a été nommé pour six ans, à compter de la création de l'organisme par le président de la République. Conseiller d'Etat, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (ENA), il a notamment été PDG de TF1 en 1981-1982.

Trois conseillers ont été nommés pour quatre ans en 1989. Ils devraient donc être remplacés prochainement. Roger Burel - désigné par le président de la République - était président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF); il s'occupe du dossier des radios, en association avec Roland Faure. Francis Ballo, nommé par le précédent président du Sénat, Alain Poirer, est un universitaire, auteur d'ouvrages de référence sur les médias; il a été membre du Haut Conseil de l'audiovisuel de 1977 à 1980 et du Conseil national de la communication en 1987. Il est chargé du dossier des satellites. Monique Dagnaud, elle, nommée en avril 1991, termine le mandat du producteur Igor Barrère, démissionnaire du Conseil après deux ans d'exercice. Désignée par le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, M^{me} Dagnaud, chercheur au CNRS, est l'auteur d'un ouvrage sur la programmation des télévisions. Elle se consacre au dossier des télévisions privées, notamment M6, et de la pro-

duction et des programmes. Daisy de Galard a été désignée pour six ans par Alain Poirer. Journaliste, producteur à la télévision, notamment du célèbre « Dim, Dam, Dom », puis chez Gaudin, M^{me} de Galard fut membre de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), qui précède le CSA de 1986 à 1988. Au sein du CSA, elle suit France 2 et France 3. Pour sa part, André Gauron a remplacé en décembre 1991 Bertrand Labrousse, ancien président de la Société française de production (SFP), qui avait lui aussi décidé de quitter le CSA. Nommé par Laurent Fabius, André Gauron, ingénieur diplômé de Centrale, a travaillé au commissariat au Plan, fut expert au Conseil économique et social au titre de la CFDT puis conseiller auprès de Pierre Bérégovoy, depuis l'entrée de celui-ci au gouvernement, avant d'entrer au CSA où il est en charge de TF1.

Parmi les trois derniers conseillers, nommés pour huit ans, figurent deux journalistes. Geneviève Guichenev, qui présenta le journal de FR3 « Soir 3 » de 1982 à 1987, a été désignée par le président de la République. Elle s'occupe au CSA du câble, de la publicité et du parrainage. Autre conseiller issu du sérail journalistique, Roland Faure a été désigné par Alain Poirer. L'ancien directeur de la rédaction de l'Aurore, qui fut PDG de Radio-France de 1986 à 1989 après en avoir été directeur de l'information, se consacre aux radios. Monique Augé-Lafont, enfin, nommée par le président de l'Assemblée nationale, agrégée de mathématiques, qui fut recteur d'académie (Orléans-Tours puis Nice), est chargée des télévisions locales, régionales et cryptées ainsi que de RFO.

Quelles sanctions peut-il prendre ?

■ C'est à l'épreuve des sanctions que se mesure à la fois la force du CSA et l'étendue de ses compétences. Première évidence, les sociétés de programmes ne sont pas traitées de la même manière selon qu'elles appartiennent au secteur public ou privé. Au sein du privé, certains sont même « plus égaux que d'autres ».

Dans le principe, le CSA peut adresser des observations à un diffuseur public. Il dispose également d'un pouvoir d'injonction en cas de manquement grave. Quand, en 1992, les chaînes publiques ont voulu couper les jeux avec des spots publicitaires, le CSA est intervenu vigoureusement pour manifester sa désapprobation. En revanche, ni amendes ni suspension de l'autorisation d'émettre ne frappent radios et chaînes publiques. Vis-à-vis du secteur privé, les sanctions vont de la mise en demeure publique au retrait pur et simple de l'autorisation d'émettre, en passant par différents niveaux de peine : la suspension de l'autorisation pour un mois au plus, la réduction de la durée d'autorisation dans la limite d'une année, l'amende, si le manquement constaté ne relève pas du pénal, et enfin l'amende combinée avec une suspension d'autorisation. Jusqu'ici aucune peine de suspension n'a jamais été prononcée. En revanche, les amendes sont tombées dru : 30 millions de francs infligés à TF1 en 1992 - pour non-respect des quotas de diffusion, - 5 millions infligés à La Cinq en 1989 pour diffusion de téléfilms comportant de nombreuses scènes de violence.

En outre, Canal Plus n'est jamais soumise à l'amende ni au retrait d'autorisation. La chaîne dirigée par André Roussel n'est pas sous le régime de l'autorisation mais de la concession.

« Votre légitimité est incontestable. Elle ne peut être battue en brèche que par vous-mêmes. Ce qui est arrivé à d'autres... Entendez-vous, faites équipe ! »

François Mitterrand lors de l'installation du CSA 15 février 1989.

Que lui reproche-t-on ?

■ « Les institutions comme le Conseil supérieur de l'audiovisuel ne valent que par les personnes qui le composent ». Ce jugement d'un président de chaîne reflète l'amertume des diffuseurs vis-à-vis du CSA. Trois reproches majeurs sont adressés à l'institution : manque de courage politique, concentration des pouvoirs entre les mains du président, travailler en permanence en demi-teinte, l'arrivée d'ARTE sur le cinquième réseau a ainsi provoqué une crise de crédibilité dont peu d'institutions se relèvent. La décision du gouvernement de « préempter » le réseau de La Cinq en faveur de la chaîne culturelle franco-allemande n'a provoqué que peu de réactions. Pourtant, elle empiétait sur les attributions du CSA... qui a laissé faire. De même, après l'attribution de La Cinq au groupe Hachette en 1990 (voulue par le gouvernement pour contraindre TF1), le CSA a laissé le groupe Hachette s'installer dans que, pièces en main, le Conseil connaissait les contraintes économiques et réglementaires qui faisaient peser sur la chaîne un risque majeur de dépôt de bilan.

Autre reproche : le manque de collégialité du CSA. Depuis la nomination surprise de Philippe Guillaume à la présidence commune d'Antenne 2 et de FR3 en 1989, Jacques Boutet se méfie d'un conseil qu'il n'a pas choisi - et pour cause, vu son mode de recrutement. Résultat : il gouverne le plus souvent seul.

En outre, il laisse volontiers les « plénaires » (séances officielles de travail) s'engager dans la masse des dossiers techniques, au lieu de les déconcentrer pour favoriser un réel travail de réflexion au sein du Conseil. Résultat, selon certains, « aucun débat n'a jamais lieu » et le CSA n'exploite pas à fond les possibilités juridiques qui sont les siennes.

Le CSA n'a pas su développer une véritable doctrine sur l'audiovisuel. Cette absence de travail prospectif non seulement a privé les politiques de toute base pour une action en matière audiovisuelle, mais a empêché le CSA d'acquiescer une réelle autorité morale.

مركز التوثيق

OPINIONS

CHRONIQUE • par Paul Fabra

La fin du SME ?

RIEN n'illustre plus concrètement le profond malaise qui règne sur la scène monétaire européenne que les tribulations de l'écu privé. Pour essayer de ramener la confiance sur un marché désespéré, les autorités responsables se voient enfin contraintes de jouer cartes sur table. La pénible prise de conscience qui en résulte chez les opérateurs du monde de la finance contribue à les réveiller du rêve où les avait plongé la signature du traité de Maastricht.

Pendant la courte période qui s'écoula entre cette signature, survenue le 7 février 1992, et le référendum danois du 2 juin, les investisseurs, notamment « institutionnels » (compagnies d'assurance, sicav et fonds mutuels, etc.) furent nombreux à acquiescer de gros montants de titres d'emprunt, de toutes échéances, libellés en cette unité de compte. La palette en est très large, depuis les bons à trois mois émis en écus par le Trésor britannique jusqu'aux obligations à trente ans de durée offertes par le Trésor français (OAT, obligations assimilables du Trésor), sans compter les émissions émanant de sociétés industrielles et commerciales ou d'établissements bancaires.

L'idée était qu'en achetant des « instruments » (le mot du jargon moderne pour désigner les reconnaissances de dette) en écus on profitait d'une rémunération avantageuse sans prendre beaucoup de risques. N'était-il pas de notoriété publique qu'il n'y avait plus eu depuis 1987 d'ajustement important de parités entre les monnaies du SME qui formaient la « panoplie » dont se composait l'écu ?

Le sentiment quasi général était celui qu'exprimaient des experts de l'OCDE dans un de leurs « documents de travail » (working paper n° 117, 1992) : « Les changements entre les taux de change sont devenus moins fréquents. Les nouveaux progrès vers l'union économique et monétaire finiront par les éliminer totalement. » L'accumulation des avoirs en écus passait en outre pour une judicieuse pratique. La Banque de France n'encourageait-elle pas discrètement les établissements de la place à anticiper l'avènement de la monnaie unique ? Inscrire à son bilan des actifs en écus vous valait des compléments.

Un phénomène intrigant dont on s'était accommodé tant qu'il était source de profit s'était même produit au cours des mois précédents, entre l'été 1990 et le printemps 1991. Sous l'impulsion d'une forte demande sur les titres en écus, l'écu privé a fait prime sur sa valeur théorique. Théoriquement, le cours de l'écu privé (cours résultant de la cotation des instruments libellés en cette unité) coïncide exactement avec celui de l'écu officiel ou écu-pancier : il suffit d'appliquer aux cours du jour des douze monnaies entrant dans la composition de ce panier les coefficients de pondération correspondant à chacune d'elles. A Paris, par exemple, l'écu valait tel jour 0,6242 x 3,3915 francs (cours du DM) + 1,332 x 1 franc + 0,08784 x 8,216 (cours du sterling) + etc. = 6,642 francs. Demain, il vaudra un peu plus cher si, entre-temps, le cours de la monnaie allemande est passé de 3,3915 à 3,3975 F.

La persistance de l'écart dénotait l'imperfection du mécanisme d'arbitrage. La Banque des règlements internationaux de Bâle, où est organisée une caisse de compensation, a essayé de remédier par des mesures techniques à cette anomalie. Son nouveau système n'a pas résisté au retournement brutal du marché. Présentement, l'écu intéresse beaucoup moins, dans toute la mesure où, avant le 2 juin, il avait intéressé pour des raisons fallacieuses. Le cours du marché accuse une déviation par rapport à la valeur théorique.

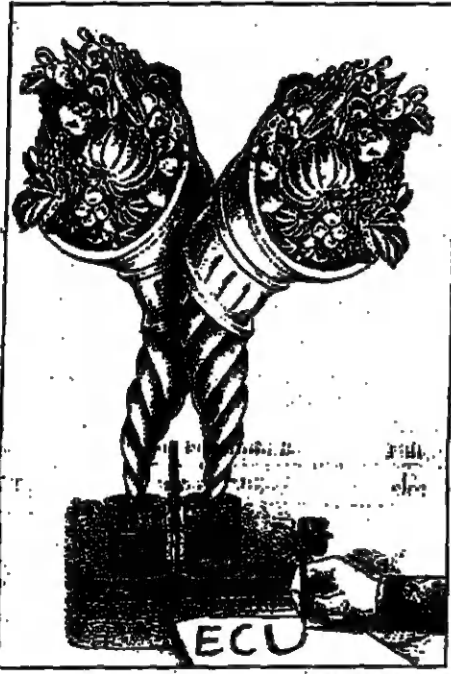
Les opérateurs, qui s'en mordent les doigts, s'aperçoivent un peu tard qu'il n'y avait aucune raison de considérer la perspective d'une union économique et monétaire comportant à la clef une monnaie unique appelée écu, comme un stimulant pour le marché fondé sur l'écu « monnaie de compte ». S'ils avaient lu attentivement le traité de Maastricht, ils se seraient avisés qu'il s'agit de deux sortes d'écus totalement distincts.

Le seul point commun sera le taux de conversion le jour J, s'il arrive jamais, où le nouvel écu sera introduit en Europe comme monnaie à part entière. L'écu nouveau commencera ce jour-là sa carrière avec la valeur de l'ancien. Après quoi, son évolution dépendra de facteurs tout à fait différents. La notion de

panier aura disparu. La valeur de l'écu sera uniquement tributaire de la politique d'émission de la future Banque centrale européenne. Cependant, le texte du traité, s'il est clair sur ce point, entretient lui-même la confusion par certaines de ses dispositions. En chargeant le futur institut monétaire européen de 1994, de faciliter l'usage de l'écu, il laisse entendre qu'ainsi il préparera l'adoption d'une monnaie unique. La vérité est que l'encouragement de l'écu privé intéresse surtout le lobby des banques. Les commissions sur les transactions en écus sont bonnes à prendre.

C'est un langage plus sobre qu'on entend aujourd'hui. A l'occasion de la deuxième conférence de l'écu organisée récemment à Paris par le MATIF avec la participation du Wall Street Journal Europe, Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, n'y est pas allé par quatre chemins : « L'écu de l'avenir n'a rien à voir avec les données de l'écu tel que nous le connaissons. On conçoit qu'une telle mise au point, tranchant avec tant de propos ambigus tenus dans un passé récent, pose quelques problèmes aux détenteurs ou candidats éventuels à la détermination.

Directeur général de l'institut de l'écu, Michel Coste a rappelé que, même si le calendrier de Maastricht est respecté, aucune date ne peut être fixée pour l'introduction de l'écu. Le traité se borne à disposer que celle-ci aura lieu dans un délai



NICOLAS GILBERT

« rapide » après la fixation « irrévocable » (au plus tard en 1999) des taux de change entre les pays jugés aptes à participer à l'union économique et monétaire. Cet écu « banque centrale » circulera parallèlement à la monnaie de chaque pays. Les instruments libellés en écus privés seront alors convertis en écus nouveaux selon le principe de la continuité des contrats.

Mais qu'en sera-t-il dans les pays de la CEE non encore entrés dans l'union économique et monétaire ? En conclusion, a dit le conférencier, il faudra gérer au mieux l'ambivalence de l'écu. Si on ne voit en lui que le panier actuel, on tombera

dans l'attentisme ; si on s'attache à sa qualité de préfiguration de la monnaie « forte et stable », on risque la déconvenue.

A forcer la nature de l'écu privé, on l'a empêché (jusqu'à quand ?) de rendre les services très utiles qu'il rend sur certains marchés. Selon Alain Prate, vice-président de la Banque européenne d'investissement, cet établissement a besoin de l'écu pour accorder des prêts aux investisseurs des pays « périphériques » (Espagne, Portugal, Grèce, Irlande), qui sont normalement ses clients les plus réguliers.

TOUT se passe comme si, pour rendre crédible le passage à l'union monétaire en l'absence d'union politique, les négociateurs de Maastricht avaient voulu faire jouer au SME un rôle pour lequel celui-ci n'était pas fait. De même qu'ils ont fait de considérer l'écu privé, unité de compte composite servant à dénommer une variété d'euro-emprunts, comme l'amorce d'une monnaie à part entière, de même ont-ils cherché à faire passer la stabilité des changes de ces dernières années comme l'antichambre d'un régime de monnaies rigides et irréversiblement soudées entre elles (le franc devenant le parfait substitut du deutschemark et vice-versa, en attendant leur remplacement par l'écu).

L'expérience était d'autant moins probante que cette stabilité était artificiellement acquise pour les seuls besoins de la cause. Ce faisant, c'est la finalité du SME qui était trahie. C'est ainsi qu'on a vu en 1991-1992 le peseta se hisser plus de dix-huit mois durant en tête du peloton à la faveur de taux d'intérêt élevés (supérieurs à 12 %).

Or l'objectif premier du SME, c'était de faire en sorte qu'à l'intérieur du marché commun les courants d'échanges ne soient pas faussés par de grossières distorsions de changes dus, selon le cas, à la surévaluation ou à la sous-évaluation systématique de telle ou telle monnaie. Dans cette perspective, la stabilité des changes n'était justifiée que dans la mesure où elle pouvait appuyer sur une évolution convergente des coûts et des prix. Encore cette condition, qu'on redécouvre aujourd'hui alors qu'il est peut-être trop tard pour sauver l'expérience, n'est-elle pas suffisante. A concentrer toute l'attention sur elle, on risque d'en oublier une autre, significativement exclue des fameux « fondamentaux » si chers aux analystes en chambre... (A suivre.)

LIVRES

La société « branchée »

Pour Philippe Breton, la « société de communication » est un mythe aux effets pervers qui sert à combler le vide laissé par l'humanisme et les idéologies

L'UTOPIE DE LA COMMUNICATION de Philippe Breton La Découverte, 152 pages, 89 F.

Le type même du mot-valise est bien celui de « communication ». On y fourre tout : les médias, les ordinateurs, la publicité, des directeurs d'entreprise, des instituteurs, des sociologues, etc., après en avoir éjecté – et encore ! – les transports. Ce qui ne simplifie pas précisément le dialogue – la communication précisée – lorsqu'on met le vocable en avant. En fait, Philippe Breton s'inquiète beaucoup d'autre chose : de la place énorme, quasi monstrueuse occupée dans nos sociétés par le mythe de la communication, devenue une sorte d'utopie depuis que l'homme a perdu les valeurs que secrétait sa vie intérieure.

Au départ se manifeste la volonté de regarder autrement le réel. Pour la science, l'important aujourd'hui, « ce sont les relations qu'entretiennent les phénomènes entre eux » plutôt que leur contenu. Norbert Wiener est en 1948 au centre de cette révolution intellectuelle qu'il prolonge ensuite vers le champ politique et social. Le père de la cybernétique entend en effet lutter contre l'entropie de nos sociétés, si manifeste dans les horreurs du nazisme et d'Hiroshima, par une régulation sociale qui s'opérerait de façon rationnelle par des réseaux de machines communicantes.

L'homme nouveau tire son énergie de sa capacité, comme individu « branché », connecté à de vastes systèmes de communication, à collecter, à traiter, à analyser l'information dont il a besoin pour vivre. Il est rationnel et transparent et il devient un être purement

social, antithèse du « surhomme » de Nietzsche. Se construisant sur le refus de l'exclusion, la société de communication semble apporter une pierre nouvelle à la civilisation. Inutile d'insister sur son influence dans les sciences, la littérature et plus généralement la culture.

Philippe Breton ne se laisse pas emporter par le flot ambiant. Il cite Georges Balandier pour qui « parler de société de communication » est, d'un certain point de vue, une redondance, car, de tous les temps, les hommes ont échangé des informations. Ce qui a été modifié, c'est l'usage massif des techniques dans ce domaine. Est-ce une raison pour saluer la venue d'un nouveau monde ?

REDONDANCE • Il est certain que les comportements quotidiens ont été fortement modifiés. Les médias sont devenus « incontournables » selon l'expression à la mode. « Le seul lieu où l'on trouve des informations permettant de décider l'univers dans lequel nous évoluons et le voyagerisme (est une) vertu nécessaire à la survie sociale... Il faut communiquer, quel que soit le contenu ».

Si l'on va plus loin, la nouvelle représentation de soi tient beaucoup plus à l'idée de « machine communicante », et l'espace public s'est élargi parce que « le désir d'être l'objet d'une médiatisation l'emporte largement sur la discrimination qu'appellerait le respect d'un espace privé ».

La nouvelle « utopie » de la communication est grosse d'effets pervers auxquels Philippe Breton consacre la dernière partie de son ouvrage, sans doute la plus riche. Les confusions nées de la communication touchent aussi bien le monde des ordinateurs que celui

des médias. La croyance en « l'intelligence artificielle », une contradiction dans les termes, perdure, faute de s'entendre sur les mots. De même, l'on croit avoir accès à la signification des événements parce qu'on est informé. On pense supprimer les distances, mais elles résistent beaucoup plus fortement qu'on ne l'imagine. « L'ignorance n'a pas de meilleure alliée que l'illusion du savoir ».

DIABOLISER • Et que dire de la croyance dans la toute-puissance libératrice de la communication, des formations « d'épanouissement de soi » par l'accès à des « techniques relationnelles » ? Leur rôle se limite le plus souvent à réduire un désordre. De même, la « culture du management » tend de façon simpliste à diaboliser le conflit, qui fait pourtant partie de la vie.

Philippe Breton souligne aussi efficacement la contradiction entre le fait que la société exige que l'information soit traitée comme une marchandise et donc soumise aux lois de la propriété privée, la loi, pour beaucoup de professionnels, une « bonne » information doit circuler librement pour avoir son effet maximal. Le piratage informatique est un symptôme révélateur de cette contradiction.

Notre auteur, on le voit, a le mérite de ramener à contre-courant, de regarder l'autre côté du miroir aux alouettes de la communication pour dénoncer ses théories utopiques servant d'alternative possible aux idéologies ou à l'humanisme. Le moindre danger n'est pas de priver notre société « branchée » de représentation de son futur. « Une société qui n'a pas d'avenir à se mettre sous la dent ne peut que se dévorer elle-même ».

Pierre Drouin

NOTE DE LECTURE

ERREURS ET IMPASSES DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE de Maurice Allais Editions Clément Juglar, 122 pages, 75 F.

C'est un livre direct qu'a écrit Maurice Allais. Prix Nobel de sciences économiques (1988), pour exposer rapidement les raisons fondamentales pour lesquelles lui, « entropien de toujours », est fermement opposé au traité de Maastricht. Pour l'économiste français, ce texte est inapplicable et il est susceptible de provoquer entre la France et l'Allemagne de graves difficultés : « Ou bien l'Allemagne serait entraînée contre son gré dans une nouvelle inflation ou bien elle serait amenée à faire sécession. Nul doute que l'opinion publique allemande en rendrait la France, à l'origine du traité, responsable. Dans les deux cas l'union monétaire, loin de favoriser le rapprochement franco-allemand, n'aboutirait qu'à dresser à nouveau l'Allemagne contre la France ».

Maurice Allais critique d'un point de vue économique plusieurs dispositions du traité de Maastricht qui pourraient bien entraver, et non pas aider, la construction du grand marché intérieur le 1^{er} janvier 1993. Selon lui, la Charte communautaire des droits sociaux ne va pas nécessairement dans le sens du développement des pays les plus pauvres de la Communauté. Bien au contraire, en favorisant une hausse prématurée des salaires réels ainsi qu'une augmentation des avantages sociaux, ces dispositions risquent de provoquer dans les pays les moins développés de la Communauté « un chômage massif ».

L'intention de l'auteur est bien résumée par la citation de l'économiste suédois Gunnar Myrdal, en exergue de son ouvrage : « Il est dans une démocratie de l'intérêt public que les vérités, et surtout les moins confortables, soient établies et diffusées aussi largement que possible ; les illusions – et particulièrement celles qui procèdent de l'opportunisme – sont un danger public. » Beaucoup de Français doutent. Ce n'est pas le cas de Maurice Allais.

P. F.

COURRIER DES LECTEURS

Touche pas à mon franc

Depuis quelques mois, l'idée d'une dévaluation du franc rassemble quelques adeptes, pour la plupart soudainement convertis. Après avoir bénéficié durant une dizaine d'années d'un quasi-consensus, la politique du « franc fort » apparaît désormais contestée.

Il faut bien sûr évaluer une monnaie si sa parité apparaît surévaluée. A cet égard, ni l'observation des faits au travers de la compétitivité des produits français ni l'analyse, par l'examen des fondements de l'économie française, n'incitent à dévaluer le franc. C'est cette année que l'amélioration de la compétitivité des produits français a été la plus manifeste : baisse leurs prix par une dévaluation apparaît donc inutile.

Pour l'avenir, la dévaluation n'est pas plus souhaitable. Le schéma traditionnel en faveur de la dévaluation – une baisse de la parité améliore le solde extérieur et favorise la croissance en réduisant cette contrainte extérieure – est assez largement infirmé par les faits et par l'analyse. Depuis une vingtaine d'années, ce sont au contraire les pays à monnaie forte, c'est-à-dire se réévaluant – l'Allemagne en Europe, – qui ont dégagé les plus forts excédents extérieurs et par là mieux lutté contre le chômage.

Au plan financier, le schéma parfois invoqué d'une baisse des taux, donc d'une relance des inves-

tissements, doit aussi être critiqué. La France a longtemps fourni l'exemple d'un pays à monnaie plutôt faible, ce qui l'a contrainte d'offrir aux placements internationaux une importante « prime de risque » compensatrice. Les taux étaient traditionnellement en France au moins 2 points au-dessus des taux allemands. Depuis le milieu des années 80, avec le maintien du taux de change du franc, cette prime s'est réduite jusqu'à une quasi-disparition actuellement.

La encore l'internationalisation des économies, en l'occurrence les mouvements de capitaux, explique les effets désormais largement pervers d'une dévaluation. Aujourd'hui les mouvements sont libres et 1 000 milliards de dollars circulent chaque jour sur les marchés des changes (à comparer avec les 300 milliards de francs de réserves de change de la Banque de France) ! Il est pourtant indispensable d'attirer ces capitaux ou de les y maintenir quand ils avoisinent, comme c'est le cas en France jusque 800 milliards de francs. Cet apport considérable d'épargne, s'il venait à quitter les marchés français, nous obligerait à le compenser par une forte réduction de notre consommation intérieure.

Or, pour attirer ces capitaux, il faut soit des taux d'intérêt plus élevés que ses voisins, soit une réputation de « monnaie forte », qui ne laisse pas craindre une baisse de la valeur des placements au travers d'une dévaluation. L'objectif, souhaitable, de taux d'intérêt les plus faibles possible passe donc par un « franc fort ». Il est illusoire cependant d'imaginer pouvoir s'affranchir du niveau des taux des autres monnaies fortes dans une économie ouverte.

Aux illusionnistes qui pensent avoir découvert la stratégie de la facilité pour s'affranchir d'un environnement international actuellement déprimé, il faut répondre fermement que le franc et les Français ont déjà donné !

Nicolas Resseguier cadre de direction de banque

CONJONCTURE

INDICATEUR • L'emploi

La barre des 10 %

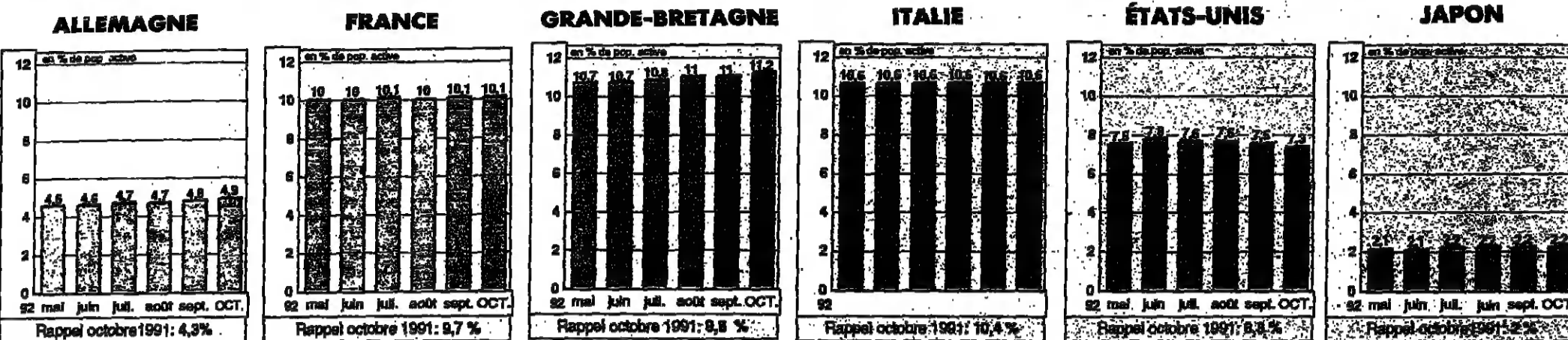
LES « dégraissages » reprennent de plus belle en Europe. Le rythme des pertes d'emplois s'accroît et le taux de chômage s'aggrave un peu partout. En moyenne, il atteint en octobre 9,8 % de la population active européenne, au lieu de 9 % un an plus tôt. Jusqu'où peut aller cette dérive ? Les enquêtes auprès des industriels sont unanimes : de nouvelles baisses de l'emploi importantes sont à prévoir au cours des prochains mois. Mais ces sondages n'informent que sur la situation à court terme. Dès lors, on est tenté de scruter les expériences du passé en matière d'emploi. Il en ressort au moins deux constats :

1. L'emploi est une variable retardée de l'activité. Ainsi, alors que les restrictions d'effectifs interviennent souvent avec quelques mois de

décalage par rapport au repli des productions, le retour des embauches se manifeste-t-il, de la même manière, avec retard. L'estimation des besoins à moyen terme déterminant la vigueur du mouvement de reprise.

2. Ces décalages commandent l'essentiel du cycle de productivité

autour duquel « s'enroule » la conjoncture. Parce qu'il arrive un moment où les baisses d'effectifs sont plus rapides que celles de la production, la productivité s'améliore, les trésoreries se redressent et les perspectives se dégagent un peu. Ce processus, qui demande plusieurs mois ou plusieurs trimestres, s'avère un préalable indispensable à une reprise durable de l'activité permettant, à terme, une hausse de l'emploi. Or à l'exception de la Grande-Bretagne, les gains de productivité sont encore nuls, voire négatifs, dans la Communauté européenne. En l'absence d'une amélioration des perspectives de production, c'est donc à des baisses supplémentaires d'effectifs qu'il faut s'attendre au cours de la majeure partie de 1993 dans les pays d'Europe continentale.



Taux de chômage en pourcentage de la population active. Sources : Office statistique des Communautés européennes (sauf Japon : sources nationales).

PAYS • La France

Incertitudes pour 1993

La crise que traverse le système monétaire européen depuis la mi-septembre semble avoir effacé, en l'espace de quelques semaines, les avantages progressivement acquis grâce à la stratégie dite de « désinflation compétitive » adoptée par notre pays depuis plusieurs années. En effet, les fortes dévaluations de nombreuses devises – livre, lire, peseta, escudo, couronne suédoise – se traduisent par une dégradation brutale de notre compétitivité-prix, qui pesera inévitablement sur nos exportations en volume en 1993. Après des gains substantiels de parts de marché en Europe de la mi-1991 à la mi-1992, c'est à des pertes qu'il faut maintenant s'attendre.

Le concept de « désinflation compétitive », apparu vers le milieu des années 80, s'est affirmé à partir de 1988. L'idée combine un change « fort » et une grande maîtrise des coûts, des coûts salariaux en particulier : le rythme d'inflation étant plus bas en France que chez nos partenaires, il devait être possible de gagner de la compétitivité même avec une parité élevée. Il s'agit au fond, suivant le pays auquel on se compare, de « faire moins de bénéfices » ou « d'être plus vertueux » que les autres.

Du début 1987 à septembre dernier, deux éléments particuliers ont de fait permis à ce

schéma de prendre corps : le mode de fonctionnement, qui s'est révélé intenable, du SME ; et les modalités de la réunification allemande.

Sur cette période, les gouvernements des pays européens connaissant les rythmes de hausse des prix les plus rapides ont voulu utiliser la crédibilité du mécanisme de change du SME pour assouvir leur politique de lutte contre l'inflation. Dans ces conditions, un seul ajustement des taux pivots, au demeurant mineur, a pris place début 1990, lorsque la lire a rejoint les marges normales de fluctuations de 2,25 % autour de son taux pivot (au lieu des marges élargies de 6 %). Il s'en est ensuivi une dégradation marquée de la compétitivité-prix des produits italiens, britanniques et espagnols, dont les exportateurs français ont largement profité, et qui explique dans une large mesure l'amélioration de notre solde commercial à la fin de 1991 et au début de 1992.

Cette situation était naturellement de plus en plus fragile ; à terme, une dévaluation sensible de la livre, de la lire et de la peseta vis-à-vis du deutschemark

et du franc apparaissait inévitable, comme le montraient bien les niveaux élevés de taux d'intérêt à long terme sur ces trois monnaies. Ces dévaluations sont, dans une certaine mesure, un retour à la case départ, permettant d'effacer, et au-delà pour la livre et la lire, les surévaluations peu à peu accumulées pendant la période où ces pays faisaient « plus de bénéfices » que nous en termes d'inflation, sans que les mouvements de change ne jouent un rôle correcteur. Mais, ces fortes dévaluations, bénéfiques dans l'immédiat en termes de compétitivité-prix pour nos partenaires, sont pour eux génératrices d'inflation importée.

En Allemagne, le financement par l'emprunt d'une réunification beaucoup plus coûteuse que prévu a induit des tensions sur les marchés du travail et des biens et une accélération marquée de l'inflation. Les tendances à l'œuvre – hausse des prix sur douze mois de 2,4 % en France et de 3,7 % en Allemagne en octobre, – laissent attendre le maintien d'un écart d'inflation favorable à notre pays en 1993. Aussi la compétitivité-prix des produits

français par rapport aux produits allemands tend à s'améliorer pour s'établir à un niveau voisin de celui, favorable, du début de 1987.

Si donc la « désinflation compétitive » continue de jouer en notre faveur vis-à-vis de l'Allemagne, le concept semble avoir montré ses limites vis-à-vis des monnaies européennes les plus inflationnistes. Il est clair que la compétitivité-prix des produits français ne pouvait indéfiniment s'améliorer, qui plus est de façon substantielle, au détriment de certains partenaires européens.

Alors que la croissance de 2 % réalisée en moyenne en 1992 est imputable à hauteur de 1,2 % à nos échanges extérieurs, cette contribution sera, du fait de la dégradation de notre compétitivité en Europe ainsi que du fléchissement de la demande, en Allemagne notamment, au mieux nulle en 1993. Les facteurs négatifs jouant en Europe ne pourront en effet être pleinement contrebalancés par les évolutions positives attendues aux États-Unis : accélération de la croissance, et amélioration de notre compétitivité, due à la remontée prévisible du dollar, déjà passé de son point bas de 4,80 francs de l'été dernier à 5,40 francs. C'est bien d'une accélération en cours d'année de la demande intérieure que dépendra notre croissance.

La politique de change – dite de « franc fort » – du gouvernement, qui a pour objectif central le maintien du taux pivot de 3,35386 francs pour 1 deutschemark, conserve cependant sa pleine justification. Elle garantit la stabilité des prix. Conjointement elle doit permettre à terme la réduction de l'écart de taux d'intérêt à long terme entre la France et l'Allemagne. Cet écart s'est élargi dès que des pressions sur notre monnaie se sont fait jour ou que la pérennité de la politique de « franc fort » semble moins assurée. Or ce sont les taux longs qui jouent principalement dans les décisions d'investissement des entreprises et d'acquisition de logement par les ménages. Il est à cet égard instructif de noter que, début décembre, le taux des obligations d'État à dix ans était sensiblement inférieur en France (8,3 %) à ce qu'il était au Royaume-Uni (8,7 %) et, plus encore, en Italie (13,6 %) et en Espagne (12,8 %). En particulier, si le Royaume-Uni bénéficie maintenant de taux à court terme ramenés à 7 %, soit de 2 à 3 points de moins qu'en France, les taux à long terme y sont cependant toujours plus élevés que dans notre pays, reflétant des craintes inflationnistes à moyen terme.

A quelques mois maintenant d'une détente probable des taux d'intérêt à court terme en Allemagne, qui allégera les contraintes pesant sur notre politique monétaire, c'est bien du renforcement de la crédibilité dans le temps de notre politique de stabilité du franc vis-à-vis du deutschemark que nous avons besoin.

Hervé Monet
Economiste d'entreprise

SECTEUR • La charcuterie

Tranche de morosité

POUR la charcuterie-salaison, 1992 restera une année très maussade, tant en volume de production qu'en chiffre d'affaires ou en bénéfices. Ce secteur devrait enregistrer une stagnation, voire une légère baisse, alors qu'il progressait jusqu'à 3 % à 4 % par an. En trois années, la production globale a augmenté régulièrement, passant de 865 367 tonnes en 1989 à 929 743 tonnes l'an dernier ; mais, au cours des dix derniers mois, la crise économique a modifié le comportement des consommateurs, qui, les statistiques le montrent clairement, se tournent maintenant vers des produits moins chers.

Ainsi, pour la première fois, les ventes de jambon stagnent alors que celles d'épaule cuite, moins coûteuse, progressent fortement. Selon le baromètre de la Fédération française des industries charcutières (FFIC), établi à partir des ventes de quarante-huit entreprises, le tonnage de jambon cuit est demeuré quasi stable au cours des dix derniers mois de 1992 (+ 0,25 %) alors que l'épaule a gagné plus de 10 %. Pâtissent aussi de la conjoncture les pâtés (- 2 %) et les saucisses (- 2,5 %), tandis que les saucissons secs et les plats cuisinés frais continuent de progresser de près de 4 %, comme, dans une moindre mesure, la poltrine fumée et les lardons (+ 1,5 %) – marchés au tonnage beaucoup plus modeste que celui du jambon.

Confrontés cette année à une hausse des prix des matières premières durant tout le premier semestre et à ce transfert de la consommation vers des produits dits « de base », les industriels ont vu leurs marges se réduire. Les marges nationales sont tombées de 55 % du marché de la charcuterie en 1989 à 32 % cette année, alors que celles des distributeurs, moins chères, ont atteint 32 % en 1991 (et cette année) contre 23 % en 1989, et que les produits d'appel, dits « premiers prix », ont fait un bond, passant de 20 % à 34 % en trois ans.

Conscients de cette évolution,

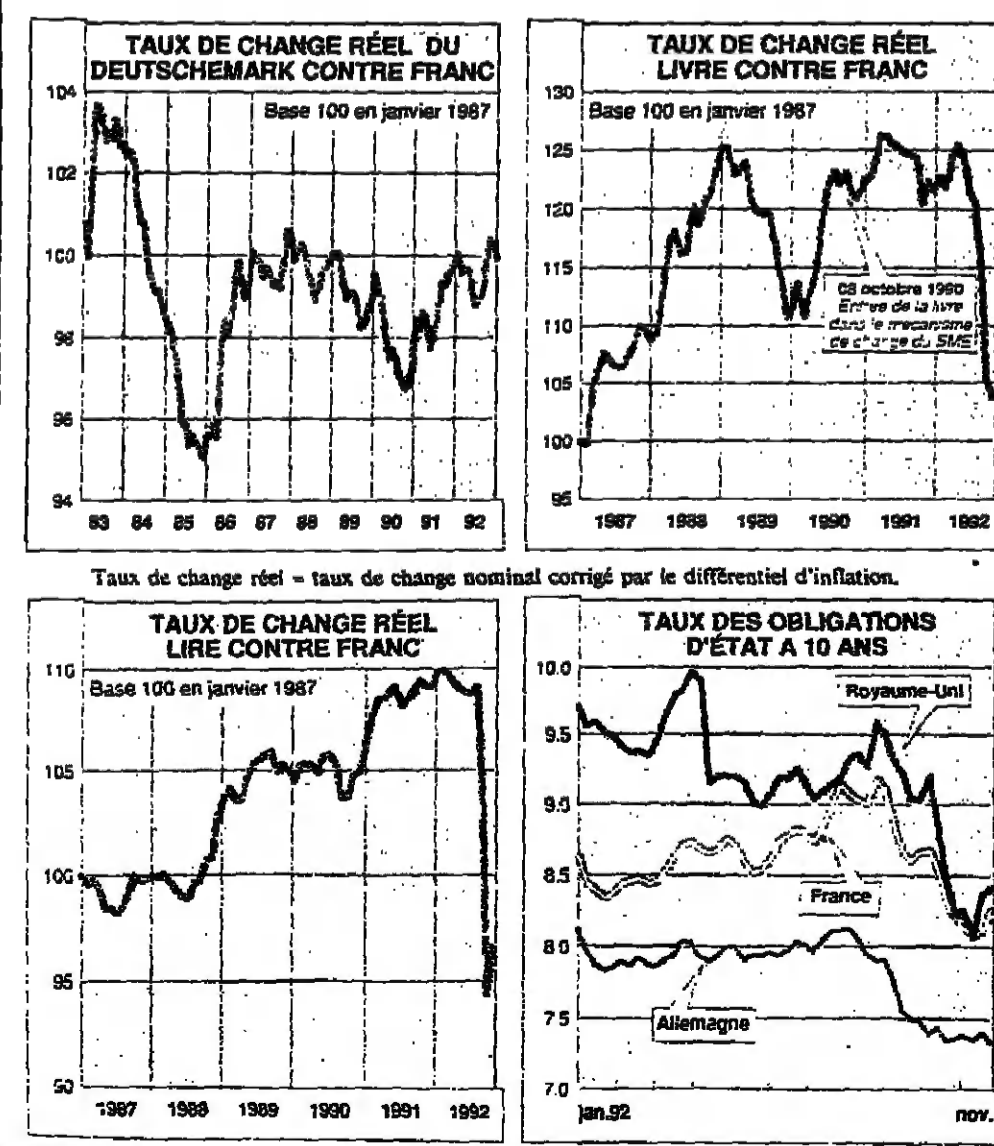
beaucoup de producteurs sont désormais présents sur les deux marchés, même si celui qui progresse reste beaucoup moins profitable que l'autre. Ainsi, l'an dernier, Paul Prédault a acquis Germainaud, un spécialiste du jambon préemballé vendu en libre-service. Même les distributeurs s'y intéressent : intermarché a repris successivement deux entreprises fabriquant du pâté ou du jambon, Ouno en 1991, puis, cette année, Rannou.

Dans ce contexte de rentabilité décroissante, la restructuration de la profession, qui compte parmi ses 400 entreprises des artisans comme de grands groupes (Reyher, Fleury Michon, Géo, IFM (Bongrain), Herta et Paul Prédault), amorcée depuis plusieurs années, devrait donc continuer et peut-être s'accroître. Les rachats continuent, et chacun tente de se spécialiser sur quelques familles de produits pour y acquies une position dominante.

La plus spectaculaire acquisition restera celle d'Olida par Fleury Michon en mars dernier. La firme vendécienne a fait un pari : absorber une société de même taille (1,6 milliard de chiffre d'affaires), en grande difficulté. Cette reprise lui permet surtout de conforter ses parts de marché sur deux secteurs rentables : le saucisson et la charcuterie préemballée. Dans le premier, avec le Cochon d'Or (13 % du marché), elle se hisse à plus de 20 % du marché. Elle talonne le Justin Bridou de Reyher (22 %). Dans la charcuterie préemballée, doublant sa part, elle arrive aussi au deuxième rang, avec 14 %, mais loin encore derrière Herta, filiale de Nestlé (22 %).

« Nous ne souffrons pas plus que les autres secteurs », note Hubert Foucault, président de Géo. Mais les affaires moyennes et peu spécialisées ont des difficultés. Dans ce contexte morose, il enregistre avec satisfaction un succès de sa firme : « Nous venons de signer un contrat de cinq ans pour vendre des saucissons... en Allemagne. Je n'aurais jamais cru que j'y parviendrais ».

Dominique Gallois



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde et l'agence de presse Idé.

